STALINE

œuvres



1907 - 1913

II

nbe
nouveau bureau d'édition

joseph staline

œuvres

II

1907-1913

nbe
nouveau bureau d'édition
bp 97/75662 paris cédex 14

Reproduction autorisée
ISBN 2-85687-010-4

SOMMAIRE

Introduction au tome II 9

1907

Préface à l'édition géorgienne de la brochure de K. Kautsky, Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe 13
La bataille électorale à Pétersbourg et les menchéviks 23
Pouvoir absolu des cadets ou pouvoir absolu du peuple ? 28
Le prolétariat se bat, la bourgeoisie s'allie avec le gouvernement 30
A la mémoire du camarade G. Télia 34
Le prolétariat d'avant-garde et le Ve Congrès du Parti.... 38
Confusionnisme 41
Nos clowns du Caucase 44
La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat.... 47
Le Congrès de Londres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. (Notes d'un délégué.) 51
I. — Compositon du congrès 52
II. — L'ordre du jour. Le rapport du Comité Central. Le rapport du groupe à la Douma 55
III. — Sur les partis non prolétariens 61
IV. — Du congrès ouvrier 68
Mandat aux députés social-démocrates de la IIIe Douma d'Etat (Adopté à l'Assemblée des délégués de la curie ouvrière de Bakou le 22 septembre 1907.)..... 75
Il faut boycotter la conférence ! 77

1908

Avant les élections 82
Encore un mot sur la conférence avec garanties..... 86
Qu'attestent nos grèves de ces temps derniers ? 91
Un tournant dans la tactique des industriels du pétrole.... 94
Il faut se préparer ! 98
La terreur économique et le mouvement ouvrier 101
Les industriels du pétrole et la terreur économique..... 104
La presse 116
« Socialistes » larbins 116
Zoubatovistes pharisiens 118
La conférence et les ouvriers 121

1909

La crise du Parti et nos tâches 130
Pour la prochaine grève générale 140
Dans le Parti 145
Résolution du Comité de Bakou sur les divergences au sein de la rédaction élargie du Prolétari 146
La grève et la Convention de décembre. (A l'occasion de leur cinquième anniversaire.) 149

1910

Lettres du Caucase 153
I. — Bakou 153
La situation dans l'industrie du pétrole 153
L'administration autonome de la région pétrolifère 156
La situation de l'organisation 158
Les « possibilités légales » 160
II. — Tiflis 164
Liquidateurs en matière de programme 165
Liquidateurs en matière de tactique 167
Résolutions adoptées par le comité de Bakou, le 22 janvier 1910. (En vue de la prochaine Conférence générale du Parti.) 171
I. — La propagande politique et la cohésion effective du Parti 171

II. — La représentation à la prochaine Conférence générale du Parti 173
Auguste Bebel, dirigeant des ouvriers allemands 174
Lettre au Comité central du Parti. (D'exil à Solvytchégodsk.) 180

1912

Pour le Parti 183
Vive le Premier Mai ! 188
Une phase nouvelle 193
Les pharisiens libéraux 195
Les olibrius sans-parti 197
La vie triomphe ! 199
Bien travaillé 201
Le fleuve s'est mis en marche ! 203
Comment ils se préparent aux élections 205
Conclusions 208
Nos objectifs 212
Mandat des ouviers de Pétersbourg à leur député ouvrier.. 214
La volonté des délégués 217
Bilan des élections dans la curie ouvrière de Pétersbourg.. 219
1. — L'élection des délégués 219
2. — L'élection des grands électeurs 220
3. — Deux unités 221
4. — L'élection du député 222
Aujourd'hui les élections 224

1913

A tous les ouvriers et toutes les ouvrières de Russie ! (9 janvier) 227
Les élections de Pétersbourg. (Lettre de St-Pétersbourg.).. 231
I. — La curie ouvrière 232
1. La lutte pour les élections 232
2. Le mandat du député 233
3. L'unité comme masque et l'élection du député 235
II. — La curie urbaine 238
III. — Conclusions 241
Sur la voie du nationalisme. (Lettre du Caucase.) 243
Le marxisme et la question nationale 247

I. — La nation 249
II. — Le mouvement national 257
III. — Position de la question 264
IV. — L'autonomie nationale culturelle 270
V. — Le Bund, son nationalisme, son séparatisme... 280
VI. — Les Caucasiens et la Conférence des liquidateurs 292
VII. — La question nationale en Russie 302
La situation au sein du groupe social-démocrate 309
L'anniversaire du massacre de la Léna 313

Notes 317
Biographie chronologique 339

Introduction au tome II

Le deuxième tome des Œuvres de J. Staline renferme surtout les œuvres de la période qui s'étend de la seconde moitié de 1907 à 1913, jusqu'à la déportation du camarade Staline dans la région de Touroukhansk où il resta jusqu'en février 1917. Ces écrits embrassent essentiellement deux périodes de l'activité révolutionnaire du camarade Staline : la période de Bakou et la période de Pétersbourg.

Les écrits qui se rapportent à la première moitié de 1907 sont consacrés à la tactique des bolchéviks dans la première révolution russe (« Préface à l'édition géorgienne de la brochure de K. Kautsky : Les Forces motrices et les perspectives de la révolution russe *», article sur « La bataille électorale à Pétersbourg et les menchéviks », etc.). Les articles de cette époque ont paru dans les journaux bolchéviks géorgiens* Tchvéni Tskhovréba *et* Dro. *Ils sont publiés en langue russe pour la première fois.*

Les textes écrits à partir de juin 1907, dans la période où l'activité révolutionnaire du camarade Staline se déroule surtout à Bakou, mettent en lumière la lutte des bolchéviks contre les menchéviks liquidateurs, pour le maintien et le renforcement du parti marxiste révolutionnaire illégal (« La crise du Parti et nos tâches », « Résolutions adoptées par le Comité de Bakou le 22 janvier 1910 », « Lettres du Caucase »). Les questions relatives à la direction du mouvement ouvrier révolutionnaire et des syndicats sont traitées dans les articles : « Qu'attestent nos grèves de ces temps derniers ? », « Les industriels du pétrole

et la terreur économique », « *La conférence et les ouvriers* », *etc. L'étude* « *Le Congrès de Londres du POSDR (Notes d'un délégué)* » *dresse le bilan du Ve Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Les articles de J. Staline de cette période, contenus dans le second tome, ont paru dans les journaux* Bakinski Prolétari, Goudok *et* Social-Démocrate.

A partir de la seconde moitié de 1911 débute la période de Pétersbourg de l'activité révolutionnaire du camarade Staline (1911-1913). Le camarade Staline, à la tête du Bureau russe du Comité Central, dirige le travail du Parti en Russie pour appliquer les décisions de la conférence de Prague du Parti. A cette époque se rapportent les œuvres traitant principalement du nouvel essor révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, des tâches du Parti bolchévik en liaison avec les élections à la IVe Douma d'Etat. En font partie : le tract Pour le Parti, *les articles :* « *Une phase nouvelle* », « *Bien travaillé...* », « *Le fleuve s'est mis en marche !...* « *Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier* », « *La volonté des délégués* », « *Les élections à Pétersbourg* », *etc. Ces articles ont paru dans les journaux pétersbourgeois Zvezda* et la *Pravda.*

Ce deuxième tome contient également le célèbre ouvrage de J.-V. Staline, Le Marxisme et la question nationale *(1913), où sont exposés la théorie et le programme des bolchéviks sur la question nationale.*

On n'a pas pu retrouver jusqu'à présent l'article « *De l'autonomie nationale culturelle* », *rédigé par le camarade Staline pendant sa déportation dans la région de Touroukhansk, ainsi que plusieurs autres écrits.*

L'Institut Marx-Engels-Lénine,
auprès du Comité Central
du Parti Communiste (bolchévik) de l'URSS

II

1907-1913

Préface à l'édition Géorgienne de la brochure de K. Kautsky:

Les forces motrices et les perspectives de la révolution Russe[1]

Le nom de Karl Kautsky n'est pas nouveau. On le connaît depuis longtemps comme un théoricien méritant de la social-démocratie. Mais Kautsky n'est pas seulement célèbre à ce titre ; il est remarquable aussi comme investigateur sérieux et pénétrant des questions tactiques. A cet égard, il s'est acquis une grande autorité non seulement parmi les camarades européens, mais aussi chez nous. Ceci n'est pas étonnant : aujourd'hui que les divergences de tactique scindent la social-démocratie russe en deux fractions ; que la critique réciproque aiguise souvent les choses en tournant aux commérages, et qu'il devient extrêmement difficile de tirer la vérité au clair, il est extrêmement intéressant d'entendre un camarade aussi impartial et aussi expérimenté que K. Kautsky. Voilà pourquoi nos camarades se sont mis à étudier avec tant d'ardeur les articles tactiques de Kautsky : « La Douma d'Etat », « L'insurrection de Moscou », « La question agraire », « La paysannerie russe et la révolution », « Les pogroms (anti-juifs) de Russie », etc. Mais nos camarades ont prêté une attention infiniment plus grande à la présente brochure, et cela parce qu'y sont traitées toutes les questions principales qui divisent la social-démocratie en deux fractions. Le fait est que Plékhanov, qui avait fait appel dernièrement aux camarades étrangers pour élucider nos questions d'actualité, avait, on le voit, posé les mêmes questions à Kautsky, en lui demandant, à lui aussi, une réponse : c'est cette réponse que Kautsky, comme il le dit lui-même, donne dans la présente brochure. Il va de soi après ceci que les camarades devaient se référer avec

la même attention soutenue à la brochure en question. Et il est clair que, pour nous, l'importance de cette brochure s'en trouve accrue d'autant.

Pour cela, il sera donc très utile de rappeler, ne fût-ce que dans leurs grandes lignes, les questions qui nous divisent et de préciser du même coup le point de vue de Kautsky sur telle ou telle question.

De quel côté est Kautsky ? Qui soutient-il, les bolchéviks ou les menchéviks ?

La première question, qui scinde en deux parties la social-démocratie russe, c'est la question sur le caractère général de notre révolution. Que notre révolution est démocratique bourgeoise et non pas socialiste, qu'elle doit se terminer par la destruction du féodalisme et non du capitalisme, ceci est clair pour tous. Mais une question se pose : qui dirigera cette révolution et qui ralliera autour de soi les éléments mécontents du peuple, la bourgeoisie ou le prolétariat ? Le prolétariat se traînera-t-il à la remorque de la bourgeoisie, comme cela a eu lieu en France, ou bien la bourgeoisie suivra-t-elle le prolétariat ? Voilà comment se pose la question.

Les menchéviks disent par la bouche de Martynov que notre révolution est bourgeoise, qu'elle est une répétition de la Révolution française et, puisque c'est la bourgeoisie qui a dirigé la Révolution française, révolution bourgeoise, c'est aussi la bourgeoisie qui doit diriger notre révolution. « *L'hégémonie du prolétariat est une utopie nuisible...* », « *Le prolétariat doit suivre l'extrême opposition bourgeoise* ». (Voir *Deux Dictatures* de Martynov.)

Les bolchéviks, eux, disent : c'est vrai, notre révolution est bourgeoise, mais cela ne signifie nullement qu'elle est une répétiton de la Révolution française, qu'elle doit être nécessairement dirigée par la bourgeoisie, comme ce fut le cas en France. En France, le prolétariat représentait une force peu consciente et inorganisée, et c'est pourquoi l'hégémonie dans la Révolution est restée à la bourgeoisie. Chez nous, le prolétariat représente une force comparativement plus consciente et plus organisée, et c'est pourquoi il ne se contente plus du rôle d'appendice de la bourgeoisie et, comme classe la plus révolutionnaire, il se place à la tête du mouvement actuel. L'hégémonie du prolétariat n'est pas une utopie, mais un fait vivant, le prolétariat, dans les faits, rassemble autour de lui les éléments mécontents. Et celui qui

lui conseille de « suivre l'opposition bourgeoise » le prive de son indépendance, transforme le prolétariat de Russie en un instrument de la bourgeoisie. (Voir *Deux Tactiques* de Lénine.)

Comment Kautsky envisage-t-il cette question ?

> Les libéraux invoquent souvent la grande Révolution française. Pas toujours avec raison. Les conditions de la Russie d'aujourd'hui diffèrent beaucoup, sur bien des points, de celles de la France de 1789. [Voir le troisième chapitre de la brochure.] ... Le libéralisme russe est d'un tout autre genre que le libéralisme de l'Europe occidentale, et ne serait-ce que pour cette seule raison, on aurait grandement tort de présenter simplement la grande Révolution française comme un modèle pour la révolution russe de nos jours. Dans les mouvements révolutionnaires de l'Europe occidentale, la classe dirigeante a été la petite bourgeoisie, surtout la petite bourgeoisie des grandes villes. [Voir le quatrième chapitre.] ... Le temps des révolutions bourgeoises, c'est-à-dire des révolutions dont la force motrice était la bourgeoisie, est passé, et il est passé pour la Russie également. Là aussi, le prolétariat a cessé d'être un simple appendice et un instrument de la bourgeoisie, comme ce fut le cas pendant les révolutions bourgeoises ; il est une classe indépendante, avec des buts révolutionnaires indépendants. [Voir le cinquième chapitre.]

Voilà ce que dit K. Kautsky du caractère général de la révolution russe, voilà comment il comprend le rôle du prolétariat dans la révolution russe actuelle. La bourgeoisie ne peut pas diriger la révolution russe, donc le prolétariat doit s'affirmer comme dirigeant de la révolution.

Deuxième question de nos divergences : la bourgeoisie libérale peut-elle être, au moins, l'alliée du prolétariat dans la révolution actuelle ?

Les bolchéviks disent qu'elle ne le peut. Il est vrai que, dans la Révolution française, la bourgeoisie libérale a joué un rôle révolutionnaire, mais c'est parce que la lutte de classes y était moins aiguë, le prolétariat était peu conscient, il se contentait du rôle d'appendice des libéraux, tandis que chez nous la lutte de classes est extrêmement aiguë, le prolétariat est beaucoup plus conscient et il ne peut se résigner à ce rôle d'appendice des libéraux. Là où le prolétariat lutte de façon consciente, la bourgeoisie libérale cesse d'être révolutionnaire. C'est bien pourquoi les libéraux-cadets, effrayés par la lutte du prolétariat, cherchent

protection sous l'aile de la réaction. C'est bien pourquoi ils combattent plus la révolution que la réaction. C'est bien pourquoi les cadets [2] feront plutôt alliance avec la réaction contre la révolution qu'avec la révolution. Oui, notre bourgeoisie libérale et ses défenseurs les cadets sont les alliés de la réaction, ils sont les ennemis « éclairés » de la révolution. Il en va tout autrement des paysans pauvres. Les bolchéviks disent que seule la paysannerie la plus pauvre tendra la main au prolétariat révolutionnaire, et qu'elle seule peut conclure une alliance solide avec le prolétariat pour toute la période de la révolution actuelle. C'est donc elle que le prolétariat doit soutenir contre la réaction et les cadets. Et si ces deux forces principales font alliance entre elles, si les ouvriers et les paysans se soutiennent mutuellement, alors la victoire de la révolution est assurée. Sans cela, la victoire de la révolution est impossible. C'est pourquoi les bolchéviks ne soutiennent les cadets ni à la Douma, ni, en dehors de la Douma, aux élections du premier degré. C'est pourquoi les bolchéviks, aussi bien aux élections qu'à la Douma, soutiennent seulement les représentants révolutionnaires des paysans, contre la réaction et les cadets. C'est pourquoi les bolchéviks rassemblent les grandes masses populaires seulement autour de la *partie* révolutionnaire de la Douma, et non autour de *toute* la Douma. C'est pourquoi les bolchéviks ne soutiennent pas la revendication d'un ministère cadet. (Voir *Deux Tactiques* et *La Victoire des cadets* de Lénine.)

Les menchéviks raisonnent tout autrement. Il est vrai que la bourgeoisie libérale hésite entre la réaction et la révolution, mais en définitive, selon eux, elle se ralliera quand même à la révolution, elle jouera quand même un rôle révolutionnaire. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie libérale en France a joué un rôle révolutionnaire, parce qu'elle est opposée au vieil ordre de choses et que, par conséquent, elle sera bien obligée de se rallier à la révolution. Selon les menchéviks, on ne peut appeler la bourgeoisie libérale et ses défenseurs, les cadets, traîtres à la révolution actuelle, ils sont les alliés de la révolution. Voilà pourquoi les menchéviks les soutiennent aussi bien aux élections qu'à la Douma. Les menchéviks répètent que la lutte de classes ne doit jamais éclipser la lutte commune. C'est justement pourquoi ils appellent les masses populaires à s'unir autour de *toute* la Douma, et non seulement autour de sa *partie* révolutionnaire ; c'est justement pourquoi ils appuient de toutes leurs forces la

revendication d'un ministère cadet, c'est justement pourquoi les menchéviks sont prêts à vouer à l'oubli le programme maximum, à tronquer le programme minimum et à répudier la république démocratique, à seule fin de ne pas effaroucher les cadets. Il est possible que certain lecteur prendra tout cela pour une calomnie à l'adresse des menchéviks et exigera des faits. Voici donc des faits.

Voilà ce qu'écrivait il n'y a pas longtemps le célèbre publiciste *Malichevski :*

> Notre bourgeoisie ne veut pas de la république ; par conséquent, il ne peut y avoir de république chez nous..., [de sorte qu'] ... à la suite de notre révolution doit surgir un régime constitutionnel, mais pas du tout une république démocratique.

Aussi Malichevski conseille-t-il aux « camarades » de laisser là les « illusions républicaines ». (Voir *Piervy Sbornik* [3], p. 288-289.)

Et d'un.

A la veille des élections, un dirigeant menchévik, *Tchérévanine,* écrivait :

> Il serait absurde et insensé pour le prolétariat d'essayer, comme d'aucuns le proposent, d'engager la lutte, en commun avec la paysannerie, à la fois contre le gouvernement et contre la bourgeoisie, pour une Assemblée constituante, nationale et souveraine.
>
> Maintenant, *dit-il,* nous cherchons à nous entendre avec les cadets et à obtenir un ministère cadet. (Voir *Naché Diélo* [4], n° 1.)

Et de deux.

Mais, tout cela, on se contentait de l'écrire. Un autre dirigeant menchévik, *Plékhanov,* ne s'en est pas tenu là et a voulu appliquer ce qui était sur le papier. Alors qu'une âpre discussion s'était engagée dans le Parti sur la question de la tactique électorale, que tout le monde demandait : l'accord avec les cadets est-il admissible aux élections du premier degré ? Plékhanov a jugé insuffisant même l'accord avec les cadets et il s'est mis à prôner un véritable bloc, la *fusion* momentanée avec les cadets. Rappelez-vous le journal *Tovarichtch* [5] du 24 novembre (1906), où Plékhanov a fait insérer un petit article. Un des lecteurs du

Tovarichtch demande à Plékhanov : une plate-forme commune des social-démocrates et des cadets est-elle possible et si elle est possible, « *quelle pourrait être... la plate-forme électorale commune ?* ». Plékhanov répond que la plate-forme commune est *nécessaire* et que cette plate-forme doit être une « Douma souveraine »... « *Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre réponse.* » (Voir *Tovarichtch* du 24 novembre 1906.) Que signifient les paroles de Plékhanov ? Elles signifient uniquement que, lors des élections, le parti des prolétaires, c'est-à-dire la social-démocratie, doit en fait se *joindre* au parti des patrons, c'est-à-dire aux cadets, doit éditer en commun avec eux des tracts d'agitation adressés aux ouvriers, doit renoncer en fait au mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale, au programme minimum de la social-démocratie et, au lieu de cela, doit formuler le mot d'ordre cadet d'une Douma souveraine. En réalité, c'est un abandon de notre programme minimum aux cadets pour rehausser notre réputation à leurs yeux.

Et de trois.

Mais ce que Plékhanov n'a pas dit assez courageusement, un troisième dirigeant menchévik, *Vassiliev,* l'a exprimé avec un courage remarquable. Ecoutez :

> Que toute la société, tous les citoyens... établissent d'abord le pouvoir constitutionnel ! Dès l'instant où ce pouvoir devient populaire, le peuple peut, groupé comme il l'est par classes et par intérêts... aborder la solution de tous les problèmes. Alors la lutte de classes et de groupes n'est pas seulement opportune, elle est nécessaire... Tandis que maintenant, à l'heure présente, elle est *funeste* et *criminelle*...

C'est pourquoi il est indispensable aux différentes classes et groupes d'

> *abandonner pour un temps tous leurs « meilleurs programmes » et fusionner en un seul parti constitutionnel*... Ma proposition se ramène à une plate-forme commune, qui poserait les fondements élémentaires d'une société *souveraine,* laquelle peut seule donner une Douma appropriée... La teneur de cette plate-forme... c'est un ministère responsable devant la représentation populaire... la liberté de la parole et de la presse... etc... (Voir *Tovarichtch* du 17 décembre 1906.)

En ce qui concerne l'Assemblée constituante nationale et, en

général, notre programme minimum, il faut, selon Vassiliev, « abandonner » tout cela...

Et de quatre.

Il est vrai qu'un quatrième dirigeant menchévik, *Martov*, n'est pas d'accord avec le menchévik Vassiliev et le gourmande avec hauteur pour l'article cité. (Voir *Otkliki*[6], n° 2.) Mais en revanche, Plékhanov fait le plus grand éloge de Vassiliev, qui, d'après Plékhanov, est « *un organisateur social-démocrate infatigable et aimé des ouvriers suisses* » et qui « *rendra de nombreux services à la cause ouvrière russe* ». Voir *Mir Boji*[7] de juin 1906.) Lequel croire de ces deux menchéviks : Plékhanov ou Martov ? Au surplus, Martov lui-même n'écrivait-il pas dernièrement :

> Le différend entre la bourgeoisie et le prolétariat renforce la position de l'autocratie et freine de la sorte le succès de la libération populaire. (Voir *Elmar*, Le Peuple et la Douma d'Etat, p. 20.)

Qui ne sait que ce point de vue non marxiste est justement la base véritable de la « proposition » libérale proposée par Vassiliev ?

Comme vous le voyez, les menchéviks sont séduits à un tel point par « l'esprit révolutionnaire » de la bourgeoisie libérale, ils fondent tant d'espoirs sur son «esprit révolutionnaire » que, pour lui plaire, ils sont prêts à vouer à l'oubli le programme social-démocrate lui-même.

Comment K. Kautsky considère-t-il notre bourgeoisie libérale ? Qui considère-t-il comme le véritable allié du prolétariat ? Que dit-il sur cette question ?

> Actuellement, [c'est-à-dire dans la révolution russe d'aujourd'hui], le prolétariat a cessé d'être un simple appendice et un instrument de la bourgeoisie, comme ce fut le cas pendant les révolutions bourgeoises ; il est une classe indépendante, avec des buts révolutionnaires indépendants. Mais là où le prolétariat intervient ainsi, la *bourgeoisie cesse d'être une classe révolutionnaire.* La bourgeoisie russe, pour autant qu'elle est en général libérale, et qu'elle poursuit une politique de classe indépendante, déteste, certes, l'absolutisme, mais elle déteste encore plus la révolution... et pour autant qu'elle réclame la liberté politique, elle la réclame surtout parce qu'elle y voit le seul moyen de mettre fin à la révolution.

> C'est donc que *la bourgeoisie ne fait pas partie des forces motrices du mouvement révolutionnaire actuel en Russie...* Une solide communauté d'intérêts pour toute la période de la lutte révolutionnaire existe *seulement entre le prolétariat et la paysannerie.* C'est elle qui doit servir de base à toute la tactique révolutionnaire de la social-démocratie russe... Sans les paysans, nous ne pouvons maintenant remporter la victoire en Russie. [Voir le cinquième chapitre.]

Ainsi parle Kautsky.

Nous pensons que tout commentaire est superflu.

Troisième question de nos divergences : quel contenu de classe doit prendre la victoire de notre révolution ou, autrement dit, quelles classes doivent remporter la victoire dans notre révolution ? Quelles classes doivent conquérir le pouvoir ?

Les bolchéviks affirment, que comme les forces principales de la révolution actuelle sont le prolétariat et la paysannerie, comme leur victoire est impossible sans un soutien réciproque, ce sont eux qui conquerront le pouvoir, aussi la victoire de la révolution consistera-t-elle en la *dictature du prolétariat et de la paysannerie.* (Voir *Deux Tactiques* et *La Victoire des cadets* de Lénine.)

Les menchéviks, eux, rejettent au contraire la dictature du prolétariat et de la paysannerie, ils ne croient pas que le pouvoir sera conquis par le prolétariat et la paysannerie. Selon eux, le pouvoir doit tomber entre les mains de la Douma des cadets. C'est pour cette raison qu'ils soutiennent avec une passion extraordinaire le mot d'ordre cadet de ministère responsable. Ainsi, au lieu de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, les menchéviks nous proposent la dictature des cadets. (Voir *Deux Dictatures* de Martynov, ainsi que les journaux *Golos Trouda* [8], *Naché Diélo,* etc.).

Comment K. Kautsky envisage-t-il cette question ?

A ce sujet, Kaustky dit ouvertement que

> c'est dans la communauté d'intérêts du prolétariat industriel et de la paysannerie que résident la force révolutionnaire de la social-démocratie russe et la possibilité de sa victoire. [Voir le cinquième chapitre.]

C'est-à-dire que la révolution ne vaincra que si le prolétariat et la paysannerie luttent ensemble pour la victoire commune ; la dictature des cadets est antirévolutionnaire.

Quatrième question de nos divergences : au cours des tempêtes révolutionnaires, surgira de lui-même, bien entendu, un gouvernement dit gouvernement révolutionnaire provisoire : la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire est-elle admissible ?

Les bolchéviks disent que la participation à un tel gouvernement provisoire est non seulement admissible du point de vue des principes, mais elle sera nécessaire en pratique, et cela pour que la social-démocratie défende comme il se doit, sur place, au sein du gouvernement révolutionnaire provisoire, les intérêts du prolétariat et de la révolution. Si, dans les batailles de rue, le prolétariat renverse l'ancien ordre de choses, de concert avec les paysans, s'il verse son sang avec eux, il est naturel qu'il doive entrer avec eux au gouvernement révolutionnaire provisoire, afin de mener la révolution jusqu'aux résultats souhaités. (Voir *Deux Tactiques* de Lénine.)

Les menchéviks, eux, rejettent la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire ; c'est là, disent-ils, une chose inadmissible pour la social-démocratie, cela ne convient point à un social-démocrate, cela, paraît-il, causerait la perte du prolétariat. (Voir *Deux Dictatures* de Martynov.)

Que dit à ce sujet K. Kautsky ?

> Il est fort possible que dans le cours futur de la révolution, la victoire revienne au parti social-démocrate...

Mais cela ne veut point dire que

> la révolution actuelle en Russie aboutira d'emblée à l'instauration dans ce pays d'un mode socialiste de production, même si *elle confiait momentanément le gouvernail du pouvoir à la social-démocratie.* [Voir le cinquième chapitre.]

Comme vous le voyez, selon Kautsky, la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire n'est pas seulement admissible, mais il peut même arriver que « momentanément, le gouvernail du pouvoir » passe entièrement aux mains de la social-démocratie seule.

Telles sont les vues de Kautsky sur les questions les plus importantes de nos divergences.

Comme vous le voyez, le plus grand théoricien de la social-

démocratie Kautsky et les bolchéviks sont pleinement d'accord entre eux.

Certes, les menchéviks eux-mêmes ne le nient pas, à l'exception de quelques « bonzes » menchéviks qui n'ont probablement jamais vu de leurs yeux la brochure de Kautsky. Martov, par exemple, dit ouvertement que

> dans sa conclusion finale, Kautsky *est d'accord* avec le camarade Lénine et ses partisans, qui ont proclamé la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. (Voir *Otkliki,* n° 2, p. 19.)

Cela veut dire que les menchéviks *ne sont pas d'accord* avec Kautsky ou, plus exactement, que Kautsky *n'est pas d'accord* avec les menchéviks.

Qui donc est d'accord avec les menchéviks, et avec qui, en fin de compte, les menchéviks sont-ils d'accord ?

Voici ce que l'histoire relate à ce sujet. Le 27 décembre (1906), il s'est tenu dans la cité Solianoï (Pétersbourg) une réunion contradictoire. Au cours des débats, P. Strouvé, le dirigeant des cadets, a déclaré :

> Vous serez tous cadets... Déjà, on appelle les menchéviks des semi-cadets. Beaucoup tiennent Plékhanov pour un cadet et, effectivement, les cadets peuvent applaudir à une grande partie de ce que Plékhanov dit aujourd'hui. Dommage seulement qu'il ne l'ait pas dit à l'époque où les cadets étaient isolés. [Voir *Tovarichtch* du 28 décembre 1906.]

Voilà les gens qui sont d'accord avec les menchéviks.

Quoi d'étonnant à ce que les menchéviks, à leur tour, se mettent d'accord avec eux et s'engagent dans la voie du libéralisme ?...

10 février 1907.

Conforme au texte de la brochure.
Signé : Koba.
Traduit du géorgien.

La bataille électorale à Pétersbourg et les menchéviks

Nulle part, la bataille électorale n'a été aussi âpre qu'à Pétersbourg. Nulle part, les heurts entre les partis n'ont été aussi violents qu'à Pétersbourg. Social-démocrates, populistes, cadets, cent-noirs ; bolchéviks et menchéviks au sein de la social-démocratie ; troudoviks [9], socialistes-révolutionnaires et socialistes populaires [10] parmi les populistes ; cadets de gauche et de droite dans le parti cadet ; tous ont lutté avec acharnement...

D'autre part, nulle part la physionomie des partis ne s'est dégagée avec autant de netteté qu'à Pétersbourg. Et il devait forcément en être ainsi. La bataille électorale est une action vivante ; or, on ne peut juger les partis que dans l'action. Il est évident que la physionomie des partis en lutte devait apparaître avec une netteté d'autant plus grande que la bataille était plus acharnée.

Fort intéressante à cet égard est la conduite des bolchéviks et des menchéviks au cours de la bataille électorale.

Vous vous rappelez sans doute les propos tenus par les menchéviks. Dès avant les élections, ils avaient déclaré que l'Assemblée constituante et la république démocratique représentaient un poids mort, qu'il fallait avant tout une Douma et un ministère cadet, qu'une entente électorale avec les cadets était donc nécessaire. Sinon, à les en croire, c'étaient les cent-noirs qui allaient l'emporter. Voici ce qu'écrivait, à la veille des élections, le leader menchévik *Tchérévanine* :

> Il serait absurde et insensé pour le prolétariat d'essayer,

comme d'aucuns le proposent, d'engager la lutte en commun avec la paysannerie, à la fois contre le gouvernement et contre la bourgeoisie pour une Assemblée constituante, nationale et souveraine. (Voir *Naché Diélo*, n° 1.)

Un autre leader menchévik, *Plékhanov*, faisait chorus avec Tchérévanine : il repoussait également l'Assemblée constituante nationale et proposait en échange une « Douma souveraine », qui devait servir de « plate-forme commune » aux cadets et aux social-démocrates. (Voir *Tovarichtch* du 24 novembre 1906.)

Et le menchévik bien connu *Vassiliev* disait plus franchement que la lutte de classes, « à l'heure présente, est meurtrière et criminelle... », que les différentes classes et les différents groupes devaient « abandonner pour un temps tous leurs « meilleurs programmes » et fusionner en un seul parti constitutionnel... » (Voir *Tovarichtch* du 17 décembre 1906.)

Ainsi parlaient les menchéviks.

Les bolchéviks condamnèrent dès le début cette position des menchéviks. Ils disaient que l'entente avec les cadets ne sied point aux socialistes, que ceux-ci devaient livrer la bataille électorale en toute indépendance. Au premier degré des élections, les ententes ne sont admissibles qu'à titre exceptionnel, et seulement avec les partis qui prennent aujourd'hui pour mot d'ordre l'Assemblée constituante nationale, la confiscation de toutes les terres, la journée de huit heures, etc. Or les cadets repoussent tout cela. Le « péril cent-noir » est une invention des libéraux, destinée à effrayer les naïfs. Les cent-noirs ne peuvent « remplir » la Douma. Les menchéviks ne font que répéter les paroles des libéraux quand ils parlent du « péril cent-noir ». En revanche, il existe un « péril cadet », qui, lui, constitue un danger véritable. Notre devoir est de rassembler autour de nous tous les éléments révolutionnaires et d'engager la lutte contre les cadets qui s'allient avec la réaction contre la révolution. Nous devons lutter simultanément sur deux fronts : contre la réaction et contre la bourgeoisie libérale et ses défenseurs.

Ainsi parlaient les bolchéviks.

Mais voici qu'approchait la date de la conférence social-démocrate de Pétersbourg [11]. Là, à cette conférence, deux tactiques devaient s'affronter sous les yeux du prolétariat : la tactique d'entente avec les cadets et la tactique de lutte contre eux... A cette conférence, le prolétariat devait donner son appréciation

sur tout ce que bolchéviks et menchéviks avaient dit jusque-là. Mais les menchéviks eurent le pressentiment de leur défaite ; ils sentirent que la conférence condamnerait leur tactique et ils décidèrent de s'en retirer, de rompre avec la social-démocratie. C'est pour réaliser l'entente avec les cadets qu'ils prirent l'initiative de la scission. Ils voulaient marchander avec les cadets pour faire passer « leurs hommes » à la Douma.

Les bolchéviks condamnèrent résolument la veulerie de cette attitude. Chiffres en mains, ils démontrèrent l'inexistence d'un « péril cent-noir ». Ils soumirent à une critique implacable les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks, non sans les appeler ouvertement à se grouper autour du prolétariat, face à la contre-révolution et aux cadets.

Et pendant que les bolchéviks ralliaient les éléments révolutionnaires autour du prolétariat, pendant qu'ils appliquaient sans défaillance la tactique intransigeante du prolétariat, les menchéviks, au même moment, dans le dos des ouvriers, négociaient avec les cadets.

Or ceux-ci penchaient de plus en plus à droite. Stolypine fit venir chez lui, « pour des négociations », leur leader, *Milioukov*. Les cadets l'avaient à l'unanimité chargé de mener les pourparlers avec la réaction « au nom du parti ». Il est clair qu'ils voulaient s'entendre avec la réaction contre la révolution. Au même moment, un autre leader des cadets, *Strouvé*, déclarait sans ambages que « les cadets voulaient une entente avec le monarque afin d'obtenir une constitution ». (Voir la *Rietch* [12] du 18 janvier 1907). Il était évident que les cadets allaient faire bloc avec la réaction.

Mais les menchéviks n'en organisaient pas moins des pourparlers avec les cadets, ils n'en cherchaient pas moins à faire bloc avec eux. Pauvres petits ! Ils ne se doutaient pas qu'en acceptant de s'entendre avec les cadets, ils s'entendaient avec la réaction !

Entre-temps commencent les réunions contradictoires autorisées par les autorités. A ces meetings, il apparaît nettement que le « péril cent-noir » est une invention, que la lutte se poursuit essentiellement entre cadets et social-démocrates et que celui qui fait bloc avec les cadets trahit la social-démocratie. Les menchéviks ne se montrent plus aux meetings : ils ont bien essayé deux ou trois fois d'intervenir en faveur des cadets, mais ils se sont ainsi couverts de honte et il leur a fallu

prendre la porte. Les menchéviks, flagorneurs des cadets, ont perdu tout crédit. Les bolchéviks et les cadets restent seuls maîtres des débats. Tous les meetings voient se dérouler leur lutte. Socialistes-révolutionnaires et troudoviks repoussent les négociations avec les cadets. Les socialistes populaires hésitent. Les bolchéviks prennent la tête de la bataille électorale.

Pendant ce temps, où étaient les menchéviks ?

Ils discutaient avec les cadets pour trois sièges de députés. C'est incroyable, mais c'est un fait, et notre devoir est de dire la vérité sans ambages.

Les bolchéviks déclarent : à bas l'hégémonie des cadets !

Les menchéviks, eux, *repoussent ce mot d'ordre*, se soumettant ainsi à l'hégémonie des cadets, se traînant à leur remorque.

Entre-temps ont lieu les élections à la curie ouvrière. Il se trouve que *dans les circonscriptions menchéviks, les ouvriers ont presque partout élu comme délégués des socialistes-révolutionnaires.* « Nous ne pouvons voter pour ceux qui recherchent une entente avec les cadets ; les socialistes-révolutionnaires valent tout de même mieux. » C'est ainsi, paraît-il, que parlaient les ouvriers. Les ouvriers traitent de libéraux les social-démocrates et préfèrent marcher avec les démocrates bourgeois, avec les socialistes-révolutionnaires ! Voilà à quoi a abouti l'opportunisme des menchéviks !

Les bolchéviks continuent d'appliquer leur tactique intransigeante et appellent tous les éléments révolutionnaires à se rassembler autour du prolétariat. Socialistes-révolutionnaires et troudoviks se rallient ouvertement au mot d'ordre bolchévik : à bas l'hégémonie des cadets ! Les socialistes populaires rompent avec les cadets. Il devient évident pour tout le monde que l'accord entre les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires et troudoviks évitera une division des voix qui permettrait aux cent-noirs de l'emporter. La victoire appartiendra soit aux cadets, soit aux extrêmes-gauches. Le « péril cent-noir » est une invention.

Entre-temps, les cadets rompent les pourparlers avec les menchéviks. Visiblement, l'entreprise a fait long feu. Les bolchéviks, eux, ont conclu un accord avec les socialistes-révolutionnaires, les troudoviks et les socialistes populaires ; ils ont isolé les cadets et déclenché une offensive générale contre la réaction et les cadets. Trois listes électorales ont été présentées à Pétersbourg : celle des cent-noirs, celle des cadets et celle des extrêmes-

gauches. C'est ainsi qu'en dépit des menchéviks, on a vu se vérifier ce que les bolchéviks avaient dit à propos des trois listes.

Repoussés par le prolétariat, revenus bredouilles de chez les cadets, tournés en dérision par les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks, couverts de honte par l'histoire, les menchéviks déposent les armes et votent pour la liste des extrêmes-gauches, *contre les cadets*. La commission menchévik du quartier Vyborg déclare ouvertement que les menchéviks voteront pour les extrêmes-gauches, contre les cadets.

Cela signifie que les menchéviks nient l'existence du « péril cent-noir », qu'ils répudient l'entente avec les cadets et appuient le mot d'ordre bolchévik : à bas l'hégémonie des cadets !

Cela signifie ensuite que les menchéviks répudient leur tactique et approuvent ouvertement celle des bolchéviks.

Cela signifie en dernier lieu que les menchéviks ont cessé de se traîner à la remorque des cadets et suivent à présent les bolchéviks.

Enfin, les élections se sont déroulées et, comme on a pu le constater, pas un seul cent-noir n'a été élu à Pétersbourg !

C'est ainsi que s'est vérifiée la tactique des bolchéviks à Pétersbourg.

C'est ainsi que les menchéviks ont été battus.

Tchvéni Tskhovréba [*Notre Vie*][13], n° 1, 18 février 1907.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

Pouvoir absolu des cadets ou pouvoir absolu du peuple ?

Qui doit prendre en main le pouvoir pendant la révolution ? Quelles classes doivent se placer au gouvernail de la vie politique et sociale ? Le peuple, le prolétariat et la paysannerie ! répondaient et répondent encore les bolchéviks. A leur avis, la victoire de la révolution, c'est la dictature (le pouvoir absolu) du prolétariat et de la paysannerie en vue de conquérir la journée de huit heures, de confisquer toutes les terres des grands propriétaires fonciers et d'instaurer un régime démocratique. Les menchéviks rejettent le pouvoir absolu du peuple et n'ont pas donné jusqu'à présent de réponse directe à la question de savoir qui doit prendre en main le pouvoir. Mais maintenant qu'ils sont manifestement tournés vers les cadets, ils déclarent plus hardiment que ce sont ceux-ci qui doivent prendre le pouvoir, et non le prolétariat et la paysannerie. Ecoutez plutôt :

« La dictature du prolétariat et de la paysannerie est... un paradoxe » (une ineptie)... C'est « un penchant pour les conceptions socialistes-révolutionnaires ». (Voir l'article de *Potressov* dans l'organe menchévik *Na Otchérédi* [14], n° 4, p. 4-5.)

Il est vrai que l'éminent marxiste Kautsky affirme nettement que la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie est nécessaire, mais comment voulez-vous que Kautsky se mesure avec Potressov ? Chacun sait que Potressov est un marxiste authentique, et que Kautsky n'en est pas un !

Un autre menchévik ajoute :

> Le mot d'ordre d'un ministère responsable deviendra le mot

d'ordre de la lutte pour le pouvoir, pour le passage du pouvoir des mains de la bureaucratie aux mains du peuple. (*Ibidem*, p. 3, article de Koltsov.)

Comme on le voit, selon Koltsov, le mot d'ordre d'un ministère responsable doit devenir le mot d'ordre de la lutte du peuple, c'est-à-dire que le prolétariat et la paysannerie doivent lutter précisément sous ce seul mot d'ordre et verser leur sang non pour la république démocratique, mais pour un ministère cadet.

Voilà donc ce que les menchéviks appellent la conquête du pouvoir par le peuple !

Pensez un peu : il se trouve que la dictature du prolétariat et de la paysannerie est nuisible, et celle des cadets utile ! Nous voulons, disent-ils, non pas le pouvoir absolu du peuple, mais celui des cadets !

Hé oui ! Ce n'est pas en vain que les cadets, ces ennemis du peuple, font l'éloge des menchéviks !...

Dro [*Le Temps*][15], n° 2, 13 mars 1907.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

Le prolétariat se bat, la bourgeoisie s'allie avec le gouvernement

> La bourgeoisie prussienne n'était pas la bourgeoisie française de 1789... elle était déchue au rang d'une sorte de *caste*... encline dès l'abord à trahir le peuple, et à tenter des compromis avec le représentant couronné de l'ancienne société...

Voilà ce qu'écrivait Karl Marx au sujet des libéraux prussiens.

Et en effet, la révolution ne s'était pas encore sérieusement développée que les libéraux allemands pactisaient avec le « pouvoir suprême ». Ce pacte, ils eurent tôt fait de le conclure, après quoi ils partirent en guerre, d'accord avec le gouvernement, contre les ouvriers et les paysans. On sait avec quel mordant et quelle justesse K. Marx démasquait cette duplicité des libéraux :

> ... sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, montrant les dents à ceux d'en haut, tremblant devant ceux d'en bas, égoïste sur les deux fronts et consciente de son égoïsme, révolutionnaire contre les conservateurs, conservartice contre les révolutionnaires, se défiant de ses propres mots d'ordre, faisant des phrases au lieu de créer des idées, intimidée par la tempête universelle mais exploitant cette tempête universelle, sans énergie en aucun sens, plagiaire sous tous les rapports, vulgaire parce qu'elle n'était pas originale, originale dans la vulgarité, — trafiquant avec ses propres désirs, sans initiative, sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, sans vocation historique — telle un vieillard maudit,... — sans yeux ! sans oreilles ! sans dents ! sans rien — c'est ainsi que

la *bourgeoisie prussienne* se trouva après la révolution de mars à la barre de l'Etat prussien. (Voir *La Nouvelle Gazette Rhénane* [16].)

On peut observer quelque chose d'analogue chez nous maintenant, dans le cours de la révolution russe.

Le fait est que notre bourgeoisie diffère de la même façon de la bourgeoisie française de 1789. Notre bourgeoisie libérale a déclaré, encore plus vite et plus carrément que la bourgeoisie allemande, qu'elle « s'entendrait avec le pouvoir suprême » contre les ouvriers et les paysans. Le parti de la bourgeoisie libérale, ce qu'on appelle les cadets, a depuis longtemps entamé, derrière le dos du peuple, des pourparlers secrets avec Stolypine. Quel but poursuivaient ces pourparlers, de quoi les cadets pouvaient-ils bien s'entretenir avec le ministre des « cours martiales », si vraiment ils ne trahissaient pas les intérêts du peuple ? A ce propos, les journaux français et anglais écrivaient il n'y a pas si longtemps que le gouvernement et les cadets allaient vers une alliance entre eux avec pour but la répression de la révolution. Les conditions de cette alliance secrète sont les suivantes : les cadets doivent renoncer à leurs revendications d'opposition et, en échange, le gouvernement donnera des postes ministériels à quelques cadets. Les cadets ont pris la mouche et déclaré que ce n'était pas vrai. Mais en fait, il est apparu que c'était bien la vérité ; il est apparu en fait que les cadets avaient *déjà* conclu une alliance avec la droite et le gouvernement.

Qu'atteste le dernier vote à la Douma, sinon l'alliance des cadets avec le gouvernement ? Rappelez-vous les faits. Les social-démocrates proposent de former une commission de secours aux paysans affamés. Ils veulent que, pour les secours aux affamés, en dehors des députés et des bureaucrates, le peuple lui-même les prenne en mains et que lui-même démasque les « faits héroïques » des Gourko et des Lidval [17]. C'est bien souhaitable, parce que tout cela renforce la liaison des députés avec le peuple; tout cela confère au sourd murmure du peuple un caractère conscient. Il est clair que celui qui sert réellement les intérêts du peuple, à coup sûr soutiendrait la proposition des social-démocrates comme moyen utile au peuple. Eh bien, qu'ont fait les cadets ? Ont-ils soutenu les social-démocrates ? Non ! Ils ont été unanimes à faire échouer la proposition des social-

démocrates de concert avec les octobristes [18] et les cent-noirs. L'application de votre proposition susciterait un mouvement populaire, c'est pourquoi elle est nuisible, répondit aux social-démocrates le dirigeant des cadets *Hessen*. (Voir le *Parous* [19] n° 24.) — Je suis pleinement d'accord avec vous, messieurs les cadets, vous avez raison, dit Stolypine, en rendant hommage aux cadets *(ibidem)*. En fin de compte, les social-démocrates ne furent soutenus que par les socialistes révolutionnaires, les socialistes populaires et la majorité des troudoviks.

Ainsi, la Douma s'est divisée en deux camps : le camp des ennemis du mouvement populaire et le camp des partisans du mouvement populaire. Au nombre des premiers figurent les cent-noirs, les octobristes, Stolypine, les cadets, etc. Au nombre des seconds, les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les socialistes populaires, la majorité des troudoviks, etc.

Qu'est-ce à dire, sinon que les cadets sont *déjà* entrés dans l'alliance avec le gouvernement ?

Comme on le voit, la tactique des bolchéviks se justifie, qui recommande la méfiance envers les traîtres au peuple, les cadets, et appelle à lutter contre eux.

Mais ceci n'est pas suffisant. Le fait est que les bruits, cités plus haut, et répandus par les journaux français et anglais, se confirment entièrement. Ces derniers jours, les feuilles de la capitale annoncent « de source sûre » que le marché entre les cadets et le gouvernement est déjà chose faite. Et, figurez-vous, les conditions de ce marché sont, paraît-il, élaborées jusque dans les détails. Il est vrai que les cadets le nient, mais ce n'est là que pur pharisaïsme, et rien de plus. Ecoutez plutôt :

> Le journal *Sévodnia* [20] annonce de source absolument sûre que l'intervention de Stolypine, hier, à la Douma d'Etat, n'avait rien d'inattendu pour les cadets et les octobristes. Des pourparlers préalables avaient eu lieu à ce sujet, tout le jour, entre le premier ministre, Koutler... et Fédorov, qui représentait le centre droit. Un accord décisif intervint entre ces personnalités à la rédaction du *Slovo* [21], où le comte Witte était également attendu... Dans ses grandes lignes, l'accord se ramène à ceci : 1. Les cadets rompent ouvertement tout lien avec les partis de gauche et prennent à la Douma une position rigoureusement centriste. 2. Ils renoncent à une partie de leur programme agraire, en le rapprochant du programme des octobristes. 3. Ils n'insistent pas pour le moment sur l'égalité des droits

des nationalités. 4. Ils soutiennent l'emprunt extérieur. En échange, on leur promet : 1. La légalisation immédiate du parti cadet. 2. ... On leur offrira les portefeuilles des ministères suivants : réglementation du régime de la terre et agriculture, instruction publique, commerce et industrie, justice. 3. Une amnistie partielle. 4. On appuiera le projet de loi des cadets sur l'abolition des cours martiales (Voir le *Parous*, n° 25.)

Voilà comment les choses se présentent.

Au moment où le peuple se bat, au moment où les ouvriers et les paysans versent leur sang pour abattre la réaction, les cadets s'allient avec cette réaction pour réprimer la révolution populaire !

Voilà ce que sont les cadets !

Voilà donc pourquoi ils veulent « sauvegarder » la Douma !

Voilà pourquoi ils n'ont pas soutenu le projet des social-démocrates de former une commission de secours aux affamés !

C'est ainsi que s'effondre la thèse menchévik du démocratisme des cadets.

C'est ainsi que s'effondre la tactique menchévik de soutien des cadets : après cela, soutenir les cadets, c'est soutenir le gouvernement !

Le point de vue des bolchéviks se vérifie, d'après lequel, aux heures graves, seuls nous soutiendront les représentants conscients des paysans, comme, par exemple, les socialistes-révolutionnaires, etc.

Il est clair que nous devons aussi les soutenir contre les cadets.

Ou, peut-être, les menchéviks pensent-ils continuer encore à soutenir les cadets ?...

Dro [*Le Temps*], n° 6, 17 mars 1907.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

—

A la mémoire du camarade G. Télia[22]

L'éloge excessif des camarades disparus est d'usage dans les milieux de notre Parti. Passer sous silence les côtés faibles et exagérer les côtés positifs est une particularité caractéristique des articles nécrologiques d'aujourd'hui. C'est là, évidemment, une coutume peu raisonnable. Nous ne voulons pas suivre cette coutume. Nous ne voulons dire que la vérité sur le camarade G. Télia ; nous voulons le présenter au lecteur tel qu'il fut en réalité. Et la réalité elle-même nous dit que le camarade G. Télia, comme ouvrier d'avant-garde et militant du Parti, a été jusqu'au bout, pour le Parti, un homme irréprochable et inestimable. Tout ce qui caractérise le plus le Parti social-démocrate : soif de savoir, esprit d'indépendance, marche en avant sans défaillance, fermeté, amour du travail, force morale, tout ceci se trouvait réuni chez le camarade Télia. Il incarnait les meilleures qualités du prolétaire. Ce n'est pas là une exagération. Sa courte biographie va nous le montrer.

Le camarade Télia n'appartenait pas au nombre des « savants ». C'est par ses propres moyens qu'il avait appris à lire et à écrire et était devenu conscient. Parti du village de Tchagani (Télia était originaire du village de Tchagani dans le district de Koutaïs), il s'engagea comme domestique dans une famille de Tiflis. Il apprit ici-même à parler le russe et se passionna pour la lecture. Mais il eut vite assez de son métier de domestique, et bientôt entra aux ateliers du chemin de fer, à la menuiserie. Ces ateliers furent d'une grande utilité au camarade Télia ; ils lui servirent d'école : c'est là qu'il devint social-démocrate ;

c'est là qu'il s'aguerrit et devint un ferme combattant ; c'est là aussi qu'il se signala comme un ouvrier doué et conscient.

En 1900-1901, Télia se distinguait déjà parmi les ouvriers d'avant-garde comme un des dirigeants dignes de ce nom. A partir de la manifestation de 1901 à Tiflis [23], le camarade Télia ne connut plus de repos. Une propagande enflammée, la création d'organisations, la participation à des réunions importantes, un labeur opiniâtre pour acquérir par lui-même une culture socialiste, voilà à quoi il consacrait tous ses loisirs. La police le poursuivait, le recherchait dans tous les coins, mais tout cela ne faisait que redoubler son énergie et sa soif de lutte. C'est le camarade Télia qui fut l'animateur de la manifestation de 1903 (à Tiflis) [24]. Bien que la police fût sur ses talons, il brandit le drapeau, il prononça un discours. Après cette manifestation, il passe entièrement dans l'illégalité. A partir de cette année-là, mandaté par l'organisation du Parti, il commence à « voyager », dans les différentes villes de Transcaucasie. Cette même année, mandaté par l'organisation du Parti, il part pour Batoum afin d'y monter une imprimerie clandestine. Mais à la gare de Batoum, il est arrêté avec l'outillage de l'imprimerie, et peu de temps après, il est transféré à la prison de Koutaïs. A partir de ce moment, s'ouvre une nouvelle période dans sa vie « agitée ». Un an et demi de détention ne sont pas passés sans laisser de trace pour Télia. La prison fut sa seconde école. Par des études constantes, par la lecture des livres socialistes et la participation aux discusions, il augmenta sensiblement son bagage intellectuel. C'est ici-même que se forma définitivement chez lui ce caractère révolutionnaire inflexible que beaucoup de ses camarades lui enviaient. Mais cette même prison le marqua du sceau de la mort ; il y contracta le mal mortel (la phtisie) qui allait emporter le meilleur de nos camarades.

Télia connaissait l'état précaire de sa santé, mais ce n'était pas là ce qui le troublait. Une seule chose l'inquiétait : « le désœuvrement et l'inaction ». « Quand donc viendra le jour où je pourrai librement déployer mes forces, où je retrouverai les masses populaires, où je me serrerai contre leur sein et me remettrai à les servir ! » Voilà à quoi rêvait notre camarade, enfermé dans sa prison. Et ce rêve se réalisa. Dix-huit mois plus tard, il fut transféré dans la « petite » prison de Koutaïs, d'où il s'évada aussitôt et reparut à Tiflis. C'était l'époque de la scission dans le Parti. Le camarade Télia était alors du côté

des menchéviks, mais il ne ressemblait pas du tout à ces « bonzes » menchéviks qui considèrent le menchévisme comme le « Coran », eux-mêmes comme des croyants, et les bolchéviks comme des giaours [25]. Télia ne ressemblait pas non plus à ces ouvriers « avancés » qui se disent « social-démocrates de naissance » et qui, étant d'une ignorance crasse, proclament comiquement : nous n'avons pas besoin de connaissances, nous sommes des ouvriers. Un trait caractéristique de Télia, c'est justement qu'il répudiait le fanatisme de fraction ; il méprisait de tout son être l'imitation aveugle et voulait arriver à tout comprendre par lui-même. Voilà pourquoi, sitôt évadé de sa prison, il se jeta sur les livres : *Procès-verbaux du deuxième Congrès, l'Etat de siège* de Martov, *Que faire ?* et *Un pas en avant* de Lénine. Il fallait voir Télia, amaigri, jauni, qui, bûchant sur les livres avec persévérance, disait avec un sourire : « Comme je le vois, décider s'il faut être bolchévik ou menchévik, ce n'est pas si facile ; tant que je n'aurai pas étudié ces livres, mon menchévisme sera bâti sur du sable. » Et voilà que le camarade Télia, après avoir étudié les publications nécessaires, médité sur les discussions entre bolchéviks et menchéviks, après avoir tout pesé, et seulement après cela, dit enfin : « Je suis bolchévik, camarades ; selon moi, quiconque n'est pas bolchévik trahit à coup sûr l'esprit révolutionnaire du marxisme. »

Il devient dès lors un apôtre du marxisme révolutionnaire (bolchévisme). Une décision de l'organisation l'envoie en 1905 à Bakou. Installation d'une imprimerie, mise au point du travail des organisations régionales, participation à l'organisation dirigeante, envoi d'articles à la *Prolétariatis Brdzola* [26], voilà ce dont s'occupe là-bas le camarade Télia. Lors du coup de filet que l'on sait, il fut aussi arrêté, mais cette fois encore il « glissa entre les mailles » et se hâta de regagner Tiflis. Après avoir travaillé quelque temps dans l'organisation dirigeante de Tiflis, il prit part à la conférence bolchévik de Russie à Tammerfors, en 1905. Ses impressions sur cette conférence ne manquent pas d'intérêt. Il envisageait l'avenir du Parti avec beaucoup d'espoir et disait, les yeux brillants : je n'épargnerai pas mes dernières forces pour ce parti-là. Mais le malheur voulut justement que, dès son retour de Russie, il s'alitât pour ne plus se relever. C'est alors qu'il s'adonna à une sérieuse activité de publiciste. Pendant sa maladie, il écrivit : « Ce qu'il nous faut » (Voir l'*Akhali*

Tskhovréba[27]), « Vieux et nouveaux cadavres » (réponse à Artch. Djordjadzé), « Anarchisme et social-démocratie » *, « Pourquoi on nous traite de blanquistes », etc.

Les derniers jours, il nous écrivait qu'il préparait une brochure sur l'histoire de la social-démocratie caucasienne ; mais la mort impitoyable arracha prématurément la plume des mains de notre infatigable camarade.

Tel est le tableau de la vie brève, mais pleine de tempêtes, du camarade Télia.

Des capacités surprenantes, une énergie intarissable, un esprit d'indépendance, un amour profond pour la cause, une fermeté héroïque et le don de l'apostolat, voilà ce qui caractérise le camarade Télia.

Ce n'est que dans les rangs du prolétariat qu'on rencontre des hommes comme Télia ; seul le prolétariat engendre des héros comme Télia et c'est le prolétariat qui s'efforcera de tirer vengeance du régime maudit dont fut victime notre camarade, *l'ouvrier G. Télia.*

Dro [*Le Temps*], n° 10, 22 mars 1907.
Signé : Koba.
Traduit du géorgien.

* Ces deux dernières brochures ne purent être imprimées, ayant été saisies par la police au cours d'une perquisition. (*J. S.*)

Le prolétariat d'avant-garde et le cinquième Congrès du Parti

La préparation du Congrès touche à sa fin [28]. Peu à peu, on voit se dessiner le rapport des forces entre les fractions. Il apparaît que les régions industrielles soutiennent pour la plupart les bolchéviks. Pétersbourg, Moscou, la région industrielle du Centre, la Pologne, les contrées de la Baltique, l'Oural, voilà où la tactique des bolchéviks jouit de la confiance. Le Caucase, la région transcaspienne, le sud de la Russie, certaines villes situées dans la zone d'influence du « Bund » [29], les organisations paysannes de la « Spilka » [30], voilà où les camarades menchéviks puisent leurs forces. Le sud de la Russie est la seule région industrielle où les menchéviks jouissent de la confiance. Les autres points d'appui du menchévisme sont, pour la plupart, des centres de petite production.

Il apparaît que la tactique des menchéviks est principalement la tactique des villes retardataires, où l'on voit d'un mauvais œil le développement de la révolution et les progrès de la conscience de classe.

Il fut un temps où la social-démocratie russe ne représentait qu'une petite poignée d'adhérents. Elle avait alors le caractère d'un mouvement d'intellectuels et n'était pas à même de mettre son empreinte sur la lutte du prolétariat. Alors, la politique du Parti était dirigée par deux ou trois personnes, la voix de la masse prolétarienne du Parti se trouvait étouffée... Il en va tout autrement aujourd'hui. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'un parti imposant : *le Parti ouvrier social-démocrate de Russie,* qui compte dans ses rangs jusqu'à 200 000 membres ; il met

son empreinte sur la lutte du prolétariat, rallie autour de soi la démocratie révolutionnaire de toute la Russie et fait peur aux « puissants de ce monde ». Et ce Parti imposant est d'autant plus imposant et remarquable que c'est la masse du Parti qui y tient le gouvernail et non deux ou trois « personnes éclairées ». La démonstration n'en a jamais été mieux faite que lors des élections à la Douma, quand la masse du Parti, rejetant au loin la proposition de cette « autorité » de Plékhanov, n'a pas accepté d'avoir une « plate-forme commune » avec les cadets. Il est vrai que les camarades menchéviks n'en traitent pas moins notre Parti de parti d'intellectuels, mais c'est probablement parce que ce Parti n'est pas menchévik dans sa majorité. Si le parti social-démocrate allemand qui, sur dix-huit millions de prolétaires, ne compte que 400 000 adhérents, si ce parti a le droit de s'intituler parti prolétarien, alors le parti social-démocrate de Russie, qui sur neuf millions de prolétaires en Russie, compte 200 000 membres, est de même en droit de se considérer comme parti prolétarien...

Ainsi, le Parti social-démocrate de Russie est imposant encore pour la raison que c'est un parti prolétarien véritable, qui marche vers l'avenir par sa voie propre et accueille avec un esprit critique les conseils susurrés par ses vieux « dirigeants ».

Les dernières conférences de Pétersbourg et de Moscou sont significatives à cet égard.

A ces deux conférences, ce sont les ouvriers qui donnaient le ton ; les neuf dixièmes des délégués étaient des ouvriers. Les deux conférences ont repoussé les « directives » périmées et déplacées des « vieux dirigeants », tels Plékhanov. Les deux conférences ont reconnu avec retentissement la nécessité du bolchévisme. C'est ainsi que Moscou et Pétersbourg ont marqué leur défiance pour la tactique menchévik et ont reconnu la nécessité de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution actuelle.

Par la bouche de Pétersbourg et de Moscou, c'est tout le prolétariat conscient qui parle, Moscou et Pétersbourg entraînant à leur suite les autres villes. C'est de Moscou et de Pétersbourg qu'émanaient les directives pendant les actions de janvier et d'octobre ; ce sont ces deux villes qui ont dirigé le mouvement dans les glorieuses journées de décembre. Nul doute que ce sont elles aussi qui lanceront le signal de la future poussée révolutionnaire.

Or Pétersbourg et Moscou s'en tiennent à la tactique du

bolchévisme. La tactique du bolchévisme est la seule tactique prolétarienne, voilà ce que les ouvriers de ces deux villes disent au prolétariat de Russie...

Dro [*Le Temps*], n° 25, 8 avril 1907.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

Confusionnisme...

Les « publicistes » du *Lakhvari* [31] n'arrivent toujours pas à définir leur tactique. Dans leur premier numéro, ils écrivaient : Nous ne soutenons, voyez-vous, que les « démarches progressistes » des cadets, et non les cadets eux-mêmes. Nous avons fait remarquer que c'était là un plaisant sophisme, puisque les menchéviks ont voté pour les candidats cadets à la Douma, et pas seulement pour leurs « démarches » ; ils ont fait passer à la Douma les cadets comme tels, et pas seulement leurs « démarches » ; ils ont fait passer à la présidence de la Douma un cadet comme tel, et pas seulement ses « démarches » : ce qui prouve que les menchéviks soutiennent les cadets. La chose est si évidente, les menchéviks ont tant parlé du soutien à accorder aux cadets que le démenti est tout simplement risible...

Maintenant, ils ont un tout petit peu « réfléchi » et tiennent d'autres discours : il est vrai que « nous avons soutenu les cadets aux élections » (voir le *Lakhvari,* n° 3), mais c'est seulement aux élections, en revanche, à la Douma, nous soutenons non pas les cadets, mais seulement leurs « démarches » ; c'est vous, disent-ils, qui « ne distinguez pas la tactique au sein de la Douma de la tactique aux élections ». D'abord, c'est une drôle de « tactique » que celle qui ne vous empêche de faire des bêtises qu'au sein de la Douma, tandis qu'elle vous en suggère pendant les élections. En second lieu, n'est-il pas vrai que les menchéviks ont porté un cadet comme président de la Douma ?

A quelle tactique faut-il attribuer le fait qu'un cadet ait été porté à la présidence : à la « tactique au sein de la Douma » ou bien à la tactique en dehors de la Douma ? Nous pensons que Golovine a été élu président de la Douma au sein de la Douma et non président de la rue dans la rue.

Il est clair que les menchéviks ont pratiqué au sein de la Douma la même tactique qu'en dehors de la Douma. Cette tactique est la tactique de soutien aux cadets. Si maintenant ils nient la chose, c'est parce qu'ils sont victimes de leur confusionnisme.

Soutenir les cadets, déclare le *Lakhvari*, ce n'est pas faire un nom aux cadets ; car, autrement, vous aussi vous faites un nom aux socialistes-révolutionnaires en les soutenant. Quels farceurs que ces « lakhvaristes » ! Cela ne leur est pas venu à l'esprit, voyez-vous, que tout soutien de la part de la social-démocratie fait un nom au parti qu'elle soutient ! C'est pourquoi ils prodiguaient si largement des promesses de « soutien » de toute sorte... Oui, chers camarades, en soutenant les socialistes-révolutionnaires, la social-démocratie leur fait un nom aux yeux du peuple, et c'est bien pour cela qu'un tel soutien n'est admissible *qu'à titre exceptionnel et comme moyen de battre les cadets.* Soutenir les socialistes-révolutionnaires n'est pas du tout un idéal, c'est un mal inévitable, auquel nous recourons pour mater les cadets. Mais vous, vous avez soutenu ces mêmes cadets qui trahissent les ouvriers et les paysans, et sur qui les socialistes-révolutionnaires ont cet avantage qu'ils se rallient à la révolution...

« Ainsi, les cadets revendiquent le suffrage universel. C'est donc un grand fléau, puisque c'est une revendication des cadets. » *(Ibidem.)*

Quels farceurs ! Voyez-vous, le suffrage universel ce serait, paraît-il, une « revendication des cadets » ! Ainsi les menchéviks de Tiflis ignorent que le suffrage universel est une revendication non des cadets, mais bien de la démocratie révolutionnaire, revendication que la social-démocratie défend avec plus d'esprit de suite que n'importe qui ! Non, camarades, si vous ne pouvez même pas comprendre que les cadets ne sont pas des démocrates révolutionnaires ; si vous ne pouvez même pas comprendre que la lutte contre eux, afin de renforcer l'hégémonie du prolétariat, s'inscrit pour nous à l'ordre du jour ; si vous n'êtes pas à même de démêler ce que vous avez dit hier et ce que vous dites aujourd'hui, mieux vaut poser la plume pour le moment, vous dépêtrer

de ce confusionnisme, et après seulement vous livrer à la « critique »...

Nous le jurons par la Douma, les choses iront mieux ainsi...

Dro [*Le Temps*], n° 26, 10 avril 1907.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

Nos clowns du Caucase

Nos articles ont enflammé de colère le journal menchévik *Lakhvari :* visiblement, nos accusations ont frappé juste. C'est là, à coup sûr, un spectacle fort amusant...

De quoi s'agit-il ?

Nous écrivions que le tournant à droite de la Douma ne nous étonnait pas. Pourquoi ? Parce que c'est la bourgeoisie libérale qui domine à la Douma, et que cette bourgeoisie est en train de passer une alliance avec le gouvernement et rompt avec les ouvriers et les paysans. D'où la faiblesse de la Douma. Et si les ouvriers et les paysans révolutionnaires ne suivent pas la Douma antirévolutionnaire, s'ils rompent eux aussi avec la majorité de la Douma, c'est que le peuple, chez nous, est plus conscient que dans la France du XVIIIe siècle. D'où, une fois de plus, la faiblesse de la Douma. C'est ainsi que nous expliquions la faiblesse de la Douma et son tournant à droite.

Il se trouve qu'après cette explication, nos menchéviks ont été pris d'une peur bleue et les voilà qui clament, horrifiés :

> Non, si l'explication des bolchéviks était juste, il nous faudrait abandonner la partie et dire que c'en est fait de la révolution russe. (Voir le *Lakhvari,* n° 6.)

Pauvres diables ! Ils croient moins à leur propre esprit révolutionnaire qu'à celui des cadets ! Les libéraux trahissent la révolution : donc la révolution s'est affaiblie ! Les ouvriers et les

paysans comptent, paraît-il, pour zéro. Malheur à vous, si vous n'êtes pas perspicaces !

Ces gens ne sont même pas fidèles à eux-mêmes. Ainsi, par exemple, il y a un an et demi, dans le journal le *Skhivi* [32], les mêmes menchéviks écrivaient tout autre chose :

> La grève de décembre a détourné la bourgeoisie de la révolution et *l'a rendue conservatrice.* Le développement ultérieur de la révolution doit aller *contre les libéraux.* La révolution en aura-t-elle la force ? Toute la question est de savoir qui sera le moteur de la révolution. *Cette fois encore, le dirigeant de la révolution est, bien entendu, le prolétariat.* Il est incapable de mener la révolution jusqu'au bout à lui seul, s'il n'a pas un allié puissant et fidèle : et cet allié, c'est *uniquement la paysannerie.* (Voir le *Skhivi,* n° 12.)

Oui, c'est ainsi que parlaient les menchéviks, tant qu'ils s'en tenaient au point de vue de la social-démocratie...

Mais maintenant qu'ils on tourné le dos à la social-démocratie, ils ont changé de refrain et proclament que le pivot de la révolution, ses sauveurs, ce sont les libéraux.

Et après tout cela, ils ont l'audace de nous assurer que les menchéviks caucasiens ne sont pas des clowns, qu'ils ne se déguisent pas en social-démocrates pour cacher leur nature de cadets !

> Comment se fait-il, *disent les menchéviks,* qu'à la première Douma les cadets agissaient plus hardiment, réclamaient un ministère responsable devant la Douma, etc. ? Comment expliquer que les cadets, au lendemain de la dissolution de la Douma, ont signé l'appel de Vyborg ?
>
> Pourquoi n'agissent-ils pas de même aujourd'hui ?
>
> A cette question, le philosophe politique des bolchéviks *ne donne pas et ne peut donner de réponse. (Ibidem.)*

Vous vous consolez en vain, camarades transis de peur. Il y a beau temps que nous avons répondu à cette question : si la Douma actuelle est plus pâle, c'est parce que le prolétariat est aujourd'hui plus conscient et plus uni qu'il ne l'était dans la période de la première Douma, et cela pousse la bourgeoisie libérale du côté de la réaction. Mettez-vous bien dans la tête une fois pour toutes, camarades libéralisants, que *plus le prolétariat lutte avec conscience, plus la bourgeoisie devient contre-*

révolutionnaire. Voilà comment nous expliquons les choses.

Et vous, comment expliquez-vous que la seconde Douma soit si incolore, chers camarades ?

Dans le n° 4 du *Lakhvari* vous écrivez, par exemple, que si la Douma est faible et incolore, la faute en est au « manque de conscience et d'organisation du peuple ». La première Douma, comme vous le dites vous-mêmes, était plus « hardie » ; c'est donc que le peuple était alors « conscient et organisé ». La deuxième Douma est plus incolore ; donc, cette année, le peuple est moins « conscient et organisé » que l'année dernière : donc la révolution et la prise de conscience du peuple ont rétrogradé ! N'est-ce pas cela que vous avez voulu dire, camarades ? N'est-ce pas ainsi que vous voulez justifier votre penchant pour les cadets, chers amis ?

Malheur à vous et à votre « logique » embrouillée, si à l'avenir également vous avez l'intention de rester des clowns...

Dro [*Le Temps*], n° 29, 13 avril 1907.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat

La deuxième Douma est dissoute [33]. Et dissoute non pas simplement, mais à gand bruit, exactement comme la première. Nous avons le « manifeste de dissolution », avec les « regrets sincères » du tsar pharisien au sujet de cette dissolution. Nous avons aussi la « nouvelle loi électorale », qui réduit à néant les droits électoraux des ouvriers et des paysans. Nous avons même la promesse de « rénover » la Russie, bien entendu, grâce aux fusillades et à une troisième Douma. En un mot, nous avons tout ce qu'on avait déjà vu récemment, lors de la dissolution de la première Douma. Le tsar a réédité en abrégé la dissolution de la première Douma...

Pourtant, ce n'est pas en vain ni sans but, — tant s'en faut ! — que le tsar a fait dissoudre la deuxième Douma. Avec l'aide de la Douma il voulait s'attacher la paysannerie, faire de cette alliée du prolétariat une alliée du gouvernement et, ayant ainsi isolé le prolétariat, compromettre la cause de la révolution, rendre sa victoire impossible. A cet effet, le gouvernement a recouru à l'aide de la bourgeoisie libérale qui, pour l'instant, jouit encore d'une certaine influence dans la masse ignorante des paysans, et c'est par son intermédiaire qu'il a voulu se lier aux millions de paysans. Voilà comment il entendait utiliser la deuxième Douma d'Etat.

Mais c'est le contraire qui s'est produit. Dès les premières séances de la deuxième Douma, les députés paysans ont manifesté leur méfiance non seulement à l'égard du gouvernement, mais aussi à l'égard des députés des bourgeois libéraux. Cette

méfiance s'est accrue à la suite de toute une série de votes et a fini par devenir une hostilité déclarée vis-à-vis de ces députés de la bourgeoisie libérale. Ainsi, le gouvernement n'a pas réussi à rallier les députés paysans autour des libéraux, et par leur intermédiaire, autour du vieux pouvoir. Le désir qu'avait le gouvernement de se lier par la Douma à la paysannerie et d'isoler le prolétariat, ne s'est pas réalisé. Au contraire : les députés paysans se sont de plus en plus ralliés autour des députés prolétariens, autour des social-démocrates. A mesure qu'ils s'éloignaient des libéraux, des cadets, ils se rapprochaient plus résolument des députés social-démocrates. C'est ce qui a grandement facilité le rassemblement des paysans autour du prolétariat en dehors de la Douma. Il en est donc résulté non pas l'isolement du prolétariat, mais l'isolement de la bourgeoisie libérale et du gouvernement face à la paysannerie, — le prolétariat s'attachait les millions de paysans, — et ce n'est pas la cause de la révolution qui se trouvait compromise, comme le voulait le gouvernement, mais la cause de la contre-révolution. Dès lors, l'existence de la deuxième Douma devenait de plus en plus dangereuse pour le gouvernement. Et il a « licencié » la Douma.

Pour compromettre plus efficacement le rapprochement des paysans et du prolétariat, pour semer dans les masses paysannes ignorantes la haine des social-démocrates et les rallier autour de lui, le gouvernement a eu recours à deux mesures.

D'abord, il a attaqué le groupe social-démocrate à la Douma, il a faussement accusé ses membres d'avoir lancé un appel à l'insurrection immédiate, de façon à les faire passer pour les principaux responsables de la dissolution. Il semblait vouloir insinuer : Bons paysans, nous n'aurions pas, quant à nous, dissout votre « chère Douma », mais les social-démocrates nous menaçaient d'une insurrection, et c'est pourquoi nous nous sommes vus dans l'obligation de la « licencier ».

Ensuite, le gouvernement a promulgué une « nouvelle loi » en vertu de laquelle il a réduit de moitié le nombre des grands électeurs paysans et augmenté d'autant celui des grands électeurs qui représentent les propriétaires fonciers ; il a donné aussi à ces derniers le droit d'élire dans des assemblées communes les députés des paysans ; il a également réduit presque de moitié le nombre des grands électeurs ouvriers (au lieu de 237 électeurs, 124) ; il s'est réservé le droit de répartir les électeurs « selon les localités, les catégories censitaires et la nationalité » ;

il a liquidé toute liberté d'agitation électorale, etc. Tout cela pour ne pas laisser entrer à la troisième Douma les représentants révolutonnaires des ouvriers et des paysans ; pour la remplir de représentants libéraux et réactionnaires représentant les grands propriétaires fonciers et les industriels ; pour fausser la représentation des paysans, en permettant de faire passer, contre le désir des paysans eux-mêmes, les plus conservateurs de leurs députés, ce qui doit enlever au prolétariat la possibilité de rassembler ouvertement autour de lui les grandes masses paysannes et, par voie de conséquence, créer au gouvernement la possibilité d'un rapprochement ouvert avec la paysannerie.

Tel est le sens de la dissolution de la deuxième Douma d'Etat.

La bourgeoisie libérale a visiblement compris la chose et, en la personne de ses cadets, elle va au-devant des désirs du gouvernement. Déjà à la deuxième Douma, elle avait marchandé avec le vieux pouvoir et essayé d'isoler le prolétariat en faisant des avances aux députés paysans. A la veille de la dissolution, le leader des cadets, Milioukov, avait appelé le ban et l'arrière-ban de son parti à s'unir autour du « gouvernement Stolypine », à conclure une entente avec lui, et à déclarer la guerre à la révolution, et précisément au prolétariat. Quant au second leader des cadets, Strouvé, il a déjà défendu depuis la dissolution « l'idée de livrer » au gouvernement les députés social-démocrates ; il a exhorté les cadets à déclencher ouvertement la lutte contre la révolution, à fusionner avec les octobristes contre-révolutionnaires et après avoir isolé le prolétariat turbulent, à engager la lutte contre lui. Le parti cadet garde le silence, donc il est d'accord avec ses leaders.

Apparemment, la bourgeoisie libérale comprend toute l'importance du moment actuel.

La tâche de renverser le pouvoir tsariste ne s'impose qu'avec plus de netteté au prolétariat. Songez donc. Il y a eu la première Douma. Il y a eu la deuxième. Mais ni l'une ni l'autre n'ont « résolu », — et ne pouvaient « résoudre », — aucun des problèmes de la révolution. Comme par le passé les paysans restent sans terre, les ouvriers sans la journée de huit heures, tous les citoyens sans liberté politique. Pourquoi ? Mais parce que le pouvoir tsariste n'est pas encore mort. Il continue d'exister : après avoir fait dissoudre la première Douma, il fait dissoudre la deuxième, il organise la contre-révolution et s'applique à disloquer les forces de la révolution, à détacher des prolétaires

les millions de paysans. Entre-temps, les forces souterraines de la révolution, — la crise dans les villes et la famine dans les campagnes, — continuent à mener leur travail : elles mettent en branle, avec une force croissante, les larges masses ouvrières et paysannes, elles exigent avec de plus en plus d'insistance, la résolution des problèmes fondamentaux de notre révolution. Les vains efforts du pouvoir tsariste ne font qu'aggraver la crise. Les tentatives de la bourgeoisie libérale pour séparer les paysans des prolétaires ne font que renforcer la révolution. Il est évident que sans renverser le pouvoir tsariste, et sans convoquer une Assemblée constituante nationale, il est impossible de satisfaire les larges masses d'ouvriers et de paysans. Il n'est pas moins évident que c'est seulement en s'alliant avec la paysannerie contre le pouvoir tsariste et la bourgeoisie libérale que l'on pourra résoudre les problèmes fondamentaux de la révolution.

Renversement du pouvoir tsariste et convocation d'une Assemblée constituante nationale, voilà où nous conduit la dissolution de la deuxième Douma.

Guerre à la bourgeoisie libérale traîtresse, alliance étroite avec la paysannerie, voilà ce que nous enseigne la dissolution de la deuxième Douma.

La tâche du prolétariat est de s'engager consciemment dans cette voie et de remplir dignement le rôle de dirigeant de la révolution.

Bakinski Prolétari [*Le Prolétaire de Bakou*], n° 1, 20 juin 1907.
D'après le texte du journal.
Article non signé.

Le Congrès de Londres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

(Notes d'un délégué)

Le Congrès de Londres a pris fin. Contre l'attente des plumitifs libéraux, de tous ces Verguejski [35], Kouskova [36] et consorts, le Congrès nous a apporté non pas la scission, mais un renforcement de la cohésion du Parti, de l'union des ouvriers d'avant-garde de toute la Russie en un seul parti indivisible. Ce fut un véritable congrès panrusse d'unification : pour la première fois, nos camarades polonais, bundistes et lettons y étaient le plus largement et pleinement représentés : pour la première fois, ils ont pris une part active aux travaux du Congrès du Parti et, par conséquent, ils ont, pour la première fois, lié le plus directement le sort de leurs organisations à celui de l'ensemble du Parti. En ce sens, le Congrès de Londres a considérablement augmenté la cohésion et le renforcement du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Tel est le premier résultat important du Congrès de Londres.

Mais à cela ne se borne pas la portée du Congrès de Londres. C'est un fait que, contrairement au désir de ces mêmes plumitifs libéraux, le Congrès s'est terminé par la victoire du « bolchévisme », par la victoire de la social-démocratie révolutionnaire sur l'aile opportuniste de notre Parti, sur le « menchévisme ». Tout le monde connaît, bien entendu, nos divergences relatives au rôle des différentes classes et des différents partis dans notre révolution, ainsi qu'à notre attitude à leur égard. On sait également que dans toute une série d'actions, le centre officiel du Parti, menchévik par sa composition, est entré en contradiction avec le Parti dans son ensemble. Rappelez-vous ne fût-ce que

l'histoire du mot d'ordre du Comité central demandant un ministère cadet responsable, mot d'ordre que le Parti avait rejeté à l'époque de la première Douma ; l'histoire du mot d'ordre de ce même Comité central demandant la « reprise de la session de la Douma » après la dissolution de la première Douma, mot d'ordre également rejeté par le Parti ; l'histoire du fameux appel à la grève générale lancé par le Comité central en rapport avec la dissolution de la première Douma, appel également rejeté par le Parti... Il importait de mettre fin à cette situation anormale. Pour cela, il fallait, d'autre part, dresser le bilan des victoires de fait du Parti sur le Comité central opportuniste, victoires qui remplissent l'histoire du développement intérieur de notre Parti durant l'année écoulée. Eh bien, c'est ainsi que le Congrès de Londres a tiré les conclusions de toutes ces victoires de la social-démocratie *révolutionnaire* et, en consacrant son triomphe, il a adopté la tactique de cette social-démocratie.

Ainsi, le Parti pratiquera, désormais, strictement la politique de classe du prolétariat socialiste. Le drapeau rouge du prolétariat ne s'inclinera plus devant les beaux parleurs du libéralisme. Cette indécision d'intellectuels qui ne sied point au prolétariat a reçu un coup mortel.

Tel est le second résultat, non moins important du Congrès de Londres de notre Parti.

Le rassemblement effectif des ouvriers avancés de toute la Russie en un parti unique pour toute la Russie sous le drapeau de la social-démocratie *révolutionnaire,* telle est la signification du Congrès de Londres, tel en est le caractère général.

Venons-en maintenant à une plus ample détermination du Congrès.

I. LA COMPOSITION DU CONGRES

Au total, le Congrès comprenait près de 330 délégués, dont 302, avec voix délibérative, représentaient plus de 150 000 membres du Parti ; les autres avaient voix consultative. Par fractions, ils se répartissaient à peu près ainsi : (pour les voix délibératives seulement) 92 bolchéviks, 85 menchéviks, 54 bundistes, 45 Polonais et 26 Lettons.

Au point de vue de la situation sociale des délégués (ouvriers et non-ouvriers), le Congrès offrait le tableau suivant : ouvriers manuels, 116 en tout ; employés de bureau et commis, 24 ; les autres étaient des non-ouvriers. Dans les fractions, les ouvriers manuels se répartissaient comme suit : fraction bolchévik, 38 (36 %) ; fraction menchévik, 30 (31 %) ; chez les Polonais, 27 (61 %) ; chez les Lettons, 12 (40 %) ; chez les bundistes, 9 (15 %.) Les révolutionnaires professionnels se répartissaient au sein des fractions comme suit : fraction bolchévik, 18 (17 %) ; fraction menchévik, 22 (22 %) ; chez les Polonais, 5 (11 %) ; chez les Lettons, 2 (6 %) ; chez les bundistes, 9 (15 %).

Nous avons tous été « frappés » par cette statistique. Comment ? Les menchéviks avaient mené si grand bruit au sujet de la composition intellectuelle de notre Parti ; jour et nuit, ils traitaient les bolchéviks d'intellectuels ; ils menaçaient de chasser tous les intellectuels du Parti, ils vilipendaient sans discontinuer les révolutionnaires professionnels, et voilà que dans leur fraction on compte beaucoup moins d'ouvriers que dans celle « des intellectuels » bolchéviks ! Nous avons trouvé l'explication des vociférations menchéviks : « La langue va là où la dent fait mal »...

La statistique du Congrès est plus intéressante encore au point de vue de la « répartition territoriale » des délégués. On a pu constater que les groupes importants de délégués menchéviks sont envoyés principalement par les régions à population paysanne ou artisanale : la Gourie (9 délégués), Tiflis (10 délégués), l'organisation paysanne petite-russienne « Spilka » (12 délégués, je crois), le Bund (l'immense majorité est menchévik) est une exception, le bassin du Donetz (7 personnes). Cependant que les groupes importants de délégués bolchéviks sont envoyés exclusivement par les régions de grande industrie : Pétersbourg (12 délégués), Moscou (13 ou 14 délégués), l'Oural (21 délégués), Ivanovo-Voznessensk (11 délégués), la Pologne (45 délégués).

Il est clair que la tactique des bolchéviks est celle des prolétaires de la grande industrie, celle des régions où les contradictions de classes sont particulièrement évidentes et la lutte de classes particulièrement violente. Le bolchévisme est la tactique des véritables prolétaires.

D'autre part, il n'est pas moins clair que la tactique des menchéviks est surtout celle des artisans et des semi-prolétaires paysans, celle des régions où les contradictions de classes ne

sont pas tout à fait évidentes et où la lutte de classes est voilée. Le menchévisme est la tactique des éléments semi-bourgeois du prolétariat.

Ainsi parlent les chiffres.

Et la chose est facile à comprendre : devant les ouvriers de Lodz, de Moscou ou d'Ivanovo-Voznessensk, on ne pourrait parler sérieusement de blocs à réaliser avec cette même bourgeoisie libérale dont les membres soutiennent contre eux une lutte acharnée, en les « châtiant » à tout moment par des licenciements partiels et des lock-out de masse ; là, le menchévisme ne trouve pas de sympathies, c'est le bolchévisme qu'il faut, la tactique de la lutte de classe prolétarienne intransigeante. Et inversement, il est extrêmement difficile d'insuffler l'idée de la lutte de classes aux paysans de Gourie ou à des artisans de Chklov, par exemple, qui n'ont pas à subir les coups rudes et systématiques de la lutte de classes et qui, pour cette raison, acceptent volontiers toute sorte d'ententes contre l' « ennemi commun » ; là, le bolchévisme n'a que faire pour l'instant ; c'est le menchévisme qu'il faut, car tout y est imprégné d'une atmosphère d'accords et de compromis.

Non moins intéressante est la composition du Congrès au point de vue des nationalités. La statistique a montré que la majorité de la fraction menchévik est formée de Juifs (sans compter, bien entendu, les bundistes) ; viennent ensuite les Géorgiens, puis les Russes. Par contre, l'immense majorité de la fraction bolchévik est formée de Russes ; viennent ensuite les Juifs (sans compter, bien entendu, les Polonais et les Lettons), puis les Géorgiens, etc. A ce propos, quelqu'un d'entre les bolchéviks a fait observer en guise de plaisanterie (je crois que c'est le camarade Alexinski [37]) que les menchéviks sont une fraction juive, les bolchéviks une fraction purement russe et que, par conséquent, nous ferions bien, nous, bolchéviks, d'organiser un pogrom dans le Parti.

Il n'est pas difficile d'expliquer pareille composition des fractions : les foyers du bolchévisme sont principalement les régions de grande industrie, régions purement russes, à l'exception de la Pologne, tandis que les régions menchéviks, régions de petite production, sont en même temps les régions peuplées de Juifs, de Géorgiens, etc.

En ce qui concerne les courants qui se sont dessinés au Congrès, il convient de remarquer que la division formelle

du Congrès en cinq fractions (bolchéviks, menchéviks, Polonais, etc.) n'a gardé une certaine force, insignifiante, il est vrai, que jusqu'à la discussion des questions de principe (questions des partis non prolétariens, du Congrès ouvrier, etc.). Dès qu'on en vint à la discussion des questions de principe, le groupement formel fut patiquement écarté et, lors du vote, le Congrès s'est généralement divisé en deux camps : bolchéviks et menchéviks. Il n'y avait point au Congrès ce qu'on appelle un centre ou un marais. Trostky s'est révélé une « belle inutilité ». Tous les Polonais se sont ralliés nettement aux bolchéviks. L'immense majorité des Lettons les a soutenus nettement aussi. Le Bund, dont l'immense majorité des délégués a en fait toujours soutenu les menchéviks, a pratiqué officiellement une politique ambiguë au plus haut point, qui faisait sourire d'une part et irritait de l'autre. La camarade Rosa Luxembourg a donné une définition imagée et très juste de cette politique du Bund, en disant que ce n'était point celle d'une organisation politique majeure, ayant de l'influence sur les masses ; que c'était une politique de mercantis toujours aux aguets, toujours dans l'attente, avec cet espoir : peut-être que demain, le prix du sucre baissera ? Parmi les bundistes, 8 à 10 délégués seulement ont soutenu les bolchéviks, et encore, pas toujours.

D'une façon générale, la prépondérance, et même une prépondérance assez notable, était du côté des bolchéviks.

Ainsi, le Congrès fut bolchévik, sans l'être d'une façon nettement tranchée. Des résolutions menchéviks, une seule fut votée, celle qui concernait les actions partisanes, et cela, tout à fait par hasard : les bolchéviks, cette fois, n'avaient pas accepté le combat, ou plutôt, ils n'avaient pas voulu le mener jusqu'au bout, tout simplement parce qu'ils désiraient « faire plaisir au moins une fois aux camarades menchéviks »...

II. L'ORDRE DU JOUR
LE RAPPORT DU COMITE CENTRAL
LE RAPPORT DU GROUPE A LA DOUMA

Du point de vue des courants politiques au sein du Congrès, on pourrait diviser les travaux de celui-ci en deux parties.

Première partie : les débats sur les questions de forme, telles que l'ordre du jour du Congrès, les rapports du Comité central et le rapport du groupe à la Douma, questions d'une profonde portée politique, mais qui étaient rattachées ou qu'on rattachait à « l'honneur » de telle ou telle fraction, avec l'idée qu'il fallait « éviter de provoquer la scission », questions appelées pour cette raison questions de forme. C'est cette partie du Congrès qui fut la plus orageuse et qui prit le plus de temps. Cela, parce que les considérations de principe furent refoulées par les considérations « morales » (« la crainte de froisser ») ; par conséquent, il ne se créa point de groupements strictement délimités ; il était impossible de deviner d'emblée « qui l'emporterait », et les fractions, dans l'espoir d'entraîner derrière elles les « neutres corrects », se livraient une furieuse bataille pour la prépondérance.

Seconde partie : les débats sur les questions de principe, telles que les partis non prolétariens, le Congrès ouvrier, etc. Là, plus de considérations « morales » ; des groupements déterminés se formaient suivant des courants doctrinaux strictement déterminés ; le rapport des forces entre les fractions apparut d'emblée, et c'est pourquoi cette partie du Congrès fut la plus calme et la plus fructueuse, preuve évidente que l'esprit de principe dans les débats est, pour les travaux d'un congrès, la meilleure garantie de calme et de succès.

Passons à une brève caractéristique de la première partie des travaux du Congrès.

Après le discours d'ouverture du camarade Plékhanov, qui marqua la nécessité d'ententes, « d'une occasion à l'autre », avec les « éléments progressistes » de la société bourgeoise, le Congrès élut un bureau composé de cinq représentants (un par fraction), ainsi qu'une commission des mandats, et passa à l'élaboration de l'ordre du jour. Chose caractéristique, les menchéviks, à ce Congrès également, tout comme au Congrès d'unification de l'an dernier, se sont élevés de la façon la plus véhémente contre la proposition des bolchéviks d'inscrire à l'ordre du jour l'appréciation de la situation actuelle et les objectifs de classe du prolétariat dans notre révolution. La révolution est-elle en progrès ou en régression, et, en conséquence, faut-il la « liquider » ou la mener jusqu'au bout ? Quels sont les objectifs de classe du prolétariat dans notre révolution, objectifs qui tracent une ligne de démarcation tranchée entre lui et les autres

classes de la société russe ? Voilà les questions que redoutent les camarades menchéviks. Ils les fuient comme l'ombre fuit le soleil : ils ne veulent pas exposer au grand jour les racines de nos divergences. Pourquoi ? Parce qu'au sein même de la fraction menchévik, il existe des divergences profondes sur ces questions ; parce que le menchévisme n'est pas un courant homogène ; le menchévisme, c'est un ramassis de courants qu'on ne discerne pas pendant la lutte fractionnelle contre le bolchévisme, mais qui percent aussitôt que les problèmes d'actualité et ceux de notre tactique sont posés sur le terrain des principes. Les menchéviks ne veulent pas révéler cette faiblesse interne de leur fraction. Les bolchéviks le savaient, et afin d'accentuer l'esprit de principe dans les débats, ils insistèrent pour que les dites questions fussent inscrites à l'ordre du jour. Voyant que l'esprit de principe les tuait, les menchéviks se butèrent en laissant entendre aux « camarades corrects » qu'ils allaient « se froisser », — et le Congrès n'inscrivit pas à l'ordre du jour la question de la situation actuelle, etc. Finalement, l'ordre du jour suivant fut adopté : rapport du Comité central ; rapport du groupe de la Douma ; attitude à adopter à l'égard des partis non prolétariens ; Douma ; Congrès ouvrier, syndicats, actions partisanes ; crises, lock-out et chômage ; Congrès international de Stuttgart [38] ; questions d'organisation.

⁂

En ce qui concerne l'activité du Comité central, il y eut deux rapporteurs principaux : le camarade Martov (pour les menchéviks) et le camarade Riadovoï [39] (pour les bolchéviks). Le rapport de Martov ne fut pas, à proprement parler, une analyse sérieuse des événements, mais une causerie intime où il raconta comment l'innocent Comité central avait entrepris de diriger le Parti et puis le groupe de la Douma, et comment les « affreux » bolchéviks l'avaient empêché d'agir en le harcelant au nom de l'esprit de principe. Les mots d'ordre du Comité central, rejetés plus tard par le Parti, mots d'ordre qui demandaient un ministère cadet responsable, « la reprise de la session de la Douma », etc., Martov tenta de les justifier en disant que la situation était incertaine et qu'en période d'accalmie on ne pouvait en donner d'autres. Le malencontreux appel du Comité central à la grève générale, et plus tard à des actions partielles,

immédiatement après la dissolution de la première Douma, Martov s'appliqua à le justifier par la même incertitude du moment et l'impossibilité de définir exactement l'état d'esprit des masses. Il parla très peu du rôle du Comité central dans la scission de l'organisation de Pétersbourg [40]. En revanche, il ne parla que trop de la conférence des organisations militaires et de combat, conférence tenue sur l'initiative d'un certain groupe de bolchéviks et qui, à l'entendre, aurait jeté la désorganisation et l'anarchie dans les organisations du Parti. A la fin de son rapport, Martov appela le Congrès à tenir compte des conditions difficiles propres au travail de direction du Parti, vu la complexité et la confusion du moment, et à ne pas se montrer trop sévère pour le Comité central. Apparemment, Martov lui-même admettait que le Comité central avait commis de graves erreurs.

Le rapport du camarade Riadovoï fut d'un tout autre genre. A son avis, le Comité central du Parti doit : 1° défendre et appliquer le programme du Parti ; 2° mettre à exécution les directives tactiques que le Congrès du Parti lui a données ; 3° sauvegarder l'unité du Parti ; 4° coordonner le travail positif du Parti. Or le Comité central n'a rempli aucune de ces obligations. Au lieu de défendre et d'appliquer le programme du Parti, le Comité central, au sujet de la fameuse adresse agraire de la première Douma [41], a recommandé au groupe social-démocrate de la Douma, au nom de l'unité de l'opposition et afin d'obtenir l'appui des cadets, de ne pas introduire dans l'adresse de la Douma le paragraphe bien connu de notre programme agraire sur la confiscation de toutes les terres (seigneuriales) et de s'en tenir à une simple déclaration sur l'aliénation des terres sans préciser si c'était ou non avec indemnité.

Songez un peu : le Comité central recommandait de jeter par-dessus bord le paragraphe essentiel du programme du Parti qui traite de la confiscation des terres. Le Comité central violait le programme du Parti ! Le Comité central violant le programme, peut-on se représenter ce scandale inouï ?

Poursuivons. Au lieu d'appliquer au moins les directives du Congrès d'unification ; au lieu d'approfondir systématiquement la lutte des partis au sein de la Douma, afin de rendre plus consciente la lutte de classes en dehors de la Douma ; au lieu de pratiquer une politique indépendante strictement de classe du prolétariat, le Comité central a lancé des mots d'ordre deman-

dant un ministère cadet responsable, la « reprise de la session de la Douma », se prononçant « pour la Douma contre la camarilla », etc., mots d'ordre qui estompent la lutte du Parti à l'intérieur de la Douma, escamotent les contradictions de classes hors de cette dernière, effacent toute frontière entre la politique de combat du prolétariat et la politique conciliatrice de la bourgeoisie libérale, en accommodant la première à la seconde. Et lorsqu'un des membres de l'organe central, et donc du Comité central, le camarade Plékhanov, est allé plus loin encore dans la voie des ententes avec les cadets et a proposé au Parti de faire bloc avec la bourgeoisie libérale, en rejetant le mot d'ordre d'Assemblée constituante et en formulant le mot d'ordre de « Douma souveraine », acceptable pour la bourgeoisie libérale, le Comité central, loin de protester contre la sortie du camarade Plékhanov, qui déshonore le Parti, l'a même approuvée, sans oser toutefois formuler officiellement son approbation.

C'est ainsi que le Comité central du Parti a violé les exigences élémentaires de la politique de classe indépendante du prolétariat, et les décisions du Congrès d'unification !

Un Comité central qui obscurcit la conscience de classe du prolétariat, un Comité central qui subordonne la politique du prolétariat à celle de la bourgeoisie libérale, un Comité central qui incline le drapeau du prolétariat devant les charlatans du libéralisme cadet, c'est à quoi nous ont conduits les opportunistes du menchévisme !

Sans compter que le Comtié central, non seulement n'a pas sauvegardé l'unité et la discipline du Parti, mais les a systématiquement enfreintes, en prenant l'initiative de la scission dans l'organisation de Pétersbourg.

Nous ne voulons pas non plus nous étendre sur le fait que le Comité central n'a pas coordonné le travail du Parti, la chose étant évidente.

Comment s'explique tout cela, toutes ces fautes du Comité central ? Non point, certes, par le fait que d' « affreux » personnages siégeaient au Comité central, mais par celui que le menchévisme, qui submergeait alors le Comité central, est incapable de diriger le Parti : il a fait définitivement faillite, comme courant politique. De ce point de vue, toute l'histoire du Comité central est celle de l'effondrement du menchévisme. Et lorsque les camarades menchéviks nous reprochent d'avoir « empêché » le Comité central, de l'avoir « harcelé », etc., etc., nous ne

pouvons que répondre à ces camarades qui nous font la morale : oui, camarades, nous avons « empêché » le Comité central de violer notre programme, nous l'avons « empêché » d'accommoder la tactique du prolétariat aux goûts de la bourgeoisie libérale, et nous continuerons de l'empêcher à l'avenir, car c'est notre devoir sacré...

C'est ainsi, à peu près, que le camarade Riadovoï a parlé.

Il est apparu, au cours des débats, que la plupart des camarades, et même certains bundistes, soutenaient le point de vue du camarade Riadovoï. Et si, néanmoins, on n'a pas adopté la motion bolchévik qui relevait les fautes du Comité central, c'est parce que les camarades se sont laissés fortement impressionner par l'idée : « comment se garder de provoquer la scission ». Certes, on n'a pas adopté non plus la motion menchévik de confiance au Comité central. On a voté le passage pur et simple à l'ordre du jour, sans donner une appréciation sur l'activité du Comité central.

Les débats sur le rapport du groupe de la Douma n'ont été en somme qu'une répétition des débats sur la question précédente. Cela se comprend : le groupe de la Douma agissait sous la direction immédiate du Comité central et, tout naturellement, critiquer ou défendre le Comité central, c'était en même temps critiquer ou défendre le groupe de la Douma.

Une remarque intéressante fut faite par le second rapporteur, le camarade Alexinski (le premier rapporteur était le camarade Tsérétéli) ; il indiqua que le mot d'ordre du groupe de la Douma, en majorité menchévik, demandant l'unité de l'opposition au sein de la Douma, soulignant la nécessité de ne pas scinder l'opposition et de marcher avec les cadets, ce mot d'ordre menchévik, selon l'expression du camarade Alexinski, a fait à la Douma une faillite complète, car sur les questions les plus importantes, telles que le budget, l'armée, etc., les cadets ont marché avec Stolypine, et les social-démocrates menchéviks ont dû lutter côte à côte avec les députés des paysans contre le gouvernement et les cadets. Les menchéviks ont dû constater dans les faits la faillite de leur position et appliquer à la Douma le mot d'ordre bolchévik soulignant la nécessité de diriger les députés des paysans dans la lutte contre la droite et les cadets.

Non moins intéressante est la remarque des camarades polonais déclarant inadmissible pour le groupe de la Douma de tenir des réunions en commun avec les narodowey [42], ces centnoirs de Pologne, qui ont organisé plus d'une fois et continuent d'organiser le massacre des socialistes de Pologne. A cela, deux leaders des menchéviks caucasiens [43] répondirent l'un après l'autre que ce qui importe pour le groupe de la Douma, ce n'est pas ce que les partis font chez eux, mais leur conduite à la Douma : or, à la Douma, les narodowey se comportent plus ou moins en libéraux. Ils s'ensuivait qu'il fallait caractériser les partis, non pas d'après ce qu'ils *font* hors de la Douma, mais d'après ce qu'ils *disent* à la Douma. On ne saurait pousser plus loin l'opportunisme...

La plupart des orateurs ont approuvé le point de vue du camarade Alexinski ; cependant, sur cette question encore, on n'a adopté aucune résolution, toujours pour le même motif : « ne pas froisser » les gens. Sans qu'on mît aux voix la résolution, le Congrès est passé directement à la question suivante.

III. SUR LES PARTIS NON PROLETARIENS

Des questions de forme, nous passons aux questions de principe, aux questions qui nous divisent :

Les questions de nos divergences tactiques, ce sont des questions portant sur les destinées probables de notre révolution et sur le rôle des diverses classes et des divers partis de la société russe dans cette révolution. Que notre révolution est bourgeoise ; qu'elle doit aboutir à la défaite du régime de servage et non du régime capitaliste ; qu'elle ne peut être couronnée que par la république démocratique, là-dessus, tout le monde est d'accord, semble-t-il, dans notre Parti. Ensuite, que notre révolution est, d'une façon générale, en progrès et non en régression, et que notre tâche consiste non pas à « liquider » la révolution, mais à la mener jusqu'au bout, sur ce point aussi, du moins formellement, tout le monde est d'accord, car les menchéviks, en tant que fraction, n'ont encore nulle part déclaré le contraire. Mais comment mener jusqu'au bout notre révolution ? Quel est le rôle du prolétariat, de la paysannerie, de la bourgeoisie libé-

rale dans cette révolution ? Par quelle combinaison des forces en lutte pourrait-on mener jusqu'au bout la révolution actuelle ? Avec qui marcher, qui faut-il battre, etc., etc. C'est là que commencent nos divergences.

L'opinion des menchéviks. Notre révolution étant une révolution bourgeoise, seule la bourgeoisie peut être le guide de la révolution. La bourgeoisie a été le guide de la grande Révolution française, elle a été le guide des révolutions dans les autres Etats d'Europe ; donc, c'est elle qui doit être le guide de notre révolution russe. Le prolétariat est le principal combattant de la révolution, mais il doit suivre la bourgeoisie et la pousser en avant. La paysannerie est également une force révolutionnaire, mais elle a trop de traits réactionnaires ; et c'est pourquoi le prolétariat aura beaucoup moins souvent à marcher de concert avec elle qu'avec la bourgeoisie démocratique libérale. La bourgeoisie est pour le prolétariat une alliée plus sûre que la paysannerie. C'est autour de la bourgeoisie démocratique libérale prise comme guide, que doivent se rallier toutes les forces combattantes. Aussi notre attitude envers les partis bourgeois doit-elle être déterminée non par la thèse révolutionnaire : avec la paysannerie contre le gouvernement et la bourgeoisie libérale, le prolétariat en tête, mais par la thèse opportuniste : avec toute l'opposition contre le gouvernement, la bourgeoisie libérale en tête. D'où une tactique d'accords avec les libéraux.

Telle est l'opinion des menchéviks.

L'opinion des bolchéviks. Notre révolution est en effet une révolution bourgeoise, mais cela ne signifie pas que son guide sera notre bourgeoisie libérale. Au XVIIIe siècle, la bourgeoisie française a été le guide de la Révolution française ; pourquoi ? Parce que le prolétariat français était faible, il n'agissait pas de façon indépendante, il ne mettait pas en avant ses revendications de classe, il n'avait ni conscience de classe ni organisation. Il se tenait alors à la remorque de la bourgeoisie, et celle-ci s'en servait comme d'un instrument pour ses fins bourgeoises. Comme on voit, la bourgeoisie n'avait pas besoin alors de prendre le pouvoir royal pour allié contre le prolétariat, — le prolétariat était lui-même son allié et serviteur, — et c'est pourquoi elle pouvait alors être révolutionnaire et même marcher à la tête de la révolution. Il en va tout autrement chez nous, en Russie. On ne peut dire du prolétariat russe qu'il est faible, loin de là : voici plusieurs années déjà qu'il agit de

façon tout à fait indépendante, en mettant en avant ses revendications de classe ; il est armé d'une conscience de classe suffisante pour comprendre ses intérêts ; il est uni au sein de son Parti propre ; il possède le parti le plus fort de Russie, avec un programme et des principes de tactique et d'organisation à lui ; avec ce parti à sa tête il a déjà remporté nombre de victoires éclatantes sur la bourgeoisie... Notre prolétariat peut-il, dans ces conditions, se contenter de jouer le rôle d'appendice de la bourgeoisie libérale, d'un lamentable instrument entre les mains de cette bourgeoisie ? Peut-il, doit-il suivre cette bourgeoisie, en faisant d'elle son guide ? Ne peut-il pas être le guide de la révolution ? Voyez donc ce qui se passe dans le camp de notre bourgeoisie libérale : notre bourgeoisie, effrayée par l'esprit révolutionnaire du prolétariat, au lieu de marcher à la tête de la révolution, se jette dans les bras de la contre-révolution, s'allie avec elle contre le prolétariat. Et son parti, le parti cadet, ouvertement, à la face du monde entier, passe un accord avec Stolypine, vote le budget et les crédits militaires, au profit du tsarisme, contre la révolution populaire. N'est-il pas clair que la bourgeoisie libérale russe se présente comme une force antirévolutionnaire, contre laquelle il faut mener la guerre la plus implacable ? Et le camarade Kautsky n'avait-il pas raison de dire que là où le prolétariat agit comme force indépendante, la bourgeoisie cesse d'être révolutionnaire ?...

Ainsi, la bourgeoisie libérale russe est antirévolutionnaire ; elle ne peut être ni le moteur ni à plus forte raison le guide de la révolution ; elle est l'ennemi juré de la révolution, et il faut la combattre opiniâtrement.

Le seul guide de notre révolution, le seul qui soit intéressé et apte à mener derrière soi les forces révolutionnaires de la Russie à l'assaut de l'autocratie tsariste, c'est le prolétariat. Seul le prolétariat ralliera autour de lui les éléments révolutionnaires du pays ; lui seul mènera jusqu'au bout notre révolution. La tâche de la social-démocratie est de faire tout le possible pour préparer le prolétariat au rôle de guide de la révolution.

Là est l'essentiel du point de vue bolchévik.

A la question de savoir qui donc peut être un allié sûr du prolétariat pour mener jusqu'au bout notre révolution, les bolchéviks répondent : le seul allié quelque peu sûr et vigoureux du prolétariat est la paysannerie révolutionnaire. Ce n'est pas

la perfide bourgeoisie libérale, mais la paysannerie révolutionnaire qui se battra aux côtés du prolétariat contre tous les suppôts du régime de servage.

Dès lors, notre attitude envers les partis bourgeois doit être déterminée par cette thèse : avec la paysannerie révolutionnaire contre le tsarisme et la bourgeoisie libérale, le prolétariat en tête. D'où la nécessité de lutter contre l'hégémonie (la suprématie) de la bourgeoisie cadet et, par conséquent, l'impossibilité d'admettre des ententes avec les cadets.

Telle est l'opinion des bolchéviks.

Ce sont ces deux points de vue qu'ont exprimés dans leurs discours les rapporteurs Lénine et Martynov, ainsi que tous les autres orateurs.

Le camarade Martynov a définitivement « approfondi » le point de vue des menchéviks en niant catégoriquement la possibilité d'admettre l'hégémonie du prolétariat et en défendant, tout aussi catégoriquement, l'idée d'un bloc avec les cadets.

Les autres orateurs, dans leur immense majorité, se sont prononcés dans le sens de la position bolchévik.

Particulièrement intéressants sont les discours de la camarade Rosa Luxembourg, qui a salué le Congrès au nom des social-démocrates allemands et développé le point de vue de nos camarades allemands sur nos divergences. (Nous groupons ici les deux discours de R. L. [44], qui ont été prononcés à des moments différents.) Entièrement d'accord avec les bolchéviks sur le rôle du prolétariat comme guide de la révolution, sur le rôle de la bourgeoisie libérale comme force antirévolutionnaire, etc., etc. R. Luxembourg a critiqué les leaders du menchévisme, Plékhanov et Axelrod, en les qualifiant d'opportunistes et en comparant leur position à celle des jauressistes en France. Je sais, a dit Luxembourg, que chez les bolchéviks aussi on relève des maladresses, des bizarreries, une inébranlabilité superflue, mais je les comprends parfaitement et je leur donne raison : on ne peut ne pas se montrer inébranlable devant cette masse inconsistante, gélatineuse, de l'opportunisme menchévik. On a relevé la même inébranlabilité superflue chez les guesdistes [45] en France, dont le leader, le camarade Guesde, proclamait dans une affiche électorale bien connue : « J'interdis à tout bourgeois de voter pour moi, car je ne défendrai au Parlement que les intérêts des prolétaires contre tous les bourgeois. » Et malgré cela, malgré toutes ces virulences, nous, social-démo-

crates allemands, avons toujours pris parti pour les guesdistes dans leur lutte contre les traîtres au marxisme, contre les jauressistes. Il faut en dire autant des bolchéviks, qui seront soutenus par nous, social-démocrates allemands, dans leur lutte contre les opportunistes menchéviks...

Voilà à peu près ce qu'a dit la camarade R. Luxembourg.

Plus intéressante encore est la fameuse lettre adressée au Congrès par le Comité central du Parti social-démocrate allemand et dont Rosa Luxembourg a donné lecture. Intéressante parce qu'en recommandant au Parti de *combattre* le libéralisme et en reconnaissant le rôle particulier du prolétariat de Russie comme guide de la révolution russe, elle reconnaît par là même toutes les thèses fondamentales du bolchévisme.

Ainsi, il est apparu en toute clarté que la social-démocratie allemande, la plus expérimentée et la plus révolutionnaire d'Europe, appuyait ouvertement et nettement les bolchéviks comme de véritables marxistes, dans leur lutte *contre* les traîtres au marxisme, *contre* les menchéviks.

Certains passages du discours du camarade Tyszko, représentant de la délégation polonaise au Présidium, ne laissent pas de retenir l'attention. Les deux fractions nous assurent, a dit le camarade Tyszko, qu'elles se tiennent fermement sur le point de vue du marxisme. Et il n'est pas facile pour tout le monde de comprendre qui donc, finalement, se tient sur ce point de vue, les bolchéviks ou les menchéviks... « C'est nous qui nous tenons sur le point de vue du marxisme », interrompent « à gauche » plusieurs menchéviks. « Non, camarades », leur répond Tyszko, « vous ne vous y tenez pas, vous *gisez* dessus ; car toute votre impuissance à diriger la lutte de classe du prolétariat, le fait que vous savez apprendre par cœur les grandes paroles du grand Marx, mais ne savez pas les appliquer, tout cela atteste que vous ne vous tenez pas, mais bien que vous gisez sur le point de vue du marxisme. »

Définition imagée et très juste.

En effet, prenez ne serait-ce que le fait suivant. Les menchéviks répètent fréquemment que la tâche de la social-démocratie consiste, toujours et partout, à faire du prolétariat une force politique indépendante. Est-ce exact ? Absolument exact ! Ce sont là les grandes paroles de Marx, qu'un marxiste doit toujours avoir présentes à la mémoire. Mais comment les camarades menchéviks les appliquent-ils ? Aident-ils pratiquement le

prolétariat à se dégager de la masse des éléments bourgeois qui l'environnent pour se constituer en une classe autonome, indépendante ? Rallient-ils les éléments révolutionnaires autour du prolétariat et préparent-ils le prolétariat au rôle de guide de la révolution ? Les faits attestent que les menchéviks n'en font rien. Au contraire, les menchéviks conseillent au prolétariat de conclure plus souvent des ententes avec la bourgeoisie libérale ; et c'est ainsi qu'ils aident le prolétariat non pas à se constituer en une classe indépendante, mais à fusionner avec la bourgeoisie ; les menchéviks conseillent au prolétariat de renoncer au rôle de guide de la révolution, de céder ce rôle à la bourgeoisie, de suivre la bourgeoisie, et c'est ainsi qu'au lieu d'aider le prolétariat à devenir une force politique indépendante, ils cherchent à en faire l'appendice de la bourgeoisie... Autrement dit, les menchéviks font juste le contraire de ce qu'ils devraient faire, s'ils partaient d'un point de vue marxiste juste.

Oui, le camarade Tyszko avait raison, lorsqu'il a dit que les menchéviks ne se tiennent pas, mais gisent sur le point de vue marxiste...

A l'issue des débats, deux projets de résolution ont été mis aux voix : l'un menchévik et l'autre bolchévik. Le projet bolchévik a été adopté, comme base, à une énorme majorité.

Vinrent ensuite les amendements. On en déposa près de quatre-vingts. Ils portaient principalement sur deux paragraphes du projet : celui qui caractérise le prolétariat comme guide de la révolution et celui qui caractérise les cadets comme force antirévolutionnaire. Ce fut la partie la plus intéressante des débats, car la physionomie des fractions y apparut particulièrement accusée. Le premier amendement important fut déposé par le camarade Martov. Il exigeait qu'on remplaçât les mots « le prolétariat comme *guide* de la révolution » par les mots : « le prolétariat comme *avant-garde* ». Il motivait sa proposition en alléguant que le mot « avant-garde » exprimait l'idée plus exactement. Le camarade Alexinski lui objecta qu'il ne s'agissait pas d'exactitude, mais de deux points de vue opposés qui se manifestaient dans ce paragraphe : car « avant-garde » et « guide » sont deux notions absolument différentes. Etre l'avant-garde (le détachement avancé), cela veut dire combattre dans les premiers rangs, occuper les points les plus exposés, verser son sang, mais en même temps *être dirigé par d'autres,* en l'es-

pèce par les démocrates bourgeois : l'avant-garde ne dirige jamais la lutte générale, l'avant-garde est toujours dirigée. En revanche : être le guide, cela veut dire non seulement combattre dans les premiers rangs, *mais aussi diriger la lutte générale, l'orienter* vers son but. Nous, bolchéviks, nous ne voulons pas que le prolétariat soit dirigé par les démocrates bourgeois, nous voulons que le prolétariat dirige lui-même toute la lutte du peuple et l'oriente vers la république démocratique.

Résultat : l'amendement de Martov fut repoussé.

Tous les autres amendements du même genre furent également repoussés.

Une autre série d'amendements visait le paragraphe relatif aux cadets. Les menchéviks proposaient d'admettre que les cadets ne s'étaient pas encore engagés dans la voie de la contre-révolution. Mais le Congrès n'accepta pas cette proposition, et tous les amendements de ce genre furent rejetés. Puis les menchéviks proposèrent d'admettre, dans certains cas, au moins des ententes techniques avec les cadets. Le Congrès n'accepta pas davantage cette proposition et repoussa les amendements qui s'y rapportaient.

Enfin on mit aux voix la résolution en entier, et il se trouva que 159 voix s'étaient prononcées pour la résolution bolchévik, 104 contre ; les autres s'étaient abstenus.

Le Congrès adopta à une énorme majorité la résolution bolchévik.

Dès lors, le point de vue bolchévik est devenu le point de vue du Parti.

En outre, ce vote a eu deux résultats importants :

D'abord, il a mis fin à la division formelle, artificielle du Congrès en cinq fractions (bolchéviks, menchéviks, Polonais, Lettons, bundistes) et créé une division nouvelle, une division de principe : les bolchéviks (y compris tous les Polonais et la majorité des Lettons) et les menchéviks (y compris presque tous les bundistes).

En second lieu, ce vote a permis d'établir une statistique plus exacte de la répartition des délégués ouvriers par fractions : on a constaté que la fraction bolchévik comptait non pas 38, mais 77 ouvriers (38 + 27 Polonais + 12 Lettons) et que la fraction menchévik comptait non pas 30 ouvriers, mais 39 (30 + 9 bundistes). La fraction menchévik est apparue comme une fraction d'intellectuels.

IV. DU CONGRES OUVRIER

Avant d'en venir à la caractéristique des débats sur le Congrès ouvrier, il est indispensable de connaître l'historique de la question *. Le fait est que cette question est obscure et extrêmement embrouillée. Alors que sur les autres questions qui nous divisent, il existe déjà dans le Parti deux courants nettement déterminés, — bolchévik et menchévik, — sur la question du Congrès ouvrier nous enregistrons non pas deux, mais une multitude de courants, extrêmement obscurs et contradictoires. Il est vrai que la position des bolchéviks est unanime et précise : ils sont absolument contre le Congrès ouvrier. En revanche, chez les menchéviks, c'est le comble du chaos et de la confusion : ils se sont divisés en une quantité de groupes, et chacun d'eux chante sa chanson, sans écouter les autres. Alors que les menchéviks de Pétersbourg, avec Axelrod à leur tête, proposent de réunir un congrès ouvrier pour *fonder un parti,* les menchéviks de Moscou, avec El [47] à leur tête, le proposent non pas pour fonder un parti, *mais dans le but de fonder une « union ouvrière de toute la Russie » sans-parti.* Les menchéviks du Sud vont encore plus loin ; Larine [48] en tête, ils invitent à réunir un Congrès ouvrier afin de fonder, non pas un parti, ni une « union ouvrière », *mais une « union du travail » plus large,* qui puisse englober, outre tous les éléments prolétariens, les éléments « travailleurs » socialistes-révolutionnaires, semi-bourgeois. Sans compter les autres groupes et personnages moins influents, comme les groupes d'Odessa et de la région transcaspienne, et comme les « auteurs » faibles d'esprit d'une brochure ridicule, qui signent « *Brodiaga* » et « *Choura* » [49].

Telle est la confusion qui règne dans les rangs menchéviks.

Mais comment réunir le Congrès ouvrier, comment l'orga-

* Cela est d'autant plus nécessaire que les camarades menchéviks, qui sont allés s'installer dans les rédactions des journaux bourgeois, répandent des fables sur le passé et le présent de cette question. (Voir l'article sur le « Congrès ouvrier » dans le *Tovarichtch,* dû à la plume d'un menchévik en vue et reproduit dans le *Bakinski Dien* [46].) *(J. S.)*

niser, à quoi rattacher sa convocation, qui inviter, à qui confier l'initiative de la convocation ?

Sur toutes ces questions, il règne parmi les menchéviks la même confusion qu'à propos des objectifs du Congrès.

Si les uns proposent de rattacher aux élections à la Douma les élections au Congrès ouvrier et d'organiser ainsi le Congrès ouvrier « d'autorité », les autres proposent de s'en remettre au « bon vouloir » du gouvernement et à la rigueur de solliciter sa « permission » ; d'autres enfin conseillent d'envoyer les délégués à l'étranger, fussent-ils trois ou quatre mille, et d'y tenir illégalement le Congrès ouvrier.

Si certains menchéviks proposent de faire représenter au Congrès seulement les organisations ouvrières formées, d'autres conseillent d'appeler au Congrès les représentants de tout le prolétariat organisé et inorganisé en général, qui compte dans ses rangs pas moins de dix millions d'hommes.

Si certains menchéviks proposent de convoquer le Congrès ouvrier sur l'initiative du Parti social-démocrate avec la participation d'intellectuels, d'autres conseillent de laisser de côté et le Parti et les intellectuels, et de convoquer le Congrès sur la seule initiative des ouvriers eux-mêmes, sans aucune participation des intellectuels.

Si certains menchéviks insistent sur la convocation immédiate du Congrès ouvrier, d'autres proposent de l'ajourner à une date indéterminée, en se bornant, pour l'instant, à faire de la propagande en faveur de l'idée d'un Congrès ouvrier.

Mais que faire du Parti ouvrier social-démocrate existant qui, depuis plusieurs années déjà, dirige la lutte du prolétariat, groupe dans ses rangs 150 000 membres, a déjà tenu cinq Congrès, etc., etc. ? « L'envoyer au diable », ou régler l'affaire de quelque autre manière ?

A cela tous les menchéviks, depuis Axelrod jusqu'à Larine, répondent à l'unisson que *chez nous, il n'existe pas de parti prolétarien.* « Toute la question est justement que nous n'avons pas de parti », nous disaient au Congrès les menchéviks, « *nous n'avons qu'une organisation d'intellectuels petits-bourgeois* », qu'il faut remplacer par un parti grâce au Congrès ouvrier. C'est ce qu'a déclaré au Congrès du Parti le rapporteur des menchéviks, le camarade Axelrod.

Mais permettez, comment cela se peut-il ? Donc, tous ces Congrès de notre Parti, du premier (1898) au dernier (1907),

à l'organisation desquels les camarades menchéviks ont pris une part des plus énergiques ; toute cette dépense colossale de forces prolétariennes, d'argent du prolétariat, qui fut nécessaire pour organiser les Congrès et dont les menchéviks sont tout aussi responsables que les bolchéviks, tout cela n'était donc que mensonge et pharisaïsme ?

Donc, tous ces appels de lutte du Parti au prolétariat, appels signés également des menchéviks ; toutes ces grèves et insurrections de 1905, 1906, 1907, qui se sont déroulées sous la direction du Parti, souvent sur son initiative ; toutes ces victoires du prolétariat avec notre Parti en tête ; toutes ces victimes, tous ces prolétaires tombés par milliers dans les rues de Pétersbourg, de Moscou, etc., emmurés en Sibérie, morts dans les prisons *au nom* du Parti, *sous le drapeau* du Parti : tout cela n'était que comédie et duperie ?

Ainsi nous n'aurions pas de Parti ? Nous n'aurions qu'une « organisation d'intellectuels petits-bourgeois » ?

C'était là, bien entendu, une contre-vérité flagrante, un mensonge révoltant, cynique.

Voilà, sans nul doute, ce qui explique l'indignation extrême qu'a provoquée, parmi les délégués ouvriers de Pétersbourg et de Moscou, cette déclaration d'Axelrod. Bondissant de leur place, ils ont riposté énergiquement au rapporteur : « C'est toi, le bourgeois, toi qui restes à l'étranger, et pas nous. Nous, nous sommes des ouvriers et nous avons notre Parti social-démocrate, que nous ne laisserons pas dénigrer... »

Mais admettons que le Congrès ouvrier ait lieu ; imaginons qu'il a déjà eu lieu. Le Parti social-démocrate existant a donc été relégué aux archives ; on a, d'une façon ou d'une autre, réuni un Congrès ouvrier, ou l'on veut organiser quelque chose comme une union « ouvrière » ou « union du travail ». Que va-t-il advenir ? Quel programme ce Congrès va-t-il adopter ? Quelle sera la physionomie du Congrès ouvrier ?

Certains menchéviks répondent que le Congrès ouvrier pourrait adopter le programme de la social-démocratie, naturellement avec quelques coupures ; mais ils ajoutent aussitôt qu'il pourrait tout aussi bien ne pas accepter le programme des social-démocrates ce qui, selon eux, ne serait pas un grand malheur pour le prolétariat. D'autres répondent d'un ton plus décidé : le prolétariat de chez nous étant fortement pénétré de tendances petites-bourgeoises, le Congrès ouvrier adoptera, selon toute

probabilité, non pas le programme social-démocrate, mais *un programme démocratique petit-bourgeois*. Au Congrès ouvrier le prolétariat perdra le programme social-démocrate, mais en revanche il acquerra une organisation ouvrière, groupant tous les ouvriers au sein d'une seule union. C'est ce que dit, par exemple, le chef des menchéviks de Moscou, N. Tchérévanine. (Voir *Problèmes de tactique* [50].)

Ainsi : une « union des ouvriers sans programme social-démocrate », tel serait le résultat probable du Congrès ouvrier.

C'est du moins ce que pensent les menchéviks eux-mêmes.

Il apparaît qu'en désaccord les uns avec les autres sur certaines questions concernant les objectifs et les modalités de convocation du Congrès ouvrier, les menchéviks sont d'accord sur ce point que « nous n'avons pas de parti, mais seulement une organisation d'intellectuels petits-bourgeois, *à reléguer aux archives* »...

C'est dans ce cadre que s'est situé le rapport d'Axelrod.

Il en est ressorti que la propagande en faveur du Congrès ouvrier se ramènerait en pratique et d'une façon inévitable à une propagande *contre* le Parti, à la guerre contre lui.

Quant au travail pratique pour la convocation du Congrès ouvrier, il se ramènerait tout aussi inévitablement à un travail pratique de désorganisation et de décomposition de notre Parti actuel.

Cependant les menchéviks, par la bouche de leur rapporteur, ainsi que dans leur projet de résolution, demandaient au Congrès d'*interdire la propagande* contre les tentatives visant à organiser un Congrès ouvrier, c'est-à-dire contre les tentatives conduisant à désorganiser le Parti.

Chose curieuse : à travers les discours des orateurs menchéviks (à l'exception de Plékhanov qui, au fond, n'a rien dit du Congrès ouvrier), passaient tel un fil rouge les mots d'ordre suivants : à bas le Parti, à bas la social-démocratie ! Vive le « sans-partisme », vive l' « union ouvrière » non social-démocrate ! Ces mots d'ordre n'ont pas été formulés ouvertement par les orateurs, mais ils perçaient dans leurs discours.

Ce n'est pas sans raison que tous les publicistes bourgeois depuis les syndicalistes et les socialistes-révolutionnaires jusqu'aux cadets et aux octobristes, — ce n'est pas sans raison qu'ils se sont tous prononcés avec ardeur pour le Congrès ouvrier : ne sont-ils pas tous des ennemis de notre Parti ? Or le travail pra-

tique pour la convocation du Congrès ouvrier pourrait sensiblement affaiblir et désorganiser le Parti. Comment n'applaudiraient-ils pas à « l'idée d'un Congrès ouvrier » ?

Les orateurs bolchéviks disaient tout autre chose.

Le rapporteur des bolchéviks, le camarade Lindov [51] après avoir brièvement caractérisé les principaux courants parmi les menchéviks, passa à l'analyse des conditions qui ont donné naissance à l'idée d'un Congrès ouvrier. La propagande en faveur d'un Congrès ouvrier a commencé en 1905, avant les journées d'octobre, pendant la répression. Elle a cessé durant les journées d'octobre-novembre, pour reprendre au cours des mois suivants, quand sévit une nouvelle fois la répression. Pendant la première Douma, aux jours de liberté relative, la propagande s'est calmée. Ensuite, après la dissolution de la Douma, elle a repris avec plus de force, etc. La conclusion s'impose : aux jours de liberté relative, quand le Parti a la possibilité de se développer librement, la propagande pour un Congrès ouvrier, en vue de créer un « large parti sans-parti », perd naturellement du terrain ; et inversement, aux jours de répression, quand l'afflux de nouveaux membres dans le Parti fait place au reflux, la propagande pour un Congrès ouvrier, comme mesure artificielle visant à élargir le parti étroit ou à le remplacer par un « large parti sans-parti », gagne du terrain. Mais il va de soi qu'aucune mesure artificielle n'y fera rien ; pour développer effectivement le Parti, il faut la liberté politique, et non pas un Congrès ouvrier qui a lui-même besoin de cette liberté.

Poursuivons. L'idée d'un Congrès ouvrier, prise sous son aspect concret, est radicalement fausse, car elle ne s'appuie pas sur les faits, mais sur cette thèse erronée que « nous n'avons pas de parti ». Le fait est que nous avons un parti prolétarien ; il proclame hautement son existence, il la fait très sérieusement sentir aux ennemis du prolétariat, — cela, les menchéviks eux-mêmes le savent fort bien, — et c'est précisément parce que nous avons déjà un tel parti que l'idée d'un Congrès ouvrier est radicalement fausse. Certes, si nous n'avions pas un parti comptant plus de 150 000 prolétaires d'avant-garde et entraînant à sa suite des centaines de milliers de combattants ; si nous n'étions qu'une poignée de gens peu influents, comme les social-démocrates allemands des années 1860-1870 ou les socialistes français des années 1870-1880, alors nous nous serions efforcés nous-mêmes de réunir un Congrès ouvrier afin d'en faire sortir

un Parti social-démocrate. Mais justement, toute la question est que nous avons déjà un Parti, un véritable Parti prolétarien qui jouit d'une influence énorme auprès des masses. Or, pour réunir un Congrès ouvrier et créer le fantastique « parti sans-parti », il nous faudrait nécessairement « en finir » d'abord avec le parti existant, commencer par le détruire.

Voilà pourquoi le travail de convocation d'un Congrès ouvrier se ramènera inévitablement, dans la pratique, à un travail de désorganisation du Parti. Encore faut-il voir si l'on réussit jamais à créer à sa place un « large parti sans-parti », mais du reste, est-il bien nécessaire d'en créer un ?

Voilà pourquoi les ennemis de notre Parti, les cadets et octobristes de tout acabit, louent avec tant d'ardeur les menchéviks pour leur propagande en faveur d'un Congrès ouvrier.

Voilà pourquoi les bolchéviks estiment que le travail de convocation d'un Congrès ouvrier est dangereux et nuisible : car il discrédite le Parti aux yeux des masses qu'il soumet à l'influence de la démocratie bourgeoise.

C'est à peu près en ces termes que s'est exprimé le camarade Lindov.

Pour un Congrès ouvrier contre le Parti social-démocrate, ou pour le Parti contre un Congrès ouvrier ?

C'est ainsi que la question se posait au Congrès.

Les délégués ouvriers bolchéviks l'ayant immédiatement comprise ont pris avec énergie « la défense du Parti » : « Nous sommes des patriotes du Parti », disaient-ils, « nous aimons notre Parti et nous ne le laisserons pas discréditer par des intellectuels fatigués. »

Chose à noter : la camarade Rosa Luxembourg, représentante de la social-démocratie allemande, était entièrement d'accord avec les bolchéviks. « Nous, les social-démocrates allemands, a-t-elle dit, nous ne pouvons comprendre le désarroi comique des camarades menchéviks qui cherchent à tâtons les masses alors qu'elles-mêmes cherchent le Parti et sont irrésistiblement attirées vers lui »...

Les débats ont montré que l'immense majorité des orateurs soutenait les bolchéviks.

A l'issue des débats, deux projets de résolution ont été mis aux voix : l'un bolchévik qui a été pris comme base. Les amendements qui portaient un caractère de principe ont été presque tous rejetés. Un seul amendement plus ou moins sérieux a été

adopté contre la limitation de la liberté de discuter le projet de convocation d'un Congrès ouvrier. La résolution dans son ensemble déclarait que « l'idée d'un Congrès ouvrier conduit à désorganiser le Parti », « à soumettre les larges masses ouvrières à l'influence de la démocratie bourgeoise », et que, comme telle, cette idée est nuisible au prolétariat. De plus, la résolution faisait une nette distinction entre le Congrès ouvrier et les Soviets de députés ouvriers et leurs Congrès qui, loin de désorganiser le Parti, loin de lui faire concurrence, le renforcent au contraire, en le suivant et en l'aidant à résoudre les questions pratiques aux heures d'essor révolutionnaire.

Finalement, la résolution dans son ensemble a été adoptée par une majorité de 165 voix contre 94. Les autres se sont abstenus.

C'est ainsi que le Congrès a repoussé l'idée d'un Congrès ouvrier comme nuisible et anti-parti.

Le vote sur cette question nous a révélé le fait important que voici : sur 114 délégués ouvriers ayant pris part au vote, 25 seulement se sont prononcés pour un Congrès ouvrier. Les autres ont voté contre. Le pourcentage était le suivant : 22 % des délégués ouvriers ont voté pour un Congrès ouvrier, 78 % contre. Et, fait particulièrement important, sur les 94 délégués qui ont voté pour un Congrès ouvrier, il n'y avait que 26 % d'ouvriers, contre 74 % d'intellectuels.

Et pourtant les menchéviks criaient sans cesse que l'idée d'un Congrès ouvrier était une idée ouvrière, que seuls ces « intellectuels » de bolchéviks s'opposaient à la convocation d'un Congrès, etc. A en juger par ce vote, on devrait plutôt reconnaître que l'idée d'un Congrès ouvrier est, au contraire, une idée d'intellectuels chimériques...

En effet, même les ouvriers menchéviks n'ont visiblement pas voté pour un Congrès ouvrier (30 menchéviks + 9 bundistes), 24 seulement ont voté pour.

Bakou, 1907.

Publié pour la première fois dans le *Bakinski Prolétari.* [*Le Prolétaire de Bakou*], n° 1 et 2 des 20 juin et 10 juillet 1907. *Signé :* Koba Ivanovitch.

Mandat aux députés social-démocrates de la troisième Douma d'État

(Adopté à l'assemblée des délégués de la curie ouvrière de Bakou le 22 septembre 1907)[62]

Les députés social-démocrates à la Douma d'Etat doivent former un groupe particulier, qui, en tant qu'organisation du Parti, doit être rattaché à celui-ci de la façon la plus étroite et se soumettre à sa direction et aux directives du Comité central du Parti.

La tâche essentielle du groupe social-démocrate à la Douma d'Etat est de contribuer à l'éducation de classe et à la lutte de classe du prolétariat, tant en vue d'affranchir les travailleurs de l'exploitation capitaliste que pour permettre au prolétariat de remplir le rôle de guide politique qu'il est appelé à jouer dans l'actuelle révolution démocratique bourgeoise en Russie.

Dans ce but, le groupe doit, en toute circonstance, formuler sa politique prolétarienne de classe qui distingue la social-démocratie de tous les autres partis et organisations révolutionnaires, depuis les cadets jusqu'aux socialistes-révolutionnaires. Il ne doit en aucun cas sacrifier cette tâche dans le but de sauvegarder l'unité d'action oppositionnelle avec n'importe quels partis et groupes politiques de la Douma.

Nos députés doivent inlassablement démasquer à la Douma tout le contenu contre-révolutionnaire aussi bien des partis des grands propriétaires fonciers et des cent-noirs que du parti traître, celui de la bourgeoisie monarchiste libérale, le parti des cadets. D'autre part, ils doivent s'appliquer à détacher des libéraux et à pousser dans la voie d'une politique révolutionnaire démocratique conséquente les partis petits-bourgeois paysans (socialistes-révolutionnaires, socialistes populaires et troudoviks)

en les entraînant à leur suite dans la lutte contre les cent-noirs et contre la bourgeoisie cadet. En même temps, le groupe social-démocrate doit lutter contre les utopies réactionnaires pseudo-socialistes, dont les socialistes-révolutionnaires, les socialistes populaires et autres revêtent leurs revendications d'essence petite-bourgeoise et à l'aide desquelles ils obscurcissent la conscience prolétarienne socialiste, authentiquement de classe, de la classe ouvrière. Notre groupe doit expliquer au peuple entier, du haut de la tribune de la Douma, toute la vérité sur la révolution que nous vivons. Il doit dire au peuple bien haut qu'en Russie, il n'y a pas de possibilité d'atteindre la libération du peuple par une voie pacifique et que la seule voie conduisant à la liberté est celle de la lutte du peuple tout entier contre le pouvoir tsariste.

Le mot d'ordre de la social-démocratie, celui sous lequel elle doit appeler les masses à une nouvelle lutte au grand jour, c'est l'Assemblée constituante, librement élue par le peuple tout entier sur la base du suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, — Assemblée qui, après en avoir fini à jamais avec l'autocratie tsariste, instaurera en Russie une république démocratique. Aucun autre mot d'ordre, comme celui de ministère responsable, etc. formulé par la bourgeoisie libérale pour faire contrepoids aux mots d'ordre prolétariens, ne peuvent être adopté ni soutenu par le groupe social-démocrate.

Tout en participant quotidiennement à l'activité législative et autre de la Douma d'Etat, le groupe social-démocrate doit poursuivre ses tâches constantes de critique et de propagande, et non viser des buts immédiats de législation, en expliquant au peuple toute la précarité et la stérilité de cette dernière activité, aussi longtemps que le pouvoir réel se trouve entièrement aux mains du gouvernement autocratique.

S'il travaille ainsi à la III' Douma d'Etat, le groupe social-démocrate contribuera à la lutte révolutionnaire que le prolétariat et, avec lui, la paysannerie soutiennent actuellement en dehors de la Douma contre l'autocratie tsariste.

Edité en tract en septembre 1907.
Réimprimé d'après ce tract.

Il faut boycotter la conférence[68]

Participer à la conférence avec les industriels du pétrole ou la boycotter n'est pas pour nous une question de principe, mais une question d'utilité pratique. Nous ne pouvons une fois pour toutes boycotter toutes les conférences, quelles qu'elles soient, comme le proposent certains « individus » aigris et pas tout à fait normaux. Et inversement, nous ne pouvons, une fois pour toutes, résoudre la question en faveur de la participation aux conférences, comme s'ingénient à le faire nos camarades cadétoformes. Nous devons envisager la question de la participation ou du boycottage du point de vue des faits vivants, et rien que des faits. Il peut se trouver qu'en présence de certains faits, dans certaines conditions, notre tâche, qui est de rassembler les masses, rende notre participation nécessaire, et nous devrons alors absolument opter pour la participation. Et inversement, les conditions étant différentes, cette même tâche peut rendre nécessaire le boycottage, et nous devons alors boycotter absolument la conférence.

Ensuite, pour éviter toute confusion, il nous faut bien définir à l'avance les notions sur la base desquelles nous agissons. Que signifie « participer » ? Que signifie « boycotter » les conférences ? Si, en formulant dans les réunions des revendications générales, en élisant nos délégués et ainsi de suite, nous ne nous proposons pas de faire échec à la conférence, mais si, au contraire, nous nous y rendons pour engager — en nous soumettant au règlement de la conférence, en nous appuyant sur lui, — des négociations avec les industriels du pétrole et

pour aboutir en fin de compte à tel ou tel accord, pareille conduite de notre part doit être qualifiée par nous de participation à la conférence. Mais si, en élaborant nos revendications, en élisant des délégués pour mieux formuler ces revendications, en popularisant et publiant les revendications déjà élaborées, nous nous proposons non pas de participer aux travaux de la conférence avec les industriels du pétrole, mais de la faire échouer, de faire échouer tout accord avec les industriels du pétrole *avant la lutte* (l'accord *après la lutte*, surtout après une lutte victorieuse, nous le jugeons indispensable), pareille conduite de notre part doit être qualifiée par nous de boycottage de la conférence, boycottage actif, bien entendu, puisqu'il aboutit à l'échec de la conférence.

D'autre part, il ne faut en aucun cas confondre la tactique à l'égard de la Douma avec la tactique à l'égard de la conférence. La participation à la conférence ou son boycottage a pour but de préparer les conditions d'une amélioration du régime actuel *dans les exploitations pétrolières*, alors que la participation à la Douma, ou son boycottage, a pour but d'*améliorer* les conditions générales *dans le pays*. Le sort de la conférence est entièrement et *exclusivement* déterminé par le prolétariat du lieu, car sans la participation du prolétariat la conférence tombe d'elle-même, alors que le sort de la participation à la Douma ou de son boycottage n'est pas réglé par le prolétariat seul, mais aussi par la paysannerie. Enfin, le boycottage actif de la conférence (sa mise en échec) peut être réalisé commodément, sans interventions actives, ce qu'on ne saurait dire pour le boycottage de la Douma.

Ces observations générales une fois faites, venons-en à la question concrète du boycotage de la prochaine conférence.

L'histoire de la lutte économique des ouvriers de Bakou peut se diviser en deux périodes.

La première période est celle de la lutte jusqu'à ces temps derniers ; les principaux acteurs en étaient les ouvriers de l'entretien ; ceux de l'exploitation [54] suivaient simplement et avec confiance les premiers, comme étant leurs guides ; ils n'avaient pas encore conscience de leur rôle considérable dans la production. La tactique des industriels du pétrole dans cette période peut être qualifiée de tactique de flirt avec les ouvriers de l'entretien, tactique de concessions systématiques à ces derniers

et de mépris tout aussi systématique des ouvriers travaillant aux puits.

La seconde période est marquée par le réveil des ouvriers de l'exploitation, par leur entrée en scène indépendante et le refoulement simultané des ouvriers de l'entretien à l'arrière-plan. Ajoutons que cette entrée porte un caractère caricatural au plus haut point, car 1° elle ne va pas au-delà de gratifications déshonorantes et 2° elle est entachée de la plus funeste méfiance à l'égard des ouvriers de l'entretien. Les industriels cherchent à exploiter la nouvelle situation et changent de tactique. Ils ne flirtent plus avec les ouvriers des ateliers, ils ne cherchent plus à les amadouer, car ils savent bien que maintenant les ouvriers des puits ne les suivront pas dans tous les cas ; au contraire, les industriels s'efforcent eux-mêmes de pousser les ouvriers de l'entretien à faire grève *sans les ouvriers de l'exploitation,* pour montrer ainsi l'importance relative des premiers et les rendre dociles. Parallèlement, les industriels du pétrole, qui, autrefois, ne prêtaient aucune attention aux ouvriers des puits, flirtent aujourd'hui sans vergogne avec eux en leur offrant des gratifications. Ce faisant, ils veulent séparer définitivement les ouvriers de l'exploitation d'avec ceux de l'entretien, les corrompre à fond, leur inoculer une confiance servile dans le patronat, remplacer le principe de la lutte sans compromis par le « principe » d'un marchandage et d'un quémandage de larbins et, de cette façon, rendre impossible toute amélioration sérieuse.

C'est dans le même but que l'on a « imaginé » la prochaine conférence.

D'où il ressort clairement que la tâche immédiate des camarades d'avant-garde est de lutter avec acharnement pour gagner les ouvriers des puits, pour les rassembler autour de leurs camarades des ateliers, *en faisant pénétrer dans leur conscience une méfiance illimitée à l'égard des industriels du pétrole, en chassant de leur tête les préjugés néfastes du marchandage et du quémandage.* A la masse des ouvriers de l'exploitation, qui paraît sur la scène pour la première fois et qui le fait d'une manière si gauche et si caricaturale (le « bakchich » [65], etc.), nous devons déclarer haut et clair (non pas seulement en paroles, mais en nous appuyant sur des faits !) que dans la vie, les améliorations ne viennent pas d'en haut ni par voie de marchandages, mais d'en bas, par une lutte commune aux côtés des ouvriers de l'entretien.

C'est seulement en nous assignant cette tâche que nous pouvons résoudre correctement le problème de la conférence.

Ainsi nous pensons que la participation à la prochaine conférence, l'appel à la collaboration des patrons et des ouvriers pour établir une convention obligatoire, dès maintenant, avant la lutte commune, alors que la lutte partielle se poursuit et que la lutte commune est encore à venir, alors que les industriels du pétrole distribuent des gratifications à droite et à gauche en détachant les ouvriers de l'exploitation de ceux de l'entretien et en corrompant leur jeune conscience, — nous pensons que dans un tel moment, « *aller à la conférence* » signifierait non pas extirper, mais consolider les préjugés du « bakchich » dans l'esprit des masses. Cela signifierait faire pénétrer dans la conscience des masses non pas la méfiance, mais la confiance à l'égard des industriels du pétrole. Cela signifierait non pas grouper les ouvriers des puits autour de ceux des ateliers, ni les rapprocher de ces derniers, mais les abandonner pour un temps, les rejeter dans les griffes des capitalistes.

Evidemment, « à quelque chose malheur est bon » ; la conférence, à l'heure présente, pourrait, elle aussi, être d'une *certaine* utilité dans le sens de l'organisation, dans le sens d'un « élargissement de la lutte », comme s'exprime le camarade *Kotchégar* [56]. Mais si le tort causé par la conférence l'emporte incontestablement sur cette *certaine* utilité, alors il faut incontestablement rejeter la conférence comme une camelote inutile. Car si le camarade *Kotchégar* « va à la conférence » *principalement* parce qu'elle « organise » et qu'elle « élargit la lutte », on ne comprend vraiment pas pourquoi « on n'irait pas à la conférence » également en période d'essor, à la veille de la lutte commune, au début de la lutte commune qui s'organise ? Qu'y a-t-il à craindre ? N'est-ce pas alors que sont particulièrement nécessaires l'« organisation commune », l'« élargissement de la lutte » ? N'est-ce pas alors que la masse doit moins que jamais se laisser prendre aux concessions venant d'en haut ? Mais la question est justement là : élire des délégués ne signifie pas encore organiser les masses. Le fait justement est qu'organiser (au sens où nous l'entendons, évidemment, et non comme l'entendait Gapone), cela signifie, *avant tout*, développer la conscience de l'opposition *irréductible* entre capitalistes et ouvriers. Pourvu qu'il y ait une *telle* conscience, le reste viendra par surcroît.

Or, c'est justement ce que la conférence en question ne peut pas donner.

Dès lors, la seule tactique répondant à notre tâche dans les conditions actuelles ne peut être que la tactique du boycottage de la conférence.

La tactique du boycottage développe on ne peut mieux la conscience de l'opposition irréductible entre ouvriers et industriels du pétrole.

La tactique du boycottage, en ébranlant les préjugés du « bakchich » et en détachant du patronat les ouvriers des puits, les rallie autour de ceux des ateliers.

La tactique du boycottage, en inspirant la méfiance à l'égard du patronat pétrolier, souligne on ne peut mieux aux yeux des masses la nécessité de la lutte, comme unique moyen d'améliorer leur existence.

C'est pourquoi nous devons lancer une campagne de boycottage : organiser des réunions d'entreprise, élaborer des revendications, élire des délégués pour mieux formuler les revendications communes, les diffuser sous forme de tracts imprimés, les expliquer, les porter à nouveau devant les masses pour les faire approuver définitivement, etc., etc., et faire tout cela sous le mot d'ordre du boycottage, pour pouvoir, après avoir rendu populaires les revendications communes et utilisé les « possibilités légales », boycotter à fond la conférence, en faire un objet de risée et affirmer ainsi la nécessité de lutter pour les revendications communes.

Donc, il faut boycotter la conférence !

Goudok [*La Sirène*], n° 4, 29 septembre 1907.
Signé : Ko...
D'après le texte du journal.

Avant les élections

Messieurs les industriels du pétrole ont reculé. Par la bouche du rédacteur de leur journal, le *Nephtianoïé Dielo* [57], ils déclaraient tout dernièrement que les syndicats sont à Bakou un « élément accessoire, étranger aux ouvriers ». Dociles à leur volonté, les autorités avaient fait afficher un avis invitant les ouvriers à élire leurs délégués à une commission d'organisation, cela afin d'écarter les syndicats de la direction de la campagne. Ces choses sont d'hier. Mais aujourd'hui, 7 janvier, l'inspecteur du travail a fait savoir aux secrétaires des syndicats qu'une réunion patronale avait décidé de proposer à Monsieur le chef de la police de délivrer aux syndicats des autorisations officielles pour la tenue de réunions dans les exploitations de pétrole et les usines.

Messieurs les capitalistes craignent le renforcement de l'influence des syndicats ; ils aimeraient voir les ouvriers désunis et désorganisés ; c'est pourquoi ils refusent même de reconnaître les comités organisés dans les puits et les usines. Mais maintenant, nous les avons forcés à admettre que c'est et ce doit être aux syndicats de résoudre un des plus grands problèmes de la vie ouvrière, celui de la conférence et de la convention collective.

Nous les avons forcés à reconnaître le rôle dirigeant des syndicats, bien que messieurs les dachnaktsakans [58] et les socialistes-révolutionnaires soient venus à la rescousse de messieurs les industriels du pétrole et des autorités dans leur lutte contre les organisations ouvrières.

Messieurs les dachnaktsakans se sont empressés de répondre à l'appel de Monsieur le chef de la police ; ils ont procédé sans délai à des élections, bien entendu avec leurs objectifs propres : faire échec aux conditions qui ont été formulées par les syndicats pour la conduite de la campagne et dont la principale est la reconnaissance des organisations ouvrières.

Cependant, messieurs les industriels n'ont pas eu lieu d'être satisfaits de cette action précipitée des dachnaktsakans. Ces derniers n'ont été suivis que par les petites firmes, telles qu'Abiyantz, Radouga, Ararat, Pharos, etc. ; et ce n'est que dans deux ou trois grosses entreprises arméniennes que les élections ont eu lieu.

Les ouvriers de la société Caspienne-mer Noire, de chez Nobel, Koborev, « Born », Chibaïev, Assadoulaïev, de la Compagnie Moscou-Caucase et d'autres firmes ont adopté des résolutions de protestation contre ces élections et se sont refusés à y prendre part aussi longtemps que des autorisations officielles n'auront pas été délivrées aux syndicats.

Les ouvriers des firmes les plus grosses et les plus influentes ont exprimé clair et net leur volonté ; ce faisant, ils ont répondu non seulement à messieurs les industriels, mais encore à ceux de leurs « amis » qui aiment à trop bien parler pour ne rien dire.

Dans leurs résolutions, les ouvriers ont confirmé clair et net que les conditions posées par les syndicats ne sont pas une invention des « dirigeants », comme le prétendent les socialistes-révolutionnaires dans leur brochure : *Pourquoi nous n'allons pas à la conférence.*

Les autorités, les industriels du pétrole et les dachnaktsakans luttent contre l'extension de l'influence des organisations professionnelles. Les ouvriers marquent leur confiance aux organisations professionnelles et affirment leur complet accord avec les conditions qu'elles posent.

Les mots « conférence » et « négociations » ne sont pas et ne doivent pas être un épouvantail pour les ouvriers, pas plus qu'à la veille d'une grève les ouvriers ne craignent de mener des pourparlers et de présenter des revendications. La présentation des revendications écarte parfois la nécessité de résoudre le conflit par la grève. Le plus souvent, c'est le contraire qui se produit. Mais pour que les « négociations » puissent donner aux ouvriers un tableau complet de l'état véritable des choses ;

pour que la campagne en vue de la conférence puisse leur rendre d'inestimables services, en permettant de poser et de discuter publiquement tous les problèmes de la vie ouvrière, il est nécessaire que soient réalisées les conditions formulées par les syndicats qui figureront dans le mandat aux délégués élus.

Aucune négociation n'est « terrible » si elle est menée sous les yeux de toute la masse des ouvriers. Les conditions posées garantissent à tous les ouvriers la possibilité de participer largement à la discussion de toutes les questions se rapportant à la conférence.

Les conférences de triste mémoire, du type Chendrikov, sont enterrées à jamais.

Nous avons obtenu que les camarades « affiliés » au syndicat des mécaniciens nous suivent et abandonnent le mot d'ordre de la « conférence à tout prix ». Eux aussi ont décidé de boycotter les élections, au cas où la condition principale, — la reconnaissance du rôle dirigeant des syndicats, — ne serait pas respectée. Nous obtiendrons de même qu'il n'y ait plus de partisans du boycottage « à tout prix ». La conférence, et surtout la campagne en vue de cette conférence, sont acceptables pour les ouvriers si les conditions nécessaires se trouvent réunies.

Les ouvriers ont confirmé par leurs dernières résolutions la justesse de notre position.

Les autorisations officielles nous ont été délivrées. Nous avons donc obtenu des autorités et des industriels la reconnaissance du rôle dirigeant des syndicats.

La majorité des ouvriers des firmes les plus importantes s'est prononcée pour la participation aux élections dans les conditions indiquées par nous.

Nous pouvons maintenant procéder avec calme et assurance à l'élection des représentants. Nous recommandons de leur donner le mandat suivant : élisez seize délégués, qui exigeront, comme condition expresse aux négociations qui doivent avoir lieu dans la commission d'organisation, la reconnaissance *avant tout* des points ci-après :

1. La date de la conférence doit être fixée par les représentants des ouvriers et des patrons, en tant que parties égales en droits, c'est-à-dire d'un commun accord.

2. L'assemblée de tous les délégués, élus à raison d'un par cent ouvriers, doit subsister jusqu'à la fin de la conférence ; elle se réunira périodiquement, et chaque fois qu'il sera néces-

saire, pour discuter les comptes rendus des ouvriers participant à la conférence et des ouvriers délégués à la commission d'organisation, et pour leur donner des directives.

3. Les délégués ont le droit d'organiser des réunions dans les usines, les exploitations et les ateliers, pour examiner les clauses de la convention qui sont revendiquées et proposées.

4. La direction du syndicat des ouvriers du pétrole et celle du syndicat des mécaniciens ont le droit d'envoyer leurs représentants, sans voix délibérative, à la conférence avec le patronat, ainsi que le droit de présenter des rapports à toutes les commissions de la conférence, aux assemblées des délégués, aux réunions d'usine, d'exploitation, etc.

5. Les délégués à la commission d'organisation sont élus par le Conseil des délégués, fonctionnant comme un tout unique, sans division par branches de production. Pour mener les négociations, la commission d'organisation fonctionne également en bloc (une seule convention pour tous les ouvriers).

Goudok [*La Sirène*], n° 14, 13 janvier 1908.
Article non signé.
D'après le texte du journal.

Encore un mot sur la conférence avec garanties

La campagne pour la conférence bat son plein. Les élections des délégués touchent à leur fin. Le Conseil des délégués se réunira prochainement. La conférence doit-elle, oui ou non, avoir lieu ? Avec quelles garanties (à quelles conditions) est-elle souhaitable ? Comment comprendre ces garanties ? Voilà les questions dont le Conseil des délégués s'occupera tout d'abord.

Quelle doit être notre ligne de conduite à ce Conseil ?

Nous répétons que les conférences avec les industriels du pétrole ne sont pas une nouveauté pour nous. Nous en avons eu une en 1905, une seconde en 1906. Que nous ont donné ces conférences ? Que nous ont-elles appris ? Etaient-elles justifiées ?

Alors, comme tout récemment, on nous disait que la conférence *par elle-même,* sans aucune condition, unifie les masses. Les faits ont cependant montré que pas une de ces conférences passées n'a unifié ni ne pouvait unifier les masses : on procédait simplement aux élections, et à cela se bornait toute cette « unification ».

Pourquoi ?

Parce que, lors de l'organisation des conférences passées, il n'y avait rien qui rappelât la *liberté de parole et de réunion* : il était impossible de réunir les masses dans les usines, les exploitations de pétrole, les casernes ouvrières ; impossible d'élaborer des mandats pour chaque question donnée et, en général, d'intervenir activement dans tous les travaux de la conférence. De ce fait, les masses restaient inactives ; seuls agissaient les délégués, loin de la masse ouvrière. Or nous savons depuis longtemps que

les masses ne s'organisent que dans les actions elles-mêmes...

Ensuite, parce qu'il n'y avait pas de *Conseil des délégués*, en tant qu'organe permanent des ouvriers, agissant librement pendant toute la durée de la conférence, groupant autour de lui les ouvriers de toutes les firmes et de tous les districts pétrolifères, élaborant les revendications de ces ouvriers et contrôlant, sur la base de ces revendications, les représentants des ouvriers. Les industriels du pétrole ne voulaient pas autoriser la création de ce Conseil des délégués ; quant aux promoteurs de la conférence, ils s'inclinaient humblement.

Sans compter qu'il n'y avait pas alors de centres du mouvement, — de syndicats, — qui pussent rallier autour d'eux le Conseil des délégués et l'orienter dans la voie de la lutte de classes...

On nous disait autrefois que la conférence *par elle-même* pourrait donner satisfaction aux revendications des ouvriers. Mais l'expérience des deux premières conférences a démenti aussi cette hypothèse. En effet, lorsque nos délégués à la première conférence ont voulu exposer les revendications ouvrières, les industriels du pétrole leur ont coupé la parole en disant que « cela n'avait pas de rapport avec l'ordre du jour de la conférence », que la conférence était appelée à traiter « de l'approvisionnement de l'industrie en combustible liquide », et non pas d'on ne savait quelles revendications. Et lorsque nos délégués à la seconde conférence ont exigé la participation des délégués des chômeurs, les industriels leur ont coupé la parole, cette fois encore, en disant qu'ils n'étaient pas mandatés pour examiner de semblables revendications. C'est ainsi qu'on a flanqué dehors nos délégués. Et lorsque certains de nos camarades ont posé la question du soutien de nos délégués par une lutte générale, il est apparu qu'une telle lutte était impossible parce que les deux conférences avaient été convoquées par les capitalistes à l'époque avantageuse pour eux, de la morte saison : en hiver, alors que la Volga est fermée à la navigation, que les cours des produits pétroliers sont en baisse et que, par conséquent, il est tout bonnement déraisonnable de songer à une victoire des ouvriers.

Voilà en quoi les deux conférences précédentes « étaient justifiées ».

Il est clair qu'une conférence *par elle-même*, une conférence sans un libre Conseil des délégués, une conférence sans la participation ni la direction des syndicats, et convoquée en hiver

par-dessus le marché, bref une *conférence sans garanties* n'est qu'un mot creux. Pareille conférence, loin de servir à l'unité, loin de contribuer à faire aboutir nos revendications, apporte au contraire la désorganisation et retarde le moment où nos revendications seront satisfaites ; car, sans rien donner, elle nourrit les ouvriers de promesses vaines.

Voilà ce que nous ont appris les deux conférences précédentes.

Voilà pourquoi le prolétariat conscient a boycotté la troisième conférence, celle de novembre 1907.

Qu'ils s'en souviennent, les quelques camarades du syndicat des mécaniciens qui font de la propagande pour une conférence *sans garanties,* au mépris de toute l'expérience des conférences précédentes, au mépris de la volonté de la majorité du prolétariat pétrolier, *au mépris, enfin, de l'accord intervenu entre les syndicats !*

Qu'ils s'en souviennent et cessent de violer cet accord.

Mais est-ce à dire que nous devions faire fi de toutes les conférences, quelles qu'elles soient ?

Non pas !

A la remarque, faite par les boycotteurs socialistes-révolutionnaires, que nous ne devons pas aller à la conférence, parce que nous y sommes conviés par nos ennemis, les bourgeois, à cette remarque on ne peut répondre que par un éclat de rire : car enfin à la fabrique, à l'usine ou au puits, ce sont ces mêmes ennemis, les bourgeois, qui nous invitent à venir travailler. Devons-nous donc boycotter la fabrique, l'usine ou le puits pour la seule raison que nous y sommes invités par nos ennemis, les bourgeois ? C'est que de cette manière-là, on ne serait pas long à crever de faim ! Faut-il croire que tous les ouvriers ont perdu la raison, puisqu'ils acceptent de se rendre au travail sur l'invitation des bourgeois ?

La déclaration des dachnaktsakans, disant que nous ne devons pas aller à la conférence parce que c'est une institution bourgeoise, une déclaration aussi absurde peut être traitée par le mépris : car enfin, la vie sociale actuelle est aussi une « institution » bourgeoise : la fabrique, l'usine, le puits sont autant d' « institutions » bourgeoises organisées « à l'image et à la ressemblance » de la bourgeoisie, au profit de la bourgeoisie : allons-nous donc boycotter tout cela pour la seule raison que c'est bourgeois ? Allons-nous déménager en ce cas sur Mars,

Jupiter, ou peut-être dans les châteaux en Espagne des dachnaks et des socialistes-révolutionnaires ?... *

Non, camarades ! Nous ne devons pas tourner le dos aux positions de la bourgeoisie, mais leur livrer assaut ! Nous ne devons pas laisser à la bourgeoisie ses positions, mais les conquérir pied à pied, et en déloger la bourgeoisie ! Il n'y a qu'aux amateurs de châteaux en Espagne que cette simple vérité peut échapper !

Nous n'irons pas à la conférence sans avoir reçu au préalable les garanties que nous exigeons ; mais, si nous les obtenons, nous irons à la conférence pour pouvoir, en prenant appui sur elles, transformer la conférence, d'instrument de quémandage humiliant, en une arme de la lutte ultérieure, de même que nous acceptons d'aller au travail, certaines conditions indispensables ayant été satisfaites, pour pouvoir transformer la fabrique, l'usine, le puits, d'arène de l'oppression en arène de la libération.

En organisant la conférence avec les garanties conquises par les ouvriers et en appelant la masse des 50 000 travailleurs à élire un Conseil des délégués et à établir nos revendications, nous conduirons le mouvement ouvrier à Bakou dans une voie de lutte nouvelle, et avantageuse pour lui : dans la voie d'un mouvement organisé et conscient, et non pas spontané (désordonné) et assujetti au bakchich.

Voilà, à proprement parler, ce que nous attendons d'une conférence avec garanties ; voilà pourquoi nous disons : *conférence avec garanties, ou pas de conférence du tout*[50] *!*

Que messieurs les partisans des conférences à l'ancienne mode fassent campagne contre les garanties ; qu'ils exaltent la conférence sans garanties ; qu'ils rampent au fond du marais à la Zoubatov : le prolétariat les fera sortir du marais et leur apprendra à marcher sur le vaste champ de la lutte de classes !

Que messieurs les dachnaks et les socialistes-révolutionnaires « voltigent », que de leurs hauteurs aériennes ils boycottent l'action organisée des ouvriers : le prolétariat conscient les fera

* Le caractère absolument futile et irréel de la position boycottiste de M. les dachnaktsakans et socialistes-révolutionnaires est démontré déjà par ce fait qu'eux-mêmes se montrent favorables à la conférence des ouvriers typographes avec leurs patrons, et à un contrat collectif entre eux. Bien plus : il n'est pas défendu à leurs membres d'y prendre part à titre individuel. *(J. S.)*

redescendre jusque dans cette vallée de larmes et les forcera à s'incliner devant la conférence avec garanties !

Notre but est clair : rassembler le prolétariat autour du Conseil des délégués et unir ce dernier autour des syndicats, pour faire triompher nos revendications communes, pour améliorer notre vie.

Notre voie est claire : de la conférence avec garanties à la satisfaction des besoins vitaux du prolétariat pétrolier.

Nous appellerons en temps opportun le Conseil des délégués à combattre aussi bien les hommes du marais qui veulent la conférence à tout prix que les fantaisies chimériques des boycotteurs dachnaks et socialistes-révolutionnaires.

Une conférence avec les garanties voulues, ou pas de conférence !

Goudok [*La Sirène*], n° 17, 3 février 1908.
Article non signé.
D'après le texte du journal.

Qu'attestent nos grèves de ces temps derniers ?

Les grèves de janvier-février sont caractérisées par la présence de certaines particularités nouvelles qui introduisent des éléments nouveaux dans notre mouvement. Le *Goudok* [60] a déjà parlé d'une de ces particularités : le caractère défensif des grèves. Mais c'est là une particularité extérieure. Beaucoup plus intéressantes sont les autres particularités, intérieures celles-là, qui projettent une vive lumière sur le progrès de notre mouvement. Nous voulons parler de la nature des revendications, des moyens employés pour la conduite des grèves, des nouvelles méthodes de lutte, etc.

Ce qui saute aux yeux, tout d'abord, c'est la teneur des revendications. Il est remarquable que, pour une grande partie des grèves, les gratifications ne figurent pas dans les revendications (Nobel, Motovilikha, Molot, les Mirzoïev, les Adamov, etc.). Et là où les ouvriers réclament des gratifications, ils s'efforcent de les faire passer en queue de liste, honteux qu'ils sont de ne lutter que pour le « bakchich » (Pitoïev, etc.). Il est évident que les vieux préjugés en faveur du bakchich sont sérieusement ébranlés. Le « bakchich » commence à baisser dans l'estime des ouvriers. Des revendications petites bourgeoises (gratifications), ils passent à des revendications prolétariennes : renvoi des administrateurs les plus cyniques (Nobel, Molot, les Adamov) ; réintégration des camarades licenciés (Mirzoïev), extension des droits des comités de puits et d'usine (Nobel, Mirzoïev). A cet égard, la grève des ouvriers de chez Mirzoïev est particulièrement intéressante [61]. Ils revendiquent la recon-

naissance du comité et la réintégration des camarades licenciés, comme garantie qu'à l'avenir la firme ne renverra pas un seul ouvrier sans le consentement du comité. La grève dure depuis quinze jours déjà, avec une rare unanimité. Il faut voir ces ouvriers, il faut savoir avec quelle fierté ils disent : « Nous ne luttons pas pour des gratifications ou pour une serviette et du savon ; nous luttons pour les droits et l'honneur du comité ouvrier », — il faut, dis-je, savoir tout cela pour comprendre quel changement s'est opéré dans l'esprit des ouvriers.

La deuxième particularité des dernières grèves, c'est le réveil et l'activité de la masse ouvrière des puits. Le fait est que, jusqu'à présent, ces ouvriers se voyaient obligés de suivre leurs camarades de l'entretien ; ils ne les suivaient pas toujours de bonne grâce et ils n'engageaient d'action indépendante que pour des gratifications. Ajoutons qu'il existait chez eux, à l'égard des *ouvriers de l'entretien,* une certaine hostilité attisée par la politique de provocation et de bakchich des industriels (Société de Bibi-Eibat, l'an passé ; Lapchine, récemment). Les dernières grèves montrent que la passivité des ouvriers des puits tend à disparaître. Ce sont eux qui ont déclenché la grève chez Nobel (en janvier), entraînant à leur suite les ouvriers de l'entretien ; ce sont encore eux qui ont pris l'initiative de la grève chez Mirzoïev (en février). Il va de soi qu'avec le réveil de l'activité des ouvriers des puits prend fin leur hostilité envers leurs camarades des ateliers. Les ouvriers de l'exploitation commencent à marcher la main dans la main avec ceux de l'entretien.

Plus intéressante encore est la troisième particularité : l'attitude amicale des grévistes envers notre syndicat et, d'une façon générale, la conduite relativement coordonnée des grèves. A noter, tout d'abord, l'absence des listes de revendications interminables qui nuisent à la bonne marche de l'action (rappelez-vous la Société de la Caspienne, l'an dernier) ; maintenant, on ne formule que quelques revendications importantes, de nature à unifier les masses (Nobel, les Mirzoïev, Motovilikha, les Adamov). En second lieu, presque aucune de ces grèves n'a lieu sans l'intervention active de syndicat : les ouvriers jugent nécessaire de faire appel aux représentants du syndicat (Kokorev, Nobel, Molot, les Mirzoïev, etc.). L'ancienne habitude d'opposer les comités de puits et d'usine au syndicat tend à disparaître. On commence à regarder le syndicat comme son propre enfant. De concurrents du syndicat les comités de puits et d'usine

deviennent ses soutiens. D'où l'organisation plus poussée des grèves récentes.

D'où, également, la quatrième particularité : le succès relatif des dernières grèves ou, plus exactement, le fait que les grèves partielles aboutissent moins souvent à un échec et pas toujours à un échec complet. Nous voulons parler, avant tout, de la grève de chez Kokorev. Nous pensons que cette grève marque un tournant dans l'évolution de nos méthodes de lutte. Celle-là et quelques autres (Pitoïev, Motovilikha) ont montré que 1° avec une bonne organisation du mouvement, 2° avec l'intervention active du syndicat, 3° avec une certaine opiniâtreté, et 4° le moment de la lutte étant bien choisi, les grèves partielles peuvent ne pas être sans résultat, tant s'en faut. Il apparaît du moins que les exclamations de « principe » : « à bas les grèves partielles ! », sont un mot d'ordre hasardeux, qui n'a pas trouvé de justification suffisante dans les faits du récent mouvement. Au contraire, nous pensons que si le syndicat les dirige et si le moment est bien choisi, les grèves partielles peuvent devenir un facteur très important pour l'unité du prolétariat.

Telles sont, à notre avis, les particularités intérieures les plus importantes des grèves de ces temps derniers.

Goudok [*La Sirène*], n° 21, 2 mars 1908.
Signé : K. Kato.
D'après le texte du journal.

Un tournant dans la tactique des industriels du pétrole

Il n'y a pas si longtemps, — quelques mois à peine, — nos industriels du pétrole « parlaient » de rapports « à l'européenne » entre ouvriers et patrons.

Ils s'efforçaient alors d'observer une attitude conciliante. Et cela se conçoit : le sermon inlassable du « pénétrant » Rine sur l'origine divine de la convention collective, la vague toujours montante des grèves partielles, les vues des industriels du pétrole sur la « régularisation de la production » par une conférence « à l'européenne », une certaine pression exercée par les autorités, tout cela incitait les patrons à la conciliation, à un comportement « à l'européenne ».

— A bas l'anarchie des grèves ! s'exclamait Rine.

— Vive l'ordre ! disaient les industriels, d'accord avec lui.

Et « l'ordre » semblait s'instaurer. Les mesures de répression du côté des patrons diminuaient, paraît-il. De même les grèves. Les industriels « estimaient nécessaire de s'entendre ». (Voir le *Nephtianoïé Diélo* de décembre.)

Mais voici que s'ouvre la campagne. Les ouvriers répudient catégoriquement la conférence à la vieille mode dans la coulisse ; à une énorme majorité, ils se prononcent pour une conférence avec garanties ; par là même, les ouvriers expriment nettement la volonté d'utiliser à fond la conférence et d'en faire une arme de la lutte organisée et consciente.

Et que voyons-nous

On n'entend plus de discours sur les rapports « à l'européenne ». Plus un mot des « vues » sur la « régularisation

de la production ». « L'anarchie des grèves » n'effraie plus les patrons ! Au contraire, ils poussent eux-mêmes les ouvriers à l' « anarchie », en les attaquant, en les frustrant de leurs conquêtes, en licenciant les camarades d'avant-garde, etc., etc.

Il est évident que les industriels n'estiment plus nécessaire de s'entendre. Ils préfèrent attaquer.

Dès le Congrès des industriels du pétrole à la fin de janvier, ils ont déclenché l'attaque contre les ouvriers. Ils ont bâillonné les représentants des syndicats, ils ont enterré la question des cités ouvrières, ils ont résolu de « faire une croix » sur la question des écoles, de l'assistance médicale, etc. Ils ont retiré aux ouvriers le droit de participer à la gestion des Maisons du Peuple.

Par toutes ces mesures, les industriels ont donné à entendre qu'ils s'engageaient dans une voie « nouvelle », sans rien d' « européen », la voie des attaques ouvertes contre les ouvriers.

Le Conseil du Congrès poursuit « l'œuvre » de leur Congrès. Il a attaqué les ouvriers en instituant une « taxe sanitaire de dix kopeks ». Sans compter les menues dispositions du Conseil, qui reflètent ce même tournant dans la tactique des industriels du pétrole.

Vient ensuite l' « approfondissement » coutumier de la répression sous la forme du retrait des droits déjà acquis par les ouvriers des puits et des usines, de la réduction du personnel, du renvoi des ouvriers d'avant-garde, des lock-out, etc.

Ils ont réduit à néant les comités de puits et d'usines. C'est ce qu'attestent clairement les conflits à propos des comités chez Rothschild (Balakhany), à la Société de la Caspienne, chez Chibaïev (Balakhany), chez « Born » (Balakhany), Biering, Mirzoïev, à la Société Naphtalan.

Sous couleur de « réduction du personnel », ils « débarquent » les camarades les plus influents, notamment les délégués à la conférence. Les faits qui ont eu lieu à la Société de la Caspienne, chez « Born », Moukhtarov (Balakhany), Chibaïev (Balakhany), Lapchine (Bibi-Eibat), Malnikov, ne laissent subsister aucun doute à ce sujet.

Le lock-out chez Votan est le couronnement de la « nouvelle » tactique des industriels du pétrole.

Ce faisant, ils poussent les ouvriers dans la voie des explosions spontanées, anarchiques, qui les épuisent.

Plus caractéristiques encore sont les formes que revêt la

répression contre les grévistes. Nous voulons parler de la firme Mirzoïev, ou plus exactement de son administrateur M. Markarov qui lance contre les Arméniens en grève des musulmans armés de fusils et contribue ainsi à provoquer des collisions entre Arméniens et Tatars.

Tel est le tournant opéré dans la tactique des industriels du pétrole.

Il est évident que ces derniers ne veulent plus des « conditions européennes ».

Parce qu'ils ne croient plus au « succès » de la conférence, parce qu'ils ne comptent plus sur la possibilité d'une « régularisation de la production » par le moyen de la seule conférence, sans satisfaire les principales revendications des ouvriers ; parce qu'ils voient que la conférence, d'instrument de désorganisation, devient un instrument d'organisation d'une masse de cinquante mille travailleurs, les patrons veulent d'une façon ou de l'autre se débarrasser de la conférence, en la renvoyant à une date indéterminée, ou, du moins, en la vidant de tout contenu.

C'est pour cela qu'ils recourent à un système de répression ; ils provoquent les ouvriers à des actions prématurées ; ils fragmentent en mouvements isolés et partiels le mouvement général en train de se former ; ils font passer les ouvriers du large chemin de la lutte de classes dans les sentiers tortueux des conflits de groupes.

Ce faisant, ils entendent détourner l'attention des ouvriers d'une conférence avec garanties : déconsidérer à leurs yeux le Conseil des délégués qui est capable de les unir ; les empêcher de s'unir, et donc de se préparer à faire aboutir leurs revendications.

En œuvrant de la sorte, ils cherchent à provoquer les ouvriers, encore inorganisés pour l'instant, à une action générale prématurée qui pourrait leur donner l'occasion de briser « définitivement » les ouvriers, d'assurer pour longtemps l'extraction « ininterrompue » du pétrole.

Tel est le sens du tournant intervenu dans la tactique des industriels du pétrole.

Et maintenant, quelle doit être la nôtre, compte tenu de tout ce qui précède ?

Les patrons nous attaquent, en profitant de notre inorganisation ; par conséquent, notre tâche est de nous rallier autour

de notre syndicat et de parer aux coups par tous les moyens en notre pouvoir.

On veut nous provoquer à des explosions spontanées et partielles, dans le dessein de fractionner notre mouvement général : par conséquent, notre devoir est de ne pas mordre à l'hameçon des industriels du pétrole, de nous abstenir, si possible, des grèves partielles et de ne pas morceler le mouvement général.

On veut nous dépouiller de notre moyen de nous unir ; on veut nous enlever notre Conseil de délégués, en renvoyant la conférence à une date indéterminée, en nous poussant à une action générale prématurée : par conséquent, notre devoir est d'exiger la réunion immédiate du Conseil des délégués, de se mettre à dresser la liste des revendications ouvrières et de rallier les masses, au cours de cette action, autour du Conseil des délégués.

Après avoir renforcé le Conseil des délégués et rassemblé autour de lui la masse des 50 000 travailleurs, il ne nous sera pas difficile de faire face dignement aux manœuvres, qui n'ont rien d'européen, de messieurs les industriels du pétrole.

Goudok [*La Sirène*], n° 22, 9 mars 1908.
Article non signé.
D'après le texte du journal.

Il faut se préparer !

La direction du syndicat des ouvriers du pétrole a décidé de prendre des mesures pour convoquer à bref délai le Conseil des délégués [62].

En agissant ainsi, la direction s'est inspirée de nombreuses déclarations d'ouvriers, qui ne voulaient plus attendre et exigeaient la convocation immédiate du Conseil des délégués.

C'est dans le même sens qu'a décidé d'agir le syndicat des mécaniciens.

Les deux syndicats ont déjà remis ces jours-ci à l'inspecteur principal du Travail une déclaration conforme.

Il est à supposer que la question sera prochainement résolue dans un sens ou dans l'autre.

Quelle sera la réponse du pouvoir et du Capital à la déclaration des syndicats, c'est ce que, bien entendu, nous ne savons pas encore.

Il se peut qu'ils accèdent au désir des ouvriers, qu'ils réunissent immédiatement le Conseil des délégués et alors, selon toute probabilité, les travaux de la conférence suivront leur « cours normal ».

Il se peut aussi qu'ils fassent traîner les choses, sans donner pour le moment de réponse directe.

Nous devons, dans l'un et l'autre cas, être prêts à tout pour ne pas permettre aux industriels de duper les ouvriers.

Nous devons être prêts, à tout instant, à nous présenter, armés de pied en cap, devant les industriels du pétrole.

Et pour cela, il faut se mettre à dresser sans tarder la liste des revendications.

Nous acceptons une conférence avec garanties. Mais que présenterons-nous aux industriels, sinon des revendications approuvées par toute la masse du prolétariat pétrolier ? Elaborons donc les revendications ouvrières concernant les salaires, la journée de travail, les cités ouvrières, les Maisons du Peuple, l'assistance médicale, etc.

Notre syndicat s'est déjà mis à l'œuvre. Dans les colonnes du *Goudok* il a émis son opinion sur les cités ouvrières, l'assistance médicale, les Maisons du Peuple, les écoles. Ces revendications ont déjà été lancées par le syndicat sous la forme d'une brochure intitulée *Documents pour la conférence.*

Mais cela ne suffit pas encore.

Toutes ces revendications, il faut les porter devant la masse des ouvriers, afin qu'elle en délibère et émette son opinion, la seule valable pour elle.

En outre, les questions des salaires et de la journée de travail n'ont pas encore été étudiées par le syndicat ; il faut donc procéder sans retard à la mise au point des revendications sur ces questions également.

Notre syndicat nomme à cet effet une commission spéciale chargée de formuler les revendications.

Cette commission se met en contact avec les délégués à la conférence et les comités de puits et d'usine des quatre districts pétrolifères, en vue d'un examen commun des questions urgentes de notre existence.

Ensuite on tient des réunions générales dans les usines, les puits, les casernes ouvrières, et l'on approuve définitivement les revendications.

Tel doit être notre plan de travail pour la préparation de la conférence avec garanties.

C'est seulement après avoir établi les revendications et en avoir fait l'apanage des masses que nous pourrons unifier ces masses autour du Conseil des délégués.

Et c'est lorsque nous aurons rallié les masses autour de leur Conseil que nous serons à même de les garantir contre toute surprise de la part des industriels du pétrole.

Pas de philosophie invertébrée sur la « concrétisation » des points relatifs aux garanties (voir le *Promyslovy Viestnik* [63]), ni de clameurs étourdies sur « l'approche du printemps » (rappe-

lez-vous les socialistes-révolutionnaires), mais un travail opiniâtre pour établir les revendications ouvrières : voilà notre premier devoir devant les événements qui approchent.

Préparons-nous donc encore plus unanimement à la conférence avec garanties !

Goudok [*La Sirène*], n° 23, 16 mars 1908.
Article non signé.
D'après le texte du journal.

La terreur économique et le mouvement ouvrier

La lutte des ouvriers ne revêt pas toujours et partout la même forme.

Il fut un temps où les ouvriers, en luttant contre les patrons, brisaient les machines et mettaient le feu aux usines. La machine, voilà la source de la misère ! L'usine, voilà le lieu de l'oppression ! Eh bien, brisons-les, mettons-y le feu, disaient alors les ouvriers.

C'était l'époque des actions de révolte anarchique.

Nous connaissions aussi d'autres cas où les ouvriers, ayant cessé de croire à la vertu des incendies et des destructions recouraient à des « formes plus violentes », au meurtre des directeurs, des administrateurs, des gérants, etc. On ne peut pas détruire toutes les machines et toutes les usines, disaient alors les ouvriers, et d'ailleurs ce n'est pas avantageux pour nous ; mais on peut toujours faire peur aux administrateurs et leur serrer la vis à l'aide de la terreur ; eh bien, cognons dessus, faisons-les trembler !

C'était l'époque des *actions terroristes* individuelles sur le terrain de la lutte économique.

Le mouvement ouvrier a sévèrement condamné l'une et l'autre formes de lutte, il les a reléguées dans le passé.

Et cela se conçoit. Il est hors de doute que l'usine est effectivement le lieu d'exploitation des ouvriers, et la machine aide jusqu'à présent la bourgeoisie à étendre cette exploitation. Mais cela ne signifie pas encore que la machine et l'usine soient par elles-mêmes une source de misère. Au contraire, c'est l'usine

et c'est la machine qui permettront au prolétariat de briser les chaînes de l'esclavage, de supprimer la misère, de vaincre toute oppression. Il faut seulement que de propriété privée de chaque capitaliste, elles deviennent la propriété sociale du peuple.

D'autre part, que deviendrait la vie si réellement nous nous mettions à détruire ou à brûler les machines, les usines, les chemins de fer ? La vie ressemblerait alors à un morne désert, et les ouvriers seraient les premiers à perdre leur morceau de pain !...

Il est clair que nous devons non pas détruire les machines et les usines, *mais en prendre possession lorsque la possibilité s'en présentera, si nous aspirons vraiment à supprimer la misère.*

Voilà pourquoi le mouvement ouvrier répudie les actions de révolte anarchique.

Il est hors de doute que la terreur économique se « justifie » d'une certaine façon en apparence, dans la mesure où l'on s'en sert pour intimider la bourgeoisie. Mais qu'est-ce que cette peur si elle est passagère et fugitive ? Et qu'elle ne puisse être que passagère, cela est évident, ne serait-ce que parce qu'il est impossible d'exercer la terreur économique toujours et partout. Voilà un premier point. En second lieu, que peuvent nous donner la peur passagère de la bourgeoisie et les concessions qui en résultent si nous n'avons pas derrière nous une puissante organisation ouvrière de masse, toujours prête à lutter pour les revendications ouvrières et capable de maintenir les concessions arrachées ? Or les faits attestent avec évidence que la terreur économique annihile le besoin d'une telle organisation, ôte aux ouvriers l'envie de s'unir, d'agir d'une manière indépendante, dès l'instant qu'ils ont des héros terroristes pouvant agir à leur place. Devons-nous développer l'esprit d'initiative chez les ouvriers ? Devons-nous développer en eux le désir de l'union ? Oui, certes ! Mais alors, pouvons-nous exercer la terreur économique si elle tue l'un et l'autre sentiments chez les ouvriers ?

Non, camarades ! Il ne nous sied point d'intimider la bourgeoisie par des coups de main sournois et isolés : laissons aux apaches notoires ces « activités »-là. Nous, nous devons agir *ouvertement* contre la bourgeoisie ; nous devons la maintenir dans les transes *constamment, jusqu'à la victoire finale.* Et ce qu'il faut pour cela, ce n'est pas la terreur économique, c'est une solide organisation de masse, capable d'entraîner les ouvriers à la lutte.

Voilà pourquoi le mouvement ouvrier répudie la terreur économique.

Etant donné ce qui précède, la dernière résolution adoptée par les grévistes de chez Mirzoïev contre les incendies volontaires et les meurtres « économiques » acquiert un intérêt particulier. Dans cette résolution, le comité central d'entreprise des 1 500 travailleurs de chez Mirzoïev, en prenant note de faits comme l'incendie d'une chaufferie (à Balakhany) et le meurtre d'un administrateur pour des motifs économiques (à Sourakhany), déclare qu'il « proteste contre des méthodes de lutte telles que le meurtre et l'incendie ». (Voir le *Goudok*, n° 24.)

C'est ainsi que les ouvriers de Mirzoïev rompent définitivement avec les vieilles tendances terroristes de révolte.

C'est ainsi qu'ils s'engagent résolument dans la voie du véritable mouvement ouvrier.

Nous saluons les camarades de chez Mirzoïev et appelons tous les ouvriers à s'engager aussi résolument dans la voie du mouvement prolétarien de masse.

Goudok [*La Sirène*], n° 25, 30 mars 1908.
Article non signé.
D'après le texte du journal.

Les industriels du pétrole et la terreur économique

La question de la terreur économique continue à occuper le « public ».

Nous nous sommes déjà prononcés à ce sujet en condamnant la terreur économique comme une méthode de lutte préjudiciable à la classe ouvrière, et donc mauvaise.

C'est à peu près dans le même sens que se sont également exprimés les ouvriers des puits et des usines.

Bien entendu, les industriels du pétrole donnent, eux aussi, leur avis. Et il se trouve que leurs « vues » diffèrent radicalement de celles des ouvriers ; car, s'ils flétrissent la terreur économique « venant des ouvriers », ils ne disent rien contre cette même terreur quand elle est exercée par les patrons. Nous voulons parler du fameux éditorial sur la terreur économique paru dans l'organe bien connu des industriels du pétrole. (Voir le *Nephtianoïé Diélo,* n° 6, article de M. K-za [64].)

Examinons donc cet éditorial. Il est intéressant non seulement parce qu'il cherche à justifier les « vues » des industriels du pétrole, mais encore parce qu'il traduit leurs dispositions d'esprit au moment présent de leur lutte contre les ouvriers. Pour plus de commodité, il faut le diviser en trois parties : la première, où M. K-za invoque contre les ouvriers et leurs organisations certains faits particuliers ; la deuxième, traitant des causes de la terreur économique, et la troisième, des moyens de lutter contre elle.

Commençons par les faits particuliers. Tout d'abord, en ce

qui concerne les ouvriers de Mirzoïev. Tout le monde sait qu'immédiatement après le meurtre de l'administrateur à Sourakhany et l'incendie de la chaufferie, le comité central d'entreprise de chez Mirzoïev, au nom des 1 500 ouvriers, a protesté à l'unanimité contre une telle méthode de lutte et nié tout rapport entre l'incendie et le meurtre avec la grève. Il semblerait qu'il n'y a aucune raison de mettre en doute la sincérité de cette protestation. Mais M. K-za pense autrement. Le « critique » pointilleux trouve nécessaire, malgré tout, de mettre en doute la bonne foi des ouvriers, en disant que « le comité se trompe », que l'incendie et le meurtre sont directement liés à la grève. Cela, après la protestation unanime des représentants des 1 500 ouvriers ! Qu'est-ce là, sinon le désir de dénaturer les faits, de noircir les ouvriers, de les « clouer au pilori », fût-ce en recourant à la calomnie ? Et peut-on après cela croire à la bonne foi de M. K-za, qui parle tant, dans son article de « l'ennoblissement de la volonté criminelle des gens » ?

Du personnel de chez Mirzoïev, M. K-za passe à notre syndicat. Chacun sait que notre syndicat fait des progrès rapides. On peut juger de l'énorme influence qu'il exerce sur les ouvriers par ce seul fait que toute la campagne pour la conférence se poursuit sous sa direction immédiate. Et le *Goudok* a simplement souligné un fait universellement connu, quand il a dit que

> l'influence et l'importance du syndicat augmentent chaque jour ; que celui-ci acquiert progressivement, aux yeux des couches même les plus retardataires et incultes de la masse ouvrière, le rôle de dirigeant naturel de leur lutte économique.

Oui, tout cela est un fait notoire. Mais notre inexorable « critique » ne tient nul compte des faits ; il « met en doute » hommes et choses ; il est même prêt à nier les faits, pourvu que le prestige et la dignité du syndicat ouvrier soient compromis aux yeux du lecteur ! Et après tout cela, M. K-za a le front de se dire partisan de notre syndicat et défenseur de l' « ennoblissement de la lutte économique » !

Quiconque a dit *A* dira aussi *B ;* quiconque insulte notre syndicat doit également insulter notre journal. Et voilà que M. K-za s'en prend au *Goudok*. Et avec cela, il paraît que le *Goudok*

> ne fait pas tout ce qui dépend de lui pour purifier l'atmosphère de la lutte économique, la débarrasser d'une animosité

> excessive, d'une irritation dangereuse, d'une nervosité inutile, et d'une malignité grossière ;

que le *Goudok* ne cesse de faire

> des sorties contre les autres organisations, partis, classes, journaux et personnes, voire contre son propre confrère, le *Promyslovy Viestnik.*

Telle est la chanson de M. K-za. Nous aurions pu passer outre à tout ce bavardage de l'illustre « critique » : que ne proférerait un laquais du Capital dans l'espoir de plaire à son maître ! Mais, soit, consacrons pour cette fois quelques mots au grand critique de Bakou. Ainsi le *Goudok* « ne purifie pas l'atmosphère de la lutte, il ne la débarrasse pas d'une animosité inutile, d'une irritation dangereuse »... Admettons que tout cela soit vrai. Mais dites-moi, au nom du sacro-saint Capital : qu'est-ce qui peut susciter le plus d'animosité et d'irritation, la parole imprimée du *Goudok* ou l'action bien vivante des industriels qui congédient systématiquement les ouvriers, instituent une taxe sanitaire de 10 kopeks, enlèvent aux ouvriers les Maisons du Peuple, recourent aux bons offices des kotchi [65], au passage à tabac, etc. ? Pourquoi M. K-za, ce « dévoué » défenseur de l' « ennoblissement de la lutte économique », ne juge-t-il pas utile de dire fût-ce un mot des agissements des industriels du pétrole qui provoquent l'irritation et l'animosité ? Car les éléments « louches » qui peuvent se livrer à la terreur économique ne lisent pas notre journal ; ce sont plutôt les mesures répressives et les persécutions des industriels du pétrole qui peuvent les irriter et les rendre furieux. Pourquoi donc M. K-za, qui dit tant de mal du *Goudok,* passe-t-il entièrement sous silence les « agissements louches » de MM. les industriels du pétrole ? Et n'est-il pas clair, après cela, que l'effronterie de M. K-za ne connaît pas de bornes ?

En second lieu, où M. K-za a-t-il été chercher que le *Goudok* ne s'est pas efforcé de « purifier l'atmosphère de la lutte économique, de la débarrasser d'une animosité inutile et d'une irritation dangereuse » ? Et la campagne du *Goudok* contre la terreur économique et la grève perlée, contre les grèves de révolte anarchique et en faveur des grèves organisées, contre les actions partielles et en faveur de la défense de nos intérêts, de la classe

tout entière : qu'est-ce donc, sinon « purifier l'atmosphère de la lutte, la débarrasser d'une animosité inutile et d'une irritation dangereuse » ? Est-ce que vraiment M. K-za ignore tout cela ? Ou peut-être juge-t-il nécessaire de jouer l'ignorant, en faisant le beau parleur du Capital ? Mais, à quoi bon alors tous ces beaux discours sur la « morale » et la « conscience humaine » ?

Le *Goudok* ne cesse de faire « des sorties contre les autres organisations, partis, classes, journaux et personnes, voire contre le *Promyslovy Viestnik* », poursuit le réquisitoire de M. K-za. C'est parfaitement exact. M. K-za vous avez dit la vérité sans le vouloir ; le *Goudok* lutte effectivement contre les autres classes et leurs organes ! Mais peut-on vraiment exiger autre chose du journal des ouvriers exploités par toutes les autres classes et tous les autres groupes ? Finissez donc de jouer « l'ange innocent » et répondez carrément, sans simagrées : ne savez-vous donc pas que l'organe des industriels du pétrole, le *Nephtianoïé Diélo* et son patron, le Conseil du Congrès, ont été créés justement pour faire des « sorties » contre la classe des ouvriers, contre le parti des ouvriers, contre les journaux des ouvriers ? Auriez-vous oublié les dernières dispositions prises par le Conseil du Congrès concernant la taxe de 10 kopeks, la hausse du prix des portions dans les cantines, la réduction du nombre des écoles et des baraquements, le retrait des Maisons du Peuple aux ouvriers, etc. ? Et l'organe des industriels, le *Nephtianoïé Diélo,* ne s'efforce-t-il pas de justifier ces dispositions asiatiques ? Ou peut-être ne sont-ce pas là des « sorties » contre les ouvriers, mais un « ennoblissement de la volonté criminelle », une régularisation de la lutte économique, etc. ? Mais comment voulez-vous alors que le journal ouvrier en use envers les industriels qui exploitent les ouvriers, envers leurs organisations qui roulent les ouvriers, envers leur journal qui pervertit les ouvriers, envers M. K-za, par exemple, qui fait de ridicules efforts pour donner un fondement « philosophique » aux *agissements* d'une sauvagerie asiatique auxquels se livrent les industriels du pétrole. Se peut-il vraiment que M. K-za ne comprenne pas la nécessité de la lutte de classes entre ouvriers et patrons ? Oh, que non ! M. K-za comprend parfaitement tout cela : ne lutte-il pas lui-même contre le prolétariat et ses organisations ? Mais, premièrement, il parle contre la lutte menée du côté des ouvriers et non contre la lutte en général ; deuxièmement, les industriels, voyez-vous, ne luttent pas, ils ne font qu' « ennoblir la lutte » ;

troisièmement, M. K-za ne prend pas parti contre les ouvriers, il se range entièrement du côté des ouvriers pour le plus grand bien... des industriels ; quatrièmement, M. K-za « touche » : il faut tenir compte de cela aussi, savez-vous...

Il est évident que l'audace de M. K-za peut avantageusement rivaliser avec sa « conscience » : toutes deux sont extensibles selon les circonstances.

Voici ce qu'il en est de l'éditorial de M. K-za en ce qui concerne les faits relevés contre le prolétariat et ses organisations.

⁂

Passons maintenant à la seconde partie de son article.

Dans cette partie de son article, l'auteur parle des causes de la terreur économique. Et il « apparaît » qu'elle est due à « l'obscurité des esprits » et à la « volonté criminelle » des couches arriérées de la classe ouvrière. Or, l' « obscur » et le « criminel » s'expliquent par le fait que syndicats et journaux ouvriers ne travaillent pas assez énergiquement à instruire et à ennoblir les ouvriers. Certes, ajoute M. K-za, « les programmes [des syndicats ?] n'approuvent pas la terreur économique », mais à elle seule la

> non-approbation dans un programme ne suffit pas dès l'instant que nous voyons que la vie fait fausse route. Ce qu'il faut ici, c'est une lutte active... de tous les partis et syndicats... contre le mal en pleine éclosion.

M. K-za précise sa pensée :

> C'est seulement lorsque... tous les amis des ouvriers, sans distinction de partis, engageront une lutte énergique contre... la terreur économique, c'est *alors seulement* que disparaîtront les meurtres, etc.

Ainsi, les ouvriers ont l'esprit obscur et c'est pourquoi ils recourent souvent au meurtre ; mais s'ils ont l'esprit obscur, c'est parce que leurs syndicats et leurs journaux ne s'efforcent pas de les « instruire et de les ennoblir ». Donc, les grands coupables sont les syndicats et les journaux ouvriers.

Telle est la chanson de M. K-za.

Nous n'allons pas nous attarder sur la confusion qui règne dans la tête de M. K-za en ce qui concerne la terreur économique, lorsqu'il fait cette déclaration d'ignare que la terreur économique est une question de programme. Nous tenons seulement à faire remarquer ceci : 1° Si M. K-za, en parlant de la « terreur inscrite au programme » vise les syndicats, ignore-t-il qu'en Russie, d'une façon générale, les syndicats n'ont pas de programme, ce que pourtant tout ouvrier sait bien ! 2° Et s'il a en vue les partis, ignore-t-il ce que tout collégien sait : que la terreur économique est une question de tactique et non de programme ! A quoi bon alors toutes ces dissertations sur le programme ! Nous nous étonnons que MM. les industriels du pétrole n'aient pu engager un meilleur « idéologue », ou en tout cas un moins ignare.

Nous n'allons pas nous arrêter non plus à une autre déclaration, cette fois absurde (et non pas seulement ignare !) de M. K-za, disant qu'en ce qui concerne la terreur économique « la vie fait fausse route » et qu'il « nous » faut lutter contre la vie. Remarquons seulement que nos affaires iraient bien mal si c'était vraiment la vie qui faisait fausse route, *et non quelques individus restés en arrière de la vie.* La force de notre propagande réside précisément en ce que c'est la vie elle-même qui exige cette lutte contre la terreur économique, la vie toute-puissante et en plein développement. Si M. K-za ne comprend pas cela, nous lui conseillons d'émigrer dans quelque autre planète ; peut-être réussira-t-il à y appliquer son absurde théorie de la lutte contre la vie en plein développement...

Venons-en plutôt à l' « analyse » de M. K-za.

Tout d'abord, nous voudrions poser une question : est-ce que M. K-za pense vraiment que ce sont les syndicats et les journaux ouvriers qui sont à l'origine de la terreur économique ?

Que signifie « éclairer » les ouvriers ? Mais cela signifie leur enseigner la lutte consciente, méthodique ! (Là-dessus M. K-za est d'accord !) Mais qui donc pourrait s'en occuper, sinon les syndicats et les journaux ouvriers avec leur propagande orale et écrite en faveur de la lutte organisée ?

Que signifie « ennoblir » la lutte économique ? Cela ne signifie-t-il pas l'orienter contre le *régime,* et en aucun cas contre les *personnes ?* (Là-dessus, M. K-za est également d'accord !) Mais qui donc s'en occupe, en dehors des syndicats et des journaux ouvriers ?

Ne sont-ce pas les industriels du pétrole qui réduisent la lutte contre la classe des ouvriers à la lutte contre tels ou tels ouvriers, en arrachant à leur travail et congédiant les plus conscients d'entre eux ?

Et si M. K-za est vraiment convaincu du bien-fondé de son accusation contre les syndicats et les journaux ouvriers, pourquoi adresse-t-il ses conseils précisément à ces syndicats et à ces journaux ? Ignore-t-il donc que les organisations qui « font des sorties contre les autres classes, journaux, personnes », etc., n'agiront pas suivant les conseils de M. K-za ? Pourquoi donc gaspille-t-il son temps à moudre du vent ?

Il est clair qu'il ne croit pas lui-même à son accusation.

Et si M. K-za parle néanmoins contre les syndicats, c'est pour détourner l'attention du lecteur de la véritable cause, pour lui cacher les vrais « coupables ».

Mais non, M. K-za ! Vous n'arriverez pas à cacher au lecteur les véritables causes de la terreur économique !

Ce ne sont pas les ouvriers ni leurs organisations, mais les agissements de MM. les industriels du pétrole, agissements suscitant l'irritation et la colère des ouvriers qui sont la véritable cause des « meurtres économiques ».

Vous parlez des « ténèbres » et de l' « ignorance » dans lesquelles sont plongées certaines couches du prolétariat. Mais où combattre les «ténèbres » et l' « ignorance », sinon dans les écoles et par des cours ? Pourquoi donc MM. les industriels du pétrole réduisent-ils le nombre des écoles et des cours ? Et pourquoi vous, le partisan « sincère » de la lutte contre l' « obscurité », pourquoi n'élevez-vous pas la voix contre les industriels qui retirent aux ouvriers écoles et cours ?

Vous parlez d' « ennoblissement » des mœurs. Pourquoi donc cher monsieur, vous taisiez-vous quand MM. les industriels enlevaient aux ouvriers les Maisons du Peuple, ces centres de divertissements populaires ?

Vous chantez l' « ennoblissement de la lutte économique ». Mais pourquoi n'avez-vous rien dit quand les hommes de main du Capital ont tué l'ouvrier Khanlar [66] (Société Naphtalan) ; quand « Born », la Société de la Caspienne, Chibaïev, Mirzoïev, Molot, Molovilikha, Biering, Moukhtarov, Malnikov et les autres ont congédié les ouvriers les plus avancés ; quand Chibaïev, Moukhtarov, Molot, « Rouno », Kokorev à Bibi-Eibat et les autres ont fait assommer les ouvriers ?

Vous parlez de « volonté criminelle » des ouvriers, d' « animosité inutile », etc. Mais où étiez-vous terré lorsque MM. les industriels provoquaient la colère des ouvriers, en exaspérant les plus sensibles, les plus prompts à s'enflammer, les ouvriers temporaires et les chômeurs ? Savez-vous, cher monsieur, que c'est cette partie-là des ouvriers qui a été vouée à la famine par la taxe sanitaire de 10 kopeks et la hausse du prix des portions dans les cantines du Conseil du Congrès ?

Vous parlez des horreurs « du sang et des larmes », provoquées par la terreur économique. Mais savez-vous combien de sang et de larmes fait couler la masse d'ouvriers mutilés, qui ne trouvent pas de place dans les hôpitaux du Conseil du Congrès ? Pourquoi MM. les industriels réduisent-ils le nombre des baraquements ? Et pourquoi ne poussez-vous pas à ce propos les mêmes clameurs que vous poussez contre les syndicats et les journaux ouvriers ?

Vous chantez la « conscience », etc. Pourquoi votre conscience cristalline garde-t-elle le silence sur toutes ces mesures de répression de MM. les industriels ?

Vous dites... Mais cela suffit ! Il est clair, ce me semble, que la cause essentielle des « meurtres économiques », ce ne sont pas les ouvriers ni leurs organisations, mais les agissements de MM. les industriels qui suscitent l'irritation et l'animosité.

Il n'est pas moins clair aussi que M. K-za est un pitoyable homme de main de MM. les industriels du pétrole, qui fait tout retomber sur les organisations ouvrières et s'efforce de justifier ainsi aux yeux du « public » les agissements de ses patrons.

⁂

Venons-en maintenant à la troisième partie de l'article de M. K-za.

M. K-za y parle des moyens de lutter contre la terreur économique, et ses « moyens » correspondent entièrement à sa « philosophie » des « causes » de la terreur économique.

Ecoutons le grand philosophe de Bakou.

> Une lutte active est indispensable contre le mal en pleine éclosion, et il faut lancer le mot d'ordre de cette lutte. Pour tous les partis et organisations, syndicats et cercles, ce mot d'ordre doit être au moment présent : « A bas la terreur

économique ! » C'est seulement lorsqu'on aura hardiment arboré un drapeau blanc immaculé avec ce mot d'ordre, c'est seulement... que disparaîtront les meurtres.

Ainsi raisonne M. K-za.

Comme on le voit, il reste jusqu'au bout fidèle à son dieu, le Capital.

Premièrement, il a déchargé (philosophiquement parlant !) les industriels de toute « culpabilité » en ce qui concerne les « meurtres économiques » et en a rejeté la faute sur les ouvriers, leurs syndicats et leurs journaux. Ce faisant, il a entièrement « justifié », aux yeux de ce qu'on appelle le « monde », la tactique offensive *asiatique* de MM. les industriels.

Deuxièmement, — et c'est là le principal pour les industriels, — il a « imaginé » le moyen le moins cher contre les « meurtres », celui qui n'entraîne aucune dépense pour les patrons : une campagne intense des syndicats et des journaux contre la terreur économique. Ce faisant, il a souligné une fois de plus que les industriels du pétrole ne devaient pas céder aux ouvriers, qu'ils ne devaient pas « se mettre en frais ».

Pas cher et charmant ! peuvent s'exclamer MM. les industriels, en écoutant M. K-za.

Certes, MM. les industriels pourraient bien « cracher à leur guise » sur l'opinion de ce qu'on appelle le « monde ». Mais quel inconvénient peuvent-ils voir à ce qu'un K-za quelconque, dans l'intérêt de la « conscience universelle », prenne sur lui de les justifier aux yeux du « monde » ?

Et, inversement, comment ne se réjouiraient-ils pas quand, à la suite d'une pareille justification, le même K-za propose le moyen le plus « sûr » et le moins cher contre la terreur économique ? Syndicats et journaux peuvent bien faire campagne en toute liberté et sans entraves, pourvu que les poches des patrons n'en souffrent pas. Eh bien, n'est-ce pas une façon d'agir fort libérale !... Et comment, après cela, ne lâcheraient-ils pas sur la scène littéraire leur K-za, bandit-rossignol [67] ?

Cependant, il suffit de réfléchir un peu, de se placer au point de vue des ouvriers conscients pour comprendre aussitôt tout le ridicule de la mesure proposée par M. K-za.

Il ne s'agit aucunement ici des seuls syndicats et journaux : syndicats et journaux font campagne depuis longtemps contre la terreur économique, et pourtant, les « meurtres » ne dispa-

raissent pas. Il s'agit bien davantage des agissements suscitant l'irritation et l'animosité de MM. les industriels, de cette répression économique, de ces vexations, de cette tactique offensive *asiatique* de MM. les industriels qui alimentent et continueront d'alimenter les « meurtres économiques » dont il est ici question.

Dites-nous, de grâce : que peut faire la *seule propagande* des syndicats et des journaux, fussent-ils très influents, *en présence des agissements suscitant l'animosité,* qui sont commis par MM. les industriels du pétrole, quand ceux-ci retirent aux ouvriers une conquête après l'autre et poussent ainsi les moins conscients d'entre eux aux « meurtres économiques » ! Il est clair que la propagande antiterroriste à elle seule même avec un « drapeau blanc immaculé », est incapable de les supprimer.

Il est évident que pour faire « disparaître » les « meurtres économiques », il est indispensable de prendre des mesures plus profondes qu'une simple campagne, et tout d'abord que les industriels du pétrole cessent les brimades et la répression et donnent satisfaction aux revendications légitimes des ouvriers... C'est seulement lorsque les patrons auront renoncé à leur tactique offensive *asiatique :* baisse des salaires, retrait des Maisons du Peuple, réduction du nombre des écoles et des baraquements d'hôpitaux, taxe sanitaire de dix kopeks, hausse du prix des portions, licenciement systématique des ouvriers avancés, passage à tabac, etc. ; c'est seulement lorsque les patrons s'engageront nettement dans la voie de rapports civilisés, à l'européenne, avec les masses ouvrières et leurs syndicats, en les reconnaissant comme une puissance « égale en droits », que le terrain sera préparé pour la « disparition » des « meurtres ».

Tout cela est tellement évident qu'il est inutile de le démontrer.

Mais M. K-za ne le comprend pas, et d'ailleurs, il ne le peut pas, ou plutôt, il ne veut pas le comprendre, car cela ne serait pas « avantageux » pour MM. les industriels ; car cela entraînerait pour eux certains frais ; car cela dévoilerait toute la vérité sur les « coupables » des « meurtres économiques »...

Une seule conclusion s'impose : M. K-za est un valet du Capital.

Cependant que s'ensuit-il de ce rôle de valet joué par M. K-za ?

La conséquence, la voici : ce que dit M. K-za ne lui appar-

tient pas en propre, mais appartient aux industriels qui l' « inspirent ». Par conséquent, l'article de M. K-za, ce n'est pas sa philosophie à lui, mais la philosophie de MM. les industriels du pétrole. Il est bien évident que ce sont les patrons en personne qui parlent par sa bouche : il ne fait que traduire leurs « pensées, désirs et humeurs ».

C'est là, et là seulement, qu'il faut voir l'intérêt de l'article de M. K-za que nous analysons.

Koza [la bique [68]], de même que K-za, le « personnage », est pour nous une nullité absolue, une matière impondérable, sans aucune valeur. Et c'est à tort que M. K-za se plaint du *Goudok*, qui aurait, prétendument, fait des « sorties » contre sa « personne » : nous osons l'assurer que le *Goudok* ne s'est jamais intéressé à sa prétendue « personnalité ».

Mais K-za, considéré comme un rien impersonnel, K-za comme absence de « personnalité », K-za comme simple expression des opinions et humeurs d'esprit de MM. les industriels, a indiscutablement pour nous une certaine valeur. C'est de ce point de vue que nous examinons tant M. K-za lui-même que son article.

Il est évident que M. K-za ne chante pas gratuitement. Si, dans la première partie de son article, il attaque furieusement les syndicats, en s'efforçant de les discréditer ; si, dans la deuxième partie, il les accuse de cultiver la terreur économique et ne souffle mot des dispositions *asiatiques* des industriels ; si, dans la troisième partie, il proclame la propagande antiterroriste comme l'unique remède aux « meurtres » et passe sous silence la tactique offensive de ses maîtres, cela veut dire que les industriels n'ont pas l'intention de s'engager dans la voie des concessions aux masses ouvrières.

Les industriels du pétrole vont attaquer, ils doivent attaquer, et vous, ouvriers et syndicats veuillez reculer, s'il vous plaît, voilà ce que nous dit l'article de M. K-za, voilà ce que nous disent les industriels par la bouche de leur bandit-rossignol.

Telle est la morale de l'article de M. K-za.

Ce qui nous reste à faire, à nous, ouvriers, à nos organisations et à nos journaux, c'est de surveiller d'un œil vigilant MM. les industriels du pétrole, de ne pas nous laisser prendre à leurs provocations et de travailler, avec calme et fermeté, comme auparavant, à transformer notre lutte spontanée en une lutte

de classe rigoureuse, méthodique, conduisant à un but précis.

Quant aux lamentations hypocrites des différents hommes de main du Capital, nous pouvons tranquillement les traiter par le mépris.

Goudok [*La Sirène*], n° 28, 30 et 32, 21 avril, 4 et 18 mai 1908.
Signé : K. Kato.
D'après le texte du journal.

La presse[69]

« SOCIALISTES » LARBINS

Entre autres journaux paraissant à Tiflis, il existe un journal géorgien intitulé le *Napertskali*[70]. C'est un journal nouveau, mais en même temps trop vieux, puisqu'il prend la suite de tous les journaux menchéviks qui ont existé jusqu'ici à Tiflis, à commencer par le *Skhivi* de 1905. Le *Napertskali* est rédigé par un vieux groupe d'opportunistes menchéviks. Mais, bien entendu, ce n'est pas seulement de cela qu'il s'agit. Il s'agit surtout du fait que l'opportunisme de ce groupe ne laisse pas d'être singulier, fantastique. L'opportunisme, en effet, c'est l'absence de principes, le manque de caractère politique ; eh bien, nous déclarons que pas un seul groupe menchévik n'a fait preuve d'un manque de caractère aussi effronté que celui de Tiflis. En 1905, ce groupe reconnaissait au *prolétariat* le rôle de guide de la révolution (voir le *Skhivi*). En 1906, il a changé de « position » et déclaré qu' « il n'y avait pas à compter sur les ouvriers... que l'initiative ne pouvait venir que des *paysans* » (voir le *Skhivi*). En 1907, il a encore une fois changé de « position » et affirmé que « la suprématie dans la révolution devait revenir à la bourgeoisie libérale » (voir l'*Azri*[71], etc., etc.).

Mais jamais encore l'absence de principes, dans ce groupe, n'avait atteint une effronterie comparable à celle de maintenant, de l'été 1908. Nous voulons parler de l'appréciation donnée, dans les colonnes du *Napertskali*, du meurtre de l'exarque[72], ce préposé à l'asservissement idéologique des déshérités. L'histoire de ce meurtre est bien connue. Un certain groupe, après

avoir tué l'exarque, a tué également un capitaine de gendarmerie qui revenait du « lieu du crime », porteur du procès-verbal. Il a attaqué ensuite une procession de voyous, qui accompagnaient le corps de l'exarque. Ce groupe, apparemment, n'est pas un groupe de voyous, mais pas davantage de révolutionnaires, car aucun groupe révolutionnaire n'oserait commettre un tel acte, en cette heure de rassemblement des forces, risquant de nuire à l'unité du prolétariat. La position de la social-démocratie à l'égard de ces groupes est bien connue : en expliquant les conditions dans lesquelles ils apparaissent et en luttant contre ces conditions, elle lutte en même temps, sur le terrain idéologique et sur le plan de l'organisation, contre les groupes eux-mêmes ; elle les discrédite aux yeux du prolétariat, qu'elle désolidarise d'eux. Ce n'est pas ainsi qu'en use le *Napertskali*. Sans rien expliquer ni rien apporter, il éructe quelques plates phrases libérales contre la terreur en général, après quoi il conseille aux lecteurs, — et non seulement il leur conseille, il leur fait un devoir de *dénoncer* ces groupes à la police, de les *livrer à la police*, ni plus ni moins ! C'est une honte, mais malheureusement, c'est un fait. Ecoutez le *Napertskali :*

> Livrer à la justice les meurtriers de l'exarque, tel est l'unique moyen de se laver à jamais de cette souillure... Tel est le devoir des éléments d'avant-garde. (Voir le *Naperstskali*, n° 5.)

Les social-démocrates dans le rôle de délateurs bénévoles, voilà jusqu'où nous ont menés les opportunistes menchéviks de Tiflis !

Le manque de caractère politique des opportunistes ne tombe pas du ciel. Il découle du désir irrésistible de s'adapter aux goûts de la bourgeoisie, de complaire aux « maîtres », de leur arracher un compliment. Tel est le fondement psychologique de la tactique opportuniste de l'adaptation. Et c'est ainsi que pour briller devant les « maîtres », pour leur complaire, pour se dérober, tout au moins, au courroux qu'ils ressentent à la suite du meurtre de l'exarque, nos opportunistes menchéviks font devant eux des grimaces de larbins et se chargent du rôle de mouchards de la police !

La tactique de l'adaptation ne saurait aller plus loin !

ZOUBATOVISTES PHARISIENS

Au nombre des villes du Caucase offrant des types originaux d'opportunisme, figure Bakou. A Bakou, il existe aussi un groupe encore plus à droite et par conséquent plus dépourvu de principes que celui de Tiflis. Il ne s'agit pas du *Promyslovy Viestnik,* lequel est entré en concubinage avec le journal bourgeois *Sévodnia :* on en a suffisamment parlé dans notre presse. Nous faisons allusion au groupe des Chendrikov, le *Pravoïé Diélo,* l'ancêtre des menchéviks de Bakou. Il est vrai que ce groupe n'existe plus depuis longtemps à Bakou même ; il a été contraint d'émigrer à Pétersbourg, pourchassé qu'il était par les ouvriers de Bakou et leurs organisations. Mais il envoie ses écrits à Bakou, il cherche des partisans précisément à Bakou, il s'efforce de « conquérir » le prolétariat de Bakou. Il faut donc en parler. Nous avons sous les yeux le *Pravoïé Diélo,* n° 2-3. En le feuilletant, nous voyons défiler la vieille bande de fripouilles des Chendrikov [73]. Voici Ilya Chendrikov, fameux « distributeur de poignées de main » à M. Djounkovski, vieux routier du tripotage dans la coulisse. Et voici Gleb Chendrikov, ex-socialiste-révolutionnaire, ex-menchévik, ex-« zoubatoviste », aujourd'hui « retraité ». Et voici la fameuse et « immaculée » crécelle Klavdia Chendrikova, dame agréable sous tous les rapports. Ne manquent pas non plus différents « disciples » dans le genre des Grochev et des Kalinine qui jouèrent jadis un rôle dans le mouvement et qui, maintenant restés en arrière de la vie, ne subsistent que de leurs souvenirs. Jusqu'à l'ombre du défunt Lova, qui surgit devant nous... Bref, la galerie est au complet !

Mais, au fait, à qui tout cela sert-il ? Pourquoi ces ombres sans gloire d'un passé ténébreux s'imposent-elles aux ouvriers ? Ne les invitent-elles pas à mettre le feu aux derricks ? Ou à injurier le Parti et à le traîner dans la boue ? Ou à se rendre à la Conférence sans ouvriers pour régler leurs petites affaires avec M. Djounkovski ?

Non ! Les Chendrikov veulent « sauver » les ouvriers de Bakou ! Ils « voient » que depuis 1905, c'est-à-dire depuis que les ouvriers ont chassé les Chendrikov, « les ouvriers se trouvent au bord de l'abîme » (voir le *Pravoïé Diélo,* p. 80). Et alors, les Chendrikov ont rédigé le *Pravoïé Diélo* pour « sauver » les

ouvriers, pour les tirer de l' « impasse ». A cet effet, ils proposent de retourner en arrière, de renoncer aux conquêtes des trois dernières années, de tourner le dos au *Goudok* et au *Promyslovy Viestnik*, de laisser tomber les syndicats existants, d'envoyer au diable la social-démocratie et, après avoir chassé des comités ouvriers tous les non-chendrikovistes, de s'unir autour de la *chambre de conciliation*. Plus de grèves, pas davantage d'organisations illégales ; ce qu'il faut aux ouvriers, c'est seulement une chambre de conciliation, où les Chendrikov et les Goukassov [74] « régleront les questions » avec la permission de M. Djounkovski...

C'est ainsi qu'ils entendent tirer de l' « impasse » le mouvemt ouvrier de Bakou !

Exactement comme M. K-za, le caméléon du *Nephtianoïé Diélo* (voir le *Nephtianoïé Diélo*, n° 11).

Mais n'est-ce pas ainsi que les Zoubatov à Moscou, les Gapone à Pétersbourg, les Chaïévitch à Odessa « sauvaient » les ouvriers ? Et ne se sont-ils pas tous montrés les pires ennemis des ouvriers ?

Mais alors, à qui veulent-ils faire prendre des vessies pour des lanternes, ces « sauveurs » pharisiens ?

Non, MM. Chendrikov, bien que vous affirmiez avec M. K-za que le prolétariat de Bakou « n'est pas encore mûr », qu' « il doit encore passer (devant qui ?) son certificat d'aptitude » (voir le *Pravoïé Diélo*, p. 2), vous n'arriverez quand même pas à le tromper !

Le prolétariat de Bakou est assez conscient pour vous arracher votre masque et vous remettre en place !

Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ?

Vous n'êtes pas des social-démocrates, car vous avez grandi et vous vivez dans la lutte contre la social-démocratie, dans la lutte contre l'esprit de parti !

Vous n'êtes pas non plus des syndicalistes, car vous traînez dans la boue les syndicats ouvriers, naturellement pénétrées de l'esprit de la social-démocratie !

Vous êtes ces partisans de Gapone et de Zoubatov, cachés en bons pharisiens sous un masque d' « amis du peuple » !

Vous êtes les ennemis intérieurs et, par conséquent, les ennemis les plus dangereux du prolétariat !

A bas les chendrikovistes ! Tournons le dos aux chendrikovistes !

C'est ainsi que nous répondons à votre *Pravoïé Diélo*, MM. Chendrikov !

C'est ainsi que le prolétariat de Bakou répondra à vos avances de pharisiens !...

Bakinski Prolétari [*Le Prolétaire de Bakou*],
n° 5, 20 juillet 1908.
Signé : Ko...
D'après le texte du journal.

La conférence et les ouvriers

La campagne pour la conférence est suspendue. Les pourparlers entre les parties sont rompus [75]. L'antique, mais toujours jeune conférence est compromise une fois de plus. Le Conseil des délégués, la Commission d'organisation, la mise au point des revendications, les comptes rendus devant les masses, la *large* union des ouvriers autour de leurs commissions, des commissions autour des syndicats, des syndicats autour de la social-démocratie, tout cela est interrompu et relégué dans le passé. Oubliés aussi, les vieux discours pharisiens sur la « régularisation de la production » par la conférence sur « l'ennoblissement des relations » entre ouvriers et patrons. M. Djounkovski, le vieux clown de Tiflis, déclare la « représentation » close. M. Kara-Mourza, valet défraîchi du Capital, bat des mains. Le rideau tombe et le tableau que nous connaissons depuis longtemps s'offre à nous : industriels du pétrole et ouvriers restent sur leurs anciennes positions, dans l'attente de nouvelles tempêtes, de conflits nouveaux.

Reste un point qu'on ne « comprend » pas très bien : hier encore, les industriels suppliaient les ouvriers de venir à la conférence, d'en finir avec l' « anarchie des grèves partielles », de « s'entendre » avec eux. Et les autorités, représentées par le fameux Djounkovski, invitaient chez eux les ouvriers influents, entamaient avec eux des négociations officielles, essayaient de les convaincre de l'avantage que présente une convention collective. Et soudain, quel brutal changement : la conférence est

déclarée superflue, la convention collective nuisible, et souhaitable « l'anarchie des grèves partielles » !

Qu'est-ce à dire ? Comment expliquer cette « bizarrerie » ? Qui donc enfin est « coupable » de l'échec de la conférence ?

Naturellement les ouvriers, répond M. Djounkovski : nous n'avions pas encore commencé les pourparlers qu'ils nous importunent avec leur ultimatum à propos des syndicats. Que les ouvriers renoncent aux syndicats et alors nous aurons une conférence, sinon nous n'avons qu'en faire !

D'accord, reprennent en chœur les industriels ; les coupables sont bien les ouvriers. Qu'ils renoncent aux syndicats, nous n'avons qu'en faire !

Mais c'est qu'ils ont raison, les coupables sont effectivement les ouvriers, répète, après les ennemis des ouvriers, le syndicat sans ouvriers, le « syndicat des mécaniciens » : en effet, pourquoi les ouvriers ne renonceraient-ils pas aux syndicats ? N'aurait-il pas mieux valu marchander d'abord, en renonçant aux revendications et après seulement, parler de revendications ?

C'est ça, c'est ça, opine du bonnet le journal sans lecteurs le *Promyslovy Viestnik,* au syndicat sans ouvriers : les ouvriers honnêtes marchandent d'abord, et puis ils parlent d'ultimatums ; d'abord ils rendent leurs positions, et puis ils les reconquièrent. Mais les ouvriers de Bakou n'ont pas cette probité ; ils se sont montrés trop malhonnêtes, presque des boycotteurs.

Nous le savions quant à nous, nous l'avions prévu depuis longtemps, observent sentencieusement les dachnaks et les socialistes-révolutionnaires : ah ! si les ouvriers avaient proclamé le boycottage, après avoir complètement rompu avec les syndicats ! s'ils s'étaient lancés directement dans cette grève sans se préparer ni rallier on ne sait quelles larges masses, ils auraient compris que sans « terre et liberté », pas de conférence possible, et que « dans la lutte on conquiert ses droits » [70]...

Ainsi parlent « amis » et ennemis du prolétariat de Bakou.

Est-il besoin de démontrer le mal-fondé de ces accusations portées contre le prolétariat de Bakou ? Il suffit d'opposer les dachnaks et les socialistes-révolutionnaires qui accusent les ouvriers d'*aimer* la conférence, aux mécaniciens et aux industriels du pétrole qui accusent ces mêmes ouvriers de la *boycotter,* — il suffit, dis-je, d'opposer l'un à l'autre ces points de vue qui s'excluent, pour comprendre aussitôt toute l'absurdité et la fausseté des accusations citées...

Mais, en ce cas, qui donc est le vrai « coupable » de l'échec de la conférence ?

Jetons un rapide coup d'œil sur l'histoire de la conférence. Ce n'est pas la première fois que les industriels du pétrole invitent les ouvriers à une conférence, nous en sommes déjà à la quatrième (1905, 1906, 1907, 1908). Les patrons ont toujours été les premiers à préconiser une conférence, et les autorités les ont toujours aidés à « s'entendre » avec les ouvriers, à passer une convention collective. Les industriels du pétrole avaient un but : ils voulaient, moyennant de menues concessions, se prémunir contre les grèves et assurer la continuité de l'extraction du pétrole. Les autorités étaient encore plus intéressées au « calme et à la tranquillité » dans le royaume du pétrole, sans compter que de très nombreux membres du gouvernement sont actionnaires de grosses firmes pétrolières ; que les impôts sur cette industrie constituent une des recettes les plus importantes du budget de l'Etat ; que le mazout de Bakou alimente « l'industrie nationale », ce qui fait que la moindre anicroche dans l'industrie pétrolière se répercute nécessairement sur l'industrie de la Russie.

Mais ce n'est pas tout. En plus de tout ce qui précède, la paix à Bakou importe au gouvernement pour une autre raison encore : les actions de masse du prolétariat de Bakou qu'il s'agisse de celui du pétrole ou de celui de la marine, avec lequel il est lié, ont un effet contagieux sur les prolétaires des autres villes. Rappelez-vous les faits. La première grève générale à Bakou, celle du printemps 1903, a inauguré les fameuses manifestations et grèves de juillet dans les villes du sud de la Russie [77]. La seconde grève générale, celle de novembre-décembre 1904 [78], a donné le signal des glorieux mouvements de janvier et de février qui se sont déroulés par toute la Russie. En 1905, après s'être rapidement remis de la tuerie entre Arméniens et Tatars, le prolétariat de Bakou se lance de nouveau dans la bataille, communiquant son enthousiasme au « Caucase tout entier ». Enfin, depuis 1906, depuis le reflux de la révolution en Russie, Bakou « tient » toujours ; jusqu'à présent, il jouit effectivement de certaines libertés et, chaque année, mieux que partout ailleurs en Russie, il fête le Premier Mai prolétarien, en suscitant la noble envie des autres villes... Après tout cela, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les auto-

rités se sont efforcées de ne pas irriter les ouvriers de Bakou et ont chaque fois soutenu les industriels du pétrole dans leurs tentatives de conférer avec les ouvriers, de « s'entendre » avec eux, de conclure une convention collective.

Mais nous, bolchéviks, nous avons chaque fois répondu par le boycottage.

Pourquoi ?

Parce que les industriels du pétrole voulaient conférer et conclure une convention non avec les masses, ni sous les yeux de celles-ci, mais avec une poignée d'individus, derrière le dos des masses : ils savent bien que c'est le seul moyen de tromper les milliers d'ouvriers du pétrole.

En quoi consiste *notre* conférence ? Notre conférence, ce sont des pourparlers sur les revendications entre le prolétariat pétrolier et la bourgeoisie pétrolière. Si les pourparlers aboutissent à un accord, la conférence se termine par une convention collective pour un délai déterminé, qui est obligatoire pour les deux parties. *En principe,* nous n'avons rien contre une conférence, car, à certaines conditions, elle *peut,* sur la base des revendications communes, unir les ouvriers en un seul bloc. Mais la conférence ne peut réaliser l'unité des ouvriers que si : 1° les masses y prennent une part des plus actives, discutent librement de leurs revendications, contrôlent leurs délégués, etc. ; 2° les masses ont la possibilité, si cela est indispensable, d'appuyer leurs revendications par la grève générale. Les ouvriers peuvent-ils prendre une part active à la délibération, discuter de leurs revendications, etc., sans une certaine liberté de réunion aux puits et dans les usines, sans un Conseil de délégués siégeant en toute liberté, sans la direction des syndicats ? Non certes ! Est-ce qu'on peut appuyer des revendications en hiver, quand la navigation est arrêtée et le transport du pétrole suspendu, quand les patrons peuvent, plus longtemps qu'en toute saison, résister à la grève générale ? Encore une fois, non ! Cependant, toutes les conférences qui ont eu lieu jusqu'ici, on les faisait coïncider justement avec l'hiver, on les proposait justement sans un libre examen des revendications, sans un libre Conseil des délégués, sans l'intervention des syndicats, les masses ouvrières et leurs organisations étaient soigneusement écartées de la scène ; toute l'affaire était remise entre les mains d'une poignée d' « individus », de tendance chendrikoviste. Comme qui dirait : vous autres, messieurs les ouvriers, élisez vos délé-

gués, après quoi, vous pouvez rentrer chez vous ! Une conférence *sans* les ouvriers, une conférence *pour tromper* les ouvriers, voilà ce qu'on nous propose trois années de suite. De *telles* conférences ne méritent que le boycottage et nous, bolchéviks, les avons boycottées...

Les ouvriers se sont encore trompés en 1906, lorsqu'ils sont allés à la deuxième conférence. Mais ils ont été de nouveau obligés de la quitter, de la faire échouer encore une fois.

Tous ces faits attestent que la vie elle-même condamnait et corrigeait les erreurs des ouvriers, en les poussant à boycotter les conférences à la Chendrikov, conférences de dupes, faites dans la coulisse.

Les menchéviks, en conviant les ouvriers à de *telles* conférences, ont inconsciemment aidé les industriels du pétrole à tromper les ouvriers.

Mais en 1907, les choses ont pris une autre tournure. L'expérience de deux conférences d'une part, la propagande intense des bolchéviks de l'autre, avaient produit leur effet : à l'invitation des autorités et des industriels du pétrole de se rendre à une conférence (la troisième déjà !), les ouvriers ont opposé un refus catégorique.

Dès lors s'ouvre une nouvelle période dans le mouvement ouvrier de Bakou...

Mais est-ce à dire que les ouvriers avaient peur de la conférence ? Evidemment non ! Eux, qui avaient vécu des grèves grandioses, avaient-ils à craindre des pourparlers avec les industriels du pétrole ?

Est-ce à dire que les ouvriers fuyaient la convention collective ? Evidemment non ! Eux, qui avaient vécu la « convention de décembre », avaient-ils à craindre une convention collective ?

En boycottant la conférence au mois de novembre 1907, les ouvriers ont affirmé par cela même qu'ils avaient assez de maturité pour ne plus permettre à leurs ennemis de les mystifier par une conférence à la Chendrikov, faite dans la coulisse.

Et lorsque, devant le spectre du boycottage, les autorités et les industriels du pétrole nous ont demandé à quelles conditions enfin nous pourrions nous rendre à la conférence, nous avons répondu : à la condition expresse que les masses ouvrières et leurs syndicats prennent la part la plus large à tous les travaux de la conférence. Les ouvriers ne se présenteront à la conférence que le jour où on leur donnera la possibilité : 1° de

discuter librement de leurs revendications ; 2° de réunir librement le futur Conseil des délégués ; 3° de recourir librement aux services de leurs syndicats ; 4° de choisir librement le moment de l'ouverture de la conférence. De plus, on mettait en avant, comme point essentiel : la reconnaissance des syndicats. Tous ces points étaient désignés du nom de garanties. C'est alors que fut lancée pour la première fois la fameuse formule : *conférence avec garanties, ou pas de conférence du tout !*

Ce faisant, avons-nous trahi la tactique du boycottage des anciennes conférences à la Chendrikov, des conférences sans ouvriers ? Pas le moins du monde ! Le principe du boycottage des anciennes conférences est resté absolument intact ; nous préconisons seulement une nouvelle conférence, une conférence avec des garanties, et rien que cette conférence-là !

Est-il besoin de démontrer la justesse de cette tactique ? Est-il besoin de démontrer que seulement par une telle tactique, on aurait pu transformer la conférence d'arme pour tromper les ouvriers qu'elle était, en arme de leur ralliement autour des syndicats en une armée unique, forte de milliers d'hommes, et pouvant défendre ses revendications.

Même les menchéviks, le syndicat des mécaniciens, le *Promyslovy Viestnik*, même ceux-là n'ont rien pu faire contre cette position ; ils ont proclamé à notre suite que le point relatif aux syndicats avait un caractère d'ultimatum. Nous sommes en possession de documents attestant que les menchéviks refusaient non seulement d'aller à la conférence, mais même d'élire des délégués avant d'avoir reçu satisfaction sur le point concernant les syndicats, avant qu'on ait délivré aux syndicats des autorisations officielles. Tout cela se passait *avant* les pourparlers au sein de la Commission d'organisation, *avant* le Conseil des délégués, *avant* l'élection des délégués. Certes, ils peuvent déclarer maintenant que « l'ultimatum ne doit intervenir *qu'à la fin des pourparlers* » et que « *dès le début*, ils ont lutté contre les revendications *sine qua non* » (voir le *Promyslovy Viestnik*, n° 21). Mais ce ne sont là que les « cabrioles » ordinaires, depuis longtemps connues, que pratiquent les opportunistes sans caractère du camp menchévik et qui prouvent une fois de plus la fermeté de notre tactique !

Même les socialistes-révolutionnaires et les dachnaks, qui avaient lancé l'anathème contre « tout ce qui touchait à la conférence », même eux « se sont inclinés » devant notre tac-

tique et ont décidé de participer à la préparation de la conférence !

Les ouvriers ont compris la justesse de notre position et, à une écrasante majorité, ils ont voté pour elle. Sur 35 000 ouvriers consultés, 8 000 seulement ont voté pour les socialistes-révolutionnaires et les dachnaks (boycottage absolu), 8 000 pour les menchéviks (conférence sans conditions) et 19 000 pour notre tactique, pour la tactique d'une conférence avec garanties.

Ainsi, les ouvriers n'ont pas adopté la tactique des menchéviks, celle d'une conférence sans les ouvriers, sans garanties. Les ouvriers n'ont pas davantage adopté la tactique des dachnaks et des socialistes-révolutionnaires, celle d'un boycottage chimérique et d'une grève générale inorganisée. Les ouvriers se sont prononcés pour une conférence avec garanties, pour l'utilisation méthodique de toutes les phases de la conférence dans le but d'organiser une grève générale.

Là est le secret de l'échec de la conférence !

Les industriels du pétrole se sont prononcés à l'unanimité pour une conférence sans garanties. C'est ainsi qu'ils ont approuvé la tactique des menchéviks. Nous déclarons que c'est là la meilleure preuve que la position des dachnaks et des socialistes-révolutionnaires ne vaut rien.

La tactique du prolétariat de Bakou s'est révélée la seule juste.

C'est bien pour cela que toutes les forces de la bourgeoisie pétrolière l'attaquent. Alors que la bourgeoisie du pétrole approuve sans réserve la conférence sans garanties menchévique, et, au pis-aller se cramponne au boycottage des dachnaks et des socialistes-révolutionnaires, elle ne veut pour rien au monde s'entendre avec le prolétariat de Bakou qui préconise une conférence avec garanties !

Cela est compréhensible. Représentez-vous seulement ce tableau : certains points constituant les garanties reçoivent satisfaction ; la plus large discussion s'institue autour des revendications ouvrières ; le Conseil des délégués se consolide de plus en plus au sein des masses ; pendant la mise au point des revendications, les masses se resserrent autour de leur Conseil et, par ce dernier, autour des syndicats; la masse des 50 000 travailleurs, organisée en une seule armée, présente ses revendications aux industriels du pétrole ; ces derniers sont contraints de se rendre sans combat, ou de compter avec une grève générale sérieu-

sement organisée, déclenchée au moment le moins favorable pour eux. Eh bien, cela fait-il l'affaire de la bourgeoisie du pétrole ? Comment voulez-vous, après cela, que les petits animaux bourgeois du *Nephtianoïé Diélo* et du *Bakou* [79] n'aboient ni ne miaulent ? A bas donc cette conférence-là, puisqu'elle n'est pas réalisable sans ces maudites garanties, disent les industriels du pétrole, et ils torpillent la conférence.

Là est la cause du torpillage de la conférence par les autorités et les industriels du pétrole.

C'est ce que montre l'histoire de la conférence.

Mais le *Promyslovy Viestnik*, oubliant tout cela, continue à pérorer sur « le manque de tact des dirigeants » en répétant et ressassant bêtement les éditoriaux du *Bakou* et du *Nephtianoïé Diélo* ! Jusqu'au journal géorgien des menchéviks de Tiflis qui a jugé nécessaire d' « élever la voix », pour faire chorus avec les cadets de Bakou [80] ! Pitoyables sous-fifres !

Quelle doit être cependant notre tactique, en présence de la nouvelle situation ?

Les industriels du pétrole ont torpillé la conférence. Ils poussent à la grève générale. Est-ce à dire que nous devions répondre par une grève générale immédiate ? Non, évidemment ! Sans compter que les industriels ont déjà eu le temps de constituer d'énormes réserves de pétrole et qu'ils se préparent depuis longtemps à combattre une grève générale, nous ne devons pas oublier que nous-mêmes ne sommes pas encore prêts pour une lutte aussi sérieuse. Nous devons, pour l'instant, renoncer résolument à une grève générale économique.

Seule la grève par entreprise doit être reconnue comme forme rationnelle de retraite, répondant à la situation présente. Les menchéviks qui contestent, par « principe » ou peu s'en faut l'utilité de ces grèves (voir la brochure de L. A. Rine [81]) se trompent lourdement. L'expérience des grèves du printemps montre qu'avec l'intervention active des syndicats et de notre organisation, la grève par entreprise peut se révéler être un des moyens les plus sûrs pour unir le prolétariat. Raison de plus pour que nous ayons vigoureusement recours à ce moyen : nous ne devons pas oublier que notre organisation ne se développera que dans la mesure où elle interviendra activement dans toutes les péripéties de la lutte du prolétariat.

Telle est notre tâche tactique immédiate.

Les autorités qui ont torpillé la conférence, veulent complè-

tement anéantir la soi-disant « liberté de Bakou ». Est-ce à dire que nous devions passer tout à fait dans l'illégalité, en laissant le champ libre à la réaction noire ? Evidemment, non ! La réaction a beau se montrer féroce, elle a beau détruire nos syndicats et nos organisations : elle ne peut anéantir les comités de puits et d'usine, sans provoquer « anarchie et collisions » dans les usines et les puits. Notre devoir est de consolider ces comités, en les imprégnant de l'esprit du socialisme et en les unissant sur la base de l'entreprise. Pour cela, il est indispensable que nos cellules d'usine et de puits assument la direction systématique de ces comités et qu'elles s'unissent elles aussi, par l'intermédiaire de leurs représentants, sur la base de l'entreprise, en sections inter-rayons.

Telles sont nos tâches d'organisation immédiates.

C'est en accomplissant ces tâches immédiates et en consolidant ainsi les syndicats et notre organisation, que nous arriverons à souder en un bloc la masse de plusieurs milliers des ouvriers du pétrole pour les futurs combats avec le Capital pétrolier.

Publié en supplément au *Bakinski Prolétari*,
[*Le Prolétaire de Bakou*],
n° 5, 20 juillet 1908.
Signé : Koba.

La crise du Parti et nos tâches

Ce n'est un secret pour personne que notre Parti traverse une crise grave. L'abandon du Parti par ses adhérents, la diminution et la faiblesse des organisations, leur manque de liaison, l'absence d'un travail unifié de Parti, tous ces faits attestent que le Parti est malade, qu'il traverse une crise sérieuse.

La première chose qui accable particulièrement le Parti, c'est que ses organisations sont coupées des larges masses. Il fut un temps où les membres de nos organisaitons se comptaient par milliers et en guidaient des centaines de milliers. En ce temps-là, le Parti avait de solides racines dans les masses. Il en va autrement aujourd'hui. Au lieu de milliers d'adhérents, les organisations n'en comptent plus que des dizaines, et dans le meilleur des cas, des centaines. Quant à diriger des centaines de milliers, il n'est même pas question d'en parler. C'est vrai, notre Parti jouit d'une large influence *idéologique* sur les masses, les masses le connaissent, les masses le respectent. C'est en cela tout d'abord que se distingue le Parti « d'après la révolution » du Parti « d'avant la révolution ». Mais c'est en cela, proprement, que se borne toute l'influence du Parti. Or, l'influence idéologique seule est loin de suffire. Le fait est que l'ampleur de l'influence *idéologique* se brise contre l'étroitesse de la consolidation *organisationnelle ;* voilà l'origine de l'éloignement des larges masses de nos organisations. Il suffit d'indiquer Pétersbourg où, en 1907, on comptait près de 8 000 membres, tandis qu'aujourd'hui on rassemble à peine 300 ou 400 membres, pour comprendre aussitôt toute la gravité de la crise. Et nous ne parlons pas

de Moscou, de l'Oural, de la Pologne, du bassin du Donetz, etc., qui sont dans la même situation.

Mais ce n'est pas encore tout. Le Parti ne souffre pas seulement de l'éloignement des masses, mais aussi de ce que ses organisations n'ont rien qui les relie entre elles, ne vivent pas d'une vie de Parti unie, sont détachées les unes des autres. Pétersbourg ne sait pas ce qui se qui se fait au Caucase, le Caucase ne sait pas ce qui se fait dans l'Oural, etc. ; chaque coin vit d'une vie à lui, particulière. A strictement parler, il n'y a plus dans les faits, ce Parti uni, vivant d'une même vie commune, dont nous parlions tous avec fierté dans les années 1905, 1907. Nous subissons tous un travail artisanal de la pire espèce. Les organes existant à l'étranger, le *Prolétari* [82] et le *Golos* [83] d'une part, le *Social-Démocrate* [84] de l'autre, ne relient ni ne peuvent relier entre elles les organisations disséminées à travers la Russie ; ils ne peuvent leur donner une vie de Parti unique. Il serait même étrange de penser que des organes paraissant à l'étranger, éloignés de la réalité russe, puissent coordonner en un tout le travail du Parti, qui, depuis longtemps déjà, a franchi le stade des cercles. Il est vrai qu'entre les organisations coupées les unes des autres, il existe beaucoup de points communs qui les relient sur le plan *idéologique :* elles ont un programme identique qui a résisté à la critique de la révolution ; des principes pratiques communs, confirmés par la révolution ; de glorieuses traditions révolutionnaires. C'est justement la seconde différence importante entre le Parti « d'après la révolution » et le Parti « d'avant la révolution ». Mais cela ne suffit pas encore. Le fait est que, l'unité *idéologique* des organisations du Parti est loin encore de préserver le Parti de leur morcellement organisationnel et du manque de liaison entre elles. Il suffit d'indiquer que même la simple information par correspondance n'est pas portée dans le Parti à un niveau tant soit peu satisfaisant. Nous ne parlons pas de la liaison réelle du Parti en un organisme unique.

Ainsi : 1° le manque de liaison du Parti avec les larges masses et 2° le manque de liaison de ses organisations entre elles, tel est l'essence de la crise que traverse le Parti.

Il est aisé de comprendre que tout ceci a pour cause la crise de la révolution elle-même, le triomphe momentané de la contre-révolution, l'accalmie après les actions, enfin, la perte de toutes les demi-libertés dont le Parti profitait en 1905 et 1906. Le Parti

se développait, s'élargissait et se renforçait pendant que la révolution progressait, pendant qu'existaient les libertés. La révolution a reculé, les libertés ont disparu, et le Parti a commencé à s'affaiblir. Les intellectuels ont commencé à déserter le Parti, puis les ouvriers les plus hésitants. Particulièrement, la désertion des intellectuels s'est accélérée avec la croissance du Parti, notamment la croissance des ouvriers avancés qui ont dépassé avec leurs exigences complexes le bagage spirituel étriqué des « intellectuels de 1905 ».

De là, évidemment, il est loin de s'ensuivre que le Parti doive végéter dans la crise jusqu'à l'avènement des libertés futures, comme certains le pensent à tort. Car, en premier lieu, l'avènement des libertés elles-mêmes dépend pour beaucoup de ceci : Le Parti saura-t-il sortir de la crise, sain et rénové. Les libertés ne tombent pas du ciel ; elles se prennent, entre autres, grâce à un parti ouvrier bien organisé. En second lieu, les lois que tout le monde connaît de la lutte de classes nous disent que l'organisation sans cesse renforcée de la bourgeoisie doit inévitablement entraîner à sa suite l'organisation correspondante du prolétariat. Or, tout le monde sait que la rénovation préalable de notre Parti, en tant que seul parti ouvrier, est la condition indispensable pour la croissance de l'organisation de notre prolétariat, en tant que classe.

Par conséquent, la guérison du Parti avant l'avènement des libertés, sa délivrance de la crise non seulement est possible, mais est inévitable.

Toute la question est de trouver les moyens de cette guérison, de découvrir ces voies par lesquelles le Parti 1° se liera aux masses et 2° unira en un organisme unique les organisations détachées les unes des autres.

⁂

Comment notre Parti peut-il donc sortir de la crise, que faut-il entreprendre pour cela ?

Il faut rendre le Parti aussi légal que possible et le rassembler autour du groupe légal de la Douma, nous disent les uns. Mais comment le rendre aussi légal que possible quand des institutions légales les plus inoffensives, telles que les sociétés culturelles, etc., sont l'objet de persécutions brutales ? Peut-on le

faire en renonçant à ses exigences révolutionnaires ? Mais cela signifierait enterrer le Parti, et non le rénover ! Et puis, comment le groupe de la Douma pourrait-il lier le Parti aux masses, quand lui-même est coupé non seulement des masses, mais encore des organisations du Parti ?

Il est clair que résoudre ainsi le problème, ce serait l'embrouiller davantage, en rendant plus difficile pour le Parti de sortir de la crise.

Il faut transférer aux ouvriers eux-mêmes le plus grand nombre possible de fonctions dans le Parti et débarrasser ainsi le Parti des éléments intellectuels inconstants, nous disent les autres. Il est certain que débarrasser le Parti d'hôtes inutiles et concentrer les fonctions entre les mains des ouvriers eux-mêmes contribuerait pour beaucoup à rénover le Parti. Mais il n'est pas moins clair que le simple « transfert des fonctions » dans l'ancien système d'organisation, avec les anciennes méthodes de travail du Parti, avec la « direction » à l'étranger, ne pourra pas lier le Parti aux masses et le souder en un tout unique.

Il est certain qu'avec des demi-mesures, on ne fera rien de sérieux ; il faut trouver des remèdes radicaux pour guérir radicalement le Parti malade.

Le Parti souffre tout d'abord de l'éloignement des masses ; il faut, quoi qu'il arrive, le lier à ces masses. Mais étant donné nos conditions, cela n'est possible, avant tout et principalement, qu'en partant des questions qui agitent particulièrement les larges masses. Prenons, par exemple, l'appauvrissement des masses et l'offensive du Capital. Des lock-out monstres se sont abattus en ouragan sur les ouvriers ; la réduction de la production, les licenciements arbitraires, la diminution des salaires, l'allongement de la journée de travail et, d'une façon générale, l'offensive du Capital se poursuivent jusqu'à présent. Il est difficile d'imaginer les souffrances, la tension d'esprit que cet état de choses provoquent chez les ouvriers, la quantité de « malentendus » et de conflits qui surgissent entre ouvriers et patrons, la masse de questions passionnantes qui se posent à ce sujet dans le cerveau des ouvriers. Que nos organisations, de pair avec leur action politique générale, interviennent donc inlassablement dans tous ces petits conflits, qu'elles les rattachent à la grande lutte de classes et que, tout en appuyant les protestations et les revendications quotidiennes des masses,

elles illustrent par les faits vivants les grands principes de notre Parti. Il doit être évident pour chacun que c'est sur ce terrain seulement qu'on peut mettre en mouvement les masses « le dos au mur », que sur ce terrain seulement qu'on peut les « déplacer » de ce maudit point mort. Or, les « déplacer » de ce point, cela veut dire justement les rassembler autour de nos organisations.

Les comités du Parti dans les fabriques et les usines, voilà les organes du Parti qui pourraient développer un tel travail dans les masses avec le plus de succès. Les ouvriers avancés entreront dans les comités, ce sont des hommes vivants qui seraient capables de rassembler autour du Parti les masses qui les entourent. Il est seulement indispensable pour cela que les comités de fabriques et d'usines interviennent inlassablement dans tous les faits de la lutte des ouvriers, défendent leurs intérêts quotidiens et rattachent ces derniers aux intérêts vitaux de la classe des prolétaires. Faire des comités de fabriques et d'usines des bastions fondamentaux du Parti, telle est la tâche.

Ensuite, dans l'intérêt du même rapprochement avec les masses il est indispensable que les autres organisations supérieures du Parti s'édifient de façon à défendre les intérêts non seulement politiques, mais aussi économiques des masses.

Il est indispensable que n'échappe à l'attention de l'organisation aucune branche de la production de quelque importance qu'elle soit. Et pour cela est-il indispensable qu'en établissant la structure de l'organisation on complète le principe territorial par le principe industriel, c'est-à-dire que, par exemple, les comités de fabriques et d'usines de chaque branche de production soient groupés en sous-rayons par industrie, ces sous-rayons s'unissant territorialement en un rayon, etc. Ce ne sera pas un grand mal si le monde des sous-rayons se développe trop, en revanche, l'organisation gagnera des fondations plus solides et plus stables, elle se liera plus étroitement aux masses.

La composition des organisations du Parti a une importance encore plus grande pour surmonter la crise. Il est indispensable que les plus expérimentés et les plus influents des ouvriers avancés trouvent place dans toutes les organisations locales, que les activités de l'organisation se concentrent entre leurs mains fermes, que ce soient eux, précisément eux, qui occupent les postes les plus importants dans l'organisation, ceux qui se rattachent aux tâches pratiques et organisationnelles jusqu'à

ceux qui se rattachent aux publications du Parti. Ce ne sera pas un malheur que les ouvriers placés à des postes importants se montrent insuffisamment expérimentés et préparés, ou que même ils trébuchent dans les premiers temps : la pratique et les conseils des camarades plus expérimentés élargiront leur horizon et feront d'eux, en fin de compte, de véritables publicistes et dirigeants du mouvement. Il ne faut pas oublier que les Bebel ne tombent pas du ciel ; ils ne se forment qu'au cours du travail, dans la pratique ; or notre mouvement, aujourd'hui plus que jamais, a besoin de Bebel russes, de dirigeants expérimentés et fermes sortant des milieux ouvriers.

Voilà pourquoi notre mot d'ordre en matière d'organisation doit être : « Place aux ouvriers d'avant-garde dans toutes les sphères de l'activité du Parti », « champ libre pour eux » !

Il va de soi qu'en plus de l'initiative et du désir de diriger, les ouvriers d'avant-garde ont encore besoin de connaissances sérieuses. Or nous avons peu d'ouvriers pourvus de connaissances. Et c'est là justement que l'aide des intellectuels expérimentés et actifs sera utile. Il est indispensable de créer des cercles supérieurs, des « conférences » pour les ouvriers d'avant-garde, au moins un par rayon, et « parcourir » systématiquement la théorie et la pratique du marxisme : tout cela comblerait dans une grande mesure les lacunes des ouvriers d'avant-garde, en faisant d'eux de futurs conférenciers et des dirigeants idéologiques. En même temps, que les ouvriers d'avant-garde fassent plus souvent des exposés dans leurs usines et fabriques, « s'exercent à fond » sans être arrêtés par le danger de « faire un four » devant l'auditoire. Il faut une fois pour toutes rejeter la modestie excessive et la peur de l'auditoire : il faut s'armer d'audace, de confiance en ses propres forces : ce ne sera pas un grand malheur que, dans les premiers temps, on commette une bévue, on trébuche une ou deux fois : après, on finit par s'habituer à marcher tout seul, comme « Jésus marchant sur les eaux ».

En un mot 1° propagande intense sur la base des besoins quotidiens qu'on rattachera aux besoins de classe généraux du prolétariat ; 2° organisation et renforcement des comités de fabriques et d'usines comme points d'appui essentiels du Parti dans chaque rayon ; 3° « transfert » des fonctions les plus importantes du Parti entre les mains des ouvriers d'avant-garde ; 4° organisation de « conférences » d'ouvriers d'avant-

garde : tels sont les voies grâce auxquelles nos organisations pourront rassembler autour d'elles les larges masses.

On ne peut pas ne pas noter que la vie elle-même montre la voie pour surmonter la crise du Parti. La région du Centre et l'Oural se passent déjà depuis longtemps d'intellectuels ; ce sont les ouvriers eux-mêmes qui y dirigent les affaires de l'organisation. A Sormovo, à Lougansk (bassin du Donetz), à Nikolaïev, des ouvriers éditaient des tracts en 1908, à Nicolaïev, en plus des tracts, ils faisaient paraître un journal illégal. Et à Bakou, l'organisation intervenait systématiquement, et elle continue d'intervenir, dans tout ce qui touche la lutte des ouvriers ; elle ne laissait ni ne laisse passer à peu près aucun conflit entre ouvriers et industriels du pétrole, tout en faisant parallèlement, bien entendu, de la propagande politique d'ordre général. C'est, du reste, ce qui explique que l'organisation de Bakou ait conservé jusqu'à présent ses liaisons avec les masses.

Voilà où en sont les choses en ce qui concerne les moyens de liaison du Parti avec les larges masses ouvrières.

Mais le Parti ne souffre pas seulement de son manque de liaison avec les masses ; il souffre encore du manque de liaison de ses organisations entre elles.

Venons-en à cette dernière question.



Comment donc lier entre elles les organisations locales détachées les unes des autres ? Comment les rassembler en un seul parti cohérent, vivant d'une seule et même vie ?

On aurait pu penser que les conférences générales du Parti que l'on organise de temps en temps résoudraient le problème et uniraient les organisations. Ou bien le *Prolétari,* le *Golos* et le *Social-Démocrate,* qui paraissent à l'étranger, finiraient par rassembler, par unir le Parti. Il est certain que l'un et l'autre moyens ont une importance considérable pour lier les organisations. Jusqu'à présent, du moins, les conférences et les organes paraissant à l'étranger étaient le seul moyen d'unir les organisations détachées les unes des autres. Mais, premièrement, les conférences qui, d'ailleurs se tiennent très rarement ne peuvent lier les organisations que pour un temps et, de ce fait, moins solidement qu'il ne le faudrait en général : dans l'intervalle des

conférences, les liaisons se rompent et de fait, le mode de travail artisanal demeure tel que dans le passé. Deuxièmement, en ce qui concerne les organes édités à l'étranger, sans parler déjà du fait qu'ils pénètrent en Russie en quantité très limitée, ils retardent naturellement sur la vie du Parti en Russie, ils ne sont pas en mesure de relever et de traiter à temps les questions qui agitent les ouvriers ; et c'est pourquoi ils ne peuvent unir par des liens solides en un tout nos organisations locales. Les faits attestent que depuis le Congrès de Londres, le Parti a pu organiser deux conférences [85] et faire paraître des dizaines de numéros de journaux à l'étranger, et pourtant la question de la liaison de nos organisations en un parti véritable, la question du dépassement de la crise a à peine progressé.

Par conséquent, les conférences et les organes édités à l'étranger, étant extrêmement importants pour la cohésion du Parti, sont toutefois insuffisants pour surmonter la crise, pour unir solidement les organisations locales.

Evidemment, il faut une mesure radicale.

Or, cette mesure ne pourrait être que la fondation d'un journal pour toute la Russie, journal placé au centre du travail du Parti et édité en Russie.

On ne peut unir les organisations disséminées à travers la Russie que par le travail commun du Parti. Or, le travail commun est impossible si l'on ne coordonne pas l'expérience des organisations locales dans un centre unique, d'où l'expérience généralisée du Parti rayonnerait ensuite sur toutes les organisations locales. C'est un journal pour toute la Russie qui pourrait justement constituer ce centre, un centre qui dirige le travail du Parti, le coordonne et l'oriente. Mais pour que ce journal puisse effectivement diriger ce travail, il est indispensable que les organisations locales fassent affluer vers lui systématiquement demandes, déclarations, lettres, correspondances, plaintes, protestations, plans de travail, questions intéressant de près les masses, etc. ; qu'entre le journal et les différents points, il existe la liaison la plus étroite, les attaches les plus solides ; que le journal, disposant ainsi de matériaux suffisants, puisse remarquer à temps, aborder et tirer au clair les questions indispensables, puiser dans ces matériaux les indications et les mots d'ordre indispensable, les mettre à la disposition de l'ensemble du Parti, de toutes ses organisations...

A défaut de ces conditions, point de direction du travail du

Parti ; et à défaut de direction du travail, point de rassemblement solide des organisations en un tout !

Voilà pourquoi nous soulignons la nécessité d'un journal précisément pour toute la Russie (et non pas édité à l'étranger), d'un journal précisément dirigeant (et non pas simplement populaire).

Inutile de dire que la seule institution capable de prendre en main l'organisation et la conduite d'un tel journal, c'est le Comité Central du Parti. La tâche de direction du travail du Parti constitue l'obligation du Comité Central. Mais cette tâche est mal remplie à l'heure actuelle ; il en résulte le presque total isolement des organisations locales. Or, un journal bien organisé pour toute la Russie pourrait être, entre les mains du Comité Central, l'instrument le plus efficace pour rassembler effectivement le Parti et diriger son travail. Bien plus : nous affirmons que c'est là, pour le Comité Central, le seul moyen de devenir, de centre fictif qu'il est, le centre réel de l'ensemble du Parti, unissant effectivement le Parti et donnant effectivement le ton à son activité. Ceci étant, organiser et diriger un journal pour toute la Russie constitue la tâche immédiate du Comité Central.

Ainsi, un journal pour toute la Russie comme organe unifiant et soudant le Parti autour du Comité Central : telle est la tâche, telle est la voie pour surmonter la crise que traverse le Parti.

⁂

Résumons-nous. La crise de la révolution a entraîné une crise dans le Parti : ses organisations ont perdu leurs liaisons solides avec les masses, le Parti s'est fragmenté en organisations isolées.

Il est indispensable de lier nos organisations avec les larges masses : telle est la tâche locale.

Il est indispensable de lier nos organisations entre elles et autour du Comité Central du Parti : telle est la tâche centrale.

Pour accomplir la tâche locale, il est indispensable de pair avec la propagande politique d'ordre général, de faire de l'agitation économique sur la base des besoins quotidiens pressants, intervenir systématiquement dans la lutte des ouvriers, créer et renforcer les comités du Parti de fabriques et d'usines,

concentrer entre les mains des ouvriers avancés le plus grand nombre possible de fonctions du Parti, organiser des « conférences » pour les ouvriers avancés afin de former des dirigeants ouvriers fermes et armés de connaissances.

Pour accomplir la tâche centrale, un journal pour toute la Russie qui relie les organisations locales au Comité Central du Parti et les unisse en un tout unique, est indispensable.

C'est seulement en menant à bien ces tâches que le Parti pourra sortir de la crise, sain et rénové ; c'est seulement en remplissant ces conditions que le Parti pourra s'acquitter du rôle responsable d'avant-garde digne de l'héroïque prolétariat russe.

Telles sont les voies pour surmonter la crise du Parti.

Inutile de dire que plus le Parti utilisera à fond les possibilités légales qui s'offrent à lui, depuis la tribune de la Douma et les syndicats ouvriers jusqu'aux coopératives et caisses de secours pour les frais d'enterrement, et plus vite on parviendra à surmonter la crise, à rénover et à guérir le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Bakinski Prolétari
[*Le Prolétaire de Bakou*],
n°s 6 et 7, 1er et 27 août 1909.
Article non signé.

Pour la prochaine grève générale

Les ouvriers de Bakou traversent une dure période. L'offensive des industriels du pétrole, commencée au printemps de l'an dernier, continue toujours. Les anciennes conquêtes des ouvriers sont reprises sans rien laisser. Et ils sont « obligés » de se taire, de patienter « sans fin ».

On réduit les salaires soit par diminution directe, soit par retrait de l'indemnité de logement, des gratifications, etc. La journée de travail est prolongée, dès l'instant que le travail n'est plus fait en trois équipes, mais en deux ; les heures supplémentaires et les travaux à la tâche sont pratiquement rendus obligatoires. La soi-disant « réduction du personnel » se poursuit comme par le passé. Les ouvriers — les ouvriers conscients surtout — sont congédiés pour des vétilles, voire sans aucun prétexte. Les « listes noires » sont utilisées de la façon la plus cynique. Le système du personnel « fixe » est remplacé par celui des « temporaires », qu'on peut toujours, pour un rien, priver de leur salaire. Le « système » des amendes et des voies de fait fonctionne à plein. Les comités de puits et d'usine ne sont plus reconnus. La loi sur les accidents du travail est tournée de la façon la plus effrontée. L'assistance médicale est réduite au minimum. La « loi scélérate » sur la taxe de dix kopeks pour les hôpitaux est toujours en vigueur. On néglige l'hygiène et les conditions sanitaires. Dans les écoles, tout va mal. Plus de Maisons du Peuple. Plus de cours du soir. Plus de conférences. Rien que des licenciements, et encore des licenciements ! Voici qui montre jusqu'où va le cynisme des industriels

du pétrole : beaucoup de grosses firmes, comme par exemple la Société de la Caspienne, pour se dérober au paiement de l'indemnité de logement, interdisent carrément à « leurs » ouvriers de se marier sans y être autorisés par l'administration de la firme. Et on passe tout cela aux rois du pétrole ! En sentant leur force, en voyant le succès de leur tactique offensive astucieusement conçue, ils continuent à se moquer des ouvriers.

La réussite de l'offensive engagée par les industriels du pétrole n'est pas fortuite, loin de là. Elle est parfaitement conditionnée par un grand nombre de circonstances extérieures favorables pour cela. C'est, tout d'abord, l'accalmie générale qui règne en Russie, la situation contre-révolutionnaire qui crée une atmosphère propice à l'offensive du Capital. Inutile de dire que, dans d'autres conditions, les industriels auraient été obligés de modérer leurs appétits. C'est ensuite la servilité — servilité de larbins — de l'administration locale qui a, à sa tête le pogromiste Martynov et qui se prête à tout pour satisfaire les industriels : il suffit de se rappeler par exemple, « l'affaire Mirzoïev ». C'est, de plus, l'organisation insuffisante des ouvriers, due pour une grande part à l'instabilité de la main-d'œuvre des puits. L'importance des ouvriers des puits dans la lutte contre les industriels du pétrole est évidente pour tout le monde ; or, ce sont eux qui sont le plus liés avec la campagne et le moins « aptes » à la lutte organisée. C'est, enfin, le morcellement du salaire (constitué, entre autres, par des gratifications, des indemnités de logement, de déplacement, de bain, etc.), ce qui en facilite la réduction. Est-il besoin de démontrer que la diminution directe du salaire n'est pas aussi aisée que sa réduction masquée, par fragments, sous forme de retrait graduel des gratifications, des indemnités de logement, de déplacement, etc., l'illusion étant créée que le salaire « lui-même » demeure inchangé.

Il est naturel qu'avec l'expérience et l'organisation accrues des industriels, tout ceci facilite considérablement l'offensive du Capital au royaume du pétrole.

Quand cette furieuse offensive des rois du pétrole prendra-t-elle fin ? Y a-t-il des limites à leur cynisme ? Cela dépendra de la vigueur et de l'organisation de la riposte qui leur sera opposée par les ouvriers.

Pour l'instant, une chose est claire : c'est que les industriels veulent « définitivement » briser les ouvriers, leur faire passer « une fois pour toutes » l'envie de lutter, transformer « à tout

prix » « leurs » ouvriers en esclaves dociles. Ce but, ils le visaient déjà au printemps de l'année dernière lorsque, après avoir saboté la conférence, ils ont essayé de provoquer les ouvriers à une grève générale inorganisée, pour en finir avec eux, d'un seul coup. Ce but ils le poursuivent encore maintenant, en attaquant les ouvriers avec une méchanceté systématique et en les provoquant fréquemment à des actions spontanées.

Pour le moment, les ouvriers se taisent ; ils encaissent sans mot dire les coups des industriels du pétrole, la rage s'accumule dans les cœurs. Mais comme, d'une part, les industriels, de plus en plus cyniques, continuent d'arracher aux ouvriers les miettes qui leur restaient, en les menant jusqu'à la misère, en les brimant et en les provoquant à des révoltes spontanées ; et comme, d'autre part, la patience des ouvriers, poussée à bout, cède la place à un sourd murmure qui va en se renforçant contre les industriels ; compte tenu de tout cela, on peut affirmer avec certitude que l'explosion d'indignation des ouvriers du pétrole est directement inévitable dans l'avenir proche. De deux choses l'une : ou bien les ouvriers continueront effectivement à tout endurer « sans fin », ils se laisseront déchoir jusqu'à l'état de docilité servile des coolies chinois ; ou bien ils se dresseront contre les industriels et déblaieront la voie qui mène à une vie meilleure. L'indignation qui ne cesse de monter dans les masses atteste que les ouvriers emprunteront nécessairement le second chemin, celui de la lutte contre les industriels.

Or, la situation de l'industrie pétrolière est telle qu'elle permet sans nul doute non seulement la lutte défensive des ouvriers, non seulement le maintien des anciennes positions, mais encore le passage à l'offensive, mais encore la conquête d'autres positions, une nouvelle augmentation des salaires, une nouvelle réduction de la journée de travail, etc.

En effet, si les profits des industriels du pétrole sont fabuleux, à l'heure actuelle, en comparaison de ceux des autres patrons de Russie et d'Europe ; si le marché du pétrole, loin de se rétrécir, s'élargit au contraire, en conquérant de nouvelles régions (par exemple la Bulgarie) ; si le nombre des puits augmente sans cesse ; si les prix du pétrole, loin de baisser, ont au contraire tendance à augmenter, n'est-il pas clair que les ouvriers ont toute possibilité de briser les chaînes de la patience servile ; de secouer le joug du silence honteux, d'arborer le

drapeau de la contre-offensive contre les industriels et de leur arracher de nouvelles, de meilleures conditions de travail ?...

Mais en se souvenant de tout cela, il ne faut pas oublier non plus que la prochaine grève générale sera la plus sérieuse, la plus longue et la plus opiniâtre de toutes les grèves qui ont eu lieu jusqu'ici à Bakou. Il faut garder à l'esprit que si, dans les grèves précédentes, nous étions favorisés : 1° par l'essor général en Russie ; 2° par la « neutralité » relative de l'administration locale, qui découlait de cette situation ; 3° par l'inexpérience et la désorganisation des industriels du pétrole qui perdaient la tête à la première grève, aujourd'hui le premier comme le second et le troisième facteurs nous font défaut. L'essor général a fait place à une accalmie générale qui encourage les industriels. A la « neutralité » relative de l'administration locale a succédé son empressement à mettre en jeu tous les moyens de « pacification ». A l'inexpérience et à la désorganisation des industriels du pétrole a succédé leur organisation. Bien plus, ils se sont tellement fait la main dans la lutte qu'ils appellent eux-mêmes les ouvriers à la grève. Ils ne seraient pas fâchés de les provoquer même à une grève générale, pourvu qu'elle soit inorganisée et qu'elle donne la possibilité de « mater d'un seul coup » les ouvriers.

Tout cela atteste que les ouvriers auront à livrer une lutte sérieuse et difficile contre des ennemis bien organisés. La lutte est inévitable. La victoire est possible, en dépit de nombreuses circonstances défavorables. Il est indispensable seulement que la lutte des ouvriers ne soit pas spontanée ni sporadique, mais organisée, méthodique et consciente.

C'est à cette seule condition que l'on peut compter sur la victoire.

Nous ne savons pas exactement quand éclatera la grève générale : en tout cas, ce ne sera pas quand il plaira aux industriels du pétrole. Pour l'instant, nous ne savons qu'une chose : il faut dès maintenant procéder à un travail opiniâtre de préparation à la grève générale en y appliquant toute la force de notre esprit, toute notre énergie et tout notre courage.

Renforcement de notre cohésion, de notre organisation : c'est l'étendard de notre travail de préparation.

C'est pourquoi il faut commencer dès maintenant à grouper la masse des ouvriers autour de la social-démocratie et autour des syndicats. Il faut en finir avant tout avec la scission de notre

organisation en réunissant les deux fractions en un tout unique. Il faut également en finir avec la scission des syndicats en les réunissant en un seul et puissant syndicat. Il est indispensable de redonner vie aux comités de puits et d'usine, leur inculquer l'esprit du socialisme, les lier aux masses et, par leur intermédiaire, nous lier nous-mêmes à toute l'armée des ouvriers du pétrole. Il est indispensable de dresser un cahier de revendications communes susceptibles de rassembler les ouvriers en une seule et puissante armée. Il est indispensable d'intervenir constamment dans tous les conflits entre ouvriers et industriels du pétrole et rallier ainsi pratiquement les ouvriers autour de la social-démocratie. En un mot, il faut se préparer à fond, sans relâche pour affronter dignement la dure, mais glorieuse grève générale qui approche.

Nous appelons à un travail unanime pour préparer la grève générale économique.

Bakinski Prolétari
[Le Prolétaire de Bakou],
n° 7, 27 août 1909.
Signé : K. Ko...
D'après le texte du journal.

Dans le Parti[86]

Nous publions ci-après la résolution du Comité de Bakou sur les divergences au sein de la rédaction du *Prolétari*.

Ces divergences ne sont pas une nouveauté ; il y a longtemps qu'une polémique s'est engagée à leur sujet dans notre presse paraissant à l'étranger. On parle même d'une scission de la fraction bolchévik. Or, les ouvriers de Bakou ne sont guère, ou pas du tout, au courant de ces divergences. Aussi jugeons-nous nécessaire de faire précéder la résolution de quelques éclaircissements.

D'abord, en ce qui concerne la scission de la fraction bolchévik, nous déclarons qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais eu de scission de ce genre ; il n'y a que des divergences sur la question des possibilités légales. Et des divergences de cette nature, il y en a toujours eu et il y en aura toujours dans une fraction aussi riche et aussi vivante que la fraction bolchévik. Tout le monde sait qu'il y a eu à un moment donné au sein de la fraction des divergences assez sérieuses à propos du programme agraire, des actions de partisans, des syndicats et du Parti, et que, malgré cela, la fraction ne s'est pas scindée, la solidarité y étant complète sur toutes les autres questions importantes de tactique. Il faut en dire autant du cas présent. Par conséquent, les bruits qui courent sur une scission de la fraction ne sont que pure fantaisie.

En ce qui concerne les divergences elles-mêmes, deux courants se sont fait jour dans la rédaction élargie du *Prolétari*[87], composée de douze camarades : la majorité de la rédaction (dix

contre deux) pense que les possibilités légales, c'est-à-dire les syndicats, les clubs, surtout la tribune de la Douma, doivent être utilisées en vue de renforcer le Parti ; que celui-ci ne doit pas rappeler le groupe de la Douma, mais au contraire, l'aider à corriger ses erreurs et à faire du haut de la tribune de la Douma, une propagande social-démocrate juste et au grand jour. La minorité de la rédaction (deux membres), autour de laquelle se groupent ceux qu'on appelle les otzovistes et les ultimatistes, pense, au contraire, que les possibilités légales ne présentent pas une valeur particulière : elle considère avec méfiance le groupe de la Douma, ne juge pas utile de le soutenir et ne serait pas fâchée, sous certaines conditions, de le rappeler même de la Douma.

Le Comité de Bakou estime que le point de vue de la minorité de la rédaction ne répond pas aux intérêts du Parti et du prolétariat : aussi s'affirme-t-il résolument pour la position de la majorité de la rédaction, dont le camarade Lénine est le représentant.

RESOLUTION DU COMITE DE BAKOU SUR LES DIVERGENCES AU SEIN DE LA REDACTION ELARGIE DU *PROLETARI*

Le Comité de Bakou a examiné la situation qui règne dans la rédaction élargie du *Prolétari,* sur la base des documents imprimés émanant des deux parties de la rédaction, et il en est venu à la conclusion suivante :

1° En ce qui concerne le fond du problème, la position de la rédaction sur les questions du travail à la Douma et hors de celle-ci est la seule juste. Le Comité de Bakou estime que seule une telle position peut être qualifiée de véritablement bolchévik, bolchévik dans son esprit, et non seulement dans la lettre.

2° L' « otzovisme », en tant que courant au sein de la fraction, est le résultat d'une sous-estimation, nuisible au Parti, des possibilités légales, notamment de la tribune de la Douma. Le Comité de Bakou affirme que dans les conditions présentes d'accalmie, en l'absence d'autres moyens plus sérieux de propagande social-démocrate au grand jour, le travail du haut de la tribune de la Douma peut et doit constituer une des branches importantes du travail du Parti.

3° L' « ultimatisme », en tant que rappel constant du groupe

de la Douma à la discipline du Parti ne constitue nullement un courant au sein de la fraction bolchévik. Mais, pour autant qu'il cherche à s'affirmer comme un courant particulier qui *se borne* à faire la démonstration des droits du Comité Central à l'égard du groupe de la Douma, l' « ultimatisme » est la pire variété de l' « otzovisme ». Le Comité de Bakou affirme que seul un travail inlassable du Comité Central au sein du groupe et sur le groupe peut en faire un groupe discipliné, un vrai groupe de Parti. Le Comité de Bakou estime que la preuve évidente en est fournie par les faits des derniers mois relatifs à l'activité du groupe de la Douma.

4° La tendance dite « construction de Dieu », en tant que courant littéraire, et en général l'introduction d'éléments religieux dans le socialisme résulte d'une interprétation non scientifique des principes du marxisme et, par conséquent, nuisible au prolétariat. Le Comité de Bakou souligne que le marxisme s'est formé et s'est développé en une conception du monde déterminée non pas grâce à une alliance avec les éléments religieux, mais à la suite d'une lutte implacable contre eux.

5° Etant donné tout ce qui précède, le Comité de Bakou estime qu'une lutte *idéologique* implacable contre les courants indiqués qui se groupent autour de la minorité de la rédaction, constitue une des tâches pressantes et immédiates de l'activité du Parti.

6° D'autre part, comme les deux parties de la rédaction, malgré les divergences indiquées sont solidaires entre elles dans les questions d'une importance plus grande pour la fraction (appréciation du moment, rôle du prolétariat et des autres classes dans la révolution, etc.), le Comité de Bakou estime que l'unité de la fraction et, par conséquent aussi, le travail en commun des deux parties de la rédaction, sont possibles et nécessaires.

7° Ceci étant, le Comité de Bakou n'est pas d'accord avec la politique de la majorité de la rédaction sur le plan de l'organisation et proteste contre toute « expulsion hors de notre milieu » des partisans de la minorité de la rédaction. Le Comité de Bakou proteste également contre la conduite du camarade Maximov qui a déclaré ne pas se soumettre aux décisions de la rédaction et par là a fourni une nouvelle matière à de nouvelles et plus violentes frictions.

8° Comme mesure pratique pour liquider la situation anormale

qui s'est créée, le Comité de Bakou propose une conférence des bolcheviks, parallèle à la conférence générale du Parti [88].

En ce qui concerne « l'école de ** » et l'attitude à l'égard des « menchéviks de gauche », le Comité de Bakou s'abstient pour le moment d'adopter des résolutions précises, faute d'une documentation suffisante.

2 août 1909

Bakinski Prolétari
[*Le Prolétaire de Bakou*],
n° 7, 27 août 1909.
D'après le texte du journal.

La grève et la convention de décembre

(A l'occasion de leur cinquième anniversaire)

Camarades !

Aujourd'hui cinq années se sont écoulées depuis le jour où fut déclarée, dans les districts de Bakou, la grève générale économique de décembre 1904.

Il y aura cinq ans ces jours-ci que les ouvriers et les industriels du pétrole ont élaboré la fameuse convention de décembre, notre « Constitution du mazout ».

Nous évoquons ces journées avec fierté, parce que ce sont les jours de notre victoire, les jours de la défaite des industriels du pétrole !

Devant nos yeux reparaît le glorieux spectacle, connu de tous, de l'instant où les milliers d'ouvriers en grève, entourant la « Force électrique », dictaient à leurs délégués les revendications de décembre, tandis que les représentants des industriels, réfugiés à l'intérieur de la « Force électrique » et assiégés par les ouvriers, « exprimaient leur solidarité », signaient la convention, « consentaient à tout »...

Ce fut une véritable victoire des pauvres, des prolétaires, sur les richards capitalistes, victoire qui inaugurait un « ordre nouveau » dans l'industrie du pétrole.

Avant la convention de décembre, nous travaillions en moyenne 11 heures par jour ; après la convention, on institua la journée de 9 heures, et l'on introduisit peu à peu, pour les ouvriers de l'extraction, la journée de huit heures.

Avant la convention de décembre, nous touchions en moyenne

80 kopeks environ ; après le contrat, le salaire journalier fut porté à un rouble et des kopeks.

Avant la grève de décembre, on ne nous accordait ni indemnité de logement ni logement en nature ; grâce à la grève, nous avons obtenu aussi bien l'un que l'autre pour les ouvriers de l'entretien ; il ne restait qu'à en faire bénéficier les autres ouvriers.

Avant la grève de décembre régnait dans les puits et les usines l'arbitraire absolu des valets du Capital, qui nous rouaient de coups et nous infligeaient des amendes impunément ; grâce à la grève, il s'est établi un certain ordre, une certaine « constitution » en vertu de laquelle nous avons eu la possibilité d'exprimer notre volonté par l'intermédiaire de nos délégués, de traiter tous ensemble des rapports mutuels avec eux.

D' « amcharas » [89] et de « bêtes de somme », nous sommes devenus tout d'un coup des êtres humains, luttant pour une vie meilleure !

Voilà ce que nous ont donné la grève et la convention de décembre !

Mais ce n'est pas tout. Ce que la lutte de décembre nous a donné d'essentiel, c'est la foi en nos propres forces, la certitude de la victoire, la volonté d'engager de nouveaux combats, la conscience que nous ne pourrons briser les chaînes de l'esclavage capitaliste que si « nous nous sauvons nous-mêmes »...

Dans la suite, nous avons progressé sans cesse, obtenant des augmentations de salaires, l'extension de l'indemnité de logement aux ouvriers des puits, consolidant la « Constitution du mazout », obtenant la reconnaissance partielle des comités de puits et d'usine, nous organisant en syndicats, nous groupant autour de la social-démocratie...

Mais tout cela n'a pas duré longtemps. Après le recul de la révolution et le renforcement de la contre-révolution, surtout depuis le début de 1908, les industriels, invoquant hypocritement la baisse de l'extraction et le rétrécissement du marché du pétrole, commencent à nous reprendre nos anciennes conquêtes. Ils retirent les gratifications et l'indemnité de logement. Ils introduisent le travail à deux équipes avec 12 heures de travail, au lieu des trois huit. Ils réduisent l'assistance médicale. Ils nous ont déjà repris les Maisons du Peuple et nous reprennent les écoles en ne leur consacrant que quelques misérables sous, alors qu'ils dépensent plus de 600 000 roubles par an pour la

police. Sans parler de la réapparition des voies de fait et des amendes, la suppression des comités, la persécution des syndicats par les serviteurs du gouvernement tsariste, ce valet du grand Capital.

Ainsi, depuis deux ans, non seulement on nous a forcés à renoncer à une amélioration nouvelle de notre condition, mais on a encore aggravé notre situation d'autrefois ; on nous a repris nos conquêtes antérieures, en nous ramenant aux anciens temps, ceux d'avant décembre.

Et voici qu'aujourd'hui, 13 décembre, au cinquième anniversaire de la grève victorieuse de décembre, pendant laquelle les industriels tremblaient devant nous, alors qu'allant à l'attaque, nous conquérions des droits nouveaux, — aujourd'hui précisément se pose à nous la question sérieuse qui passionne les masses des ouvriers du pétrole : allons-nous nous taire encore longtemps ? Notre patience a-t-elle des limites ? Et ne nous faut-il pas briser les chaînes du silence, arborer le drapeau de la grève économique générale pour nos revendications vitales ?

Jugez vous-mêmes. L'extraction de cette année s'élève à 500 millions de pouds, chiffre jamais atteint depuis quatre ans. Les prix du pétrole ne baissent nullement, puisque le prix moyen de cette année est le même que celui de l'année dernière : 21 kopeks. Le pétrole jaillissant, qui ne comporte pas de frais, est de plus en plus abondant. Le marché s'élargit de jour en jour, on renonce à la houille pour adopter le pétrole. Les livraisons de pétrole augmentent sans cesse. Cependant, plus les affaires des industriels s'améliorent, plus ils font suer de « bénéfices » aux ouvriers, et plus ils se montrent insupportables pour ces derniers, plus ils les oppriment, plus ils s'acharnent à licencier les camarades conscients et à rafler aux ouvriers leurs dernières miettes !

N'est-il pas évident, camarades, que la situation de l'industrie pétrolière devient de plus en plus favorable à une lutte générale des ouvriers du pétrole, et que les agissements provocateurs des industriels poussent inévitablement les ouvriers à cette lutte ?

En effet, camarades, de deux choses l'une : ou bien nous continuerons à tout endurer sans fin et nous serons ravalés au niveau d'esclaves muets, ou bien nous nous dresserons dans une lutte commune en faveur de nos revendications communes.

Tout notre passé et tout notre présent, notre lutte et nos vic-

toires attestent que nous choisirons la seconde voie, celle de la grève générale pour l'augmentation des salaires et la journée de huit heures, pour les cités ouvrières et l'indemnité de logement, pour les Maisons du Peuple et les écoles, pour l'assistance médicale et les indemnités aux accidentés du travail, pour les droits des comités de puits et d'usine et pour ceux des syndicats.

Et nous aurons gain de cause, camarades : en dépit d'une répression sans nom, en dépit de l'organisation croissante des industriels du pétrole, nous mettrons au pas nos patrons, comme nous l'avons fait il y a cinq ans. Pour cela, il nous faut intensifier le travail de préparation à la grève générale, renforcer nos comités de puits et d'usine, élargir nos syndicats, nous rallier autour de la social-démocratie.

La social-démocratie nous a conduit à la victoire en décembre 1904 ; c'est encore elle qui nous conduira aux victoires futures par la grève générale organisée.

Voilà ce qu'atteste l'expérience de la glorieuse lutte de décembre.

Que la date d'aujourd'hui, date du déclenchement de la grève victorieuse de décembre 1904, nous stimule à travailler, solidaires et tenaces, à la préparation de la grève générale !

Que notre commun attachement à cette date soit, pour les industriels du pétrole, le présage redoutable de la future grève générale, dirigée par la social-démocratie !

Vive la prochaine grève générale !

Vive la social-démocratie !

Le Comité de Bakou du POSDR.
13 décembre 1909.

Edité en tract.
D'après le texte du tract.

Lettres du Caucase[90]

I

BAKOU

LA SITUATION DANS L'INDUSTRIE DU PETROLE

Après un certain « apaisement » dans le pays, après la bonne récolte en Russie et la reprise dans la région industrielle du Centre, la production pétrolière accuse un certain essor. Vu le risque que comportent les grèves partielles (étant donné la féroce répression politique et l'organisation croissante des industriels), le déficit d'extraction du pétrole dû aux grèves est descendu à quelque demi-million de pouds (en 1908, il était de 11 millions de pouds et en 1907, de 26 millions). L'absence de grèves et la marche régulière de l'extraction sont des conditions favorables à l'augmentation de la quantité du pétrole jaillissant. Et la stabilité (relative) de la situation de l'industrie pétrolière lui a rendu les marchés qu'elles avait perdus ces dernières années. L'extraction du pétrole, cette année, s'est élevée à 500 millions de pouds, chiffre jamais atteint depuis quatre ans (467 millions de pouds l'an dernier). Grâce à l'augmentation de la demande de combustible liquide dans la région industrielle du Centre, et grâce à l'adoption du pétrole, au lieu de la houille du Donetz,

par les chemins de fer du Sud-Est, de Riazan-Oural et de Moscou-Kazan, les livraisons de pétrole ont, cette année, sensiblement dépassé celles de l'an dernier. Contrairement aux lamentations des industriels, les prix du pétrole ne baissent pas, mais demeurent inchangés ; en effet, le prix moyen pour cette année est le même que pour l'année dernière (21 kopeks). Quant aux forages bénis, ils ne cessent d'éclater en jaillissements, gratifiant les industriels d'une pluie de pétrole.

En un mot, les « affaires » des pétroliers s'améliorent.

Cependant, la répression économique, loin de faiblir, redouble d'intensité. On supprime « gratifications » et indemnités de logement. Le travail à trois équipes (8 heures) est remplacé par le travail à deux équipes (12 heures) ; les heures supplémentaires et les travaux à la tâche sont érigés en système. L'assistance médicale et les subventions aux écoles sont réduites au minimum (tandis que les industriels dépensent plus de 600 000 roubles par an pour la police !). Plus de cantines ni de Maisons du Peuple. Les comités de puits et d'usine, ainsi que les syndicats, sont totalement ignorés ; les licenciements des camarades conscients continuent comme auparavant. On revient aux amendes et aux voies de fait.

Les valets du pouvoir tsariste, police et gendarmerie, sont entièrement à la dévotion des rois du pétrole. Invasion d'espions et de provocateurs dans les districts pétrolifères de Bakou, déportation massive d'ouvriers pour le moindre conflit avec les industriels, abolition complète des « libertés » de fait — privilège de Bakou — et arrestations sur arrestations : tel est le tableau du travail « constitutionnel » de l'administration locale. Et cela se conçoit : en premier lieu, elle ne peut « par nature » qu'étouffer toute « liberté », si élémentaire qu'elle soit ; en second lieu, elle est obligée d'agir ainsi pour cette raison encore que l'industrie du pétrole — qui fournit au Trésor un « revenu » d'au moins 40 millions de roubles par an sous les formes de la taxe au poids, du tantième prélevé sur les terrains appartenant à l'Etat, des impôts indirects et des tarifs de transports, — « a besoin » que l'extraction s'effectue dans le calme et sans interruption. Sans compter que tout à coup dans l'industrie du pétrole il y a des répercussions fâcheuses dans la région industrielle du Centre, ce qui, à son tour, dérange les « affaires » du gouvernement. Il est vrai que celui-ci estimait nécessaire, dernièrement encore, de tolérer une certaine « liberté » dans

les districts pétrolifères et arrangeait des « conférences » entre ouvriers et industriels. Mais c'était dans le passé, alors que les chances de la contre-révolution paraissaient encore incertaines ; à ce moment, la politique de flirt avec les ouvriers était la plus avantageuse. Maintenant, la situation s'est éclaircie, la contre-révolution s'est « définitivement » installée, et une politique de répression féroce a succédé à la politique de flirt ; le pogromiste Martynov a remplacé le suave rossignol Djounkovski.

Entre-temps, les ouvriers achèvent de perdre leurs illusions sur l'efficacité des grèves partielles ; ils parlent de plus en plus résolument de la grève générale économique. Le fait que les « affaires » des industriels du pétrole s'améliorent et que, néanmoins, les brimades se multiplient indigne profondément les ouvriers et leur donne un esprit combatif. Plus on met d'énergie à leur reprendre leurs anciennes conquêtes, et plus l'idée de la grève générale mûrit dans leur cerveau, plus impatiemment ils « attendent » la « déclaration » de grève.

L'organisation a tenu compte aussi bien de la situation de l'industrie pétrolière, propice à la grève, que de l'état d'esprit des ouvriers, favorable à cette idée, et a décidé de commencer le travail de préparation à la grève générale. A l'heure présente, le Comité de Bakou est en train de consulter les masses et d'établir des revendications communes capables de rallier tout le prolétariat du pétrole. Parmi les revendications figureront sans doute : la journée de huit heures, l'augmentation des salaires, la suppression des heures supplémentaires et des travaux à la tâche, une assistance médicale plus étendue, des cités ouvrières et l'indemnité de logement, des Maisons du Peuple et des écoles, la reconnaissance des comités et des syndicats. L'organisation et son organe exécutif, le Comité de Bakou, estiment que, malgré le renforcement de la contre-révolution et l'organisation croissante des industriels du pétrole, les ouvriers auront néanmoins gain de cause s'ils opposent aux forces ennemies leur esprit d'organisation de classe, c'est-à-dire s'ils unifient les comités de puits et d'usine, développement et consolident les syndicats, se rallient autour de la social-démocratie. Le choix du moment dépend de diverses circonstances qu'il est difficile de prévoir. Pour l'instant, une chose est claire : c'est que la grève est inévitable et qu'il faut s'y préparer sans perdre « une seule minute »...

L'ADMINISTRATION AUTONOME DE LA REGION PETROLIFERE

La reprise dans l'industrie du pétrole n'est pas le seul fait important dans la vie du prolétariat de Bakou. Un autre événement non moins important est la « campagne du zemstvo » qui vient de s'ouvrir dernièrement chez nous. Nous voulons parler de l'administration autonome de la région pétrolifère de Bakou. Après les fameux « projets » du ministère de l'Intérieur sur le zemstvo des régions périphériques, et après une « circulaire » conforme du gouverneur général du Caucase sur les mesures pratiques à prendre pour instituer le zemstvo dans ce pays, les industriels se sont mis à établir un projet d'administration autonome de la région pétrolifère. Les bases du projet, qui sans aucun doute seront approuvées par le prochain congrès (le 28e) des industriels du pétrole, sont à peu près les suivantes : la région pétrolifère (Balakhany, Romany, Sabountchi, Sourakhany, Bibi-Eibat) constituera un zemstvo distinct séparé de la ville et du district appelé administration autonome de la région pétrolifère. La compétence de cette administration embrasse : l'approvisionnement en eau, l'éclairage, les ponts et chaussées, les tramways, l'assistance médicale, les Maisons du Peuple, les écoles, les abattoirs et les bains publics, les cités ouvrières, etc. L'administration autonome elle-même est organisée dans l'ensemble sur le type du « Règlement » du 12 juin 1890 [91], à cette différence près que, selon le Règlement, la moitié des sièges du zemstvo est réservée à la noblesse ; en l'occurrence, la noblesse faisant défaut, (en détachant du district la région pétrolifère, les industriels se sont prémunis contre la prépondérance des propriétaires fonciers et ont assuré leur propre prépondérance), ce nombre de sièges n'est même pas réservé à tous les industriels du pétrole, mais au 23 les plus importants d'entre eux. Sur les 46 sièges que compte l'administration autonome, 6 sont attribués aux représentants des administrations et institutions publiques ; 4 sièges à la population ouvrière, forte de 100 000 âmes ; 18 sièges aux personnes qui paient les 2/3 de tous les impôts, c'est-à-dire aux vingt-trois plus gros industriels du pétrole (le budget total est d'environ 600 000 roubles) ; 9 sièges à ceux qui paient 1/6 des impôts, c'est-à-dire à 140

ou 150 industriels moyens du pétrole, vassalisés par les gros ; les 9 sièges restants seront attribués à la petite bourgeoisie industrielle et commerciale (environ 1 400 personnes).

Comme on le voit, nous avons d'un côté des capitalistes privilégiés ; de l'autre, un zemstvo purement industriel qui servira d'arène à de violents conflits entre le Travail et le Capital.

En instituant un pareil zemstvo, les industriels veulent, en premier lieu, faire passer la plupart des fonctions culturelles et administratives de « leurs congrès » à l'administration autonome des champs pétrolifères pour convertir le « congrès » en un syndicat patronal pur et simple ; en deuxième lieu, faire participer aux dépenses destinées à couvrir les besoins de la population ouvrière, le reste de la bourgeoisie, les propriétaires des industries auxiliaires, les entrepreneurs en forage, etc. Quant à l'attribution de quatre sièges aux ouvriers, qui vont aux élections « conformément au Règlement de la IIIe Douma d'Etat » (délégués de la curie ouvrière, et puis 4 délégués), loin de représenter un sacrifice pour les industriels du pétrole, elle leur est même très avantageuse : quatre voix ouvrières pour donner du décorum) à l'administration autonome, c'est si « libéral » et si.... bon marché que les rois du pétrole ont pu facilement y consentir.

D'autre part, il n'y a pas de doute que dans la mesure où l'administration autonome réunira en un tout la bourgeoisie pétrolière et la bourgeoisie, pour ainsi dire, « auxiliaire », il faudra bien aussi qu'elle réunisse les ouvriers pétroliers et ceux des entreprises complémentaires qui étaient séparés jusqu'ici, en leur donnant la possibilité de présenter leurs revendications communes par le truchement de leurs quatre représentants.

Compte tenu de tout ce qui précède, le Comité de Bakou, dans sa résolution sur l'administration autonome des champs pétrolifères, a décidé d'utiliser l'administration autonome projetée *dans le sens d'une participation à cette dernière* pour y faire un travail de propagande en faveur des besoins économiques généraux des ouvriers et pour renforcer leur organisation.

Ensuite, pour élargir le cadre du système électoral, et étant donné que l'administration autonome de la région pétrolifère s'occupera en somme de questions qui intéressent de près les ouvriers et dont s'étaient occupés les conférences réunies jusqu'ici, — conférences où les ouvriers avaient toujours bénéficié d'un nombre de voix égal à celui des industriels du pétrole, l'organisation exige, dans sa résolution, un nombre de voix égal

pour les ouvriers au sein de l'administration autonome ; elle souligne en même temps que la lutte à l'intérieur de cette administration n'aura de force que dans la mesure où elle sera soutenue par la lutte à l'extérieur et où elle servira les intérêts de cette dernière.

En outre, compte tenu de la décision de l'assemblée provinciale — désavantageuse pour les ouvriers, — qui détache de la zone de l'administration autonome les localités de Balakhany, Sabountchi et Romany — en fait, agglomérations ouvrières, — l'organisation exige que ces dernières soient intégrées à la zone de l'administration autonome des champs pétrolifères.

Enfin, rappelant dans la partie générale de la résolution que le suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret est la condition indispensable du libre développement des administrations autonomes locales et de la libre manifestation des contradictions de classes existantes, le Comité de Bakou souligne la nécessité de renverser le pouvoir tsariste et de convoquer une Assemblée constituante nationale, condition nécessaire à l'établissement d'administrations autonomes s'inspirant d'une pensée démocratique conséquente...

L'administration autonome de la région pétrolifère en est pour l'instant au stade de formation. Le projet de la commission des industriels du pétrole doit être approuvé par leur congrès ; ensuite, il passera par les bureaux du gouverneur général, sera déposé au ministère de l'Intérieur, puis envoyé devant la Douma d'Etat, etc. Toutefois, l'organisation a décidé d'ouvrir dès maintenant une campagne, de convoquer des réunions dans les puits et les usines, afin de démasquer les industriels du pétrole, de populariser notre plate-forme dans les larges masses, de faire de la propagande en faveur de l'Assemblée constituante nationale. Dans le même but. elle ne se refusera ni à « participer » au congrès des industriels du pétrole, ni à utiliser la tribune de la Douma, en fournissant au préalable à notre groupe de l'assemblée la documentation indispensable.

LA SITUATION DE L'ORGANISATION

Etant donné certaines conditions spécifiques aux entreprises de Bakou (une certaine possibilité de se réunir, que l'administration n'a pas encore tout à fait supprimée ; l'existence de

comités de puits et d'usine), la situation de l'organisation de Bakou se distingue avantageusement de celle qu'on observe dans les autres régions de la Russie. En outre, l'existence de ce qu'on appelle les possibilités légales facilite également notre travail. Ceci étant, l'organisation possède des liaisons assez nombreuses. Mais celles-ci restent inutilisées à cause du manque de forces et de moyens. On aurait besoin de propagande orale, et surtout écrite, dans les langues tatare, arménienne et russe ; mais, faute de ressources (et de forces), on est obligé de se borner à la langue russe, alors que les ouvriers musulmans, par exemple, occupent le rôle le plus important dans la production (extraction) et qu'ils sont relativement plus nombreux que les Russes et les Arméniens. Le *Bakinski Prolétari,* (organe du Comité de Bakou) [92] édité en russe, n'a pas paru depuis trois mois, faute surtout de moyens. Dans sa dernière séance, le Comité de Bakou a adopté la proposition du Comité de Tiflis d'éditer en commun un organe rédigé, si possible, en quatre ou trois langues (russe, tatare, géorgien, arménien). Notre organisation ne compte pas plus de 300 membres (au sens strict du mot). L'union avec les camarades menchéviks (environ 100 membres) n'est pas encore passé dans le domaine de la réalisation : on se contente pour le moment de former des vœux ; mais les vœux seuls ne suffisent pas pour supprimer la scission... Le travail d'éducation se fait uniquement dans les cercles d'études de l'échelon supérieur appelés chez nous « conférences ». Le système adopté pour l'enseignement est celui des conférences. On se ressent du manque important de littérature éducative sérieuse... L'absence de liaison avec le Parti, le défaut absolu d'informations sur l'activité des organisations du Parti en Russie sont d'un mauvais effet sur la masse des adhérents. Un journal pour toute la Russie, des conférences générales du Parti organisées régulièrement et des tournées systématiques effectuées par les membres du Comité Central pourraient remédier à cet état de choses. Parmi les décisions d'organisation générale adoptées par le Comité de Bakou, les plus importantes sont les deux suivantes : sur la conférence générale du Parti et sur un organe pour toute la Russie [93]. En ce qui concerne le premier point, le Comité de Bakou estime nécessaire de convoquer au plus vite une conférence qui résoudrait les questions arrivées à maturité, principalement les questions d'organisation. Le Comité de Bakou estime qu'il est nécessaire de convoquer, parallèlement à cette

conférence, une conférence des bolchéviks pour liquider la situation anormale qui s'est créée depuis quelques mois au sein de la fraction. Quant au second point, le Comité de Bakou, constatant le manque de liaison des organisations entre elles et estimant que seul un *organe pour toute la Russie,* publié en Russie même, pourrait lier les organisations du Parti en un tout, propose au Parti de procéder à l'organisation d'un tel journal.

LES « POSSIBILITES LEGALES »

Si notre organisation est venue à bout de la crise assez facilement ; si elle n'a jamais interrompu son activité et a toujours répondu, d'une façon ou d'une autre, à toutes les questions du jour, elle le doit pour beaucoup aux « possibilités légales » qu'elle rencontre et qui subsistent jusqu'à présent. Certes, les « possibilités légales » doivent à leur tour leur existence aux conditions particulières de l'industrie du pétrole, à son rôle particulier dans l'économie nationale. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, pour le moment... Parmi les « possibilités légales » de Bakou, les comités de puits et d'usine offrent un intérêt particulier. Ces comités sont élus par tous les ouvriers de chaque entreprise sans exception et sans distinction de nationalité ni d'opinion politique. Ils ont pour fonction de négocier au nom des ouvriers avec l'administration de l'entreprise sur les questions intéressant le puits ou l'usine. Au sens strict, ils ne constituent pas encore des organisations légales, mais indirectement et de fait, ils sont pleinement légaux, puisque leur existence repose sur la « convention de décembre », dont le texte est entièrement reproduit dans les « livrets de paie » des ouvriers, édités avec l'autorisation des autorités. On conçoit l'importance de ces comités de puits et d'usine pour notre organisation : c'est par eux que cette dernière peut influencer de façon organisée toute la masse des ouvriers du pétrole ; il faut seulement que les comités défendent devant les masses les décisions prises par l'organisation. Il est vrai que le rôle des comités n'est plus aussi important à l'heure actuelle, du fait que les industriels n'en tiennent plus compte ; mais les ouvriers, eux, en « tiennent compte », et pour nous, cela prime tout...

En plus des comités, il y a aussi les syndicats, plus exactement deux syndicats : celui des « ouvriers du pétrole » (environ

900 membres) et celui des « mécaniciens » (environ 300 membres). Quant au syndicat de l' « extraction », on peut le laisser de côté, son rôle étant par trop insignifiant. Nous ne disons rien des syndicats des autres professions n'ayant pas de rapport direct avec l'industrie pétrolière, ni du syndicat illégal des marins (environ 200 membres) soumis à l'influence des socialistes-révolutionnaires, bien que ce dernier joue un rôle dans l'industrie du pétrole. Des deux syndicats nommés, le premier (influence des bolchéviks) est particulièrement populaire parmi les ouvriers. Conçu d'après le principe industriel, il groupe les ouvriers pétroliers de toutes catégories (extraction, forage, ateliers mécaniques, raffinage, manœuvres). Ce type d'organisation est dicté par les conditions de lutte qui rendent inefficace, par exemple, une grève des ouvriers des ateliers mécaniques, indépendamment des ouvriers de l'extraction, etc. Les ouvriers l'ont compris *, et ils commencent à quitter en masse le syndicat des « mécaniciens ». En effet, ce syndicat (soumis à l'influence des menchéviks) est conçu sur la base du métier et repousse le principe industriel, en recommandant, au lieu d'un seul syndicat commun, trois syndicats distincts (mécaniciens, ouvriers de l'extraction, ouvriers des raffineries). Mais le principe de l'organisation par métier a depuis longtemps été réfuté par la pratique de Bakou. C'est là, entre autres, ce qui explique le déclin progressif du syndicat des « mécaniciens ». Au reste, les dirigeants du syndicat le reconnaissent eux-mêmes en admettant comme membres des ouvriers non mécaniciens et en dérogeant ainsi à leur propre principe. N'était le faux amour-propre des dirigeants en question, le syndicat des « mécaniciens » aurait depuis longtemps reconnu ouvertement son erreur et fusionné avec celui des « ouvriers du pétrole ».

A propos de la fusion. Voilà deux ans que des « pourparlers » sont engagés sur la fusion des syndicats, mais pour le moment ils n'ont pas abouti et cela parce que : 1° les dirigeants menchéviks freinent sciemment la fusion, par crainte d'être noyés dans la majorité bolchévik ; 2° les fractions sous l'influence desquelles

* Dmitriev, lui, ne l'a pas encore compris. Dans son livre : *Enseignements de la pratique du mouvement syndical*, il « démontre » la nécessité de trois syndicats sur la base d'une « analyse » non pas des conditions de la lutte des ouvriers pétroliers, mais... de la technique du travail : les professions, dit-il sont différentes ; les syndicats doivent donc être différents, eux aussi... (*J. S.*).

agissent les syndicats n'ont pas encore elles-mêmes réalisé l'unité. Et puis avec qui faire l'unité ? Les 80 ou 100 « membres » que l'on compte peut-être chez les menchéviks ne sont pas encore unis eux-mêmes. Depuis huit mois au moins, nous n'avons pas eu connaissance d'un seul tract, d'une seule intervention du « collectif dirigeant » menchévik, bien que pendant cette période les districts pétrolifères aient connu des campagnes aussi importantes que celle de la grève générale, celle du zemstvo, celle du mouvement antialcoolique, etc. Pratiquement, l'organisation menchévik est absente, liquidée. A parler franc, il n'y a personne avec qui faire l'unité. Or, un pareil état de choses freine naturellement la fusion des syndicats...

Les deux syndicats sont sans-parti. Mais cela ne les empêche pas d'entretenir les relations les plus étroites avec l'organisation du Parti.

L'influence des syndicats sur les masses n'est pas négligeable, surtout celle du syndicat des « ouvriers du pétrole ». Et cela, évidemment, contribue à rassembler les éléments les plus actifs autour de notre organisation.

Parmi les autres « possibilités légales », sur lesquelles il vaut la peine de prêter attention, il y a les clubs (influence social-démocrate) et la coopérative de consommation Troud [94] (influence social-démocrate et socialiste-révolutionnaire) comme centres de rassemblement des éléments les plus actifs du prolétariat de Bakou. De leurs rapports avec l'organisation du Parti, notamment en ce qui concerne le club Znanié-Sila [95] qui fonctionne dans tous les districts pétrolifères (le club Naouka ne fonctionne qu'en ville), on peut répéter ce qui a été dit des syndicats...

Les quinze derniers jours ont été pris par la campagne contre l'alcoolisme, qui a nécessité l'effort de presque tous les appareils légaux. La position du Comité de Bakou sur ce problème a été exprimée dans sa résolution. L'alcoolisme y est considéré comme un mal inévitable en régime capitaliste et qui ne peut être supprimé qu'avec la chute du capitalisme et le triomphe du socialisme. De plus, l'actuel régime féodal et autocratique, en ravalant les ouvriers et les paysans à l'état d'esclaves privés de tout droit et en leur enlevant la possibilité de satisfaire leurs besoins culturels, contribue puissamment à propager l'alcoolisme parmi les couches laborieuses. Sans compter que les représentants du « pouvoir » l'encouragent directement comme étant une source

de revenus pour le fisc. Dans ces circonstances, le Comité de Bakou affirme que ni les sermons des « libéraux » qui organisent des congrès de lutte contre l'alcoolisme et des « sociétés de tempérance », ni les prêches des popes ne pourront atténuer, et à plus forte raison supprimer l'alcoolisme, enfanté par l'inégalité des conditions et aggravé encore par le régime autocratique. Dans le cadre du régime capitaliste, seule est possible et nécessaire la lutte qui s'assigne pour objectif non pas la suppression de l'alcoolisme, mais sa réduction au minimum. Mais pour que cette lutte aboutisse, il est indispensable de commencer par renverser le pouvoir tsariste et conquérir la république démocratique, ce qui permettra de développer librement la lutte de classes et d'organiser le prolétariat dans les villes et les campagnes, d'élever son niveau culturel et de préparer amplement ses forces à la grande lutte pour le socialisme. Le Comité de Bakou voit dans le prochain congrès pour la lutte contre l'alcoolisme [96] un moyen de propagande pour défendre les revendications démocratiques et socialistes du prolétariat de Russie, et il charge notre délégué de lutter contre les membres opportunistes du congrès qui escamotent les objectifs de classe du prolétariat...

20 décembre.

Publié pour la première fois dans *Le Social-Démocrate*, n° 11, 13 (26) février 1910.
Signé : K. S.
D'après le texte du journal.

Le texte du chapitre « *Les possibilités légales* » date du 20 décembre 1909 et est conforme au manuscrit.
Signé : K. Stefine.

II

TIFLIS

Du point de vue du développement de l'industrie, Tiflis offre un contraste absolu avec Bakou. Si Bakou présente de l'intérêt comme centre de l'industrie pétrolière, Tiflis ne peut être intéressant qu'au titre de centre administratif, commercial et « culturel » du Caucase. On y trouve en tout environ 20 000 ouvriers d'industrie, c'est-à-dire moins que de soldats et de policiers. Une seule grosse entreprise : les ateliers de chemins de fer (près de 3 500 ouvriers). Dans les autres entreprises, on compte 200, 100 et, le plus souvent, 40 ou 20 personnes. En revanche, les établissements de commerce, et le « prolétariat commercial » qui y est attaché, fourmillent littéralement. Dépendant faiblement des grands marchés de Russie, toujours animés et fiévreux, Tiflis est voué à la stagnation. L'absence des conflits de classe violents, qui sont l'apanage des grands centres industriels, fait de cette ville une sorte de marais qui attend une impulsion du dehors. Ainsi justement s'explique que le menchévisme, le véritable menchévisme « de droite », se soit maintenu si longtemps à Tiflis. Ce n'est pas comme à Bakou où la position de classe nettement marquée des bolchéviks trouve un vif écho parmi les ouvriers !

Ce qui « va de soi » à Bakou, ne devient clair à Tiflis qu'à l'issue de longues discussions; on digère difficilement les discours intransigeants des bolchéviks. C'est ce qui explique le « penchant particulier » des bolchéviks de Tiflis à la discussion et au contraire le désir des menchéviks de « se débarrasser » autant que possible des discusions. Mais de ce qui précède la seule

conclusion à tirer est que le travail d'éducation socialiste du prolétariat de Tiflis, qui incombe aux social-démocrates révolutionnaires, prendra très souvent et inévitablement la forme d'une lutte idéologique contre le menchévisme. Aussi est-il particulièrement intéressant d'analyser, même de façon sommaire, l'atmosphère idéologique qu'il convient de combattre avant tout et que créent les menchéviks de Tiflis, encore prépondérants dans cette ville. Cette atmosphère peut être qualifiée de liquidatrice ; liquidatrice en ce qui concerne non seulement l'organisation, mais aussi la tactique et le programme. C'est donc par la définition de cette atmosphère que nous commencerons notre rapide aperçu de la situation du Parti à Tiflis.

LIQUIDATEURS EN MATIERE DE PROGRAMME

La presse menchévik géorgienne est le lieu où se reflète leur « opinion publique ». Le credo des menchéviks de Tiflis est exposé dans les articles intitulés : « Questions du jour » (voir les n°s de l'*Azri* et du *Dassatskissi* [97]). L'auteur en est le camarade *Ane* [98], un des menchéviks les plus influents de la ville.

Analysons ces articles qui ont idéologiquement préparé le courant de liquidation à Tiflis.

L'auteur entreprend une « révision de toutes les valeurs » et en arrive à la conclusion que le Parti (les bolchéviks surtout) a fait fausse route en ce qui concerne certaines de ses thèses en matière de programme et surtout en matière de tactique. A l'en croire, il faudrait « changer radicalement toute la tactique du Parti » pour rendre possible « l'union des forces de la bourgeoisie et du prolétariat », seul gage de la victoire de la révolution. Mais laissons parler l'auteur.

> Les bolchéviks ont cherché à démontrer qu'il [le prolétariat] doit réaliser (dans la révolution bourgeoise) son programme minimum intégral. Pourtant la réalisation de la partie sociale de ce minimum aurait, en définitive, entravé la production bourgeoise, provoqué la protestation de toute la bourgeoisie, et déclenché une grandiose contre-révolution... Qui osera affirmer que l'application de la journée de huit heures est conforme aux intérêts de la bourgeoisie d'aujourd'hui, faiblement développée ? [Il est clair que] la réalisation du programme minimum des bolchéviks n'est que pure rhétorique. (Voir l'*Azri*, n° 17, février 1908).

Bien entendu, les bolchéviks n'ont pas été les seuls à parler de la réalisation intégrale du programme minimum, et l'histoire n'a connaissance d'aucun programme minimum bolchévik, hormis le programme général du Parti ; mais, en l'occurrence, ce n'est pas cela qui nous intéresse. Ce qui importe, c'est qu'étant donné le « faible développement de la bourgeoisie » et le danger contre-révolutionnaire qui en découle, notre auteur part en guerre contre la « partie sociale » du programme, « pure rhétorique » selon lui et qui apparemment doit disparaître.

On ne trouvera chez le camarade *Ane* aucune analyse de la situation réelle de l'industrie (sans nul doute le camarade *Ane* s'exprime incorrectement lorsqu'il appelle « faible développement de la bourgeoisie » le caractère arriéré de l'industrie. *K. St.*), aucun chiffre, aucune donnée quelque peu sérieuse. Il part simplement de cette thèse gratuite que la bourgeoisie ne tolérera pas la journée de huit heures ; or, la victoire de la révolution est impossible sans « l'union des forces du prolétariat et de la bourgeoisie » ; donc, à bas « la partie sociale » du programme...

Nous n'allons pas démontrer l'absurdité des affirmations de l'auteur, affirmations avancées à tout bout de champ contre les social-démocrates par les libéraux de notre temps. Selon nous, il suffit simplement de les mentionner pour qu'on saisisse aussitôt la physionomie des menchéviks de Tiflis...

Mais notre auteur ne part pas en guerre uniquemnt contre la « partie sociale » du programme. Il n'épargne pas davantage sa partie politique, encore qu'il ne l'attaque pas aussi directement, aussi ouvertement. Écoutons-le :

> La lutte du seul prolétariat ou de la seule bourgeoisie * ne brisera en aucun cas la réaction... Il est évident que l'union de leurs forces, telle ou telle combinaison de ces forces et leur marche vers un but commun sont le *seul moyen* [souligné par nous] de remporter la victoire sur la réaction... La défaite de la réaction, la conquête de la Constitution et la mise en pratique de cette dernière dépendent de l'union consciente des forces de la bourgeoisie et du prolétariat et de leur marche vers un but commun... [Ceci étant], le prolétariat doit avancer de façon à ne pas affaiblir le mouvement

* Par « bourgeoisie » l'auteur entend partout la « moyenne » bourgeoisie libérale, « dont les idéologues sont les cadets ». *K. St.* (*J.S.*)

> général par son intransigeance. [Mais comme] la revendication immédiate de la bourgeoisie ne peut être qu'une Constitution modérée, il est évident que le prolétariat a pour devoir de renoncer à sa « Constitution radicale » à lui, s'il ne veut pas « affaiblir le mouvement général par son intransigeance » et entraver « la marche consciente des forces de la bourgeoisie et du prolétariat vers un but commun » ; en un mot s'il ne veut pas préparer la victoire de la contre-révolution. (Voir le *Dassatskissi* n° 4, 1908).

La conclusion est claire : à bas la république démocratique, vive le « mouvement général » et ...« la Constitution modérée », bien entendu « dans l'intérêt de la victoire » de la révolution...

Nous sommes en présence, on le voit, d'une mauvaise paraphrase de l'article bien connu de l'ex-social-démocrate Vassiliev, paru en 1906 dans le *Tovarichtch,* sur « l'union des classes », l'abandon momentané des objectifs de classe du prolétariat, le renoncement à la république démocratique, etc. Toute la différence est que Vassiliev parlait carrément, clairement, tandis que le camarade *Ane* a honte de parler avec assez de clarté.

Nous n'avons aujourd'hui ni le temps ni l'envie d'analyser tout ce balbutiement libéral, depuis longtemps analysé et apprécié à fond par la presse social-démocrate russe. Nous tenons seulement à appeler les choses par leur nom : les exercices sur le programme auxquels se livre notre auteur et que les menchéviks de Tiflis ont accepté comme un « nouveau » manifeste de fraction, constituent la liquidation du programme minimum du Parti, liquidation qui exige l'adaptation de notre programme à celui des cadets.

Du « nouveau » programme des menchéviks de Tiflis, passons à leur « nouvelle tactique ».

LIQUIDATEURS EN MATIERE DE TACTIQUE

Le camarade *Ane* est particulièrement mécontent de la tactique du Parti, qu'il faut, selon lui, « changer radicalement » (voir le *Dassatskissi* n° 4). Aussi consacre-t-il la plupart de ses articles à la critique de cette tactique. Il s'attaque particulièrement à la célèbre « formule de Plékhanov » (« La révolution en Russie vaincra en tant que mouvement ouvrier ou bien elle ne vaincra pas du tout » [99]) en l'identifiant à la thèse sur l'hégémonie du prolétariat, et il décide qu'elle ne résiste pas à la

critique. Cette « formule », il propose de la remplacer par une « nouvelle » (une bien vieille !) thèse sur « l'union des forces de la bourgeoisie et du prolétariat » dans l'intérêt du « mouvement général »... « vers un but commun ». Ecoutez :

> La thèse sur le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution bourgeoise n'est justifiée ni par la théorie de Marx, ni par les faits historiques.

Référence à la théorie :

> Le prolétariat ne peut édifier de ses propres mains le régime social de ses propres ennemis. Par conséquent, la direction de la révolution bourgeoise par le prolétariat est une impossibilité.

Référence aux faits historiques :

> Notre révolution était en même temps notre mouvement ouvrier; néanmoins, la révolution n'a pas vaincu. Il est clair que la formule de Plékhanov ne s'est pas confirmée. (Voir l'*Azri* n. 17).

Voilà qui est clair et net. Il ne reste qu'à plaindre la social-démocratie allemande qui, dans son message de salutations au Congrès de Londres, reconnaissait déjà (par légèreté, sans doute!) que le rôle dirigeant du prolétariat dans notre révolution est pleinement justifié tant « par la théorie de Marx » que « par les faits historiques ». Pour ne rien dire de notre (malheureux !) Parti...

Par quoi donc notre auteur remplace-t-il le rôle dirigeant du prolétariat ? Que propose-t-il en échange ?

> La lutte du seul prolétariat, *dit le camarade Ane,* ou de la seule bourgeoisie ne brisera en aucun cas la réaction... Il est évident que l'union de leurs forces, telle ou telle combinaison de ces forces et leur marche vers un but commun sont le seul moyen de remporter la victoire sur la réaction. [Ceci étant] le prolétariat doit avancer de façon à ne pas affaiblir le mouvement général par son intransigeance... (Voir le *Dassatskissi* n° 4). [Car nous assure l'auteur], *plus faible* est la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, et *plus victorieuse* [tout ce qui est souligné l'est par nous. *K. St.*] est la révolution bourgeoise, toutes choses égales d'ailleurs, bien entendu. (Voir l'*Azri* n° 15.)

Quelles sont ces « choses égales d'ailleurs » dont parle l'auteur ? Allah seul le sait. Un point est clair : il prêche l'affaiblissement de la lutte de classes dans l'intérêt... de la révolution. La thèse confirmée par l'expérience de toute notre révolution, selon laquelle la victoire de cette révolution sera d'autant plus complète qu'elle s'appuiera davantage sur la lutte de classe du prolétariat conduisant à sa suite la paysannerie pauvre contre les grands propriétaires fonciers et les bourgeois libéraux, cette thèse est restée pour notre auteur un livre scellé de sept sceaux. « L'union des forces du prolétariat avec les forces de la bourgeoisie », voilà, pour le camarade *Ane,* le seul gage du triomphe de la révolution.

Mais qu'est-ce donc que cette bourgeoisie sur laquelle notre auteur fonde tant d'espoirs ? Ecoutez :

> Les réactionnaires, *dit notre auteur,* luttent avec une énergie particulière contre le parti cadet... car... les futurs maîtres de la Russie sortiront de cette même classe moyenne dont l'idéologie est exprimée par les cadets. Seule la bourgeoisie moyenne, mûre pour la domination, est capable d'arracher le pouvoir d'Etat aux réactionnaires ; cette classe étant le concurrent direct des réactionnaires, voilà pourquoi ils la craignent par-dessus tout. [En général] dans toutes les révolutions, la caste réactionnaire ne craignait pas tant les révolutionnaires que la bourgeoisie *modérée.* Pourquoi ? Parce que, seule, cette classe peut prendre des mains de l'ancien régime les rênes du gouvernement, comme nous l'avons dit plus haut. Par conséquent, c'est cette classe qui est appelée, grâce à sa constitution *modérée,* à rendre le nouveau régime acceptable pour l'immense majorité et à supprimer ainsi sa base à la réaction (Voir l'*Azri* n° 24). [Mais comme] la bourgeoisie ne pourra instaurer un nouveau régime sans le prolétariat, il faudra que le prolétariat soutienne l'opposition bourgeoise (Voir le *Dassatskissi* n° 4).

Ainsi c'est la bourgeoisie cadet « modérée », qui sauvera, paraît-il, notre révolution.

Et la paysannerie, quel est son rôle dans la révolution ?

> Bien entendu, *dit notre auteur,* la paysannerie se mêlera au mouvement et lui conférera un caractère spontané ; mais le rôle décisif n'appartiendra qu'aux deux classes modernes : la bourgeoisie modérée et le prolétariat (Voir le *Dassatskissi* n° 4).

Ainsi, on ne doit pas trop compter, paraît-il sur la paysannerie.

A présent tout est clair. Pour faire triompher la révolution, il faut une bourgeoisie cadet modérée avec une constitution modérée. Mais elle est incapable de vaincre à elle seule, il lui faut l'aide du prolétariat. Le prolétariat doit l'aider, car lui n'a personne, pas même la paysannerie, sur qui compter, hormis la bourgeoisie modérée. Mais pour cela, il doit renoncer à son intransigeance et, après avoir tendu la main à la bourgeoisie modérée, engager la lutte commune pour la Constitution modérée des cadets. Le reste viendra naturellement. Le Parti fait fausse route en voyant le gage du triomphe de la révolution dans la lutte des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie modérée et les féodaux.

En un mot, au lieu du rôle dirigeant du prolétariat entraînant à sa suite les paysans, c'est le rôle dirigeant de la bourgeoisie cadet, menant par le bout du nez le prolétariat.

Telle est la « nouvelle » tactique des menchéviks de Tiflis.

Point n'est besoin, selon nous, d'analyser toutes ces plates vieilleries libérales. Il est simplement indispensable de marquer que la « nouvelle » tactique des menchéviks de Tiflis constitue la liquidation de la tactique du Parti confirmée par la révolution, une liquidation qui exige que le prolétariat se transforme en appendice de la bourgeoisie cadet modérée.

La Feuille de discussion (Supplément au *Social-Démocrate*), n° 2, 25 mai (7 juin) 1910.
Signé : K. S.

Résolutions adoptées par le Comité de Bakou

le 22 janvier 1910

(En vue de la prochaine conférence générale du Parti)

I. LA PROPAGANDE POLITIQUE ET L'UNIFICATION EFFECTIVE DU PARTI.

L'état d'abattement et de torpeur qui s'était emparé un temps des forces motrices de la révolution russe commence à disparaître.

La faillite de la politique du pouvoir tsariste dans les Balkans, en Perse et en Extrême-Orient ; les efforts comiques du gouvernement pour calmer les paysans à l'aide de la loi du 9 novembre [100], qui prive de terre les pauvres et enrichit les riches ; l'insuffisance totale de la « politique ouvrière » du gouvernement qui frustre les ouvriers des libertés élémentaires et les livre aux rapaces du Capital ; l'endettement sans cesse accru du Trésor et la vente partielle de la Russie au Capital étranger ; la complète désorganisation des appareils administratifs, qui s'est traduite par les vols des intendants et des affairistes des chemins de fer, par le chantage des polices de sûreté, par les escroqueries des services de l'Okhrana, etc. ; tout cela qui rend évidente aux yeux des masses l'incapacité de la contre-révolution de maîtriser les forces somnolentes de la révolution, contribue au regain d'activité que l'on remarque depuis quelques mois parmi les ouvriers,

éveille chez eux de l'intérêt pour la vie politique du pays, fait naître des questions : que faire ? ou aller ? etc.

Une question brûlante se pose devant le Parti : la nécessité d'une large propagande de Parti. Les tentatives des contre-révolutionnaires libéralisants, — qui jouissent de la liberté de la presse — pour apprivoiser les masses au moyen de « sociétés » et de « congrès » légaux, et pour saper parmi elles l'influence de la social-démocratie, transforment la question sur la nécessité de la propagande politique de partie en une question de vie et de mort pour le Parti.

Cependant, l'isolement de nos organisations les unes des autres et l'absence d'un centre pratique (dirigeant), qui fonctionnerait régulièrement en Russie et unirait effectivement les organisations locales en un seul parti, excluent la possibilité de la réalisation d'une propagande politique ayant vraiment un caractère de Parti (et non un caractère artisanal, un caractère de groupe) ; elles mettent le Parti dans l'impossibilité d'opposer quoi que ce soit de sérieux aux attaques systématiques des « libéraux » et elles déconsidèrent ainsi le Parti aux yeux des ouvriers.

Sans parler de ce qu'est la situation, qui au lieu d'entraîner à l'utilisation des « possibilités légales », peut amener l'utilisation la plus effective par des « possibilités légales » des organisations illégales, disséminées et par conséquent faibles, évidemment, au détriment des intérêts de la social-démocratie.

Pour toutes ces raisons, le Comité de Bakou estime que l'élaboration des mesures propres à consolider effectivement le Parti et aussi, par conséquent, à permettre la réalisation d'une propagande politique de Parti, est une question primordiale et pressante.

Le Comité de Bakou estime qu'il faut inscrire en tête des mesures indispensables :

1° le transfert du centre pratique (dirigeant) en Russie ;

2° l'organisation d'un journal dirigeant pour toute la Russie, journal qui, lié aux organisations locales et paraissant en Russie, sera rédigé par le centre pratique mentionné ;

3° l'organisation d'organes de presse locaux dans les principaux centres du mouvement ouvrier (Oural, bassin du Donetz, Pétersbourg, Moscou, Bakou, etc.).

Le Comité de Bakou est fermement convaincu que l'application des mesures ci-dessus indiquées pourrait unir dans le Parti

social-démocrate tous les éléments véritablement attachés au Parti, sans distinction de fractions, créerait la possibilité d'une ample propagande politique et faciliterait notablement l'utilisation étendue des « possibilités légales » en vue d'élargir et de consolider notre Parti.

En conséquence, le Comité de Bakou propose au Comité central du Parti de convoquer sans délai une conférence générale du Parti, pour lui soumettre les questions ci-dessus indiquées.

II. LA REPRESENTATION A LA PROCHAINE CONFERENCE GENERALE DU PARTI

Le Comité de Bakou, après avoir examiné le plan d'organisation (« La tâche immédiate », n° 50 du *Prolétari*) pour la convocation d'une conférence générale du Parti, estime que doivent y prendre part (en dehors de la représentation établie) des représentants des organisations illégales du Parti qui existent et fonctionnent réellement, et que l'attention principale doit être réservée aux grands centres où sont concentrés des masses considérables du prolétariat.

La nécessité d'une pareille représentation n'est pas à démontrer (voir la résolution spéciale sur l'ordre du jour de la conférence).

Tout en reconnaissant la nécessité d'une composition élargie de la conférence, le Comité de Bakou néanmoins se prononce résolument contre une représentation particulière des groupes travaillant dans les « organisations » légales.

Le Comité de Bakou estime qu'une représentation particulière de ces groupes n'apportera rien de substantiel aux travaux de la conférence, aussi bien dans le cas où le groupe adhère à l'organisation locale du Parti et se soumet à sa direction, que dans le cas où le groupe se dit seulement social-démocrate, sans reconnaître la direction de l'organisation locale. Dans le premier cas, la représentation de l'organisation du Parti écarte la nécessité de toute autre représentation particulière quelle qu'elle soit. Dans le second cas, une représentation particulière contredit la nature même de la conférence qui doit absolument être une conférence à caractère de parti.

Edité en tract.
D'après le texte du tract.

Auguste Bebel, dirigeant des ouvriers allemands

Qui ne connaît Bebel, le dirigeant éminent des ouvriers allemands, autrefois « simple » tourneur, aujourd'hui homme politique célèbre ; celui dont la critique, assénée comme des coups de marteau-pilon, a fait reculer plus d'une fois les « têtes couronnées » et les savants patentés ; celui qui, comme un prophète, se fait écouter des millions de prolétaires d'Allemagne ?

Le 22 février de cette année, il a eu 70 ans.

Ce jour-là, le prolétariat combattant de toute l'Allemagne, le Bureau socialise international, les ouvriers organisés de tous les pays du globe ont solennellement célébré le 70e anniversaire du vieux Bebel.

Qu'est-ce qui a valu à Bebel cet honneur ? Qu'a-t-il fait pour le prolétariat ?

Comment Bebel s'est-il élevé du fond des masses ouvrières ? Comment, de « simple » tourneur, est-il devenu le grand combattant du prolétariat mondial ?

Quelle est l'histoire de sa vie ?

L'enfance de Bebel s'est écoulée dans la misère et les privations. A l'âge de 3 ans, il perd son père nourricier, un sous-officier pauvre et tuberculeux. Pour donner à ses enfants un autre soutien, la mère de Bebel se remarie cette fois avec un gardien de prison. De la caserne où elle logeait jusqu'à présent, elle vient s'installer avec ses enfants dans les bâtiments de la prison.

Mais au bout de trois ans son second mari meurt aussi. Restée sans soutien, la famille rentre au pays, dans un trou de

province, où elle vit dans la faim. Bebel, parce qu'il est pauvre, est admis à l' « école des pauvres », qu'il termine avec succès à l'âge de 13 ans. Mais un an avant la fin de ses études, un nouveau malheur l'atteint : il perd sa mère, son dernier appui. Orphelin de père et de mère, livré à lui-même, sans possibilité de poursuivre son instruction, Bebel entre comme apprenti chez un tourneur de sa connaissance.

Et c'est une vie monotone qui commence, une vie de forçat. De cinq heures du matin à sept heures du soir, Bebel est à l'atelier. Les livres apportent dans sa vie une certaine diversité, à la lecture desquels il consacre tout son temps libre. Pour cela, il s'abonne à la bibliothèque locale, pour les cinq ou six kopeks qu'il gagne par semaine, en allant chercher de l'eau tous les matins pour sa patronne avant de commencer le travail.

Il est clair que la misère et les privations, loin de briser le jeune Bebel et de tuer en lui l'aspiration à la lumière, ont trempé encore davantage sa volonté, avivé sa soif de savoir, suscité en lui des questions auxquelles il cherchait avidement réponse dans les livres.

C'est ainsi que se formait dans la lutte contre l'indigence le futur combattant infatigable de l'émancipation du prolétariat.

A dix-sept ans, Bebel achève son apprentissage et entre dans la vie comme tourneur indépendant. A dix-sept ans, il assiste à une réunion ouvrière à Leipzig, où il écoute les discours des ouvriers socialistes. C'est la première réunion où Bebel se trouve en présence d'orateurs ouvriers. Bebel n'est pas encore socialiste, il sympathise avec les libéraux mais il se réjouit sincèrement de l'intervention indépendante des ouvriers ; il les envie et il brûle du désir de devenir comme eux un orateur ouvrier.

Dès lors, une vie nouvelle commence pour Bebel : sa voie est tracée. Il adhère aux organisations ouvrières et y travaille avec ardeur. Bientôt, il devient influent ; on l'élit au comité des syndicats ouvriers. En militant dans les syndicats, il combat les socialistes et fait cause commune avec les libéraux ; mais, au cours de sa lutte contre les socialistes, il se convainc peu à peu que ce sont eux qui ont raison.

A 25 ans, il est déjà social-démocrate. La renommée de Bebel grandit si vite qu'au bout d'un an (1867), il est élu président du Comité des syndicats et le premier des députés ouvriers au Parlement.

C'est ainsi que, luttant avec succès, surmontant pas à pas

les obstacles qui l'entourent, Bebel s'élève enfin du fond des masses laborieuses pour devenir le dirigeant des ouvriers allemands en lutte.

Dès lors, Bebel s'affirme ouvertement pour la social-démocratie. Son but immédiat, c'est de faire la guerre aux libéraux, d'arracher les travailleurs de leur influence, d'unir les ouvriers dans leur propre Parti ouvrier social-démocrate.

Bebel atteint son objectif l'année suivante (1868), au Congrès de Nuremberg. L'attaque habile et implacable qu'il lance à ce Congrès aboutit à la défaite totale des libéraux et c'est sur les ruines du libéralisme que naît la social-démocratie allemande.

L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, disait Bebel au Congrès ; c'est pourquoi les ouvriers doivent rompre avec les libéraux bourgeois et s'unir dans leur propre parti ouvrier ; et l'immense majorité du Congrès, à l'encontre d'une poignée de libéraux, reprit à sa suite les grandes paroles de Karl Marx.

Pour la libération totale des ouvriers, il est indispensable que les ouvriers de tous les pays s'unissent, disait Bebel ; c'est pourquoi il faut adhérer à l'Association internationale des travailleurs ; et la majorité du Congrès, unanime, reprit à sa suite les paroles du grand éducateur.

C'est ainsi que naquit le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne. Bebel en fut l'accoucheur.

Depuis lors, la vie de Bebel se confond avec la vie du Parti, ses peines et ses joies, avec les peines et les joies du Parti. Bebel lui-même devient l'aimé et l'animateur des ouvriers allemands ; car on ne peut s'empêcher, camarades, d'aimer l'homme qui a tant fait pour apprendre aux ouvriers à marcher par eux-mêmes, pour les émanciper de la tutelle des libéraux bourgeois et leur donner leur propre Parti ouvrier.

L'année 1870 soumit le jeune Parti à une première épreuve. La guerre contre la France commençait ; le gouvernement allemand exigeait des crédits de guerre au parlement dont Bebel était membre ; il fallait prendre nettement position pour ou contre la guerre. Bebel comprenait, bien entendu que la guerre n'était avantageuse qu'aux ennemis du prolétariat. Mais voilà qu'une fièvre patriotique s'empare de toutes les couches de la société allemande, depuis les bourgeois jusqu'aux ouvriers : le refus d'accorder les crédits au gouvernement est qualifié de trahison de la patrie. Bebel, sans tenir compte des préjugés

« patriotiques », sans craindre d'aller contre le courant, déclare publiquement du haut de la tribune parlementaire : comme socialiste et comme républicain, je suis non pas pour la guerre, mais pour la fraternité des peuples ; non pas pour la haine contre les ouvriers français, mais pour l'union de nos ouvriers allemands avec eux. Reproches, railleries, mépris ; telle fut, même de la part des ouvriers, la réponse à la courageuse intervention de Bebel. Mais lui, fidèle aux principes du socialisme scientifique, ne baisse pas pavillon un seul instant devant les préjugés de ses frères, au contraire, il s'efforce par tous les moyens de les élever à la claire conscience du caractère néfaste de la guerre. Par la suite, les ouvriers comprirent leur erreur et n'en aimèrent que davantage leur ferme et solide Bebel. En revanche, le gouvernement le gratifia de deux années de prison, et là, sans perdre de temps, il écrivit son célèbre ouvrage : *La Femme et le socialisme.*

La fin de la période de 1870-1880 et la période 1880-1890 apportent au Parti de nouvelles épreuves. Alarmé par les progrès de la social-démocratie, le gouvernement allemand promulgue les « lois d'exception contre les socialistes », détruit les organisations du Parti et des syndicats, interdit tous les journaux social-démocrates, sans exception, liquide la liberté de réunion et d'association, rejette dans la clandestinité le Parti social-démocrate, hier encore légal. Par toutes ces mesures, le gouvernement voulait provoquer la social-démocratie à des manifestations avortées et funestes, la démoraliser et la détruire. Il fallait une fermeté particulière et une exceptionnelle perspicacité pour ne pas perdre la tête, changer à temps de tactique et s'adapter avec intelligence aux conditions nouvelles. Beaucoup de social-démocrates qui cédèrent à la provocation et donnèrent dans l'anarchisme. D'autres s'aplatirent complètement et s'abaissèrent jusqu'aux libéraux. Bebel, lui, resta invariablement à son poste, encourageant les uns, modérant la fougue étourdie des autres, dénonçant le verbiage de troisièmes et orientant habilement le Parti dans la voie véritable, en avant, toujours en avant. Dix ans plus tard, le gouvernement dut céder à la force croissante du mouvement ouvrier : il abrogea les « lois d'exception ». La ligne de Bebel s'était révélée la seule juste.

La fin de la période de 1890-1900 et le début du XXe siècle apportèrent encore une autre épreuve au Parti. Encouragés

par l'essor industriel et la facilité relative des victoires économiques, les éléments modérés de la social-démocratie se mirent à nier la nécessité de la lutte de classe intransigeante et de la révolution socialiste. Nous n'avons besoin ni d'intransigeance ni de révolution, disaient-ils ; c'est de la collaboration de classes dont nous avons besoin, ce sont des ententes avec la bourgeoisie et le gouvernement, pour replâtrer ensemble le régime existant ; votons donc le budget du gouvernement bourgeois, participons au gouvernement bourgeois existant. C'est ainsi que les modérés sapaient les fondements du socialisme scientifique, la tactique révolutionnaire de la social-démocratie. Bebel comprit tout le danger de la situation et avec les autres dirigeants du Parti, il déclara aux modérés une guerre implacable. Au Congrès de Dresde (1903), il bat à plate couture Bernstein et Vollmar, dirigeants allemands des modérés, et proclame la nécessité des méthodes révolutionnaires de lutte. L'année suivante, à Amsterdam, devant les socialistes de tous les pays, il bat cette fois le dirigeant international des modérés, Jean Jaurès, en proclamant une fois de plus la nécessité d'une lutte intransigeante. Depuis lors, il ne laisse plus de répit aux « ennemis modérés du Parti », leur infligeant défaite sur défaite à Iéna (1905), à Nuremberg (1908). Résultat : le Parti sort de cette lutte intérieure uni et fort, admirablement affermi, infiniment grandi, et redevable de tout cela principalement à ce même Auguste Bebel...

Mais Bebel ne se contente pas d'une activité à l'intérieur du Parti. Ses discours retentissants au parlement allemand, qui cinglent les hobereaux encroûtés, arrachent le masque aux libéraux, clouent au pilori le « gouvernement impérial » ; ses longues années d'activité dans les syndicats, tout cela atteste que Bebel, fidèle gardien des intérêts du prolétariat, apparaît partout où la bataille fait rage, où l'on a besoin de son impétueuse énergie prolétarienne.

Voilà pourquoi les socialistes d'Allemagne et de tous les pays ont tant d'estime pour Bebel.

Certes, Bebel a fait des erreurs — qui n'en commet pas ? (seuls les morts ne se trompent pas) — mais toutes ses menues erreurs pâlissent en comparaison de ses grands mérites envers le Parti, qui, aujourd'hui, après quarante-deux ans d'une direction assurée par Bebel, compte plus de 600 000 membres, a près de deux millions d'ouvriers syndiqués, jouit de la confiance de

trois à quatre millions d'électeurs, déclenche, d'un seul geste, des manifestations de centaines de milliers de personnes en Prusse.

Fait significatif : les fêtes du jubilé de Bebel ont coïncidé avec la période où s'est affirmée avec le plus d'éclat la puissance de la social-démocratie allemande, avec ces journées où se sont déroulées à travers la Prusse des manifestations en faveur du suffrage universel, organisées de façon exemplaire et entraînant des foules innombrables.

Bebel peut à juste titre dire qu'il n'a pas travaillé en vain.

Telles sont la vie et l'œuvre du vieux Bebel. Oui, bien vieux par les années, mais infiniment jeune de cœur, étant à son poste comme avant et attendant de nouvelles batailles, de nouvelles victoires.

Seul, le prolétariat combattant pouvait donner naissance à un Bebel, qui fut à sa propre image, aussi vivant que lui, comme lui perpétuellement jeune et regardant perpétuellement en avant.

Seule, la théorie du socialisme scientifique pouvait donner libre cours à la bouillante nature d'un Bebel qui, inlassablement, aspire à détruire le vieux monde pourri du capitalisme.

Par sa vie et son œuvre, Bebel témoigne de la force et de l'invincibilité du prolétariat, du triomphe inévitable du socialisme...

Adressons donc notre salut, camarades, à notre cher éducateur, au tourneur Auguste Bebel !

Qu'il nous serve d'exemple, à nous, ouvriers russes, qui avons tant besoin d'avoir des Bebel dans notre mouvement ouvrier !

Vive Bebel !

Vive la social-démocratie internationale !

23 mars 1910.

Le Comité de Bakou du POSDR

D'après le texte du tract.

Lettre au Comité Central du Parti

(de l'exil à Solvytchégodsk)

Camarade Sémion,

J'ai reçu hier votre lettre par des camarades. Avant tout, mon salut chaleureux à Lénine et aux autres. Ensuite, à propos de votre lettre et, en général, des « maudites questions ».

A mon avis, la ligne du bloc (Lénine-Plékhanov) est la seule juste : 1° elle, et elle seule, répond aux véritables intérêts du travail en Russie qui exigent le rassemblement de tous les éléments véritablement de Parti ; 2° elle, et elle seule, accélérera le processus d'émancipation des organisations légales du joug des liquidateurs en creusant un abîme entre les ouvriers menchéviks et les liquidateurs, en dispersant et en brisant ces derniers. La lutte pour l'influence dans les organisations légales est la question brûlante d'aujourd'hui, l'étape indispensable sur le chemin de la renaissance du Parti ; or, le bloc est le seul moyen de nettoyer ces organisations des détritus du courant liquidateur.

Dans le plan du bloc, on voit la main de Lénine : c'est un gars intelligent, et qui connaît son affaire. Mais cela ne signifie pas encore que n'importe quel bloc soit bon. Le bloc de Trotsky (il dirait « la synthèse ») ce n'est qu'un infect mépris des principes, un amalgame manilovien [101] de principes hétéroclites, la nostalgie impuissante du « bon » principe chez un homme dépourvu de principes. La logique des choses, est strictement fidèle aux principes par nature et elle ne souffre pas d'amalgame. Si le bloc Lénine-Plékhanov est viable, c'est parce qu'il est fondé sur l'unité de vues en ce qui concerne les moyens de

régénérer le Parti. Mais précisément parce qu'il s'agit d'un bloc et non d'une fusion, les bolchéviks ont besoin précisément d'avoir leur fraction à eux. Il se peut fort bien qu'au cours du travail, les bolchéviks apprivoisent définitivement les plékhanovistes, mais ce n'est qu'une possibilité. En aucun cas, nous ne devons nous endormir dans l'attente d'une telle issue, fût-elle fort probable. Plus les bolchéviks agiront d'une manière unie, plus leurs interventions seront coordonnées, et plus il y aura de chances sur la possibilité d'apprivoisement. Aussi devons-nous sans relâche faire feu de tout bois. Des gens du *Vpériod,* je ne leur dirai rien, étant donné qu'ils sont maintenant moins intéressants que les liquidateurs et les plékhanovistes. Si jamais ils reviennent à eux, ce sera tant mieux, bien sûr ; sinon tant pis, qu'ils cuisent dans leur propre jus.

Voilà ce que je pense de l'étranger.

Mais ce n'est pas tout, ni même l'essentiel. L'essentiel, c'est l'organisation du travail en Russie. L'histoire de notre Parti montre que les divergences ne se règlent pas dans les débats, mais surtout au cours du travail, au cours de l'application des principes. Aussi la tâche du jour est-elle d'organiser le travail en Russie autour d'un principe strictement défini. Les liquidateurs ont compris la chose d'emblée (ils ont le flair bien développé) et ils ont entrepris de se caser (non sans succès déjà) dans les organisations ouvrières légales ; de plus, il semble qu'ils ont un centre russe illégal qui oriente leur travail, etc. Nous autres, nous n'en finissons pas de nous « préparer », nous en sommes toujours au stade des répétitions. A mon avis, la tâche immédiate pour nous, et qui ne souffre aucun ajournement, c'est d'organiser un groupe central (russe), qui coordonne dans les premiers temps le travail illégal, semi-légal et légal dans les principaux centres (Pétersbourg, Moscou, l'Oural, le Sud). Appelez-le comme vous voudrez : « section russe du Comité Central » ou groupe auxiliaire auprès du Comité Central, peu importe. Mais un tel groupe est aussi nécessaire que l'air et le pain. Actuellement parmi les militants de la base règnent l'incertitude, l'isolement, l'absence de liaisons ; ils baissent tous les bras. Un tel groupe pourrait ranimer le travail, apporter la clarté. Et cela déblaierait la voie vers une utilisation véritable des possibilités légales. C'est de là que viendra, à mon avis, la régénération de l'esprit du Parti. Il serait bon d'organiser au préalable une conférence des militants qui recon-

naissent les décisions de l'assemblée plénière [102], bien entendu sous la direction du Comité Central. Tout cela, après la « réforme » des organismes centraux [103] et à la condition d'avoir l'accord des plékhanovistes. Il se peut fort bien que cette conférence fournisse justement les hommes qu'il faut pour le groupe central en question. L'utilité d'une telle réunion est évidente, à mon avis, sous bien d'autres rapports. Mais il faudra agir fermement et impitoyablement, sans craindre les reproches des liquidateurs, des trotskystes et des partisans du *Vpériod*. Si les plékhanovistes et les léninistes s'unissent sur la base du travail en Russie, ils peuvent faire fi de n'importe quels reproches.

Voilà ce que je pense au sujet du travail en Russie.

Et maintenant, parlons de ce qui me concerne. Il me reste à faire six mois [104]. Mon temps terminé, je me mets entièrement à votre disposition. Si le besoin en militants est réellement aigu, je peux lever le camp tout de suite. J'ai lu le n° 1 de la *Mysl* [105]. J'imagine combien de clarté et de courage apportera aux ouvriers le simple fait d'une intervention commune des adversaires d'hier, quel trouble et quel chaos cela sèmera dans les rangs des liquidateurs. Et tout honnête homme dira que ce ne sera pas mal.

Nous avons en exil des gens très bien, et il serait très bon de les approvisionner en périodiques illégaux. Envoyez les n° 17 et suivants du *Social-Démocrate*, ainsi que le « Supplément » au *Social-Démocrate*. Nous n'avons ici ni le n° 1 ni le n° 2 de la *Rabotchaïa Gazéta* [106], nous n'avons pas non plus le *Golos Sotsial-Démocrata*. Pour la *Zvezda* [107], il est probable que nous la recevrons. Voici les adresses pour les envois : 1° Ivan Issakovitch Bogomolov, à Solvytchégodsk, gouvernement de Vologda ; 2° Piotr Mikhaïlovitch Sérafimov, à Solvytchégodsk, gouvernement de Vologda. Pour correspondre avec moi : Nikolaï Alexandrovitch Voznessenski, chez Grigorov, à Solvytchégodsk, gouvernement de Vologda,

Salut fraternel.

K.S.

Inutile d'envoyer en recommandé. Tenez-nous au courant de ce qui se passe chez vous, je vous en prie instamment.

31 décembre 1910

Conforme à une copie de la lettre.

Pour le Parti[108]

L'intérêt pour la vie politique se ranime dans le pays ; en même temps, la crise de notre Parti touche à sa fin. Le point mort de la léthargie commence à passer. La conférence générale du Parti[100], qui s'est tenue dernièrement, est un indice évident de la renaissance du Parti. Devenu plus fort avec le progrès de la révolution russe et ayant subi la défaite avec la chute de cette dernière, notre Parti devait nécessairement se remettre sur pied avec le réveil politique du pays. La reprise dans les branches maîtresses de l'industrie et l'accroissement des profits capitalistes à côté de la baisse du salaire réel des ouvriers ; le libre développement des organisations économiques et politiques de la bourgeoisie, à côté de la destruction violente des organisations légales et illégales du prolétariat ; le renchérissement des produits de première nécessité et l'augmentation des profits des grands propriétaires fonciers, à côté de la ruine de l'économie paysanne ; la famine qui frappe plus de 25 millions d'habitants, et qui démontre l'impuissance du régime contre-révolutionnaire « rénové » : tout cela ne pouvait manquer d'influer sur les couches laborieuses et, avant tout, sur le prolétariat dans le sens du réveil de leur intérêt pour la vie politique. Une des expressions les plus éclatantes de ce réveil est, entre autres, la conférence tenue en janvier dernier par le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Cependant, l'activité qui anime les esprits et les cœurs ne peut se replier sur elle-même ; face aux conditions politiques actuelles, elle doit nécessairement aboutir à des actions de masse ouvertes.

Il est indispensable d'améliorer la vie des ouvriers ; il faut relever les salaires, réduire la journée de travail ; il faut changer radicalement la situation des ouvriers dans les usines, dans les fabriques et les puits de mine. Mais comment faire cela, sinon en recourant aux actions économiques partielles et générales, encore interdites jusqu'ici ?

Il faut conquérir le droit de lutter librement contre les patrons, le droit de grève, des syndicats, des réunions, de la parole, de la presse, etc. : sans cela la lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur vie sera rendue difficile à l'extrême. Mais comment faire cela, sinon en recourant à des actions politiques ouvertes, à des manifestations, à des grèves politiques, etc. ?

Il faut assainir le pays qui souffre d'une famine chronique ; mettre fin à l'état de choses actuel, quand les travailleurs de la terre sont réduits, par dizaines de millions, à subir périodiquement la famine avec toutes ses horreurs : il est impossible de rester, les bras croisés, à regarder comment des pères et des mères affamés, les yeux emplis de larmes, « vendent à vil prix » leurs filles et leurs fils ! Il faut détruire à fond la politique financière rapace d'aujourd'hui, qui ruine la maigre économie paysanne et qui, à chaque mauvaise récolte, pousse inéluctablement des millions de paysans sur la voie d'une famine dévastatrice ! Il faut sauver le pays de la misère et de la démoralisation ! Peut-on faire tout cela, sans abattre de bas en haut tout l'édifice du tsarisme ? Et comment renverser le gouvernement tsaristes avec toutes ses survivances féodales, sinon par un large mouvement révolutionnaire du peuple, guidé par son dirigeant historiquement reconnu, le prolétariat socialiste ?...

Cependant, pour que les mouvements à venir ne soient pas dispersés et désordonnés ; pour que le prolétariat puisse remplir avec honneur le rôle éminent de rassembleur et de dirigeant de mouvements futurs, il est indispensable outre la conscience révolutionnaire des larges couches du peuple et la conscience de classe du prolétariat, qu'il existe encore un parti prolétarien, puissant et souple, capable de coordonner les efforts isolés des organisations de base en un seul effort commun, et orienter ainsi le mouvement révolutionnaire de masse vers les principales citadelles de l'ennemi. Asseoir le parti du prolétariat, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, voilà qui est particulièrement indispensable pour que le prolétariat puisse recevoir dignement les mouvements révolutionnaires de demain.

La nécessité pressante de grouper le Parti se fait encore plus impérieuse à l'occasion des prochaines élections à la quatrième Douma d'Etat.

Mais comment asseoir le Parti ?

Il est indispensable tout d'abord de renforcer toutes les organisations de base du Parti. Divisées en petits et tous petits groupes, entourées d'un océan de désespoir et de scepticisme, privées de compétences intellectuelles et souvent décimées par les provocateurs, en est-il qui ignorent la triste image de la vie des organisations de base ? Il faut et on peut mettre fin à ce désarroi des forces ? Le réveil des masses ouvrières qui vient de commencer, d'une part, et, comme expression de ce réveil, la conférence tenue dernièrement, d'autre part, facilitent sensiblement la liquidation d'un tel désarroi. Faisons donc tout ce qui dépend de nous pour liquider le désarroi en matière d'organisation ! Que dans chaque ville et dans chaque centre industriel les ouvriers social-démocrates se groupent, tous, sans distinction de fractions, tous ceux qui croient à la nécessité d'un Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti illégal, — qu'ils se groupent tous en des organisations de base du Parti ! Que les machines qui unissent les ouvriers en une seule armée d'exploités, — que ces mêmes machines les soudent au sein d'un seul parti de combattants contre l'exploitation et la violence !... Ce faisant, point n'est besoin de courir après un grand nombre d'adhérents : dans les conditions actuelles de notre travail cela peut même être dangereux. Tout dépend des qualités des camarades, le tout est que les camarades influents groupés au sein des organisations locales soient conscients de l'importance de l'œuvre qu'ils servent, et qu'ils fassent leur travail avec fermeté, en se conformant à la ligne de la social-démocratie révolutionnaire. Et que les organisations locales formées de la sorte ne se replient pas sur elles-mêmes ; qu'elles interviennent sans cesse dans toutes les affaires intéressant la lutte du prolétariat, depuis les plus « petites » et les plus courantes jusqu'aux plus grandes et plus « extraordinaires » ; que pas un conflit du Travail avec le Capital n'échappe à leur influence, ni une seule protestation des masses ouvrières contre les atrocités du gouvernement tsariste : il faut toujours se rappeler que ce n'est que par cette voie que l'on peut atteindre le renforcement et l'assainissement des organisations de base. Voilà pourquoi entre autres, il leur faut entretenir les relations les plus vivantes avec

les organisations ouvrières de masse légales, les syndicats et les clubs, et contribuer par tous les moyens à leur développement.

Et que les camarades ouvriers ne se laissent pas troubler par la difficulté et la complexité des tâches qui leur incombent exclusivement par suite de l'absence de forces intellectuelles, — il faut une fois pour toutes rejeter loin de soi la modestie inutile et la crainte d'un travail « inaccoutumé » ; il faut avoir l'audace de se charger des affaires du Parti, si difficiles soient-elles ! Où est le mal s'il se découvre des fautes : deux ou trois faux pas, et puis l'on s'habitue à marcher droit. Les Bebel ne tombent pas des nues, ils ne surgissent que d'en bas, au cours du travail du Parti dans tous ses domaines...

Prises isolément, les organisations de base, fussent-elles vigoureuses et influentes, ne forment pas encore le Parti. Pour cela il faut encore les grouper ensemble, les lier en un tout, vivant d'une seule et commune vie. Des organisations de base dispersées, qui non seulement ne sont pas liées les unes avec les autres, mais ignorant leur existence réciproque, organisations entièrement livrées à elles-mêmes et qui agissent à leurs risques et périls, et suivent souvent des lignes opposées dans leur travail, — autant de tableaux familiers de l'action artisanale au sein du Parti. Lier ensemble les organisations locales et les grouper autour du Comité Central du Parti, c'est ce qui revient précisément à rompre avec le travail artisanal et à frayer un chemin à la cause de la remise sur pieds du Parti prolétarien. Un Comité Central influent, lié par des racines vivantes aux organisations locales, informant systématiquement ces dernières et les groupant entre elles ; un Comité Central qui intervient sans cesse dans toutes les affaires ayant trait aux actions générales du prolétariat ; un Comité Central disposant, aux fins d'une large propagande politique, d'un journal illégal paraissant en Russie, — voilà de quel côté doit se faire la rénovation et le rassemblement du Parti.

Est-il besoin de dire que le Comité Central à lui seul n'est pas en mesure de s'acquitter de cette tâche difficile : les camarades des organisations de base doivent se rappeler que sans leur soutien systématique, le Comité Central se transformera nécessairement en une place vide, et le Parti en une fiction. Aussi bien les efforts communs du Centre et des organisations de base sont-ils la condition indispensable pour rénover le Parti, et c'est à quoi nous appelons nos camarades.

Ainsi, pour le Parti, camarades, pour le Parti ouvrier social-démocrate illégal de Russie renaissant !

Vive le Parti uni, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie!

Mars 1912

Le Comité Central du POSDR

Edité en tract.

Vive le Premier Mai! [110]

Camarades !

C'est au siècle dernier que les ouvriers de tous les pays ont décidé de célébrer tous les ans cette journée, la journée du Premier Mai. C'est en 1889, au Congrès des socialistes de tous les pays, réuni à Paris, que les ouvriers ont résolu de choisir la date d'aujourd'hui, la date du Premier Mai, où la nature s'éveille de son sommeil hivernal, où forêts et montagnes se couvrent de verdure, où champs et prairies se parent de fleurs, où le soleil devient plus chaud et où l'on sent dans l'air la joie du renouveau, où la nature se livre à la danse et à l'allégresse, — ils ont décidé justement ce jour-là de déclarer au monde entier, hautement et publiquement que les ouvriers apportent à l'humanité le printemps et la délivrance des chaînes du capitalisme, que les ouvriers sont appelés à rénover le monde sur la base de la liberté et du socialisme.

Chaque classe a ses fêtes qu'elle affectionne. Les nobles ont institué leurs fêtes, et ils y proclament le « droit » de dépouiller les paysans. Les bourgeois ont les leurs, et ils y « justifient » le « droit » d'exploiter les ouvriers. Les popes aussi ont leurs fêtes, et ils y exaltent le régime existant, où les travailleurs périssent dans la misère, tandis que les parasites nagent dans le luxe.

Les ouvriers, eux aussi, doivent avoir leur fête et ils doivent y proclamer : le travail pour tous, la liberté pour tous, l'égalité pour tous les hommes. Cette fête est la fête du Premier Mai.

Ainsi en ont décidé les ouvriers dès 1889.

Depuis lors, l'appel au combat du socialisme ouvrier retentit

de plus en plus fort dans les meetings et les manifestations du Premier Mai. Les vagues du mouvement ouvrier déferlent de plus en plus, gagnant de nouveaux pays et de nouveaux Etats, depuis l'Europe et l'Amérique jusqu'à l'Asie, l'Afrique et l'Australie. Faible jadis, l'Association internationale des travailleurs a grandi pour devenir en quelques dizaines d'années seulement, une union fraternelle grandiose internationale qui tient régulièrement des congrès et groupe des millions d'ouvriers de tous les coins du monde. L'océan du courroux prolétarien se soulève en vagues puissantes et, de plus en plus redoutable, s'attaque aux citadelles branlantes du capitalisme. La grande grève des mineurs qui a éclaté récemment en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Amérique, etc., grève qui a semé l'épouvante parmi les exploiteurs et les monarques du monde entier, atteste avec évidence que la révolution socialiste n'est pas loin...

« Nous n'adorons pas le veau d'or ! A bas le règne des bourgeois et des oppresseurs ! Mort et malédiction au capitalisme avec toutes ses horreurs, de misère et d'effusions de sang ! Vive le règne du travail, vive le socialisme ! »

Voilà ce que proclament en ce jour les ouvriers conscients de tous les pays.

Sûrs de leur victoire, calmes et forts, ils avancent fièrement dans la voie qui mène à la terre promise ,dans la voie au socialisme radieux, en réalisant pas à pas le grand appel de Karl Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

C'est ainsi que les ouvriers des pays libres fêtent le Premier Mai.

Depuis que les ouvriers russes ont commencé à prendre conscience de leur situation, ne voulant pas rester en arrière de leurs camarades, ils se sont toujours unis au chœur général de leurs camarades de l'étranger, en célébrant avec eux le Premier Mai, coûte que coûte, en dépit des mesures de répression féroce du gouvernement tsariste. Il est vrai que, depuis deux ou trois ans, pendant la période des bacchanales de la contre-révolution et de la désagrégation du Parti, de la dépression industrielle et de la mortelle indifférence pour la politique qui règne dans les grandes masses, les ouvriers russes ont perdu la possibilité de célébrer, comme autrefois, leur radieuse fête ouvrière. Cependant, l'animation qui s'est emparée depuis quelque temps du pays, les grèves économiques et les protestations politiques des ouvriers, ne serait-ce qu'en ce qui concerne la révision du pro-

cès des députés social-démocrates à la IIe Douma, le mécontentement qui se fait jour dans les grandes couches paysannes, en raison de la famine dans plus de vingt gouvernements, les protestations de centaines de milliers d'employés contre le régime « rénové » des réactionnaires russes, tout cela atteste que la torpeur mortelle passe, faisant place à une reprise politique dans le pays et avant tout au sein du prolétariat. Voilà pourquoi, cette année, les ouvriers russes peuvent et doivent tendre la main, aujourd'hui, à leurs camarades de l'étranger. Voilà pourquoi ils doivent, sous une forme ou sous une autre, fêter avec eux le Premier Mai.

Ils doivent déclarer aujourd'hui que, tout comme leurs camarades des pays libres, ils n'adorent et n'adoreront pas le veau d'or.

Ils doivent en outre ajouter aux revendications générales des ouvriers de tous les pays, leur propre revendication, la revendication russe du renversement du tsarisme et de l'instauration d'une république démocratique.

« Nous exécrons les couronnes des tyrans ! » « Nous honorons les chaînes du peuple martyr ! » Mort au tsarisme sanglant ! Mort à la propriété terrienne des nobles ! Mort à la tyrannie patronale dans les fabriques, les usines et les mines ! La terre aux paysans ! La journée de huit heures aux ouvriers ! La république démocratique à tous les citoyens de Russie !

Voilà ce que les ouvriers russes doivent encore proclamer en ce jour.

Mensonge et servilisme devant Nicolas-le-Dernier, quand les libéraux russes cherchent à se persuader et à persuader les autres que le tsarisme s'est consolidé en Russie et qu'il est capable de satisfaire les besoins essentiels du peuple.

Duperie et pharisaïsme, quand les libéraux russes chantent sur tous les tons que la révolution est morte et que nous vivons sous un régime « rénové ».

Regardez autour de vous : la Russie martyre ressemble-t-elle à un pays « rénové », « bien aménagé » ?

Au lieu d'une constitution démocratique, un régime de gibets et d'arbitraire féroce !

Au lieu d'un parlement populaire, la Douma sinistre des sinistres hobereaux !

Au lieu des « bases immuables de la liberté civile », au lieu de la liberté de parole, de réunion, de la presse, d'association

et de grève, promises déjà par le Manifeste du 17 octobre, la chape de plomb des « mesures discrétionnaires » et « répressives », les journaux interdits, les rédacteurs déportés, les syndicats détruits, les réunions dispersées !

Au lieu de l'inviolabilité de la personne, les sévices dans les prisons, les outrages infligés aux citoyens, la répression sanglante contre les grévistes des mines de la Léna !

Au lieu de la satisfaction des besoins des paysans, une politique de dépossession continue des masses paysannes !

Au lieu d'une économie d'Etat bien ordonnée, le vol dans les services d'intendance, le vol dans l'administration des chemins de fer, le vol dans l'économie forestière, le vol dans les services de la Marine !

Au lieu de l'ordre et de la discipline dans le mécanisme gouvernemental, la fraude dans les tribunaux, le chantage et les extorsions dans les polices secrètes, les assassinats et les provocations dans les services de l'Okhrana !

Au lieu de la grandeur internationale de l'Etat russe, la faillite honteuse de la « politique » russe dans les affaires du Proche et de l'Extrême Orient, un rôle de bourreau et de dévastateur dans les affaires de la Perse ensanglantée !

Au lieu de l'apaisement et de la prospérité des populations, les suicides dans les villes et une famine effroyable, qui frappe trente millions de paysans dans les campagnes.

Au lieu de l'assainissement et de la purification des mœurs, une débauche inouïe dans les couvents, ces bastions de la morale officielle !

Et, pour compléter le tableau, la féroce fusillade de centaines de travailleurs aux mines de la Léna !...

Les destructeurs des libertés conquises, les admirateurs des potences et des fusillades, les auteurs des « mesures discrétionnaires » et des « répressions », les intendants voleurs, les ingénieurs voleurs, les policiers pillards, les assassins de l'Okhrana, les Raspoutine débauchés, les voilà les « rénovateurs » de la Russie !

Et il se trouve encore des gens qui osent affirmer que tout va pour le mieux en Russie, que la révolution est morte !

Non, camarades ; là où des millions de paysans sont voués à la famine et où l'on fusille les ouvriers pour faits de grève, la révolution vivra aussi longtemps que ne sera pas effacé de la surface du globe le tsarisme russe, cette honte de l'humanité.

Et nous devons dire, en ce jour du Premier Mai, sous une forme ou sous une autre, dans les meetings, dans les rassemblements de masse ou les réunions clandestines, — selon ce qui sera le plus opportun — que nous jurons de lutter pour le renversement définitif de la monarchie tsariste, que nous saluons l'imminente révolution russe, libératrice de la Russie !

Tendons donc la main à nos camarades de l'étranger et proclamons avec eux :

A bas le capitalisme !

Vive le socialisme !

Arborons le drapeau de la révolution russe et inscrivons dessus :

A bas la monarchie tsariste !

Vive la république démocratique !

Camarades ! Nous célébrons aujourd'hui le Premier Mai ! *Vive le Premier Mai !*

Vive la social-démocratie internationale !

Vive le Parti ouvrier social-démocrate de Russie !

Avril 1912

Le Comité Central du POSDR

Edité en tract.

Une phase nouvelle

Aux actions revendicatives des ouvriers succèdent leurs actions politiques.

Aux grèves pour les salaires succèdent les protestations, les meetings, les grèves politiques contre les fusillades de la Léna.

A Pétersbourg et à Moscou, à Riga et à Kiev, à Saratov et à Iékatérinoslav, à Odessa et à Kharkov, à Bakou et à Nikolaïev, partout, d'un bout à l'autre de la Russie, les ouvriers relèvent la tête pour défendre leurs camarades massacrés sur la Léna.

Nous sommes vivants : le feu des forces inemployées
Brûle notre sang vermeil ... [111]

Le mouvement ouvrier, dans son effervescence croissante, arrive à sa troisième étape. Et cela, après les bacchanales de la contre-révolution.

Il y a deux ans, les ouvriers en étaient encore à essayer de résister aux attaques de plus en plus nombreuses des patrons insatiables. Grèves défensives et, par endroits même, grèves offensives, voilà comment s'exprimait la recrudescence du mouvement. Ce fut le premier degré. La région de Moscou en était l'animatrice.

Il y a un an et demi, les ouvriers passaient aux grèves offensives. Ils formulaient de nouvelles revendications économiques, ils voulaient obtenir les conditions de 1905 et 1906, qui leur avaient été retirées lors du déchaînement de la contre-révolution. Ce fut le deuxième degré. Les régions périphériques de l'Ouest en étaient les animatrices.

Et voici maintenant le troisième degré : la période de mouvement politique.

De degré en degré !

Il fallait s'y attendre. L'essor dans les principales branches de l'industrie et l'accroissement des profits capitalistes, à côté de la chute du salaire réel ; le développement des organisations professionnelles et politiques de la bourgeoisie, à côté de la destruction des organisations ouvrières ; la hausse des prix sur les produits de première nécessité et l'accroissement des revenus des propriétaires fonciers, à côté de la famine qui frappe si durement trente millions de paysans que les pères et les mères, poussés par la misère, se voient obligés de vendre leurs filles et leurs fils : tout cela ne pouvait manquer de stimuler l'activité politique de la classe ouvrière.

Les fusillades de la Léna n'ont été que le signal.

Il est évident que « le calme ne règne pas tout à fait à la Chipka [112] ». C'est ce que sentent aussi les représentants du pouvoir, qui s'apprêtent en hâte à « pacifier » le pays. Cet état de choses se répercute, apparemment, même sur notre politique extérieure...

Et nous continuons de recevoir des informations sur les grèves politiques de protestation.

Il est hors de doute que les forces souterraines du mouvement de libération se sont mises en branle...

Salut à vous, premières hirondelles !

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg, n° 30, 15 avril 1912.
Signé : K. S.
D'après le texte du journal.

Les pharisiens libéraux

La *Rietch* « s'est trompée » une fois de plus ! Elle « ne s'attendait pas », paraît-il, à des explications « dépourvues de tact » de la part du « gouvernement » sur les atrocités de la Léna. Elle « espérait », voyez-vous, que le ministre Makarov engagerait des « poursuites légales » contre les sieurs Trechtchenko. Et voilà que, tout d'un coup, Makarov déclare que Trechtchenko a raison et qu'à l'avenir aussi, on continuera à tirer sur les ouvriers !

« Nous nous sommes trompés », remarque à ce sujet, avec une feinte affliction, la *Rietch,* organe libéral. (Voir la *Rietch* du 12 avril.)

Pauvres cadets, que de fois ne se sont-ils pas « trompés » dans leurs calculs sur le gouvernement !

Tout récemment encore, ils « pensaient » qu'il existait en Russie une Constitution ; et ils juraient dans toutes les langues, face à l'Europe, que « notre gouvernement d'union » est « pleinement constitutionnel ». C'était à Londres, loin de la Russie. Mais il leur a suffi de rentrer en Russie, au pays des « mesures discrétionnaires » et des « prohibitions », pour reconnaître leur « erreur » et « marquer leur déception ».

Tout récemment encore, ils « croyaient » que Stolypine avait réussi à mettre le pays sur le chemin d'une « rénovation » parlementaire. Mais il a suffi que Stolypine appliquât le fameux article 87 [113] pour que les cadets reprissent leurs lamentations sur les « erreurs » et les « malentendus ».

Y a-t-il longtemps que les cadets mettaient sur le même plan

le gouvernement russe (rappelez-vous la grève des ouvriers des ports) et le gouvernement anglais, quant à leur attitude envers les grèves ? Mais il a suffi qu'éclatât le drame de la Léna pour que les cadets entonnassent une fois de plus leur refrain pharisaïque : « Nous nous sommes trompés. »

Comme il est curieux que les « erreurs » et les « déceptions » se multiplient, mais que la tactique cadet de flirt avec le gouvernement reste inchangée !

Pauvres, pauvres cadets ! Sans doute « comptent-ils » sur la naïveté des lecteurs qui croient à leur sincérité.

Ils « pensent » que la population ne remarque pas leurs contorsions de valets devant les ennemis de la libération de la Russie.

Ils ignorent encore que s'ils se sont souvent « trompés » jusqu'à présent sur le compte du gouvernement, il leur reste maintenant à être « déçus » par les masses de la population, qui finiront par comprendre leur caractère contre-révolutionnaire et leur tourneront le dos.

Qui, dès lors, messieurs les cadets vont-ils tromper ?

Servilisme devant le gouvernement, pharisaïsme devant le pays, pourquoi donc les appelle-t-on « parti de la liberté du peuple » ?

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg, n° 30, 15 avril 1912.
Signé : S...
D'après le texte du journal.

Les olibrius sans-parti

Le progressisme sans-parti est à la mode. Telle est la nature de l'intellectuel russe : il lui faut une mode. On s'était entiché de *saninisme* [114], on s'est occupé de décadentisme, maintenant c'est le tour du « sans-partisme ».

Qu'est-ce que le sans-partisme ?

Il existe en Russie des propriétaires fonciers et des paysans ; leurs intérêts sont opposés, la lutte entre eux est inévitable. Mais le sans-partisme escamote ce fait, il ferme les yeux sur les contradictions d'intérêts.

Il existe en Russie des bourgeois et des prolétaires, la victoire d'une de ces classes signifie la défaite de l'autre. Mais le sans-partisme escamote l'opposition des intérêts, il ferme les yeux face à leur lutte.

Chaque classe a son parti, avec un programme et une physionomie qui lui sont propres. Les partis dirigent la lutte de classes : sans les partis, il y aurait non pas lutte, mais chaos, absence de clarté, confusion des intérêts. Mais le sans-partisme n'aime pas la clarté et la précision, il préfère la nébulosité et l'absence de programme.

Escamotage des contradictions de classes, silence sur la lutte de classes, absence de physionomie, lutte contre toute espèce de programme, tendance au chaos et à la confusion des intérêts : tel est le sans-partisme.

Que veut le sans-partisme ?

Unir ce qui ne peut être uni, réaliser l'irréalisable.

Allier bourgeois et prolétaires, jeter un pont entre les grands

propriétaires fonciers et les paysans, faire avancer le char en y attelant un cygne, une écrevisse et un brochet [115], voilà à quoi aspire le sans-partisme.

Le sans-partisme a le sentiment de son impuissance à unir ce qui ne saurait l'être, et c'est pourquoi il soupire :

Ah ! voilà qui serait bon
Si dans la bouche poussaient les champignons !

Mais les champignons ne poussent pas dans la bouche et le sans-partisme revient chaque fois bredouille, en posture d'olibrius.

Un homme sans tête, ou plus exactement avec une rave sur les épaules en guise de tête, voilà ce qu'est le sans-partisme.

C'est précisément cette position qu'a prise la revue « progressiste » *Zaprossy Jizni* [116].

> Les partis de droite ont déjà pris une décision, annoncent les *Zaprossy Jizni ;* ils s'uniront en une seule masse réactionnaire pour lutter contre toute l'opposition progressiste... Au bloc des droites, il faut par conséquent opposer un bloc des gauches englobant tous les éléments progressistes de la société. (Voir les *Zaprossy Jizni* n. 6.)

Mais quels sont donc ces « éléments progressistes » ?

Ce sont les rénovateurs pacifiques [117], les cadets, les troudoviks, les social-démocrates. C'est-à-dire les bourgeois « progressistes », les grands propriétaires fonciers libéralisants, les paysans qui brûlent de posséder la terre des propriétaires et les prolétaires en lutte contre les bourgeois.

Et les *Zaprossy Jizni* cherchent à unir ces « éléments » !

Fort original et... pas très intelligent, n'est-il pas vrai ?

Et c'est cette revue de gens sans principes qui prétend faire la leçon aux social-démocrates sur la tactique à suivre pour les élections à la IVe Douma ?

Quels olibrius !...

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg, n° 30, 15 avril 1912.
Signé : K. S-ne.
D'après le texte du journal.

La vie triomphe !

« Les pétitions en faveur de la liberté... de coalition adressées par les ouvriers n'ont en rien allégé leur sort : au contraire, en réponse à cette revendication, ils ont reçu des coups de fusil. »

(Extrait du discours du député Kouznetsov.)

Il n'y a pas bien longtemps, un an à peine, que les zélateurs du « parti légal », messieurs les liquidateurs, ouvraient à grand fracas la campagne dite de pétitions.

L'organe des liquidateurs « pour le grand public », le fameux *Diélo Jizni* [118], affirmait que la tâche immédiate du mouvement ouvrier consistait à lutter pour le droit de coalition *par voie de pétitions*.

L'organe « scientifique » des liquidateurs, *Nacha Zaria* [119], « motivait » cette tâche en assurant aux ouvriers que les pétitions organiseraient autour d'elles les « larges masses ».

Mais voici qu'un drame sanglant éclate dans les mines de la Léna : la vie vivante entre en scène avec ses contradictions inexorables, et la tactique de pétitions des liquidateurs s'effondre. La grève légale, les pétitions, les requêtes tout tombe à l'eau. Le régime « rénové » a montré son vrai visage. Et le représentant de ce régime, le ministre Makarov, comme pour rendre la chose plus explicite, déclare que le massacre de 500 ouvriers, ce n'est pas encore tout, que ce n'est là qu'un commencement, et qu'à l'avenir, avec l'aide de Dieu, il en ira encore ainsi...

Comme cela, on est fixé ! Inaugurée à grand fracas, la tac-

tique des pétitions s'est brisée contre la vie ! La politique de pétitions s'est révélée impuissante !

Ce ne sont pas les pétitions qui trancheront le conflit séculaire entre la vieille et la nouvelle Russie...

Et de très nombreuses réunions et grèves des ouvriers, organisées dans tous les coins de la Russie à la suite du massacre de la Léna, n'attestent-elles pas, une fois de plus, que les ouvriers ne suivront pas la voie des pétitions ?

Ecoutez donc le député des ouvriers, Kouznetsov :

> Au fond, les pétitions en faveur de la liberté de coalition adressées par les ouvriers n'ont en rien allégé leur sort ; au contraire, en réponse à cette revendication, ils ont reçu des coups de fusil...

Voilà ce que dit le député Kouznetsov.

Au reste, on ne saurait attendre un autre langage d'un député ouvrier qui est attentif à la voix, familière pour lui, du milieu ouvrier.

Les liquidateurs n'ont vraiment pas de chance !...

Et la tactique des pétitions ? Où la fourrer ?

— Dans tous les cas, le plus loin possible des ouvriers, bien sûr...

Eh oui ! les leçons de la vie, à ce qu'il paraît, ne sont pas perdues, même pour les liquidateurs. Leur ivresse pétitionnaire commence à passer, semble-t-il. Eh bien, nous les félicitons de leur dégrisement, nous les félicitons de tout cœur !

Il y a longtemps que nous répétons : la vie est toute-puissante, et elle triomphe toujours...

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg, n° 31, 17 avril 1912.
Signé : K. Staline.
D'après le texte du journal.

Bien travaillé...

Après la fusillade de la Léna — grèves et protestations à travers la Russie.

Après les « explications » du ministre Makarov à la Douma — manifestation dans la capitale de la Russie.

Le gouvernement voulait prendre la Russie dans l'étau des sanglantes « ordonnances ».

La Russie, elle, s'est révélée plus forte que le gouvernement et a résolu de suivre son propre chemin...

Jetons encore un coup d'œil sur l'histoire des événements de la Léna.

Dans les mines d'or de la Léna, se déroulait une grève de 6 000 ouvriers. Grève pacifique, organisée. Bien entendu, les menteurs de la *Rietch* peuvent parler d'une « émeute spontanée » sur la Léna (voir le n° 103). Mais nous ne jugeons pas d'après les mensonges de la *Rietch ;* nous jugeons d'après le « rapport » du témoin oculaire Toultchinski. Or, M. Toultchinski affirme que ce jour-là les ouvriers se conduisaient de façon exemplaire, qu'ils « n'avaient ni pierres ni bâtons ». Des conditions de travail infernales dans les mines, des revendications minimes présentées par les ouvriers, l'abandon volontaire de la revendication des huit heures, les ouvriers prêts à faire de nouvelles concessions : tout cela constitue le tableau familier de la grève pacifique de la Léna.

Néanmoins, le gouvernement a jugé nécessaire de faire tirer sur les ouvriers, des ouvriers paisibles, sans armes, qui avaient à la main des blagues à tabac et dans la poche des requêtes où ils demandaient qu'on libérât leurs camarades arrêtés...

Trechtchenko n'est pas poursuivi : n'est-il pas évident qu'il a obéi à un ordre venu d'en haut ?

On a décidé de poursuivre les ouvriers, et non pas Trechtchenko : n'est-il pas évident que quelqu'un avait besoin de faire couler le sang du prolétariat ?

Le jour du massacre, on a voulu faire d'une pierre deux coups. D'abord satisfaire les appétits avides des cannibales de la Léna. Ensuite, intimider les ouvriers des autres villes et localités, une façon de dire : subissez sans murmure le joug du Capital, sinon nous agirons avec vous comme avec les ouvriers de la Léna.

Résultat : on a manqué les deux buts.

Les cannibales de la Léna ne sont pas satisfaits, car la grève se poursuit dans les mines.

Les ouvriers des autres villes, eux, loin d'être intimidés, déclenchent au contraire grève sur grève en signe de protestation contre les fusillades.

Bien plus. Aux « explications » de Makarov, la capitale de la Russie, Pétersbourg, a répondu par une manifestation à laquelle ont pris part des milliers d'étudiants et d'ouvriers.

La fraction la plus sensible de la société russe, la jeunesse des écoles, a tendu la main à la fraction la plus révolutionnaire du peuple russe, le prolétariat, et elle a proclamé, en arborant des drapeaux rouges : Oui, « il en a été ainsi », mais il ne doit plus en être ainsi !

De la grève revendicative pacifique de la Léna aux grèves politiques dans toute la Russie ; des grèves politiques à travers le pays à une manifestation de milliers d'étudiants et d'ouvriers en plein centre de la Russie, voilà ce qu'ont gagné les représentants du pouvoir dans leur lutte contre les ouvriers.

Oui, elle « creuse » bien, la taupe du mouvement de libération : le clairvoyant gouvernement russe !

Encore deux ou trois « exploits » de ce genre, et l'on pourra dire avec certitude que de la phrase ronflante du ministre Makarov, il ne restera plus qu'un triste souvenir.

Travaillez, messieurs, travaillez !

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg,
n° 31, 17 avril 1912.
Signé : K. Soline.

Le fleuve s'est mis en marche !...

Chargé de chaînes, le pays gisait aux pieds de ses oppresseurs.

Il lui fallait une Constitution populaire, et il n'a eu que l'arbitraire féroce, des mesures « discrétionnaires » et « répressives ».

Il avait besoin d'un parlement populaire, et on lui a fait cadeau d'une Douma des seigneurs, la Douma de Pourichkévitch et de Goutchkov.

Il lui fallait la liberté de parole, de la presse, des réunions, des grèves, d'association, et il ne voit partout qu'organisations ouvrières détruites, journaux interdits, rédacteurs arrêtés, réunions dispersées, grévistes déportés.

Il réclamait la terre pour les paysans, et on lui a présenté des lois agraires qui ont encore augmenté la pénurie de terre des masses paysannes, au profit d'une poignée de richards de village.

On lui avait promis l'inviolabilité de la « personne » et de la « propriété » ; or, les prisons et les lieux de déportation sont bondés de « suspects », et les chefs des polices secrètes (rappelez-vous Kiev, Tiflis !) s'allient aux bandits et aux voleurs pour opprimer la personne et faire main basse sur la propriété.

On lui avait promis le « bien-être » et la « prospérité » ; or, l'économie paysanne périclite, la famine frappe des dizaines de millions de paysans ; le scorbut et le typhus font des milliers de victimes...

Et le pays endurait ce long martyre...

Ceux qui n'en pouvaient plus recouraient au suicide.

Mais tout a une fin, le pays est à bout de patience.

Les coups de feu de la Léna ont rompu la glace du silence et le fleuve du mouvement populaire s'est mis en marche.

Il marche !...

Tout ce qu'il y avait de mauvais et de néfaste dans le régime actuel, tous les maux dont souffrait la Russie martyre, tout s'est ramassé dans un seul fait, les événements de la Léna.

C'est bien pourquoi les coups de feu de la Léna ont été le signal de grèves et de manifestations.

C'est là et là seulement, qu'il faut chercher l'explication des derniers événements.

Cependant, les chefs de file de la Douma — octobristes, cadets, progressistes [120] — attendent des « explications » d'en haut, de la bouche des représentants du pouvoir !

Les octobristes « interpellent », les progressistes se contentent d' « interroger », les cadets « jugent opportun » de parler des Trechtchenko, misérables marionnettes, jouets des événements !

Et cela après que ce fanfaron de Makarov leur eût déjà lancé son : « Il en a été ainsi, et il en sera toujours ainsi ! »

Dans la capitale de la Russie, des dizaines de milliers d'ouvriers font grève, les troupes sont mises sur pied de guerre, les « complications » intérieures compromettent « notre » politique extérieure dans la question des Dardanelles — et, eux, ils attendent toujours la réponse des hautes « sphères » !

Aveugles qu'ils sont ! Ils ne voient pas qu'en ces jours la parole est au prolétariat, et non aux représentants du pouvoir...

Zvezda [L'Etoile], journal de Pétersbourg, n° 32, 19 avril 1912.
Signé : K. S.
D'après le texte du journal.

Comment ils se préparent aux élections

Les élections à la IVe Douma [121] approchent, et les ennemis du mouvement de libération mobilisent leurs forces.

Nous avons d'abord, en face de nous, les partis contre-révolutionnaires : l'extrême droite, les nationalistes, les octobristes. Tous, ils soutiennent, d'une façon ou de l'autre, le gouvernement. Sur quoi peuvent-ils compter dans la prochaine campagne électorale ? Certainement pas sur les sympathies des larges couches de la population : des partis qui ont lié leur sort à celui du gouvernement des massacreurs de la Léna ne peuvent compter sur la sympathie des masses ! Leur seul espoir, ce sont les « ordonnances » gouvernementales. Et, comme à l'ordinaire, ce ne sont pas les « ordonnances » qui manqueront. Le ministère de l'Intérieur a déjà adressé aux gouverneurs une circulaire, où il recommande « les mesures propres à assurer l'élection, comme délégués cantonaux, de personnes absolument sûres et n'appartenant pas à la gauche ». A quoi se réduiront pratiquement toutes ces « mesures », nous le savons par expérience : radiation des candidats de gauche des listes électorales, procès artificiellement montés contre eux, arrestations, déportations, les voilà, ces « mesures » ! D'autre part, le Saint-synode conseille aux évêques de prendre part avec le plus grand zèle aux prochaines élections, de faire passer à la Douma les fermes défenseurs des intérêts de l'Eglise, de réunir à cet effet des congrès pré-électoraux du clergé diocésain, de procéder à l'édition de journaux pré-électoraux spéciaux, etc.

Mauvaises, bien mauvaises sont les affaires des partis gouver-

nementaux, si les pères de l'Eglise eux-mêmes se voient contraints de négliger les « affaires ecclésiastiques » pour s'occuper des « affaires séculières » !

Des élections faites sous la pression des gouverneurs spirituels et temporels, voilà donc les moyens sur lesquels ils peuvent compter.

Il est vrai qu'il existe encore une ressource : c'est de se coller l'étiquette de sans-parti et de se faufiler dans la Douma après avoir mystifié les électeurs, quitte, ensuite, à jeter le masque. C'est à cela que veulent en venir les nationalistes de Kovno, qui se sont manifestés ces jours-ci sous le masque de sans-parti. Mais c'est là un moyen subtil qui, sans doute, ne conviendra pas à nos lourdauds de réactionnaires...

Autre chose, les libéraux de Russie : cadets, rénovateurs pacifiques, progressistes. Tous gens remuants et qui, ma foi, seraient bien capables d'exploiter à fond l'étiquette de sans-parti... Et les cadets déplumés ont besoin, grandement besoin, de cette étiquette-là.

Le fait est qu'à l'époque de la IIIe Douma l'homme de la rue a appris à considérer d'un œil critique les octobristes, les cadets. D'autre part, les gens de la « première curie », les gros bourgeois des villes, ont été « déçus » par les octobristes qui n'ont pas « justifié » leurs espérances. Il est donc possible de « désarçonner » les octobristes, ces concurrents des cadets dans les antichambres ministérielles. Mais comment jeter un pont en direction de la « première curie » sinon par l'intermédiaire des « rénovateurs pacifiques » progressistes ? Vive, par conséquent, l'alliance avec les « rénovateurs pacifiques » ! Il est vrai que, pour cela, il faut glisser « un tantinet » vers la droite, mais où est le mal : pourquoi ne pas glisser vers la droite, du moment que c'est si avantageux ?

Ainsi, alignement à droite !

D'un autre côté, le « menu et le moyen peuple des villes » qui appartient à la « seconde curie » — intellectuels, employés de commerce et autres — a eu le temps d'évoluer sensiblement à gauche, surtout avec le développement des événements de la Léna. Les cadets ont sur la conscience de graves péchés politiques, ils ont trop souvent essayé de trahir la cause de la « liberté du peuple » ; maintenant encore, ils se précipiteraient avec joie dans les antichambres ministérielles s'ils étaient sûrs qu'on les laisse entrer : Dieu en est témoin ! Mais c'est bien

pour cela que les milieux démocratiques des villes commencent à les regarder de travers. Est-il nécessaire d'ajouter que se présenter devant un tel électeur sans masque, avec sa propre physionomie de traître libéral, ne laisse pas d'être dangereux ? Que peut-on inventer en ce cas pour le peuple des villes, qui a évolué à gauche et qui, déjà, se détourne des cadets, mais n'a pas encore rejoint les social-démocrates ? Sans doute, le brouillard progressiste... c'est-à-dire le sans-partisme progressiste... Oh ! n'allez pas croire que les progressistes soient des cadets ! Non, ils ne sont pas du tout des cadets, ils voteront simplement pour les candidats cadets, ils ne sont que les commis « sans-parti » des cadets... Et les cadets de faire de la réclame pour les progressistes « sans-parti » : impossible d'agir autrement, il faut, au moins en paroles, gauchir du côté... du sans-partisme !

Ainsi, alignement à gauche !

D'un côté... de l'autre... à droite... à gauche... Telle est la politique du parti spécialisé dans la duperie libérale du peuple, le parti des cadets.

Mystifier l'électeur, voilà sur quel moyen comptent les libéraux de Russie.

Et, il faut le souligner, le charlatanisme sans-parti peut jouer un rôle important dans les élections. Il peut jouer un rôle important si les social-démocrates ne dénoncent pas messieurs les libéraux masqués, s'ils n'engagent pas une campagne énergique à l'occasion des prochaines élections, s'ils n'emploient pas toutes les forces dont ils disposent à rassembler les couches démocratiques des villes autour du dirigeant du mouvement de libération, autour du prolétariat russe.

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg, n° 32, 19 avril 1912.
Signé : K. Soline.
D'après le texte du journal.

Conclusions

La première vague de l'essor politique commence à refluer. Les « dernières » grèves se déroulent. Çà et là, se font encore entendre les voix de grévistes qui protestent, mais ce seront les « dernières ». Pour l'instant, le pays commence à reprendre son aspect « coutumier »...

Quels enseignements le prolétariat peut-il tirer des derniers événements ?

Reconstituons le tableau des « jours de mouvement ».

4 avril. Fusillade de la Léna. Environ 500 victimes, tués et blessés. Dans le pays, en apparence, c'est le calme. L'humeur du gouvernement se maintient ferme. Des grèves de protestation éclatent dans le Midi.

10 avril. Interpellation à la Douma. Le nombre des grèves augmente. L'inquiétude apparaît.

11 avril. Réponse du ministre Makarov : « Il en a été ainsi et il en sera toujours ainsi. » Timachev « n'est pas tout à fait » d'accord avec Makarov. Premier désarroi dans les rangs des représentants du pouvoir. A Pétersbourg, meetings et grèves se poursuivent. Le mouvement se renforce en province.

15 avril. A Pétersbourg, manifestation d'étudiants et d'ouvriers.

18 avril. A Pétersbourg, plus de 100 000 ouvriers font grève. Des manifestations ouvrières ont lieu. Le pouvoir perd la tête. Makarov n'ose pas se montrer à la Douma. Timachev présente des excuses. Le pouvoir recule. Concession faite à l' « opinion publique ».

La conclusion est claire : par le silence, par la patience, impossible d'obtenir l'émancipation. Plus haut retentit la voix des ouvriers, et plus les forces de réaction perdent la tête, plus vite elles reculent...

Les « jours de mouvement » sont le meilleur banc d'épreuve pour les partis politiques. Il faut juger les partis non sur ce qu'ils disent, mais sur la façon dont ils se comportent « dans les jours de lutte ». Comment les partis qui s'intitulent « populaires » se sont-ils donc comportés en ces jours-là ?

Le groupe des grands propriétaires cent-noirs extrémistes avec les Zamyslovski et les Markov en tête, a eu du mal à cacher la joie que lui causaient les fusillades de la Léna. Parbleu ! le pouvoir s'est montré fort et sévère ; qu'ils sachent maintenant ces « fainéants » d'ouvriers, à qui ils ont affaire ! Ces grands propriétaires ont applaudi Makarov. Ils ont voté contre l'interpellation du groupe social-démocrate à la Douma. Leur journal, la *Zemchtchina* [122], a, de toutes les manières, excité le pouvoir contre les « agitateurs » de la Léna, contre les ouvriers en grève à travers la Russie, contre le journal ouvrier, la *Zvezda*.

Le groupe des grands propriétaires cent-noirs modérés, avec les Balachov et les Kroupenski en tête, n'avait, au fond, rien contre les fusillades : il regrettait seulement que le pouvoir ait agi d'une façon trop visible, trop ouverte. Aussi, tout en versant des larmes de crocodile sur les « tués », ces grands propriétaires recommandaient au gouvernement de faire preuve de « tact » dans les fusillades. Ils ont voté contre l'interpellation du groupe social-démocrate, et leur journal, le *Novoïé Vrémia* [123], a invité le pouvoir à « ne pas se gêner » avec les « grévistes convaincus » ; à infliger aux manifestants « non pas une légère amende ou une arrestation, mais un châtiment très sévère » ; quant aux « agitateurs » arrêtés, il recommandait de ne plus les laisser sortir de prison.

Le parti des grands propriétaires conservateurs et des couches parasitaires de la bourgeoisie, le parti des octobristes, avec les Goutchkov et les Gololobov en tête, ne déplorait pas que la fusillade eût fait des victimes, mais que le ministère qu'il appuyait ait eu à subir des « désagréments » (des grèves) pour avoir fait « un usage irrégulier des armes à feu » sur la Léna. Tout en disant du discours de Makarov qu'il « manquait de tact », il exprimait dans son journal, le *Golos Moskvy* [124], la certitude que le gouvernement « était innocent du sang versé ».

Il a fait échouer l'interpellation des social-démocrates. Il a excité les pouvoirs publics contre les « meneurs ». Et quand Timachev a entrepris de réhabiliter Makarov, il l'a applaudi, estimant que l'« incident » était clos.

Le parti des grands propriétaires libéraux et des couches moyennes de la bourgeoisie, le parti des cadets, avec les Milioukov et les Maklakov en tête, tout en fulminant contre les fusillades de la Léna, a trouvé cependant que ce n'étaient pas les fondements du régime qui étaient en cause, mais certaines personnalités comme Trechtchenko et Bélozérov. C'est pourquoi, après avoir poussé son pharisaïque refrain : « Nous nous sommes trompés », au sujet du discours de Makarov, il s'est pleinement contenté de l'« amende honorable » de Timachev, et s'est tenu coi. *D'une part,* il a appuyé le groupe social-démocrate qui exigeait que les représentants du pouvoir fussent jugés par le pays. *D'autre part,* il a salué les représentants de la bourgeoisie industrielle, messieurs les rénovateurs pacifiques, qui demandaient à ces mêmes représentants du pouvoir de mettre au pas les ouvriers en grève par des « mesures civilisées ». Et pour ne laisser subsister aucun doute sur ses bonnes intentions à lui, parti cadet, le voilà qui déclare dans sa *Rietch* que la grève de la Léna n'était qu'une « émeute spontanée ».

Telle a été la conduite de ces partis « populaires » dans les « jours de mouvement ».

Que les ouvriers s'en souviennent et leur rendent justice au « jour des élections » à la IVe Douma.

Seule la social-démocratie a défendu aux « jours de la lutte » les intérêts des ouvriers ; elle seule a dit toute la vérité.

La conclusion est claire : la social-démocratie est l'unique défenseur du prolétariat. Tous les autres partis mentionnés sont les ennemis de la classe ouvrière, avec cette différence toutefois qu'ils luttent diversement contre les ouvriers : qui par des « mesures civilisées », qui par des mesures « pas tout à fait civilisées », et qui par des mesures « nullement civilisées ».

Maintenant que la première vague de l'essor a passé, on voit reparaître les forces ténébreuses qui avaient, un instant, dissimulé leurs traits véritables en versant des larmes de crocodile. La *Zemchtchina* préconise des « mesures » contre la presse ouvrière. Le *Novoïé Vrémia* invite à ne pas ménager les ouvriers « convaincus ». Et les pouvoirs publics se mettent à l'« ouvrage » en faisant arrêter sans relâche les éléments

« suspects ». Sur quoi donc peuvent-ils compter dans leur « nouvelle croisade » ? D'où leur vient cette audace, à ces pouvoirs un instant désemparés ?

Ils ne peuvent compter que sur une chose : l'impossibilité de déclencher chaque fois des protestations de masse, l'inorganisation des ouvriers, leur conscience insuffisante.

Zvezda [*L'Etoile*], journal de Pétersbourg, n° 33, 22 avril 1912.
Signé : K. Soline.
D'après le texte du journal.

Nos objectifs

Quiconque lit la *Zvezda* et connaît ses collaborateurs, lesquels sont aussi ceux de la *Pravda* [125], comprendra sans peine dans quelle direction la *Pravda* va travailler. Eclairer la voie du mouvement ouvrier russe à la lumière de la social-démocratie internationale, répandre la vérité parmi les ouvriers sur les amis et les ennemis de la classe ouvrière, assurer la défense des intérêts de la cause ouvrière : tels sont les objectifs que s'assigne la *Pravda.*

En nous fixant ces objectifs, nous n'avons nullement l'intention de voiler les divergences qui existent parmi les ouvriers social-démocrates. Bien plus : nous pensons qu'un mouvement puissant et plein de vie est inconcevable sans divergences ; c'est seulement au cimetière que peut se réaliser la « parfaite identité de vues » ! Mais cela ne signifie pas encore que les points de divergence soient plus nombreux que les points de convergence. Loin de là ! Si divergentes que soient leurs opinions, les ouvriers d'avant-garde ne peuvent oublier qu'ils sont tous, sans distinction de fraction, également exploités, que tous, sans distinction de fraction, sont également privés de tout droit. Aussi la *Pravda* appellera-t-elle avant tout et par-dessus tout à l'unité de la lutte de classe du prolétariat, à l'unité à tout prix. Autant nous devons être intransigeants envers les ennemis, autant nous devons nous montrer conciliants les uns envers les autres. Guerre aux ennemis du mouvement ouvrier, paix et travail en bonne intelligence au sein du mouvement, voilà l'idée qui va guider la *Pravda* dans son action quotidienne.

Idée qu'il importe de souligner surtout à un moment où les événements de la Léna et les prochaines élections à la IVe Douma placent péremptoirement les ouvriers devant la nécessité de se grouper en une seule organisation de classe...

En nous mettant à l'œuvre, nous savons que notre chemin est semé de ronces. Il suffit de songer à la *Zvezda,* qui a subi de nombreuses confiscations et « poursuites ». Mais les ronces ne sont pas terribles, si la sympathie des ouvriers qui entoure maintenant la *Pravda* se maintient à l'avenir. C'est dans cette sympathie qu'elle puisera l'énergie pour lutter ! Nous souhaitons en outre que les ouvriers ne se bornent pas à la seule sympathie, mais qu'ils collaborent activement à notre journal. Que les ouvriers ne viennent pas nous dire que le métier d'écrire est pour eux une besogne « inaccoutumée » : les journalistes ouvriers ne tombent pas tout prêts du ciel ; ils se forment à la longue, au cours de leur travail de publiciste. Ce qu'il faut, c'est se mettre plus hardiment à l'ouvrage : deux ou trois faux-pas, et l'on finit par apprendre l'art d'écrire...

Ainsi donc, tous ensemble, au travail !

Pravda [*La Vérité*], n° 1, 22 avril 1912.
Article non signé.
D'après le texte du journal.

Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier [126]

Les revendications du peuple russe présentées par le mouvement de 1905 sont restées sans suite.

Le développement de la réaction et du « régime rénové », loin de faire droit à ces revendications, les a rendues plus impérieuses encore.

Les ouvriers sont souvent privés de la possibilité non seulement de faire grève, car rien ne garantit qu'on ne va pas tirer sur eux pour ce motif ; non seulement de fonder des syndicats et de tenir des réunions, car rien ne garantit qu'on ne va pas les arrêter pour ce motif ; mais encore de participer aux élections à la Douma, puisque de toute façon on finira par les « éclaircir » [127] ou les déporter. On a bien « éclairci » dernièrement les ouvriers de chez Poutilov et ceux des Chantiers navals de la Néva !

Pour ne rien dire des dizaines de millions de paysans affamés, livrés à l'arbitraire des grands propriétaires fonciers et des autorités rurales...

Tout cela atteste la nécessité de faire droit aux revendications de 1905.

Quant à la situation économique de la Russie, les symptômes déjà visibles de la prochaine crise industrielle et l'appauvrissement sans cesse accru des larges couches de la paysannerie rendent plus pressante la nécessité de résoudre les problèmes de 1905.

Nous pensons donc que la Russie est à la veille de mouve-

ments de masse, plus profonds peut-être que ceux de 1905. En témoignent les manifestations de la Léna, les grèves de protestation contre les « éclaircissements », etc.

Le promoteur de ces mouvements sera, comme en 1905, la classe la plus avancée de la société russe, le prolétariat russe.

Et son allié ne peut être que la paysannerie martyre qui a un intérêt vital à l'émancipation de la Russie.

La lutte sur deux fronts : contre le régime de la bureaucratie féodale et contre la bourgeoisie libérale qui recherche une alliance avec le vieux pouvoir, voilà la forme que doivent prendre les prochaines actions du peuple.

Et cette lutte ne sera victorieuse que dans la mesure où la classe ouvrière marchera à la tête du mouvement populaire.

Cependant, pour que la classe ouvrière puisse remplir avec honneur le rôle de dirigeant du mouvement populaire, elle doit être armée par la conscience de ses intérêts et par une puissante organisation.

La tribune de la Douma constitue justement, dans les conditions présentes, un des meilleurs moyens d'instruire et d'organiser les larges masses du prolétariat.

C'est dans ce but que nous envoyons à la Douma notre député, en le chargeant, ainsi que tout le groupe social-démocrate à la IVe Douma, de diffuser largement nos revendications du haut de la tribune, et non de jouer aux législateurs dans la Douma des seigneurs.

Nous voudrions que le groupe social-démocrate à la IVe Douma et en particulier notre député tiennent bien haut le drapeau de la classe ouvrière dans le camp hostile de la Douma noire.

Nous voudrions que du haut de la tribune de la Douma retentisse fortement la voix des membres du groupe social-démocrate pour définir le but final du prolétariat, les revendications complètes et intégrales de 1905, le rôle de la classe ouvrière russe, comme dirigeant du mouvement populaire, celui de la paysannerie, comme l'allié le plus sûr de la classe ouvrière, le rôle de la bourgeoisie libérale, traîtresse à la « liberté du peuple ».

Nous voudrions que dans son travail, basé sur ces mots d'ordre, le groupe social-démocrate à la IVe Douma soit uni et forme un seul bloc.

Qu'il puise sa force dans une communion constante avec les larges masses.

Qu'il marche au coude à coude avec l'organisation politique de la classe ouvrière de Russie.

Edité en tract dans la première quinzaine d'octobre 1912.
D'après le texte du journal.

La volonté des délégués

On possède les résultats définitifs des élections pour la curie ouvrière [128]. Sur six grands électeurs, il y a trois liquidateurs et trois partisans de la *Pravda*. Lequel d'entre eux faut-il porter à la députation ? Qui, précisément, faudrait-il désigner ? L'assemblée des délégués a-t-elle fourni quelque indication à ce sujet ?

Si les liquidateurs ont réussi à faire passer leurs partisans, c'est parce qu'ils ont caché aux délégués leurs opinions et voilé les divergences en jouant à l' « unité ». Ils ont été soutenus par les délégués sans-parti qui, n'aimant pas les divergences, les ont crus sur parole. Mais malgré tous les efforts des liquidateurs pour brouiller les cartes, la volonté des délégués s'est néanmoins affirmée sur un point : le point essentiel. C'est sur la question du mandat. L'assemblée des délégués a adopté à une majorité écrasante un mandat précis au député, le mandat des partisans de la *Pravda*.

Dans son compte rendu des élections, le *Loutch* [129] passe ce fait sous silence, mais il ne réussira pas à cacher aux lecteurs une vérité connue de tous les délégués. Nous ne lui permettrons pas de fausser leurs volontés.

Le mandat, c'est une directive donnée au député. Le mandat fait le député. Tel mandat, tel député. De quoi parle donc le mandat formulé par les grandes usines de Pétersbourg et adopté par l'assemblée des délégués ?

Le mandat parle avant tout des problèmes de 1905 ; il indique qu'ils sont restés sans solution et que la situation éco-

nomique et politique du pays rend leur solution inévitable. L'émancipation du pays, selon le mandat, peut être obtenue par la lutte, la lutte sur deux fronts : contre les survivances féodales et bureaucratiques d'une part, et contre la bourgeoisie libérale traîtresse, de l'autre. Et seule, la paysannerie peut être le sûr allié des ouvriers. Mais la lutte ne peut être victorieuse que si le prolétariat a l'hégémonie (le rôle dirigeant). Plus les ouvriers seront conscients et organisés, et mieux ils rempliront le rôle de guide du peuple. Or, comme la tribune de la Douma est, dans les conditions actuelles, un des meilleurs moyens d'organiser et d'instruire les masses, les ouvriers envoient à la Douma leur député pour que celui-ci, et aussi tout le groupe social-démocrate à la IV° Douma, défendent les buts fondamentaux du prolétariat, les revendications complètes et intégrales du pays...

Tel est le contenu du mandat.

Il est aisé de comprendre que ce mandat diffère radicalement de la « plate-forme » des liquidateurs, qu'il est entièrement antiliquidateur.

La question se pose : si les liquidateurs ont néanmoins l'audace de proposer leur candidat à la députation, que devient le mandat que le député sera bien obligé d'appliquer, puisqu'il existe à ce sujet une décision précise du congrès des délégués ?

Un mandat antiliquidateur, appliqué par un liquidateur : nos liquidateurs en arriveront-ils à cette honte ?

Se rendent-ils compte qu'en jouant à l'« unité », ils ont abouti à une impasse ?

Ou peut-être ont-ils l'intention de violer le mandat, ou de le reléguer aux oubliettes ?

Mais que devient alors la volonté des délégués, volonté dont les ouvriers de Pétersbourg ne manqueront pas de prendre la défense ?

Les liquidateurs oseront-ils fouler aux pieds la volonté des délégués ?

Ils parlent encore de victoire, mais ne se rendent-ils pas compte que le mandat leur a infligé une défaite mortelle, en soulignant que seul un antiliquidateur peut être député ?

Pravda [*La Vérité*], n° 147, 19 octobre 1912.
Signé : K. St.
D'après le texte du journal.

Bilan des élections dans la curie ouvrière de Pétersbourg

1. L'ELECTION DES DELEGUES

Ce qui caractérise le mieux l'état d'esprit des ouvriers, en comparaison de 1907, c'est qu'ils marquent un vif intérêt pour les élections. A part quelques petits groupes disséminés çà et là à travers les entreprises, on peut affirmer hardiment que l'esprit de boycottage n'existe absolument pas. Oboukhov [130] n'a pas boycotté, mais a été empêché de voter par la volonté de l'administration de l'usine. Les Chantiers navals de la Néva sont la seule entreprise où les boycotteurs soient intervenus d'une façon organisée, mais, même là, les ouvriers se sont prononcés à une immense majorité pour la participation. Les larges masses ouvrières étaient pour les élections. Bien plus : elles ont lutté pour le droit d'y participer et ont voté avec un vif intérêt, pour autant qu'on ne leur opposait pas d'obstacles insurmontables. Témoin les récentes protestations de masse contre les « éclaircissements »...

Ont été élus presque exclusivement des social-démocrates ou des éléments proches des social-démocrates. Pour des raisons de force majeure, on n'a réussi à exposer la plate-forme de la démocratie ouvrière conséquente que dans certaines entreprises, d'autant plus que les liquidateurs cachaient prudemment la leur aux ouvriers. Mais partout où l'on y est parvenu, les ouvriers ont adopté comme « Mandat » la plate-forme des antiliquidateurs. En pareil cas, les liquidateurs — que n'étouffe évidemment pas le respect d'eux-mêmes ni de leurs opinions —

ont déclaré qu' « au fond, ils étaient, eux aussi, pour ce mandat » (Chantiers navals de la Néva). Là-dessus, ils ont apporté des « amendements » sur la liberté de coalition, que l'on a repoussés comme superflus. De sorte qu'on a voté surtout « pour les personnes ». Et les délégués, dans leur immense majorité se sont trouvés être des social-démocrates ou des éléments proches des social-démocrates.

La social-démocratie est le seul interprète des intérêts de la classe ouvrière, c'est ce que montrent les élections de délégués.

2. L'ELECTION DES GRANDS ELECTEURS

Sur les 82 délégués qui se sont réunis, il y avait 26 antiliquidateurs caractérisés, 15 liquidateurs caractérisés ; les 41 autres étaient des « social-démocrates tout court », des éléments proches des social-démocrates et des sans-parti de gauche.

Pour qui ces 41 allaient-ils se prononcer ? Quelle ligne politique approuveraient-ils ? Voilà la question qui intéressait avant tout les « hommes des fractions ».

L'assemblée des délégués s'est prononcée à une immense majorité pour le mandat proposé par les partisans de la *Pravda*. C'est ainsi qu'elle a affirmé sa physionomie. La ligne politique des antiliquidateurs a triomphé. La tentative des liquidateurs pour s'y opposer a échoué.

Si les liquidateurs avaient été politiquement honnêtes, s'ils avaient eu le respect de leurs propres opinions, ils auraient retiré leurs candidatures en laissant tous les sièges aux partisans de la *Pravda*. Car il va de soi que seuls les partisans du mandat pouvaient être candidats. Des *adversaires* du mandat faisant figure de *défenseurs* du mandat : seuls des faillis politiques pouvaient se prêter à cela. Et les liquidateurs s'y sont prêtés ! En dissimulant leurs opinions aux délégués, en se disant momentanément de « leurs amis », en prétendant « n'avoir rien contre » le mandat adopté ; en jouant à l'unité et en qualifiant les antiliquidateurs de scissionnistes, ils se sont efforcés d'attendrir les délégués hors fraction et de « faire passer » leurs hommes par n'importe quel moyen. Et, effectivement, ils les ont fait passer, en trompant les délégués.

Il était évident que l'aventurisme des liquidateurs n'aurait pas de bornes.

Il n'était pas moins évident que la ligne politique de la *Pravda*, et cette ligne seule, recueille les sympathies du prolétariat de Pétersbourg ; que, en accord avec la volonté des délégués, seul un partisan de la *Pravda* peut être député des ouvriers.

Nous n'aurions pu souhaiter plus grande victoire...

3. DEUX UNITES

Avant d'en venir à l'élection du député, il importe de dire deux mots de l' « unité » qui a joué un rôle fatal lors de la désignation des grands électeurs et à laquelle les liquidateurs s'accrochent comme un homme qui se noie à un brin de paille.

Trotsky écrivait dernièrement dans le *Loutch* que la *Pravda* était autrefois pour l'unité, mais que maintenant elle est, paraît-il, contre. Est-ce exact ? Oui et non. Il est exact que la *Pravda* était pour l'unité. Il est inexact qu'elle soit maintenant contre : la *Pravda* ne cesse d'appeler la démocratie ouvrière conséquente à l'unité.

De quoi s'agit-il alors ? Mais de ceci : la *Pravda* et le *Loutch* avec Trotsky envisagent l'unité d'une façon tout à fait différente. Il y a donc unité et unité.

La *Pravda* pense que seuls les bolchéviks et les menchéviks attachés au parti peuvent être unis en un tout. L'unité sur la base de la séparation d'avec les éléments anti-parti, d'avec les liquidateurs ! La *Pravda* a toujours défendu et défendra toujours cette unité-là.

Trotsky, lui, envisage les choses autrement : il met tout le monde dans le même sac, aussi bien les adversaires de l'esprit de parti que ses partisans. Bien entendu, il n'aboutit à aucune unité : voilà cinq ans qu'il se livre à cette propagande puérile pour unir ce qui ne saurait l'être. Et voici à quoi il est arrivé : nous avons deux journaux, deux plates-formes, deux conférences et pas trace d'unité entre la démocratie ouvrière et les liquidateurs !

Tandis que bolchéviks et menchéviks attachés au parti l'unissent de plus en plus en un tout unique, les liquidateurs creusent un abîme entre eux-mêmes et ce tout.

La pratique du mouvement donne raison au plan d'unité de la *Pravda*.

La pratique du mouvement démolit le plan puéril de Trotsky, tendant à unir ce qui ne saurait l'être.

Bien plus. De propagandiste d'une unité chimérique, Trotsky devient un commis des liquidateurs, qui travaille à leur profit.

Trotsky a fait tout son possible pour que nous ayons deux journaux concurrents, deux plates-formes rivales, deux conférences qui se nient mutuellement. Et, maintenant, cet athlète aux muscles de carton vient en personne nous chanter l'air de l'unité !

Ce n'est pas de l'unité, cela, mais une comédie d'histrion.

Et si cette comédie a permis aux liquidateurs de faire passer trois grands électeurs à eux, c'est parce qu'il a été impossible, en un court laps de temps, de démasquer les histrions de l'unité qui ont caché leur drapeau aux ouvriers...

4. L'ELECTION DU DEPUTE

Après ce que nous venons de dire, il n'est pas difficile de comprendre de quelle « unité » parlaient les liquidateurs, lorsqu'ils ont proposé aux partisans de la *Pravda* de présenter une candidature unique à la Douma. Ils proposaient tout simplement qu'on votât pour leur candidature à eux, contrairement à la volonté des délégués, contrairement au mandat du prolétariat de Pétersbourg. Que pouvaient répondre à cela les partisans de la *Pravda,* sinon que le mandat adopté par les délégués était sacré et que seul pouvait être député un partisan du mandat ? Violer la volonté des délégués pour se plier au manque de caractère des liquidateurs, ou bien passer outre aux caprices de ces derniers pour obéir au mandat du prolétariat de Pétersbourg ? Le *Loutch* crie au scissionnisme de la *Pravda* et monte une cabale contre les grands électeurs ; mais pourquoi les liquidateurs n'ont-ils pas consenti au tirage au sort entre les six grands électeurs des ouvriers, que leur avait proposé la *Pravda ?* Oui, pour avoir une candidature unique des ouvriers, nous sommes allés jusqu'à faire cette concession ; mais pourquoi, demandons-nous, les liquidateurs ont-ils refusé le tirage au sort ? Pourquoi les partisans du *Loutch* ont-ils préféré six candidatures à la Douma à une seule ? Dans l'intérêt de l' « unité » peut-être ?

Le *Loutch* déclare que Goudkov a proposé la candidature

d'un partisan de la *Pravda,* Badaïev ; mais, ajoute discrètement le journal des liquidateurs, la proposition n'a pas été acceptée. Les liquidateurs du *Loutch* auraient-ils oublié que c'est Pétrov, leur partisan, et non un « pravdiste », qui a refusé de retirer sa candidature, en montrant ainsi dans les faits à quoi se ramène la volonté d' « unité » des liquidateurs. Et c'est cela qu'ils s'obstinent à appeler unité ! Le fait qu'un autre partisan du *Loutch,* Goudkov, a posé sa candidature après l'élection du partisan de la *Pravda,* Badaïev, c'est aussi de l'unité peut-être ? Qui le croira ?

Le *Loutch* exalte hypocritement le politicien falot, qu'est Soudakov : celui-ci aurait soi-disant retiré sa candidature dans l'intérêt de l'unité. Le *Loutch* ignore-t-il vraiment que Soudakov, ne disposant que de deux voix, se trouvait tout bonnement *dans l'impossibilité* de se présenter ? Comment appeler un journal qui ose mentir au vu et au su de tout le monde ?

Le manque de caractère politique serait-il vraiment la seule « qualité » des liquidateurs ?

Les liquidateurs se sont efforcés de faire passer subrepticement un homme à eux à la Douma, selon la volonté des cadets et des octobristes et contre celle des ouvriers de Pétersbourg. Mais se peut-il vraiment que le *Loutch,* tout coupé qu'il soit des masses ouvrières, ne comprenne pas malgré cela que les ouvriers de Pétersbourg auraient refusé leur confiance à un tel député ?

Pravda [*La Vérité*], n° 151, 24 octobre 1912.
Signé : K. St.
D'après le texte du journal.

Aujourd'hui les élections

Aujourd'hui ont lieu les élections à Pétersbourg. Les élections dans la seconde curie. Deux camps s'affrontent : les social-démocrates et les cadets. Les électeurs doivent décider à qui ils entendent confier les destinées du pays.

Que veulent les social-démocrates ?

Que veulent les cadets ?

Les social-démocrates, comme représentants de la classe ouvrière, aspirent à affranchir l'humanité de toute exploitation.

Les cadets, eux, comme représentants de la bourgeoisie libérale, bâtissent leur avenir sur l'exploitation de l'homme par l'homme, une exploitation un peu mitigée, il est vrai, mais tout de même une exploitation.

Les social-démocrates pensent que le problème de la rénovation du pays est resté sans solution et qu'il faut le résoudre : le résoudre par les efforts du pays lui-même.

Les cadets, eux, estiment que les discussions sur la rénovation sont superflues, puisque « grâce à Dieu, nous avons une Constitution »...

Les social-démocrates pensent que sur la voie de la rénovation du pays la Russie s'est scindée en deux Russies : la vieille, l'officielle, et la nouvelle, celle de l'avenir.

Les cadets, eux, estiment qu'après l' « octroi de la Constitution », « pareille opposition » des deux Russies « n'est plus possible », car « la Russie est une ».

D'où la conclusion : l'idéal constitutionnel des cadets est

d'ores et déjà réalisé. Le cadre du règlement du 3 juin ne les gêne pas.

Voici, par exemple, ce qu'a déclaré Milioukov, en 1909, au banquet de Londres, où l'octobriste Goutchkov et le cent-noir « modéré » Bobrinski « représentaient » avec lui la Russie :

> Vous voyez devant vous des hommes à convictions politiques de nuances très diverses, mais ces distinctions, en se complétant l'une l'autre, représentent notre grand idéal d'une Russie constitutionnelle. (Voir le livre de I. EFREMOV : *Les Représentants du peuple russe, etc.*, p. 81).

Par conséquent, le cent-noir Bobrinski « complète » le cadet Milioukov dans l'intérêt de la ... « liberté du peuple » : tel est, paraît-il, le « grand idéal » des cadets.

Au banquet de Londres, il n'y avait *pas un seul* représentant des ouvriers, *pas un seul* représentant des paysans, mais les « grands idéals » des cadets se passent, paraît-il, des ouvriers et des paysans...

La Constitution des Bobrinski, des Goutchkov et des Milioukov *sans* les représentants des ouvriers, *sans* les représentants des paysans, les voilà, les « idéals » des cadets !

Faut-il s'étonner après cela que les cadets aient voté à la IIIe Douma pour : 1° le budget antipopulaire, 2° les impôts indirects, 3° les crédits des prisons, etc. ?

Faut-il s'étonner après cela que les cadets se prononcent contre les revendications des ouvriers, des paysans et de toute la démocratie ?

Faut-il s'étonner après cela que les cadets, par la bouche de Maklakov, aient réclamé « plus d'énergie, de sévérité et de rigueur » contre le mouvement estudiantin, et que dans la *Rietch* ils aient traité d' « émeute spontanée » la grève pacifique des ouvriers de la Léna ?

Non, ce n'est pas là le parti de la « liberté du peuple » ; c'est le parti des traîtres à la « liberté du peuple ».

Ces gens-là ne sont capables que de marchander avec la bureaucratie, derrière le dos du peuple. Les « négociations » avec Witte, Stolypine et Trépov, et maintenant avec Sazonov, ne sont nullement fortuites.

Ces gens-là ne sont capables de mettre en échec les social-démocrates qu'en s'alliant avec les cent-noirs aux élections de Kharkov, Kostroma, Iékatérinodar, Riga.

Confier les destinées du pays à ces gens-là, ce serait livrer le pays au bon plaisir de ses ennemis.

Nous sommes certains que les électeurs qui se respectent ne lieront pas leur honneur au sort des cadets.

Que les cadets subissent aujourd'hui le digne châtiment des graves péchés qu'ils ont commis envers le peuple russe !

Electeurs *ouvriers !* Votez pour les représentants de vos intérêts, pour les social-démocrates !

Electeurs *employés !* Ne votez pas pour les cadets, qui ont sacrifié votre droit au repos ; votez pour les social-démocrates, seuls défenseurs conséquents de vos intérêts !

Electeurs *polonais !* Vous revendiquez le droit à un libre développement national ; rappelez-vous que la liberté des nationalités est inconcevable sans la liberté générale ; or les cadets trahissent la liberté !

Electeurs *juifs !* Vous revendiquez l'égalité des droits pour les Juifs ; mais rappelez-vous que les Milioukov, qui donnent l'accolade aux Bobrinski, et les cadets, qui font bloc avec la droite, ne lutteront pas pour l'égalité !

Pour les traîtres à la liberté du peuple ou pour ses défenseurs, pour les cadets ou pour les social-démocrates : choisissez, citoyens !

Pravda [*La Vérité*], n° 152, 25 octobre 1912.
Signé : K. St.
D'après le texte du journal.

A tous les ouvriers et toutes les ouvrières de Russie ! [181]

(9 janvier)

Camarades !

De nouveau, nous célébrons le 9 janvier, jour marqué par le sang de centaines de nos frères ouvriers, que le tsar Nicolas Romanov a fait fusiller le 9 janvier 1905 parce qu'ils venaient à lui, pacifiques et sans armes, solliciter une vie meilleure.

Huit ans se sont écoulés depuis. Huit longues années pendant lesquelles, sauf une brève lueur de liberté, le tsar et les grands propriétaires fonciers ont déchiré et torturé notre pays !

Aujourd'hui encore, comme par le passé, on fusille en Russie les ouvriers qui font une grève pacifique, ainsi qu'il est arrivé sur la Léna. Aujourd'hui comme par le passé, des millions et des millions de paysans sont réduits à la famine, ainsi qu'il est arrivé en 1911. Aujourd'hui comme par le passé, dans les prisons du tsar, on brime et on torture les meilleurs fils du peuple, en les poussant à des suicides en masse, ainsi qu'il est arrivé dernièrement à Koutomar, Algatchi [182], etc. Aujourd'hui comme par le passé, les tribunaux du tsar font fusiller matelots et soldats qui réclament la terre pour les paysans et la liberté pour tout le peuple, ainsi qu'il est arrivé récemment pour 17 matelots de la mer Noire [183]. Voilà comment Nicolas Romanov, autocrate de toutes les Russies par la grâce des grands propriétaires fonciers, exerce le pouvoir qu'il tient de « Dieu », pouvoir béni par les scélérats en soutane du Synode et les cent-noirs, les Pourichkévitch et les Khvostov.

Comme par le passé, la monarchie des Romanov, qui s'apprête à célébrer cette année le tricentenaire de sa domination sanglante sur notre pays, étouffe la Russie dans son étau.

Mais la Russie n'est plus cette Russie terrorisée et résignée qui, durant de longues années, a gémi en silence sous le joug des Romanov. Et tout d'abord, notre classe ouvrière russe n'est plus la même : elle marche en tête de tous les combattants de la liberté. Nous célébrerons le 9 janvier 1913 non pas en esclaves courbés et humiliés, mais la tête haute, comme une armée unie de combattants qui sentent et qui savent que la Russie populaire se réveille encore une fois, que la glace de la contre-révolution est rompue, que de nouveau le fleuve du mouvement populaire s'est mis en marche, que « derrière nous avancent de nouvelles cohortes »...

Huit années ! Que de choses en si peu de temps... Au cours de cette période nous avons vu trois Doumas d'Etat. Les deux premières, où les libéraux avaient la majorité, mais où retentissait bien haut la voix des ouvriers et des paysans, ont été dissoutes par le tsar, exécuteur de la volonté des propriétaires fonciers cent-noirs. La troisième Douma, cent-noir elle-même, a travaillé cinq années durant de concert avec la clique du tsar à asservir et à opprimer encore plus les paysans, les ouvriers, toute la Russie populaire.

Durant les années de contre-révolution noire, la classe ouvrière a dû vider le plus amer des calices. Depuis 1907, les forces du vieux régime ayant réussi pour un temps à étouffer le mouvement révolutionnaire des masses, les ouvriers gémissent sous un double joug. C'est contre eux que la bande du tsar exerce la vengeance la plus impitoyable. Et c'est sur eux aussi que s'acharne l'offensive du Capital. Fabricants et usiniers, profitant de la réaction politique, reprennent pas à pas tout ce que les ouvriers avaient conquis au prix de tant d'efforts et de sacrifices. Par le lock-out, sous la protection de la gendarmerie et de la police, les patrons augmentent la journée de travail, diminuent les salaires, restaurent le vieil ordre de choses dans les fabriques et les usines.

Les dents serrées, les ouvriers gardent le silence. 1908 et 1909 ont vu les cent-noirs au comble de l'ivresse du triomphe et le mouvement ouvrier au point le plus bas. Mais dès l'été de 1910, commencent à renaître les grèves ouvrières. La fin de 1911 est marquée par une protestation active de dizaines de milliers d'ouvriers contre le maintien au bagne des députés social-démocrates de la IIe Douma, condamnés à la suite d'une provocation [184].

Le mouvement de masse des ouvriers *s'était terminé* par la grève du 22 novembre 1907, contre la condamnation aux travaux forcés des députés social-démocrates de la IIe Douma. Et le mouvement de masse des ouvriers *renaît* à la fin de 1911, cette fois encore en relation avec le sort des députés social-démocrates de la IIe Douma, ces combattants d'avant-garde, ces héros de la classe ouvrière, dont l'œuvre est continuée maintenant par les députés ouvriers de la IVe Douma.

La reprise de la lutte politique entraîne aussi une reprise de la lutte économique des ouvriers. La grève politique alimente la grève économique, et inversement. Une vague rejoint l'autre, et le flot impétueux du mouvement ouvrier bat les citadelles de la monarchie du tsar et de l'autocratie du Capital. Des couches toujours nouvelles d'ouvriers s'éveillent à une vie nouvelle. Des masses toujours plus larges sont entraînées à la lutte nouvelle. Les grèves contre la fusillade de la Léna, les grèves du Premier Mai, les grèves de protestation contre la privation des droits électoraux infligée aux ouvriers et la grève de protestation contre l'exécution des matelots de la mer Noire ont entraîné près d'un million de participants. C'étaient là des grèves révolutionnaires, des grèves qui avaient inscrit sur leur drapeau : « A bas la monarchie des Romanov, à bas tout le vieux régime féodal pourri qui étouffe la Russie ! »

Le mouvement révolutionnaire des ouvriers s'élargit, grandit. La classe ouvrière commence à éveiller à la lutte nouvelle d'autres couches de la population. Tout ce qui est honnête, tout ce qui aspire à une vie meilleure commence à protester contre les violences de la meute tsariste. La bourgeoisie elle-même murmure, elle-même est mécontente de la domination absolue et sans partage des Pourichkévitch.

Le régime du 3 juin n'a rien apaisé, ni personne. Toutes les années de contre-révolution ont montré qu'il n'y aura pas de vie libre en Russie tant que la monarchie des Romanov restera debout, tant que subsistera la domination des grands propriétaires fonciers.

Une nouvelle révolution monte : la classe ouvrière y jouera à nouveau un rôle d'honneur, celui de dirigeant de toute l'armée de libération.

Sur le drapeau de la classe ouvrière sont inscrites, comme par le passé, les trois vieilles revendications pour lesquelles il a été consenti tant de sacrifices et versé tant de sang.

Journée de huit heures pour les ouvriers !

Toute la terre des grands propriétaires fonciers, du tsar et des couvents, sans indemnité de rachat pour les paysans !

République démocratique pour tout le peuple !

C'est autour de ces revendications que la lutte s'est livrée et se livre encore dans la Russie actuelle. Les ouvriers les ont encore présentées lors des récentes grèves déclenchées à la suite des événements de la Léna. La classe ouvrière les proclamera aussi le 9 janvier.

Déjà les ouvriers de Pétersbourg, de Riga, de Nikolaïev, se sont efforcés de marquer le 9 janvier 1912 par des grèves et des manifestations. Le 9 janvier 1913, nous le ferons partout, *dans toute la Russie.* C'est le 9 janvier 1905 que la première révolution russe est née dans le sang des ouvriers. Puisse le début de 1913 servir de prélude à la *seconde* révolution en Russie. La maison des Romanov, qui se prépare à célébrer son tricentenaire en 1913, entend se cramponner longtemps encore sur le dos de la Russie. Le 9 janvier 1913, disons donc à cette clique :

Assez ! A bas la monarchie des Romanov ! Vive la république démocratique !

Camarades ! Que la journée du 9 janvier 1913 soit marquée par quelque action partout où vit et lutte l'ouvrier russe.

Partout, marquons cette journée par des réunions, des résolutions, des meetings et là où ce sera possible,

par une grève de 24 heures

et par des manifestations.

Evoquons en ce jour le souvenir des héros tombés dans la lutte ! Nous ne saurions mieux honorer leur mémoire qu'en faisant retentir en ce jour, à travers toute la Russie, nos vieilles revendications :

République démocratique !

Confiscation des terres des grands propriétaires !

Journée de huit heures !

Le Comité Central
du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie

Camarades !
Préparez la protestation du 9 janvier.

Edité en proclamation fin décembre 1912, début janvier 1913.

Les élections de Pétersbourg

(Lettre de Saint-Pétersbourg)

A la différence des élections de 1907, celles de 1912 ont coïncidé avec un regain d'activité révolutionnaire parmi les ouvriers. Tandis qu'à cette époque-là, les vagues de la révolution baissaient et que la contre-révolution triomphait, l'année 1912 a vu monter la première vague d'une nouvelle révolution. C'est pourquoi, *à cette époque-là,* les ouvriers votaient sans entrain et, par endroits, boycottaient même les élections ; ils les boycottaient *passivement,* bien entendu, en montrant ainsi que le boycottage passif est un signe indubitable d'apathie et de déclin des forces. C'est pourquoi *maintenant,* dans l'atmosphère de la révolution qui monte, les ouvriers, rejetant la mollesse et l'indifférence politique, sont allés voter avec un vif intérêt. Bien plus, ils se sont battus pour les élections ; ils ont lutté pour le droit de vote et ils l'ont obtenu par des grèves grandioses contre les « éclaircissements », malgré toutes les manœuvres et entraves policières : signe indubitable que la torpeur politique a pris fin, que la révolution a quitté le point mort. Il est vrai que la vague de la nouvelle révolution n'est *pas encore* assez forte pour qu'on puisse poser la question, disons, d'une grève générale politique. Mais elle est *déjà* assez forte pour que, par endroits, on puisse déchirer la toile d'araignée des « éclaircissements » afin d'animer les élections, d'organiser les forces du prolétariat et d'éduquer politiquement les masses.

I

LA CURIE OUVRIERE

1. LA LUTTE POUR LES ÉLECTIONS

Il ne sera pas superflu de noter que l'initiative de la campagne des grèves appartient au représentant du Comité Central et au Comité de Pétersbourg de notre Parti. Le 4 octobre, tard dans la soirée, à la veille de l'élection des grands électeurs, nous apprenions que la commission de district avait « éclairci » les délégués des plus grandes usines (Poutilov et autres). Une heure après, la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg se réunissait en présence d'un représentant du Comité Central [135]. Après avoir dressé une nouvelle liste de grands électeurs, elle décide une grève de protestation de vingt-quatre heures. La nuit même se réunit le groupe social-démocrate de l'usine Poutilov : il fait sienne la décision du Comité de Pétersbourg. Le 5, la grève commence chez Poutilov. Toute l'usine débraye. Le 7 (un dimanche), le groupe social-démocrate des Chantiers navals de la Néva se réunit : il souscrit à la décision du Comité de Pétersbourg. Le 8, tous les chantiers sont en grève. A leur suite, les autres fabriques et usines débrayent. Se sont mises en grève non seulement les entreprises « éclaircies », mais aussi celles qui ne le sont pas (Pal), ainsi que celles qui, selon les « règlements électoraux », n'avaient pas le droit de voter dans la curie ouvrière. Elles font grève par solidarité. Ce ne sont pas les chants révolutionnaires ni les manifestations qui manquent... Le 8 octobre, tard dans la nuit, on apprend que la Commission électorale provinciale casse les élections des grands électeurs, abroge les « éclaircissements » de la Commission de district, « rétablit dans leurs droits » les ouvriers de Poutilov, permet à un plus grand nombre d'entreprises de participer aux élections. Les ouvriers chantent victoire. Les ouvriers ont triomphé.

Il est intéressant de lire la résolution adoptée par les ouvriers des Chantiers navals de la Néva et de l'usine Poutilov lors du déclenchement de la grève :

En protestant contre la violation de nos droits électoraux, nous déclarons que seuls le renversement du tsarisme et la

conquête d'une république démocratique peuvent garantir aux ouvriers le droit de vote et la liberté véritable des élections.

On repoussa la résolution des liquidateurs, disant que « ... seul le suffrage universel *pour les élections à la Douma d'Etat* peut garantir le droit de vote ». Ces résolutions avaient été discutées au préalable dans les groupes social-démocrates des usines : lorsqu'il devint évident, par exemple dans le groupe des Chantiers navals de la Néva, que la résolution des liquidateurs ne recueillait pas les sympathies, ses partisans s'engagèrent à ne pas la présenter au meeting devant la masse des électeurs sans-parti, mais à soutenir la résolution adoptée par le groupe. Il convient de dire à leur honneur qu'ils ont tenu parole. En retour, les antiliquidateurs agirent avec la même loyauté : ils firent élire comme délégué Goudkov, qu'ils auraient pu « blackbouler », puisqu'ils détenaient la majorité à l'usine. Il serait bon que le *Loutch* eût au moins une once de ce sentiment de responsabilité, lui qui sait si bien décrire *ce qui n'a pas eu lieu dans les usines,* mais qui a passé sous silence la résolution ci-dessus des Chantiers de la Néva et dénaturé pardessus le marché la résolution de l'usine Poutilov.

Ainsi, les ouvriers se sont battus pour les élections et ils ont obtenu les élections. Aux socialistes-révolutionnaires de Pétersbourg d'en tirer la leçon, eux qui sont intervenus sans succès aux Chantiers navals de la Néva contre les élections.

Les ouvriers se sont battus pour les élections sous le mot d'ordre de la république démocratique. Aux fétichistes des « réformes partielles », les liquidateurs du *Loutch,* d'en tirer la leçon.

2. LE MANDAT DU DÉPUTÉ.

Les grèves contre les « éclaircissements » n'étaient pas encore liquidées que se réunissait le congrès des délégués. On pouvait dire à l'avance que le mandat établi par le Comité de Pétersbourg et approuvé par les grandes usines de Piter [130] (Poutilov, Chantiers navals de la Néva, Pal), serait adopté par les délégués. Effectivement, il a été adopté à une majorité écrasante, avec l'abstention d'un groupe infime de liquidateurs. Les tentatives de ces derniers pour empêcher le vote furent accueillies aux cris de : « Pas d'obstruction ! »

Dans leur mandat au député à la Douma, les délégués parlent des « problèmes de 1905 » ; ils disent que ces problèmes « sont restés sans solution » et que le développement économique et politique de la Russie « rend leur solution inévitable ». La lutte des ouvriers et des paysans révolutionnaires pour le renversement du tsarisme, malgré la politique conciliatrice de la bourgeoisie cadet, lutte dont seul le prolétariat peut être le dirigeant, voilà ce qui, selon le mandat, permettrait de résoudre les problèmes de 1905. (Voir le « Mandat » dans *Le Social-Démocrate*, n° 28-29).

Comme vous le voyez, nous sommes loin de la « révision des dispositions agraires de la IIIe Douma », préconisée par les libéraux et les liquidateurs, ou encore du suffrage universel pour les élections à la Douma d'Etat ». (Voir la plate-forme des liquidateurs) [187].

Les ouvriers de Pétersbourg sont demeurés fidèles aux traditions révolutionnaires de notre Parti. Les mots d'ordre de la social-démocratie, révolutionnaire, et eux seuls, ont recueilli l'approbation du congrès des délégués. Au congrès, c'était les sans-parti qui décidaient (sur 82 délégués, il y avait 41 « social-démocrates tout court » et sans-parti), et si, même à une pareille assemblées, le mandat du Comité de Pétersbourg a été adopté, cela signifie que les mots d'ordre de ce dernier sont solidement enracinés dans le cœur et le cerveau de la classe ouvrière.

Comment les liquidateurs ont-ils pris tout cela ? S'ils avaient foi en leurs propres conceptions et s'ils n'avaient pas manqué de probité politique, ils auraient engagé une lutte ouverte contre le mandat, et présenté leur propre mandat ; ou bien, ayant été battus, ils auraient retiré leurs candidats. Or ils ont présenté leur liste pour les places de grands électeurs, pour contre-balancer la liste des antiliquidateurs. Pourquoi ne pas présenter aussi ouvertement leurs conceptions, leur mandat ? Et lorsque le mandat des antiliquidateurs est passé, pourquoi ne pas avoir déclaré honnêtement et ouvertement qu'eux, adversaires du mandat, ne pouvaient être élus comme futurs défenseurs du mandat, qu'ils retiraient donc leurs candidatures, en laissant la place aux partisans du mandat ? C'eût été là une règle élémentaire de probité politique. Ou peut-être les liquidateurs ont-ils passé sous silence le mandat parce que la question n'avait pas été suffisamment débattue, et que l'affaire avait été tranchée au congrès par les voix des *sans-parti ?* Mais, en ce cas, pour-

quoi ne se sont-ils pas soumis à la décision des 26 délégués *social-démocrates* qui s'étaient réunis clandestinement quelques jours avant le congrès des délégués et, après discussion, avaient adopté la plate-forme des antiliquidateurs (à la majorité de 16 voix contre 9, et une abstention) en présence, d'ailleurs, des délégués des liquidateurs et de leurs chefs qui assistaient aussi à cette réunion ? Quelles considérations supérieures guidaient les liquidateurs, quand ils foulaient aux pieds et le mandat du congrès tout entier et la volonté des 26 délégués social-démocrates ? Apparemment ne pouvait-il y avoir là qu'une seule considération : jouer un mauvais tour aux antiliquidateurs et faire passer « coûte que coûte » ses hommes à soi. Mais justement toute la question est là : si les liquidateurs avaient engagé une lutte ouverte, ils n'auraient pas fait passer un seul de leurs partisans, car c'était clair pour tout le monde que la « révision des dispositions agraires de la IIIe Douma » préconisée par eux, ne recueillait pas l'approbation des délégués. Il ne leur restait plus qu'une ressource : cacher leur drapeau, feindre d'être des partisans du mandat en déclarant qu' « au fond, eux aussi étaient pour un mandat à peu près identique » et faire passer « coûte que coûte » leurs hommes à eux. C'est ce qu'ils ont fait. Mais en agissant ainsi, les liquidateurs ont avoué leur défaite et se sont rangés parmi les banqueroutiers politiques.

Obliger l'adversaire à replier son drapeau, c'est-à-dire à reconnaître que son drapeau *ne vaut rien,* autrement dit l'obliger à reconnaître la supériorité idéologique de son ennemi, cela veut dire précisément remporter la victoire morale.

Comme cela est « étrange » : les liquidateurs ont un « large parti ouvrier » ! les antiliquidateurs, eux, n'ont qu'un « cercle ossifié », et pourtant c'est le « cercle étroit » qui a battu le « large parti » !

Quels miracles ne voit-on pas en ce monde !...

3. L'UNITÉ COMME MASQUE ET L'ÉLECTION DU DÉPUTÉ.

Lorsque les diplomates bourgeois préparent la guerre, ils commencent par pousser force clameurs en l'honneur de la « paix » et des « relations amicales ». Si un quelconque ministre des Affaires étrangères se met en quatre pour une « conférence de la paix », alors sachez bien que « son gouvernement » a déjà passé commande de nouveaux dreadnoughts [138] et mono-

plans. Chez un diplomate, les paroles *doivent* être en désaccord avec les actes, sinon quelle espèce de diplomate serait-il ? Les paroles sont une chose, les actes sont tout à fait autre chose. Les belles paroles sont les masques pour couvrir les vilaines besognes. Un diplomate sincère, c'est de l'eau qui serait sèche, du fer qui serait du bois.

Il faut en dire autant des liquidateurs et de leurs clameurs hypocrites sur l'unité. Récemment, le camarade Plékhanov, partisan de l'union dans le Parti, écrivait au sujet des résolutions adoptées à la conférence des liquidateurs [139] : « Elles sentent la diplomatie à dix verstes. » Ensuite, ce même camarade Plékhanov a qualifié leur conférence de « scissionniste ». A parler franc, les liquidateurs trompent les ouvriers par leurs clameurs diplomatiques sur l'unité puisque, en parlant d'unité, ils créent la scission. Ils sont, en effet, les diplomates de la social-démocratie, et, par de belles paroles sur l'unité, ils couvrent leur vilaine besogne de scission. Lorsqu'un liquidateur se met en quatre pour l'unité, sachez bien qu'il a déjà foulé aux pieds l'unité au nom de la scission.

Les élections de Pétersbourg en sont une preuve directe.

L'unité, c'est tout d'abord l'unité d'action des ouvriers organisés comme social-démocrates au sein de la classe ouvrière, qui n'est pas encore organisée, pas encore éclairée par la lumière du socialisme. Les ouvriers organisés comme social-démocrates posent des problèmes dans leurs réunions, les débattent, prennent des décisions et puis, comme un tout unique, ils portent devant les sans-parti ces décisions absolument obligatoires pour la minorité. *Sans cela, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'unité de la social-démocratie !* Pareille décision a-t-elle été prise à Pétersbourg ? Oui. C'est la décision des 26 délégués social-démocrates (des deux tendances) qui ont adopté la plate-forme des antiliquidateurs. Pourquoi les liquidateurs ne se sont-ils pas soumis à cette décision ? Pourquoi ont-ils fait échec à la volonté de la majorité des délégués social-démocrates ? *Pourquoi ont-ils foulé aux pieds l'unité de la social-démocratie* de Pétersbourg ? Parce que les liquidateurs sont les les diplomates de la social-démocratie, qu'ils créent la scission sous le masque de l'unité.

Poursuivons. L'unité, c'est l'unité d'action du prolétariat, face au monde bourgeois tout entier. Les représentants du prolétariat prennent des décisions et les appliquent, ils agissent

comme un tout unique, la minorité se soumettant à la majorité. *Sans cela, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'unité du prolétariat !* Pareille décision a-t-elle été prise par le prolétariat de Pétersbourg ? Oui. C'est le mandat antiliquidateur, adopté par la majorité du congrès des délégués. Pourquoi les liquidateurs ne se sont-ils pas soumis au mandat des délégués ? Pourquoi ont-ils fait échec à la volonté de la majorité des délégués ? *Pourquoi ont-ils foulé aux pieds l'unité de la classe ouvrière de Pétersbourg ?* Parce que l'unité des liquidateurs est une *phrase* diplomatique qui couvre la *politique* de torpillage de l'unité...

Lorsque les liquidateurs, en sabotant la volonté de la majorité, en cherchant à faire passer les hésitants (Soudakov), en prodiguant les promesses les plus diplomatiques, ont enfin obtenu trois grands électeurs, la question s'est posée : que faire ?

La seule issue *honnête* était de tirer au sort. Et les antiliquidateurs *ont proposé* aux liquidateurs le tirage au sort, mais ceux-ci l'*ont repoussé !!*

Le liquidateur Y, qui était entré en pourparlers avec le bolchévik X au sujet de cette proposition (nous pouvons, en cas de nécessité, nommer les négociateurs pour les deux autres parties, dans les conditions du respect de la conspiration nécessaire) [140], répondit, après avoir consulté ses adeptes, qu' « ils ne pouvaient pas accepter le tirage au sort, leurs grands électeurs étant liés par la décision de leur collectif dirigeant ».

Que MM. les liquidateurs essaient donc de réfuter l'affirmation que nous produisons ici !

Sabotage de la volonté de la majorité des délégués sociaux-démocrates ; sabotage de la volonté de la majorité du congrès des délégués ; refus de tirer au sort, refus de présenter une candidature unique à la Douma : tout cela dans l'intérêt de l'unité. Décidément, quelle « unité » originale que la vôtre, MM. les liquidateurs !

Au reste, la politique scissionniste des liquidateurs n'est pas nouvelle. Dès 1908, ils font de la propagande contre le parti illégal. Les subterfuges scandaleux des liquidateurs aux élections de Pétersbourg sont le prolongement de leur vieille politique scissionniste.

On dit que Trotsky, par sa campagne d'« unification », a introduit « un courant nouveau » dans les vieilles « affaires » des liquidateurs. Mais cela est faux. En dépit de ses efforts « héroïques » et de ses « terribles menaces », Trotsky s'est

tout simplement révélé, en fin de compte, un athlète tapageur, aux muscles de carton puisque, en cinq ans de « travail », il n'a su unir personne, sauf les liquidateurs. Boniment neuf, vieille camelote !

Mais revenons aux élections. En repoussant le tirage au sort, les liquidateurs ne pouvaient escompter qu'une chose : que la bourgeoisie (cadets et octobristes) *préférerait un liquidateur !* Pour paralyser ce petit calcul transparent, le Comité de Pétersbourg ne pouvait faire autrement que de donner la directive de présenter au scrutin tous les grands électeurs, car il y avait aussi un « hésitant » (Soudakov) parmi les liquidateurs et, en général, leur groupe manquait de cohésion. Par application de la directive du Comité de Pétersbourg, tous les grands électeurs antiliquidateurs se présentèrent. Et le petit calcul transparent des liquidateurs ne marcha pas ! La démoralisation régnait non pas chez les antiliquidateurs, mais parmi les grands électeurs liquidateurs qui, contrairement à la décision de leur « collectif », se sont fait scrutiner à qui mieux mieux. Il y a lieu de s'étonner, non pas que Goudkov ait accepté la candidature de Badaïev (Goudkov sentait peser sur lui le mandat antiliquidateur voté à son usine), mais que le liquidateur Pétrov, et à sa suite Goudkov lui-même, se soient présentés *après qu'on eut désigné Badaïev*.

Une seule conclusion à tirer de ce qui a été dit : pour les liquidateurs, l'unité est un masque qui couvre leur politique scissionniste, un dada sur lequel ils pensaient faire leur entrée à la Douma, au mépris de la volonté de la social-démocratie et du prolétariat de Pétersbourg.

II

LA CURIE URBAINE

Les événements de la Léna et, en général, le regain d'activité parmi les ouvriers n'ont pas été sans effet sur l'électeur de la seconde curie. Les milieux démocratiques de la population urbaine ont sensiblement évolué vers la gauche. Si, il y a cinq ans, après la défaite de la révolution, ils « enterraient » les vieux idéaux de 1905, aujourd'hui, après les grèves de masse, les

vieux idéaux commencent à revivre. Il s'est créé, contre la politique double des cadets, un état d'esprit très net de mécontentement, et les cadets n'ont pas pu ne pas le remarquer.

D'un autre côté, les octobristes « n'ont pas justifié » les espérances des gros commerçants et fabricants. Il y avait des places vacantes, ce qui, non plus, n'a pu échapper aux cadets.

Et les cadets de décider, dès le mois de mai dernier, de jouer sur les deux fronts. Non de lutter, mais de jouer.

C'est ce qui explique la duplicité de la campagne électorale des cadets dans les deux curies différentes, duplicité qui ne pouvait manquer de frapper l'électeur.

La lutte contre les cadets pour l'influence sur les couches démocratiques s'est trouvée au centre de la campagne électorale des social-démocrates. Hégémonie de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ou hégémonie du prolétariat révolutionnaire, c'est là le « schéma » des bolchéviks contre lequel les liquidateurs luttent sans espoir depuis de longues années et auquel maintenant ils ont été obligés de se soumettre comme à une nécessité vitale qui est évidente et inéluctable.

La victoire dans la seconde curie dépendait du comportement des milieux démocratiques, démocratiques par leur condition, mais non conscients encore de leurs intérêts. Qui ces milieux allaient-ils suivre : la social-démocratie ou les cadets ? Il y avait aussi un troisième camp, de droite avec les octobristes, mais on ne pouvait parler sérieusement du « péril cent-noir », car il était évident que la droite ne pouvait rassembler qu'un nombre de voix insignifiant. Quant aux propos sur la « nécessité de ne pas effrayer la bourgeoisie », bien qu'ils eussent été tenus (voir l'article de F. D. dans le *Nevski Golos*[141]), ils ne suscitaient que le sourire, car il était évident que la social-démocratie devait non seulement « effrayer » la bourgeoisie, mais la déloger de ses positions en la personne de ses avocats, les cadets.

Hégémonie de la social-démocratie ou hégémonie des cadets, c'est ainsi que la vie elle-même posait le problème.

D'où il était clair qu'une cohésion exceptionnelle de la social-démocratie était nécessaire tout au long de la campagne.

C'est pour cette raison que la Commission électorale auprès du Comité de Pétersbourg a accepté un accord avec une autre commission composée de menchéviks et de liquidateurs isolés. Accord portant sur les personnes à élire, avec pleine liberté de propagande électorale et à la condition expresse que dans

la liste des candidats à la Douma « ne puisse figurer aucune personne ayant attaché son nom ou son activité à la lutte contre l'esprit de parti » (extrait du « procès-verbal » des pourparlers). La liste connue de la social-démocratie pour la seconde curie fut établie après récusation par les antiliquidateurs des candidatures d'Ab... et de L..., liquidateurs péterbourgeois connus, « qui avaient attaché leur nom et leur activité », etc. Il n'est pas inutile de faire remarquer ici même, pour caractériser les « partisans de l'unité », qu'après l'élection de Tchkhéidzé à Tiflis, ils ont refusé net de le remplacer sur la liste par le social-démocrate Pokrovski, ancien membre de la IIIe Douma, en menaçant de présenter une liste concurrente et de désorganiser la campagne.

Mais la clause sur « la liberté de propagande électorale » s'est révélée, somme toute, superflue ; en effet, la marche de la campagne a montré de toute évidence que dans la lutte contre les cadets, aucune autre campagne n'était possible sauf la campagne social-démocrate révolutionnaire, c'est-à-dire bolchévik. Qui ne se rappelle les discours des orateurs de Pétersbourg et des candidats social-démocrates sur l' « hégémonie du prolétariat » et les « vieilles méthodes de lutte », opposées aux « nouvelles méthodes parlementaires », sur le « deuxième mouvement » et l' « inanité du mot d'ordre : un ministère cadet responsable » ? Où étaient donc passées les jérémiades des liquidateurs sur la « nécessité d'éviter la scission de l'opposition », sur l' « évolution de la bourgeoisie cadet vers la gauche », sur la « pression » à exercer sur cette bourgeoisie ? Et la propagande anticadet des liquidateurs du *Loutch*, qui « mangeaient » du cadet et « effrayaient » ces gens, parfois même outre mesure, tout cela n'atteste-t-il pas que la vie elle-même profère la vérité, fût-ce « par la bouche des enfants » ?

Où était donc passée la conscience à principes de Dan, de Martov et des autres adversaires de la tendance à « bouffer du cadet » ?

Le « large parti ouvrier » des liquidateurs a, une fois de plus, connu la défaite dans sa lutte contre le « cercle clandestin ». Songez donc : un « large parti ouvrier (?) » prisonnier d'un petit, mais vraiment tout petit « cercle » ! Un miracle, quoi...

III

CONCLUSIONS

De ce qui précède, il ressort clairement, tout d'abord, que les discours sur les deux camps — le camp des partisans du régime du 3 juin et le camp de ses adversaires — sont dénués de fondement. En réalité, ce sont trois camps, et non pas deux, qui se sont affrontés aux élections : le camp de la révolution (les social-démocrates), le camp de la contre-révolution (les droites) et celui des conciliateurs, qui sapent la révolution et portent de l'eau au moulin de la contre-révolution (les cadets). Quant à une « opposition unique » contre la réaction, il n'en a même pas été question.

Ensuite, les élections attestent que la délimitation entre les deux camps extrêmes ira en s'accentuant et que, de ce fait, le camp intermédiaire fondra, en libérant les éléments à esprit démocratique au profit de la social-démocratie et en glissant lui-même peu à peu du côté de la contre-révolution.

Ceci étant, les discours sur les « réformes » par en haut, sur l'impossibilité des « explosions » et sur l'« évolution organique » de la Russie sous l'égide de la « Constitution » perdent tout fondement. Le cours des choses mène inéluctablement à une nouvelle révolution et il nous faudra vivre un « nouveau 1905 », en dépit des assurances des Larine et autres liquidateurs.

Les élections attestent enfin que le prolétariat, et lui seul, est appelé à prendre la tête de la révolution qui vient, en ralliant pas à pas autour de lui tout ce qu'il y a d'honnête et de démocratique en Russie, tout ce qui aspire à libérer la patrie de la servitude. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer la marche des élections dans la curie ouvrière ; il suffit de voir à qui vont les sympathies des ouvriers de Pétersbourg, clairement exprimées dans le mandat adopté par les délégués ; il suffit de considérer leur lutte révolutionnaire pour les élections.

Tout cela permet d'affirmer que les élections de Pétersbourg ont entièrement confirmé la justesse des mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire.

Vitalité et puissance de la social-démocratie révolutionnaire, telle est la première conclusion.

Faillite politique des liquidateurs, telle est la seconde conclusion.

Le Social-Démocrate, n° 30, 12 (25) janvier 1913.
Signé : K. Staline.
D'après le texte du journal.

Sur la voie du nationalisme
(Lettre du Caucase)

Parmi les décisions qui ont immortalisé la gloire de la conférence des liquidateurs, celle qui est relative à l' « autonomie nationale culturelle » n'occupe pas la dernière place.

La voici :

> Après avoir entendu la communication de la délégation caucasienne annonçant qu'à la dernière conférence des organisations caucasiennes du POSDR, ainsi que dans les organes de presse de ces organisations, les camarades caucasiens ont exprimé l'opinion qu'il était nécessaire de présenter la revendication de l'autonomie nationale culturelle, la conférence, sans se prononcer sur le fond de cette revendication, constate qu'une telle interprétation du paragraphe du programme du Parti qui reconnaît à chaque nationalité le droit de disposer d'elle-même, ne va pas à l'encontre du sens exact du programme, et elle exprime le vœu que la question nationale soit inscrite à l'ordre du jour du prochain congrès du POSDR.

Cette décision n'est pas seulement importante parce qu'elle exprime les tergiversations opportunistes des liquidateurs devant la vague nationaliste qui monte. Elle est importante parce que chacune de ses phrases vaut son pesant d'or.

Comment ne pas admirer, par exemple, l'affirmation que la conférence, « sans se prononcer sur le fond de cette revendication », « constate » néanmoins et décide ? Car enfin, c'est seulement dans les opérettes qu'on « décide » de la sorte.

Ou encore la phrase disant qu' « une telle interprétation du

paragraphe du programme du Parti qui reconnaît à chaque nationalité le droit de disposer d'elle-même, ne va pas à l'encontre du sens exact du programme » ! Songez-y donc ! Le paragraphe en question (paragraphe 9) parle de la liberté des nationalités, du *droit* des nationalités de se développer librement, de l'obligation pour le Parti de lutter contre toute contrainte exercée sur elles. Le *droit* des nationalités, au sens de ce paragraphe, ne doit absolument pas être limité ; il peut aller jusqu'à l'autonomie et à la fédération comme jusqu'à la séparation. Mais est-ce à dire que pour le Parti, la façon dont une nationalité décidera de son sort, — en faveur du centralisme ou du séparatisme, — est indifférente, également bonne ? Est-ce à dire que partant du seul droit abstrait des nationalités, « sans se prononcer sur le fond de cette revendication », on puisse recommander, ne fût-ce qu'indirectement, l'autonomie aux unes, la fédération aux autres, la séparation aux troisièmes ? La nationalité décide de son sort, mais est-ce à dire que le Parti ne doive pas influer sur la volonté de cette nationalité pour lui suggérer la décision la plus conforme aux intérêts du prolétariat ? Le Parti est pour la liberté de conscience, pour le droit à chacun de confesser la religion de son choix : peut-on conclure que le Parti s'affirmera pour le catholicisme en Pologne, pour l'orthodoxie en Géorgie, pour l'église grégorienne en Arménie ? qu'il ne luttera pas contre ces formes de conception du monde ?... Et n'est-il pas évident que le paragraphe 9 du programme du Parti et l'autonomie nationale culturelle se situent sur deux plans absolument différents, qui peuvent aussi bien « aller à l'encontre » l'un de l'autre que, par exemple, la pyramide de Chéops et l'illustre conférence des liquidateurs ?

C'est pourtant avec ces procédés d'acrobate que la conférence « résout » la question.

Dans la motion citée, l'essentiel c'est la débâcle idéologique parmi les liquidateurs caucasiens, qui ont trahi le vieux drapeau de l'internationalisme au Caucase et réussi à imposer à la conférence pareille décision.

Le revirement des liquidateurs caucasiens en faveur du nationalisme n'est pas fortuit. Il y a beau temps qu'ils ont commencé à liquider les traditions du Parti. La suppression de la « partie sociale » du programme minimum, l'abandon de l' « hégémonie du prolétariat » (voir le n° 2 de la *Feuille de discussion* [142]), la déclaration qui fait du parti illégal une organi-

sation auxiliaire des organisations légales (voir le n° 9 du *Dniévnik* [143]), autant de choses bien connues. Maintenant, c'est au tour de la question nationale.

Dès leur naissance (début de la période de 1890-1900), les organisations du Caucase ont revêtu un caractère strictement international. Une organisation unique des ouvriers géorgiens, russes, arméniens et musulmans qui luttaient ensemble contre les ennemis, tel était le tableau qu'offrait la vie du Parti... En 1903, au premier congrès ou congrès constitutif, des organisations social-démocrates caucasiennes (plus exactement, transcaucasiennes), d'où sortit l'Union caucasienne, le principe international comme base d'organisation fut de nouveau proclamé le seul juste. Depuis lors, la social-démocratie du Caucase s'est développée en luttant contre le nationalisme. Les social-démocrates géorgiens ont lutté contre « leurs » nationalistes, les national-démocrates et les fédéralistes ; les social-démocrates arméniens contre « leurs » dachnaktsakans ; les musulmans contre les panislamistes [144]. Et c'est en luttant contre eux que la social-démocratie du Caucase a élargi et consolidé ses organisations, sans distinction de fractions... La question de l'autonomie nationale culturelle est apparue pour la première fois en 1906, à la conférence régionale du Caucase. C'est un petit groupe de camarades de Koutaïs qui l'avait posée et qui exigeait sa solution dans un sens positif. Cette proposition « subit un échec retentissant », comme on s'exprima alors, et cela entre autres, parce que les deux fractions s'étaient élevées contre elle avec une égale véhémence, en la personne de Kostrov et de l'auteur de ces lignes. Il fut décidé que ce que l'on appelle « l'autonomie régionale du Caucase » était la meilleure solution à la question nationale, la plus conforme aux intérêts du prolétariat caucasien uni dans la lutte. Oui, c'est ainsi que les choses tournèrent en 1906. Et cette décision fut confirmée par les conférences suivantes, défendue et popularisée dans la presse du Caucase, tant menchévik que bolchévik, légale qu'illégale...

Mais voici l'année 1912, et il « appert » qu'il « nous » faut l'autonomie nationale culturelle, bien entendu (bien entendu !) dans l'intérêt du prolétariat ! De quoi s'agit-il ? Qu'y a-t-il de changé ? Peut-être le prolétariat du Caucase est-il devenu moins socialiste ? Mais alors, il est on ne peut plus déraisonnable de dresser entre les ouvriers des cloisons nationales, soit en matière d'organisation, soit d'ordre « culturel » ! Peut-être est-il

devenu plus socialiste ? Mais alors comment qualifier ces « socialistes », passez-moi le mot, occupés à dresser et consolider artificiellement des cloisons qui tombent en ruines et dont personne n'a besoin ?... De quoi s'agit-il alors ? Mais de ceci que la région paysanne de Koutaïs a entraîné à sa suite les « octobristes social-démocrates » de Tiflis. Désormais, c'est le paysan de Koutaïs intimidé par le nationalisme militant qui décidera des affaires des liquidateurs du Caucase. Ils n'ont pas pu résister à la vague nationaliste, ils ont laissé tomber le drapeau éprouvé de l'internationalisme et... les voilà partis à voguer « sur les flots » du nationalisme, après avoir jeté par-dessus bord leur dernière richesse : « A quoi bon cette futilité »...

Mais qui a dit *A* doit dire *B* : tout a sa logique ! Après l'autonomie nationale culturelle géorgienne, arménienne, musulmane (et russe ?) qui est réclamée par les liquidateurs caucasiens, surgiront des partis de liquidateurs géorgien, arménien, musulman et autres. Au lieu d'une organisation commune, il y aura des organisations séparées par nationalité, pour ainsi dire des « Bund » géorgien, arménien, et autres.

N'est-ce point à cela que MM. les liquidateurs caucasiens veulent faire aboutir avec leur « solution » du problème national ?

Eh bien, souhaitons-leur bon courage. Qu'ils agissent à leur guise !

En tout cas, nous pouvons leur assurer que l'autre partie des organisations caucasiennes, les social-démocrates fidèles au Parti, qu'ils soient géorgiens, russes, arméniens ou musulmans, rompront résolument avec MM. les national-liquidateurs, avec ces traîtres au glorieux drapeau de l'internationalisme dans le Caucase.

Le Social-Démocrate, n° 30, 12 (25) janvier 1913.
Signé : K. St.
D'après le texte du journal.

Le Marxisme et la question nationale [141]

La période de contre-révolution en Russie a apporté non seulement « la foudre et le tonnerre », mais aussi une déception à l'égard du mouvement, un manque de foi dans les forces communes. On avait cru à un « avenir radieux » et les gens avaient lutté ensemble, indépendamment de leur nationalité : les problèmes communs avant tout ! Un doute s'est glissé dans l'âme et les gens se sont mis à regagner chacun son foyer national : que chacun ne compte que sur soi ! « Le problème national » avant tout !

En même temps, une sérieuse refonte de la vie économique avait lieu dans le pays. L'année 1905 n'avait pas été perdue pour lui : les vestiges du servage à la campagne avaient reçu un coup de plus. Une série de bonnes récoltes succédant aux disettes et l'essor industriel qui suivit firent progresser le capitalisme. La différenciation à la campagne s'accentua, les villes grandirent, le commerce et les voies de communication se développèrent fortement. Cette observation est vraie surtout en ce qui concerne la périphérie du pays. Mais cela ne pouvait manquer d'accélérer le processus de consolidation économique des nationalités de la Russie. Ces dernières devaient se mettre en mouvement...

C'est aussi dans le sens de l'éveil des nationalités qu'agissait le « régime constitutionnel » qui s'était établi à cette date. Le développement des journaux et des publications en général, une certaine liberté de la presse et des institutions culturelles, le développement des théâtres nationaux, etc., contribuèrent sans

nul doute à renforcer les « sentiments nationaux ». La Douma, avec sa campagne électorale et ses groupes politiques, offrit de nouvelles possibilités pour ranimer les nations, une nouvelle et vaste arène pour leur mobilisation.

Et la vague de nationalisme belliqueux venue d'en haut, toute une série de mesures répressives de la part des « détenteurs du pouvoir » qui se vengeaient de la périphérie pour son « amour de la liberté », provoquèrent en riposte une vague de nationalisme montant d'en bas qui se transforma parfois en un grossier chauvinisme. Le renforcement du sionisme [146] parmi les Juifs, le chauvinisme croissant en Pologne, le panislamisme parmi les Tatars, le renforcement du nationalisme parmi les Arméniens, les Géorgiens, les Ukrainiens, la tendance générale du philistin à l'antisémitisme, autant de faits connus de tout le monde.

La vague de nationalisme déferlait, toujours plus forte, menaçant d'entraîner les masses ouvrières. Et plus le mouvement de libération allait décroissant, plus s'épanouissaient les fleurs luxuriantes du nationalisme.

Dans ce moment difficile, une haute mission incombait à la social-démocratie : battre en brèche le nationalisme, préserver les masses de la « contagion » générale. Car la social-démocratie, et elle seule, pouvait le faire en opposant au nationalisme l'arme éprouvée de l'internationalisme, l'unité et l'indivisibilité de la lutte de classe. Plus la vague de nationalisme déferlait, plus haut devait retentir la voix de la social-démocratie en faveur de la fraternité et de l'unité des prolétaires de toutes les nationalités de la Russie. En l'occurrence, une fermeté particulière était exigée des social-démocrates de la périphérie qui se heurtaient directement au mouvement nationaliste.

Or les social-démocrates ne se sont pas tous montrés à la hauteur de cette tâche, et surtout pas ceux de la périphérie. Le Bund qui, dans le passé, avait insisté sur les tâches communes plaçait maintenant au premier plan ses buts particuliers, purement nationalistes : il allait jusqu'à proclamer la « célébration du sabbat » et la « reconnaissance du yiddish » comme revendication de combat dans sa campagne électorale * ! Le Bund a été suivi par le Caucase : une partie des social-démocrates caucasiens qui, dans le passé, avaient nié, avec les

* Voir le *Compte rendu de la IXe conférence du Bund. (J. S.)*

autres social-démocrates caucasiens, l'« autonomie nationale culturelle », en font maintenant la revendication du jour *. Sans parler de la conférence des liquidateurs, qui a sanctionné diplomatiquement les flottements nationalistes **.

Il découle de là que les conceptions de la social-démocratie russe sur la question nationale ne sont pas encore claires pour tous les social-démocrates.

Un examen sérieux de la question nationale sous tous ses aspects est évidemment nécessaire. Il faut que les social-démocrates conséquents fassent un effort coordonné et inlassable pour dissiper le brouillard nationaliste, d'où qu'il vienne.

I. LA NATION

Qu'est-ce que la nation ?

La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté humaine déterminée.

Cette communauté n'est pas de race ni de tribu. L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Etrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. La nation française a été constituée par des Gaulois, des Romains, des Bretons, des Germains, etc. Il faut en dire autant des Anglais, Allemands et autres qui se sont constitués en nations avec des hommes appartenant à des races et à des tribus diverses.

Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté humaine historiquement constituée.

D'autre part, il est hors de doute que les grands Etats de Cyrus ou d'Alexandre ne pouvaient pas être appelés nations, bien que constitués historiquement, formés de tribus et de races diverses. Ce n'étaient pas des nations, mais des agglomérats de groupes, agglomérats dus au hasard et peu cohérents, qui se désagrégeaient ou se soudaient, suivant les succès ou les défaites de tel ou tel conquérant.

Ainsi, la nation n'est pas un agglomérat accidentel ni éphémère, mais une communauté humaine stable.

Mais toute communauté stable ne constitue pas une nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les appelle nations. Qu'est-ce qui dis-

* Voir la *Communication de la conférence d'août. (J. S.)*
** *Ibid. (J. S.)*

tingue la communauté nationale de la communauté d'Etat ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune, tandis que pour l'Etat la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et la nation polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles, cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'intégrité de ces Etats. Il s'agit évidemment de langues populaires parlées, et non des langues officielles des bureaux.

Ainsi, *la communauté de langue* est l'un des traits caractéristiques de la nation.

Cela ne veut évidemment pas dire que les diverses nations parlent toujours et partout des langues différentes, ou que tous ceux qui parlent la même langue constituent forcément une seule nation. Une langue *commune* pour chaque nation, mais pas nécessairement des langues différentes pour les diverses nations ! Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie pas encore qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! Les Anglais et les Américains du Nord parlent la même langue, et cependant ils ne constituent pas une même nation. Il faut en dire autant des Norvégiens et des Danois, des Anglais et des Irlandais.

Mais pourquoi, par exemple, les Anglais et les Américains du Nord ne constituent-ils pas une seule nation, malgré une langue commune ?

Tout d'abord parce qu'ils ne vivent pas côte à côte, mais sur des territoires différents. Une nation ne peut se former qu'à la suite de relations prolongées et régulières, qu'à la suite d'une vie commune des personnes, de génération en génération. Or une longue vie commune est impossible sans un territoire commun. Les Anglais et les Américains habitaient autrefois un seul territoire, l'Angleterre, et formaient une seule nation. Puis une partie des Anglais a émigré d'Angleterre dans un nouveau territoire, l'Amérique, et c'est là, sur ce nouveau territoire, qu'elle a formé, avec le temps, une nouvelle nation, la nation nord-américaine. Des territoires divers ont entraîné la formation de nations diverses.

Ainsi, *la communauté de territoire* est l'un des traits caractéristiques de la nation.

Mais ce n'est pas encore tout. La communauté du territoire

par elle-même ne fait pas encore une nation. Pour cela, il faut qu'il y ait en outre une liaison économique interne, reliant les parties séparées de la nation en un tout unique. Une telle liaison n'existe pas entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi elles forment deux nations différentes. Mais les Américains eux-mêmes ne mériteraient pas d'être appelés nation, si les différents points de l'Amérique du Nord n'étaient pas liés entre eux en un tout économique, grâce à la division du travail entre eux, au développement des voies de communication, etc.

Prenons, par exemple, les Géorgiens. Les Géorgiens d'avant la réforme [147] vivaient sur un territoire commun et parlaient une seule langue ; et pourtant ils ne formaient pas, à parler strictement, une seule nation, car, divisés en une série de principautés détachées les unes des autres, ils ne pouvaient vivre d'une vie économique commune, se faisaient la guerre depuis des siècles et se ruinaient mutuellement, en excitant les uns contre les autres les Persans et les Turcs. La réunion éphémère et accidentelle des principautés, qu'un tsar chanceux réussissait parfois à réaliser, n'englobait dans le meilleur des cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement contre les caprices des princes et l'indifférence des paysans. Et il ne pouvait en être autrement, vu le morcellement économique de la Géorgie... Celle-ci n'apparut en tant que nation que dans la seconde moitié du XIXe siècle, lorsque la chute du servage et le progrès de la vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme eurent institué la division du travail entre les régions de la Géorgie et porté un coup définitif à l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout.

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme.

Ainsi, *la communauté de la vie économique, la cohésion économique* sont l'une des particularités caractéristiques de la nation.

Mais cela non plus n'est pas tout. En plus de ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des particularités psychologiques des individus réunis en nation. Les nations se distinguent l'une de l'autre non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur psychologie qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale. Si l'Angleterre, l'Amérique du Nord et

l'Irlande, qui parlent une seule langue, forment néanmoins trois nations différentes, c'est qu'un rôle assez important est joué en l'occurrence par cette formation psychique originale qui s'est élaborée, chez elles, de génération en génération, par suite de conditions d'existence différentes.

Evidemment, la formation psychique en elle-même ou, comme on dit encore, le « caractère national » apparaît à l'observateur comme quelque chose d'insaisissable ; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la culture commune à la nation, elle est saisissable et on ne peut l'ignorer.

Inutile de dire que le « caractère national » n'est pas une chose établie une fois pour toutes et qu'il se modifie en même temps que les conditions de vie ; mais, pour autant qu'il existe à chaque moment donné, il marque de son empreinte la physionomie de la nation.

Ainsi, *la communauté de la formation psychique,* qui se traduit dans la communauté de culture, est l'un des traits caractéristiques d'une nation.

De cette façon, nous avons énuméré tous les indices qui caractérisent la nation.

La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture.

Avec cela, il va de soi que la nation, comme tout phénomène historique, est soumise à la loi du changement, qu'elle a son histoire, un commencement et une fin.

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés ne suffit, pris isolément, à définir la nation. Bien plus : il suffit qu'un seul de ces indices manque pour que la nation cesse d'être nation.

On peut se représenter des hommes ayant un « caractère national » commun, sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une nation, s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc. Tels sont, par exemple, les *Juifs* russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du Caucase, qui, à notre avis, ne forment pas une nation unique.

On peut se représenter des hommes avec une communauté de territoire et de vie économique et qui cependant ne forment pas une nation, s'ils n'ont pas une communauté de langue et de

« caractère national ». Tels sont, par exemple, les Allemands et les Lettons dans la Province balte.

Enfin les Norvégiens et les Danois parlent la même langue, mais ils ne forment pas une seule nation, vu l'absence des autres indices.

Seule, la présence de tous les indices pris ensemble nous donne une nation.

Il peut sembler que le « caractère national » ne soit pas un des indices, mais l'*unique* indice essentiel de la nation, et que tous les autres indices constituent, à proprement parler, les *conditions* du développement de la nation, et non ses indices. Ce point de vue est soutenu notamment par les théoriciens social-démocrates de la question nationale bien connus en Autriche, R. Springer et surtout O. Bauer.

Examinons leur théorie de la nation.

D'après Springer, « la nation est une association de gens pensant et parlant de la même manière ». C'est la « communauté culturelle d'un groupe de contemporains, communauté *non liée au " sol "* * » (souligné par nous).

Ainsi, « association » de gens pensant et parlant de la même manière, si dissociés qu'ils soient entre eux et où qu'ils vivent.

Bauer va encore plus loin :

> Qu'est-ce qu'une nation ? interroge-t-il. Est-ce la communauté de langue qui réunit des hommes en nation ? Mais les Anglais et les Irlandais... parlent une même langue, sans toutefois former pour cela un seul peuple ; les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et forment, néanmoins, une nation **.

Mais alors qu'est-ce qu'une nation ?

« Une nation est une communauté relative du caractère ***. »

Mais qu'est-ce que le caractère, en l'espèce le caractère national ?

Le caractère national, c'est

La somme des indices distinguant les hommes d'une natio-

* Voir R. SPRINGER : *Le Problème national*, p. 43, éd. « Obchtchestvennaïa Polza » 1909. (*J. S.*) [148].

** Voir O. BAUER : *La Question nationale et la social-démocratie*, éd. « Serp », p. 1-2. (*J. S.*) [149].

*** *Idem*, p. 6. (*J. S.*)

nalité de ceux d'une autre, un ensemble de qualités physiques et morales qui distingue une nation de l'autre *.

Certes, Bauer sait que le caractère national ne tombe pas du ciel, aussi ajoute-t-il :

« Le caractère des hommes n'est déterminé par rien d'autre que leur destin »..., « la nation n'est autre chose qu'une communauté de destin », déterminée à son tour par les « conditions dans lesquelles les hommes produisent leurs moyens d'existence et répartissent les produits de leur travail **. »

Ainsi nous en arrivons à la définition la plus « complète » de la nation, à en croire Bauer.

« *Une nation est l'ensemble des hommes réunis en une communauté de caractère basée sur une communauté de destin* ***. »

Donc, communauté du caractère national basée sur une communauté de destin, et prise en dehors du lien obligatoire avec la communauté de territoire, de langue et de vie économique.

Mais que reste-t-il, en ce cas, de la nation ? De quelle communauté nationale peut-il être question chez des hommes dissociés économiquement les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant, de génération en génération, des langues différentes ?

Bauer parle des Juifs comme d'une nation, bien qu' « ils n'aient pas du tout de langue commune **** », mais de quelle « communauté de destin » et de quelle cohésion nationale peut-il être question, par exemple, entre les Juifs géorgiens, daghestanais, russes ou américains, complètement détachés les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant des langues différentes ?

Les Juifs en question vivent, sans nul doute, une vie économique et politique commune avec les Géorgiens, les Daghestanais, les Russes et les Américains, dans une atmosphère culturelle commune avec chacun de ces peuples ; cela ne peut manquer de laisser une empreinte sur leur caractère national ; et s'il leur est resté quelque chose de commun, c'est la religion,

* Voir O. BAUER : *La Question nationale et la social-démocratie* éd. russe, p. 2. *(J. S.)*
** *Idem*, p. 24-25. *(J. S.)*
*** *Idem*, p. 139. *(J. S.)*
**** *Idem*, p. 2. *(J. S.)*

leur origine commune et certains vestiges de leur caractère national. Tout cela est indubitable. Mais comment peut-on affirmer sérieusement que des rites religieux sclérosés et des vestiges psychologiques qui s'évanouissent influent sur le « destin » des Juifs mentionnés avec plus de force que le vivant milieu économique, social et culturel qui les entoure ? Or ce n'est qu'en partant de cette hypothèse que l'on peut parler des Juifs en général comme d'une nation unique.

Qu'est-ce qui distingue alors la nation selon Bauer de « l'esprit national » mystique et se suffisant à lui-même, cher aux spiritualistes ?

Bauer trace une limite infranchissable entre le « trait distinctif » des nations (leur caractère national) et les « conditions » de leur vie, en dissociant ces deux choses. Mais qu'est-ce que le caractère national, sinon le reflet des conditions de vie, sinon un concentré des impressions reçues du milieu environnant ? Comment peut-on se borner uniquement au seul caractère national, en l'isolant et le dissociant du terrain qui l'a engendré ?

Et puis, qu'est-ce qui distinguait, à proprement parler, la nation anglaise de celle de l'Amérique du Nord, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècles, alors que l'Amérique du Nord se dénommait encore la « Nouvelle Angleterre » ? Ce n'est certes pas le caractère national, car les Américains étaient originaires d'Angleterre ; ils avaient apporté avec eux, en Amérique, outre la langue anglaise, le caractère national anglais qu'ils ne pouvaient évidemment pas perdre si vite, bien que, sous l'influence des conditions nouvelles, un caractère particulier fût sans doute en train de se former chez eux. Et cependant, malgré la communauté plus ou moins grande du caractère, ils constituaient déjà à cette époque une nation distincte de l'Angleterre ! Il est évident que la « Nouvelle Angleterre », en tant que nation, se distinguait alors de l'Angleterre, en tant que nation, non par son caractère national particulier, ou moins par son caractère national que par le milieu distinct du milieu anglais, par les conditions de vie.

De cette façon, il est clair qu'il n'existe pas en réalité d'indice distinctif *unique* de la nation. Il existe seulement une somme d'indices parmi lesquels, lorsqu'on compare les nations, se détache avec plus de relief tantôt l'un (le caractère national), tantôt l'autre (la langue), tantôt un troisième (le territoire, les

conditions économiques). La nation représente une combinaison de tous les indices pris ensemble.

Le point de vue de Bauer, identifiant la nation avec le caractère national, détache la nation du sol et en fait une sorte de force invisible, se suffisant à elle-même. Dès lors, ce n'est plus une nation, vivante et agissante, mais quelque chose de mystique, d'insaisissable et d'outre-tombe. Car, je le répète, qu'est-ce, par exemple, que cette nation juive, constituée par des Juifs géorgiens, daghestanais, russes, américains et autres, dont les membres ne se comprennent pas les uns les autres (ils parlent des langues différentes), vivent dans des parties différentes du globe, ne se verront jamais, n'agiront jamais en commun ni en temps de paix ni en temps de guerre ? !

Non, ce n'est pas pour de telles « nations » n'existant que sur le papier que la social-démocratie établit son programme national. Elle ne peut tenir compte que des nations réelles, qui agissent, qui se meuvent et qui, pour cette raison, obligent les autres à compter avec elles.

Bauer confond évidemment la *nation*, catégorie historique, avec la *tribu*, catégorie ethnographique.

Du reste, Bauer lui-même sent apparemment la faiblesse de sa position. Après avoir résolument déclaré, au début de son livre, que les Juifs sont une nation *, il se corrige à la fin de l'ouvrage, en affirmant que la « société capitaliste en général ne leur permet pas [aux Juifs] de se conserver en tant que nation ** et qu'elle les assimile aux autres nations. La raison en est, paraît-il, que « les Juifs n'ont pas de région délimitée d'habitat *** », alors qu'une telle région existe, par exemple, pour les Tchèques qui d'après Bauer doivent se conserver comme nation. Bref, la cause réside dans l'absence de territoire.

En raisonnant ainsi, Bauer voulait démontrer que l'autonomie nationale ne peut pas être la revendication des ouvriers juifs ****, mais il a de ce fait renversé, sans le faire exprès, sa propre théorie qui nie dans la communauté du territoire l'un des indices de la nation.

---

* Voir O. BAUER : *La Question nationale et la social-démocratie* (éd. russe), p. 2. *(J. S.)*

** *Idem*, p. 389. *(J. S.)*

*** *Idem*, p. 388. *(J. S.)*

**** *Idem*, p. 396. *(J. S.)*

Mais Bauer va plus loin. Au début de son livre, il déclare résolument que « les Juifs n'ont pas du tout de langue *commune* et n'en forment pas moins une nation* ». Mais à peine arrivé à la page 130, il change de front en déclarant avec non moins de résolution : « *Il n'est pas douteux qu'aucune nation n'est possible sans une langue commune* ** » (souligné par nous).

Bauer voulait démontrer ici que « la langue est l'instrument le plus important des relations entre les hommes *** ; mais en même temps il a démontré aussi, sans le faire exprès, ce qu'il ne se proposait pas de démontrer, à savoir l'inconsistance de sa propre théorie de la nation, laquelle nie l'importance de la communauté de la langue.

C'est ainsi que cette théorie cousue de fil idéaliste se dément elle-même.

II. LE MOUVEMENT NATIONAL

La nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est, en même temps, un processus de constitution des hommes en nations. Il en va ainsi, par exemple, en Europe occidentale. Les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens, etc., se sont constitués en nations, au temps où s'effectuait la marche victorieuse du capitalisme qui triomphait du morcellement féodal.

Mais la formation des nations y signifiait du même coup leur transformation en Etats nationaux indépendants. Les nations anglaise, française et autres sont, en même temps, des Etats anglais, etc. L'Irlande, restée en dehors de ce processsus, ne change rien au tableau d'ensemble.

Il en va un peu autrement en Europe orientale. Alors qu'en Occident, les nations se sont développées en Etats, à l'Est, se sont formés des Etats multinationaux, des Etats composés de plusieurs nationalités. Telles l'Autriche-Hongrie, la Russie. En Autriche, les Allemands se sont montrés les plus évolués sous

* Voir O. BAUER : *La Question nationale et la social-démocratie* (éd. russe), p. 2. (*J. S.*)
** *Idem*, p. 130 (*J. S.*)
*** *Idem*, (*J. S.*)

le rapport politique : ce sont eux qui ont assumé la tâche de réunir les nationalités autrichiennes dans un Etat. En Hongrie, les Magyars, noyau des nationalités hongroises, se sont montrés les plus aptes à s'organiser en Etat : et ce sont eux les unificateurs de la Hongrie. En Russie, le rôle d'unificateurs des nationalités a été assumé par les Grands-Russes, qui avaient à leur tête la bureaucratie militaire de la noblesse, historiquement constituée, forte et bien organisée.

C'est ainsi que les choses se sont déroulées à l'Est.

Ce mode particulier de constitution des Etats ne pouvait avoir lieu que dans les conditions d'un capitalisme faiblement développé, alors que les nationalités refoulées à l'arrière-plan n'avaient pas encore eu le temps de se consolider économiquement pour se constituer en nations.

Mais le capitalisme commence à se développer aussi dans les Etats de l'Est européen. Le commerce et les voies de communication s'étendent. De grandes villes surgissent. Les nations se consolident économiquement. Le capitalisme, en faisant irruption dans la vie calme des nationalités refoulées, les agite et les met en mouvement. Le développement de la presse et du théâtre, l'activité du Reichsrat (en Autriche) et de la Douma (en Russie) contribuent à renforcer les « sentiments nationaux ». Les intellectuels, dès qu'ils ont fait leur apparition, se pénètrent de l' « idée nationale », et agissent dans le même sens...

Mais, en s'éveillant à une vie indépendante, les nations refoulées ne se constituent plus en Etats nationaux indépendants : elles rencontrent sur leur chemin la résistance extrêmement vigoureuse des couches dirigeantes des nations dominantes placées depuis longtemps déjà à la tête de l'Etat. Trop tard !...

C'est ainsi que se constituent en nations les Tchèques, les Polonais, etc., en Autriche ; les Croates, etc., en Hongrie ; les Lettons, les Lituaniens, les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens, etc., en Russie. Ce qui était une exception en Europe occidentale (l'Irlande), est devenu la règle à l'Est.

En Occident, l'Irlande a répondu au régime d'exception par un mouvement national. A l'Est, les nations réveillées devaient répondre de la même façon.

Ainsi se sont formées les conditions qui ont poussé à la lutte les jeunes nations de l'Est européen.

La lutte s'est engagée et allumée, à proprement parler, non pas entre les nations dans leur ensemble, mais entre les classes

dominantes des nations maîtresses et des nations refoulées. Cette lutte est menée ordinairement ou par la petite bourgeoisie citadine de la nation opprimée contre la grande bourgeoisie de la nation dominante (Tchèques et Allemands) ; ou par la bourgeoisie rurale de la nation opprimée contre les grands propriétaires fonciers de la nation dominante (Ukrainiens en Pologne) ; ou bien par toute la bourgeoisie « nationale » des nations opprimées contre la noblesse régnante de la nation maîtresse (Pologne, Lituanie, Ukraine en Russie.)

La bourgeoisie détient le principal rôle.

La question essentielle pour la jeune bourgeoisie, c'est le marché. Ecouler ses marchandises et vaincre la concurrence de la bourgeoisie d'une autre nationalité, tel est son but. De là son désir de s'assurer un marché « à elle », un marché « national ». Le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme.

Mais les choses, ordinairement, ne se bornent pas au marché. A la lutte vient se mêler la bureaucratie semi-féodale, semi-bourgeoise de la nation dominante, avec sa manière de « faire sentir sa poigne ». La bourgeoisie d'une nation maîtresse, qu'elle soit petite ou grande, a la possibilité de venir à bout de son concurrent « plus vite » et d'une façon « plus expéditive ». Les « forces » s'unissent, et toute une série de mesures restrictives sont prises contre la bourgeoisie « allogène », mesures qui dégénèrent en répression. De la sphère économique, la lutte passe dans la sphère politique. La restriction de la liberté de déplacement, les entraves apportées à l'usage de la langue, la restriction des droits électoraux, la réduction du nombre des écoles, les entraves à l'exercice de la religion, etc., pleuvent dru sur la tête du « concurrent ». Certes, de telles mesures ne servent pas seulement les intérêts des classes bourgeoises de la nation maîtresse, mais aussi, d'une manière spécifique, les buts de caste, pour ainsi dire, de la bureaucratie régnante. Mais au point de vue des résultats, cela est absolument indifférent : les classes bourgeoises et la bureaucratie marchent en l'occurrence la main dans la main, qu'il s'agisse de l'Autriche-Hongrie ou de la Russie.

Pressée de toutes parts, la bourgeoisie de la nation opprimée, naturellement, se met en branle. Elle en appelle à ses frères du « petit peuple » et commence à invoquer à grands cris la « patrie », en faisant passer sa propre cause pour celle de tout

le peuple. Elle recrute une armée parmi ses « compatriotes » dans l'intérêt... de la « patrie ». Et le « petit peuple » ne reste pas toujours insensible aux appels, il se rassemble autour du drapeau de la bourgeoisie : la répression d'en haut l'atteint, lui aussi, et provoque son mécontentement.

C'est ainsi que commence le mouvement national.

La force du mouvement national est fonction du degré de participation à ce mouvement des vastes couches de la nation, le prolétariat et la paysannerie.

Le prolétariat se rangera-t-il sous le drapeau du nationalisme bourgeois ? Cela dépend du degré de développement des contradictions de classes, de la conscience et de l'organisation du prolétariat. Le prolétariat conscient a son propre drapeau, un drapeau éprouvé, et il n'a nul besoin de se ranger sous celui de la bourgeoisie.

Quant aux paysans, leur participation au mouvement national dépend avant tout du caractère de la répression. Si la répression heurte les intérêts de la « terre », comme ce fut le cas en Irlande, les larges masses de paysans se rangent aussitôt sous le drapeau du mouvement national.

D'un autre côté, si, par exemple en Géorgie, il n'y a pas de nationalisme *antirusse* tant soit peu sérieux, c'est d'abord parce qu'il n'y a point là-bas de grands propriétaires fonciers russes ou de grosse bourgeoisie russe qui pourraient alimenter un nationalisme de ce genre dans les masses. Il existe en Géorgie un nationalisme *antiarménien,* mais c'est parce qu'il y a encore, là-bas, une grande bourgeoisie arménienne qui, battant la petite bourgeoisie géorgienne non encore affermie, pousse cette dernière à un nationalisme antiarménien.

Selon ces facteurs, le mouvement national ou bien prend un caractère de masse, en gagnant toujours du terrain (Irlande, Galicie), ou bien il se transforme en une suite de petits conflits, il dégénère en scandales et en « luttes » pour les enseignes de boutiques (dans certaines petites villes de Bohème).

Le contenu du mouvement national ne peut, évidemment, être partout le même : il dépend entièrement des revendications diverses formulées par le mouvement. En Irlande, le mouvement revêt un caractère agraire ; en Bohème, un caractère « linguistique » ; ici, on réclame l'égalité civile et la liberté confessionnelle ; là, des fonctionnaires « à soi » ou une Diète à soi. Les revendications diverses laissent entrevoir souvent des

traits divers caractérisant la nation en général (langue, territoire, etc.). Une chose à retenir, c'est que nulle part on ne trouve de revendication concernant l'universel « caractère national » à la Bauer. Et cela se conçoit : le « caractère national », pris *en lui-même,* est insaisissable, et, comme l'a justement fait remarquer J. Strasser, « la politique n'en peut rien tirer * ».

Tels sont, en somme, les formes et le caractère du mouvement national.

De ce qui précède, il résulte clairement que la lutte nationale, dans les conditions du capitalisme *ascendant,* est une lutte des classes bourgeoises entre elles. Parfois, la bourgeoisie réussit à entraîner dans le mouvement national le prolétariat, et alors la lutte nationale revêt *extérieurement* un caractère « populaire », mais rien qu'extérieurement. *Dans son essence,* elle reste toujours bourgeoise, avantageuse et utile surtout à la bourgeoisie.

Mais il ne s'ensuit nullement que le prolétariat ne doive pas lutter contre la politique d'oppression des nationalités.

Les restrictions à la liberté de déplacement, la privation des droits électoraux, les entraves apportées à l'usage de la langue, la réduction du nombre des écoles et les autres mesures répressives atteignent les ouvriers autant que la bourgeoisie, sinon davantage. Une telle situation ne peut que freiner le libre développement des forces spirituelles du prolétariat des nations assujetties. On ne peut parler sérieusement du plein développement des facultés intellectuelles de l'ouvrier tatar ou juif, alors qu'on ne lui permet pas d'user de sa langue maternelle dans les réunions et les conférences, alors qu'on lui ferme ses écoles.

Mais la politique de répression nationaliste est dangereuse pour la cause du prolétariat aussi sous un autre rapport. Elle détourne des questions sociales, des questions de la lutte de classes, l'attention des grandes couches de la population qu'elle porte vers les questions nationales, vers les questions « communes » au prolétariat et à la bourgeoisie. Et cela crée un terrain favorable pour prêcher le mensonge de l' « harmonie des intérêts », pour estomper les intérêts de classe du prolétariat, pour asservir moralement les ouvriers. Ainsi, l'œuvre d'unification des ouvriers de toutes les nationalités rencontre

* J. Strasser : *Der Arbeiter und die Nation,* Reichenberg, 1912, p. 33. (*J. S.*) [150].

un obstacle sérieux. Si une partie considérable des ouvriers polonais demeure jusqu'ici moralement asservie aux nationalistes bourgeois ; si elle demeure jusqu'ici à l'écart du mouvement ouvrier international, c'est surtout parce que la politique anti-polonaise pratiquée depuis des siècles par les « détenteurs du pouvoir » fournit la base de cette servitude et gêne les efforts pour en affranchir les ouvriers.

Mais la politique de répression ne s'en tient pas là. Du « système » d'*oppression,* elle passe souvent au « système » d'*excitation* des nations les unes contre les autres, au « système » des massacres et des pogroms. Evidemment, ce dernier n'est pas toujours ni partout possible, mais là où il est possible, — en l'absence des libertés élémentaires, — il prend souvent des proportions effrayantes, en menaçant de noyer dans le sang et les larmes l'œuvre de rassemblement des ouvriers. Le Caucase et la Russie méridionale en fournissent nombre d'exemples. « Diviser pour régner », tel est le but de la politique d'excitation. Et dans la mesure où une telle politique réussit, elle constitue le plus grand mal pour le prolétariat, un obstacle des plus sérieux à l'œuvre de rassemblement des ouvriers de toutes les nationalités qui font partie de l'Etat.

Mais les ouvriers ont intérêt à voir tous leurs camarades fusionner totalement en une seule armée internationale, à les voir se libérer promptement et définitivement de la servitude morale où les maintient la bourgeoisie, à voir se développer pleinement et en toute liberté les forces morales de leurs frères, à quelque nation qu'ils appartiennent.

Aussi les ouvriers luttent-ils et continueront-ils de lutter contre la politique d'oppression des nations sous toutes ses formes, depuis les plus subtiles jusqu'aux plus brutales, de même que contre la politique d'excitation sous toutes ses formes.

Aussi la social-démocratie de tous les pays proclame-t-elle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Le droit de disposer de soi-même signifie ceci : seule la nation elle-même a le droit de décider de son sort, nul n'a le droit de s'immiscer *par la force* dans la vie de la nation, de *détruire* ses écoles et ses autres institutions, de *briser* ses us et coutumes, d'*entraver* l'usage de sa langue, d'*amputer* ses droits.

Cela ne veut pas dire assurément que la social-démocratie soutiendra toutes les coutumes et institutions possibles et imaginables de la nation. En luttant contre les violences exercées

sur la nation, elle ne défendra que le droit de la *nation* à décider elle-même de son sort, tout en combattant sur le terrain idéologique les coutumes et institutions nocives de cette nation afin de permettre aux couches laborieuses de ladite nation de s'en affranchir.

Le droit de disposer de soi-même signifie que la nation peut s'organiser comme bon lui semble. Elle a le droit d'organiser sa vie suivant les principes de l'autonomie. Elle a le droit de lier des rapports fédératifs avec d'autres nations. Elle a le droit de se séparer complètement. La nation est souveraine, et toutes les nations sont égales en droits.

Cela ne veut pas dire assurément que la social-démocratie défendra n'importe quelle revendication de la nation. La nation a le droit de retourner même à l'ancien ordre de choses, mais cela ne signifie pas encore que la social-démocratie souscrira à une semblable décision, prise par telle ou telle institution de la nation envisagée. Les devoirs de la social-démocratie, qui défend les intérêts du prolétariat, et les droits de la nation, qui est constituée par diverses classes sont deux choses différentes.

En luttant pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie s'assigne pour but de mettre un terme à la politique d'oppression de la nation, de la rendre impossible et de saper ainsi la lutte des nations, de l'émousser, de la réduire au minimum.

C'est ce qui distingue essentiellement la politique du prolétariat conscient de celle de la bourgeoisie qui cherche à approfondir et attiser la lutte nationale, à prolonger et exacerber le mouvement national.

Voilà pourquoi le prolétariat conscient ne peut se ranger sous le drapeau « national » de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi la politique dite « d'évolution nationale », préconisée par Bauer, ne peut pas devenir la politique du prolétariat. La tentative de Bauer d'identifier sa politique d' « évolution nationale » avec la politique de la « classe ouvrière moderne * » est une tentative d'adapter la lutte de classe des ouvriers à la lutte des nations.

* Voir O. BAUER : *La Question nationale et la social-démocratie* (éd. russe), p. 166. *(J. S.)*

Les destinées du mouvement national, bourgeois par essence, sont naturellement liées au sort de la bourgeoisie. La chute définitive du mouvement national n'est possible qu'avec la chute de la bourgeoisie. La paix totale ne peut être instaurée que sous le règne du socialisme. Mais réduire la lutte nationale au minimum, la saper à la racine, la rendre inoffensive au maximum pour le prolétariat, cela est possible même dans le cadre du capitalisme. On le voit ne serait-ce que par l'exemple de la Suisse et de l'Amérique. Pour cela, il faut démocratiser le pays et permettre aux nations de se développer librement.

III. POSITION DE LA QUESTION

La nation a le droit de décider librement de son sort. Elle a le droit de s'organiser comme bon lui semble, sans empiéter, bien entendu, sur les droits des autres nations. Cela est indiscutable.

Mais *comment* précisément doit-elle s'organiser, *quelles formes* doit prendre sa future Constitution si l'on tient compte des intérêts de la majorité de la nation et, avant tout, du prolétariat ?

La nation a le droit de s'organiser d'une façon autonome. Elle a le droit même de se séparer. Mais cela ne veut pas encore dire qu'elle devra le faire quelles que soient les conditions, que l'autonomie ou la séparation sera toujours et partout avantageuse à la nation, c'est-à-dire à sa majorité, c'est-à-dire aux couches laborieuses. Les Tatars transcaucasiens, en tant que nation, peuvent se réunir, disons, au sein de leur Diète et, sous l'influence de leurs beys et mollahs, rétablir chez eux l'ancien ordre de choses, décider leur séparation de l'Etat. Conformément au paragraphe relatif à la libre disposition, ils en ont pleinement le droit. Mais cela sera-t-il conforme à l'intérêt des couches laborieuses de la nation tatare ? La social-démocratie peut-elle voir avec indifférence les beys et les mollahs entraîner les masses derrière eux dans la solution de la question nationale ? La social-démocratie ne doit-elle pas se mêler de l'affaire et influer dans un sens déterminé sur la volonté de la nation ? Ne doit-elle pas, pour résoudre la question, formuler le plan concret le plus avantageux pour les masses tatares ?

Mais quelle est la solution la plus compatible avec les inté-

rêts des masses travailleuses ? L'autonomie, la fédération ou la séparation ?

Autant de problèmes dont la solution dépend des conditions historiques concrètes où se trouve la nation donnée.

Bien plus. Les conditions, comme toute chose, se modifient, et une solution juste pour un moment donné peut apparaître comme tout à fait inacceptable pour un autre moment.

Au milieu du XIXe siècle, Marx était partisan de la séparation de la Pologne russe, et il avait raison parce qu'alors il s'agissait d'affranchir une culture supérieure d'une culture inférieure qui la détruisait. Et la question se posait à ce moment non pas seulement en théorie, non pas en termes académiques, mais dans la pratique, dans la vie même...

A la fin du XIXe siècle, les marxistes polonais se prononcent déjà contre la séparation de la Pologne, et ils ont raison à leur tour, puisque depuis cinquante ans, des changements profonds sont survenus dans le sens d'un rapprochement économique et culturel de la Russie et de la Pologne. En outre, pendant cette période, le problème de la séparation était devenu, d'une question pratique, un sujet de discussions académiques qui ne passionnaient guère que les intellectuels émigrés.

Cela n'exclut pas, bien entendu, la possibilité de certaines conjonctures intérieures et extérieures, où le problème de la séparation de la Pologne peut de nouveau s'inscrire à l'ordre du jour.

Il s'ensuit que la solution de la question nationale n'est possible qu'en rapport avec les conditions historiques considérées dans leur développement.

Les conditions économiques, politiques et culturelles au milieu desquelles vit une nation donnée, telle est la clé unique pour décider *comment* précisément telle ou telle nation doit s'organiser, *quelles formes* doit prendre sa future Constitution. Il est possible qu'une solution particulière de la question s'impose pour chaque nation. S'il y a un cas où il est indispensable de poser le problème dialectiquement, c'est bien ici, dans la question nationale.

Aussi devons-nous nous prononcer résolument contre un moyen très répandu, mais aussi très simpliste, de « résoudre » la question nationale, moyen dont l'origine remonte au Bund. Nous parlons de la méthode facile consistant à se référer à la social-démocratie autrichienne et à la social-démocratie des

Slaves méridionaux *, qui, elles, auraient déjà résolu la question nationale et auxquelles les social-démocrates russes devraient simplement emprunter la solution. On présume donc que tout ce qui est, disons, juste pour l'Autriche, l'est aussi pour la Russie. On perd de vue le plus important et le plus décisif en ce cas : les conditions historiques concrètes existant en Russie, en général, et dans la vie de chaque nation prise à part au sein de la Russie, en particulier.

Ecoutez, par exemple, le bundiste connu V. Kossovski :

> Lorsqu'au IVe congrès du Bund, on discuta le côté principe de la question [il s'agit de la question nationale. *J. S.*], la solution du problème, proposée par un des délégués dans l'esprit de la résolution du parti social-démocrate des Slaves méridionaux, obtint l'approbation générale **.

Résultat : « Le Congrès a adopté à l'unanimité »... l'autonomie nationale.

C'est tout ! Ni analyse de la réalité russe, ni examen des conditions de vie des Juifs en Russie : d'abord, on emprunte la solution au parti social-démocrate des Slaves méridionaux, puis on « approuve », et puis on « adopte à l'unanimité » ! C'est ainsi que les bundistes posent et « résolvent » la question nationale en Russie...

Cependant, l'Autriche et la Russie présentent des conditions absolument différentes. C'est ce qui explique que la social-démocratie d'Autriche, ayant adopté un programme national à Brünn (1899) [151] dans l'esprit de la résolution du Parti social-démocrate des Slaves méridionaux (avec, il est vrai, quelques amendements insignifiants), aborde la question pour ainsi dire, tout autrement qu'à la russe et, bien entendu, la résout de façon toute différente.

Tout d'abord, la façon de poser la question. Comment les théoriciens autrichiens de l'autonomie nationale culturelle, les commentateurs du programme national de Brünn et de la résolution du parti social-démocrate des Slaves méridionaux, Springer et Bauer, posent-ils la question ?

---

* La social-démocratie des Slaves méridionaux milite dans le sud de l'Autriche. *(J. S.)*

** Voir V. Kossovski : *Les Questions de nationalité*, p. 16-17, 1907 (éd. russe). *(J. S.)*

> La question de savoir si, en général, un Etat formé de plusieurs nationalités est possible et si, en particulier, les nationalités autrichiennes sont dans l'obligation de constituer un seul organisme politique est, *dit Springer,* une question préalable, que nous laissons sans réponse, en la considérant comme résolue d'avance. Pour celui qui n'est pas d'accord avec ladite possibilité et nécessité, notre analyse sera évidemment sans objet. Notre thème s'énonce ainsi : étant donné que ces nations sont *obligées* de mener une existence commune, quelles *formes juridiques* leur permettront de *le faire au mieux ?** (Souligné par Springer).

Ainsi l'intégrité d'Etat de l'Autriche est prise comme point de départ.

Même opinion chez Bauer :

> Nous partons de cette hypothèse que les nations autrichiennes restent comme auparavant unies dans l'Etat où elles vivent maintenant en commun, et nous demandons quels seront, dans le cadre de cette union, les rapports des nations entre elles et à l'égard de l'Etat **.

Là encore : l'intégrité de l'Autriche avant tout.

La social-démocratie russe peut-elle poser *ainsi* la question ? Non. Et elle ne peut le faire parce que, dès le début, elle se place au point de vue du droit qu'ont les nations de disposer d'elles-mêmes, point de vue qui leur reconnaît la faculté de se séparer.

Même le bundiste Goldblatt a reconnu au IIe Congrès de la social-démocratie russe que cette dernière ne peut renoncer au point de vue de la libre disposition. Voici ce qu'il disait alors :

> On ne peut rien objecter au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Au cas où une nation quelconque lutte pour son indépendance, on ne saurait s'y opposer. Si la Pologne ne veut pas convoler en « justes noces » avec la Russie, ce n'est pas à nous de la contrecarrer.

Bon. Mais alors il s'ensuit que les points de départ chez les social-démocrates autrichiens et russes, loin d'être identiques,

---

* Voir SPRINGER : *Le Problème national* (éd. russe), p. 14. *(J. S.)*

** Voir O. BAUER : *La Question nationale et la social-démocratie* (éd. russe), p. 399. *(J. S.)*

sont au contraire diamétralement opposés. Peut-on parler après cela de la possibilité d'emprunter aux Autrichiens leur programme national ?

Poursuivons. Les Autrichiens pensent réaliser la « liberté des nationalités » au moyen de petites réformes, au pas ralenti. En préconisant l'autonomie nationale culturelle comme mesure pratique, ils ne comptent nullement sur un changement radical, sur un mouvement démocratique de libération, qui n'est pas dans leurs perspectives. Cependant que les marxistes russes, n'ayant pas de raison de compter sur des réformes, rattachent la question de la « liberté des nationalités » à un changement radical probable, au mouvement démocratique de libération. Et cela change du tout au tout les choses en ce qui concerne la destinée probable des nations en Russie.

> Certes, *dit Bauer,* il est difficile de s'imaginer que l'autonomie nationale soit le résultat d'une grande décision, d'une action hardie et résolue. L'Autriche évoluera vers l'autonomie nationale pas à pas, par un processus lent et pénible, par une lutte ardue, qui aboutira à vouer la législation et l'administration à un état de paralysie chronique. Non, ce n'est point par un grand acte législatif, mais par une infinité de lois distinctes, rendues pour des régions, des communautés distinctes, que sera établi le nouveau régime politique et juridique *.

Springer affirme la même chose :

> Je sais fort bien, *écrit-il,* que les institutions de cette nature [les organismes d'autonomie nationale. *J. S.*] ne se créent pas en un an, ni en une dizaine d'années. La réorganisation de l'administration prussienne, à elle seule, a nécessité une longue période de temps... Il a fallu une vingtaine d'années à la Prusse pour établir définitivement ses principales institutions administratives. Aussi, qu'on n'aille pas croire que je me fais des illusions sur le temps qu'il faudra à l'Autriche et sur les difficultés qu'elle aura à surmonter **.

Tout cela est très précis. Mais les marxistes russes peuvent-ils ne pas rattacher la question nationale à des « actions hardies

* Voir O. Bauer : *La Question nationale* (éd. russe), p. 422. *(J. S.)*
** Voir Springer : *Le Problème national* (éd. russe), p. 281-282. *(J. S.)*

et résolues » ? Peuvent-ils compter sur des réformes partielles, sur une « infinité de lois distinctes », comme moyen de conquérir la « liberté des nationalités » ? Et s'ils ne peuvent ni ne doivent le faire, ne s'ensuit-il pas clairement que les méthodes de lutte et les perspectives sont totalement différentes chez les Autrichiens et chez les Russes ? Comment peut-on dans cette situation se limiter à l'autonomie nationale culturelle étroite et bâtarde des Autrichiens ? De deux choses l'une : ou bien les partisans des emprunts aux programmes ne comptent pas sur des « actions hardies et résolues » en Russie, ou bien ils comptent sur elles, mais « ne savent pas ce qu'ils font ».

Enfin, la Russie et l'Autriche sont placées devant des problèmes totalement différents, ce qui fait que pour résoudre la question nationale la méthode, elle aussi, doit être différente. L'Autriche vit dans les conditions du parlementarisme ; sans le Parlement, le développement y est impossible dans les conditions présentes. Mais il n'est pas rare de voir la vie parlementaire et la législation de l'Autriche s'arrêter complètement en raison des conflits violents entre les partis nationaux. C'est ce qui explique la crise politique chronique dont l'Autriche souffre depuis longtemps. Aussi la question nationale y constitue-t-elle le pivot de la vie politique, le problème vital. Voilà pourquoi il n'est pas étonnant que les hommes politiques social-démocrates d'Autriche s'efforcent de résoudre avant tout, d'une façon ou d'une autre, la question des conflits nationaux, de la résoudre évidemment sur le terrain du parlementarisme déjà existant, par des moyens parlementaires...

Il en va autrement en Russie. La Russie, d'abord, « grâce à Dieu, n'a pas de Parlement » [152]. En second lieu, — et c'est le principal, — le pivot de la vie politique de la Russie, ce n'est pas la question nationale, mais la question agraire. C'est pourquoi les destinées de la question russe et, partant, celles de la « libération » des nations, sont liées en Russie à la solution du problème agraire, c'est-à-dire à l'abolition des vestiges du servage, c'est-à-dire à la démocratisation du pays. Ainsi s'explique que la question nationale en Russie apparaisse non comme une question indépendante et décisive, mais comme une partie de la question générale et plus importante de l'émancipation du pays.

La stérilité du Parlement autrichien, *écrit Springer,* n'est

> due qu'au fait que chaque réforme entraîne au sein des partis nationaux des contradictions qui pourraient en détruire la cohésion. C'est pourquoi les personnalités dirigeantes évitent soigneusement tout ce qui ressemble à une réforme. Le progrès de l'Autriche n'est concevable, en règle générale que dans le cas où les nations se verraient attribuer des positions juridiques imprescriptibles ; cela les dispenserait de la nécessité d'entretenir toujours dans le Parlement un détachement de combat national et leur permettrait d'aborder les problèmes économiques et sociaux *.

Même opinion chez Bauer :

> La paix nationale est la première nécessité pour l'Etat. L'Etat ne peut tolérer que la législation soit suspendue à cause d'une futile question de langue, à cause de la moindre dispute de gens excités sur un point de la frontière nationale, à cause de chaque école nouvelle **.

Tout cela est compréhensible. Mais il n'est pas moins compréhensible qu'en Russie la question nationale se pose sur un tout autre plan. Ce n'est pas la question nationale, mais la question agraire qui décide des destinées du progrès en Russie. La question nationale y est une question subordonnée.

Ainsi, différente est la façon de poser la question, différentes sont les perspectives et les méthodes de lutte, différentes les tâches immédiates. N'est-il pas clair que, devant cet état de choses, seuls des paperassiers qui « résolvent » la question nationale en dehors de l'espace et du temps peuvent prendre exemple sur l'Autriche et se livrer à des emprunts de programme ?

Encore une fois : les conditions historiques concrètes comme point de départ, une façon dialectique de poser la question comme seule méthode juste, telle est la clé pour résoudre la question nationale.

IV. L'AUTONOMIE NATIONALE CULTURELLE

Nous avons parlé plus haut du côté formel du programme national autrichien, des principes méthodologiques qui inter-

* Voir SPRINGER : *Le Problème national* (éd. russe), p. 36 *(J. S.)*
** Voir O. BAUER : *La Question nationale* (éd. russe), p. 401 *(J. S.)*

disent aux marxistes russes de prendre simplement exemple sur la social-démocratie autrichienne et de faire leur le programme de celle-ci.

Parlons maintenant du programme lui-même, quant au fond.

Quel est le programme national des social-démocrates autrichiens ?

Il tient en trois mots : autonomie nationale culturelle.

Cela signifie, en premier lieu, que l'autonomie est octroyée, disons, non à la Bohême-Moravie ou à la Pologne, peuplées principalement de Tchèques et de Polonais, mais aux Tchèques et aux Polonais en général, indépendamment du territoire, quelle que soit la région de l'Autriche qu'ils habitent.

Voilà pourquoi cette autonomie est dénommée *nationale* et non territoriale.

Cela signifie, en second lieu, que les Tchèques, les Polonais, les Allemands, etc., disséminés en divers points de l'Autriche, s'organisent en nations à titre personnel, comme individus distincts, et entrent sous cette forme dans l'Etat autrichien. L'Autriche représentera, en ce cas, non pas une union de régions autonomes, mais une union de nationalités autonomes, constituées indépendamment du territoire.

Cela signifie, en troisième lieu, que les institutions nationales qui doivent être créées à ces fins pour les Polonais, les Tchèques, etc., auront à traiter non pas de questions « politiques », mais uniquement des problèmes de « culture ». Les questions politiques proprement dites seront concentrées dans le Parlement commun à toute l'Autriche : le Reichsrat.

C'est pourquoi cette autonomie est dénommée encore *culturelle,* nationale culturelle.

Et voici le texte du programme adopté par la social-démocratie autrichienne au congrès de Brünn, en 1899 *.

Après avoir rappelé que les « différends nationaux en Autriche mettent obstacle au progrès politique » ; que « la solution définitive du problème national... est, avant tout, une nécessité culturelle » ; que « la solution n'est possible que dans une société véritablement démocratique, basée sur le suffrage universel, direct et égal », le programme poursuit :

* Voté également par les représentants du parti social-démocrate des Slaves méridionaux. Voir *Les Débats sur la question nationale au congrès de Brünn* (éd. russe), p. 72, 1906. *(J. S.)*

Le maintien et le développement de particularités nationales * de tous les peuples d'Autriche ne sont possibles qu'avec la complète égalité de droits et l'absence de toute oppression. Aussi doit-on avant tout rejeter le système du centralisme bureaucratique d'Etat, de même que les privilèges féodaux des différents territoires.

Dans ces conditions, et dans ces conditions seulement, pourra être instauré en Autriche un ordre national, qui mette fin aux dissensions nationales, et cela sur les bases suivantes :

1. L'Autriche doit être réorganisée en un Etat représentant l'union démocratique des nationalités.

2. Au lieu des territoires historiques de la couronne, doivent être constituées des corporations autonomes délimitées nationalement, dont la législation et l'administration se trouveraient aux mains de Chambres nationales élues au suffrage universel, direct et égal.

3. Les régions autonomes d'une seule et même nation forment un ensemble en une union nationale unique qui règle ses affaires nationales en toute autonomie.

4. Les droits des minorités nationales sont garantis par une loi spéciale rendue par le Parlement d'Empire.

Le programme se termine par un appel à la solidarité de toutes les nations d'Autriche **.

Il n'est pas difficile de remarquer que ce programme a gardé certaines traces de « territorialisme », mais, dans l'ensemble, il s'inspire de la formule d'autonomie nationale. Ce n'est pas sans raison que Springer, le premier propagandiste de l'autonomie nationale culturelle, l'accueille avec enthousiasme ***. Bauer, lui aussi, y souscrit en le qualifiant de « victoire théorique » **** de l'autonomie nationale ; seulement pour plus de clarté, il propose de remplacer le paragraphe 4 par une formule plus précise affirmant la nécessité de « constituer dans chaque région autonome la minorité nationale en une corpo-

* Dans la traduction russe de M. Panine (voir le livre de Bauer traduit par Panine), au lieu des « particularités nationales », il est dit « individualités nationales ». Cette traduction est erronée ; dans le texte allemand ne figure pas le mot « individualité », mais on y parle de « nationalen Eigenart », c'est-à-dire de *particularités*, ce qui est loin d'être la même chose. *(J. S.)*

** *Verhandlungen des Gesamtparteitages* à Brünn, 1899. *(J. S.)*

*** Voir SPRINGER : *Le Problème national* (éd. russe), p. 286. *(J. S.)*

**** Voir O. BAUER : *La Question nationale* (éd. russe), p. 549 *(J. S.)*

ration de droit public », pour gérer les affaires scolaires et autres ayant trait à la culture *.

Tel est le programme national de la social-démocratie autrichienne.

Examinons ses bases scientifiques.

Voyons comment la social-démocratie autrichienne justifie l'autonomie nationale culturelle prêchée par elle.

Adressons-nous aux théoriciens de cette autonomie, à Springer et à Bauer.

Le point de départ de l'autonomie nationale est une conception de la nation comme union d'individus, indépendamment d'un territoire déterminé.

« La nationalité, *d'après Springer,* n'implique pas de lien essentiel avec le territoire » ; mais c'est « une union autonome de personnes » **.

Bauer parle également de la nation comme d'une « communauté de personnes » à laquelle n'est pas attribuée une souveraineté exclusive dans telle région déterminée ***.

Mais les individus formant la nation ne vivent pas toujours en une masse compacte ; ils se divisent souvent en groupes et ainsi s'enclavent dans d'autres organismes nationaux. Le capitalisme ne les pousse-t-il pas dans des régions et des villes diverses, à la recherche d'un gagne-pain ? Mais en pénétrant dans d'autres régions nationales, où ils constituent des minorités, ces groupes subissent de la part des majorités nationales locales des entraves à l'usage de leur langue, aux écoles, etc. D'où les conflits nationaux. D'où le caractère « inadéquat » de l'autonomie territoriale. La seule issue à cette situation, selon Springer et Bauer, c'est d'organiser les minorités de la nationalité donnée, éparses sur divers points de l'Etat, en une seule union nationale englobant toutes les classes. Seule une telle union pourrait défendre, selon eux, les intérêts culturels des minorités nationales ; elle seule peut mettre fin aux dissensions nationales.

> De là la nécessité, *dit Springer,* de constituer les nationalités, en leur attribuant des droits et des devoirs... ****. Evidem-

* Voir O. Bauer : *La Question nationale* (éd. russe), p. 555. (*J. S.*)
** Voir Springer : *Le problème national* (éd. russe), p. 19. (*J. S.*)
*** Voir O. Bauer : *La Question nationale* (éd. russe), p. 286. (*J. S.*)
**** Voir *Le Problème national* (éd. russe), p. 74. (*J. S.*)

ment, la loi est facile à établir, mais exercera-t-elle toute l'action que l'on en attend ?... Si l'on veut établir une loi pour les nations, il faut commencer par créer les nations elles-mêmes... *. Sans constituer les nationalités, il est impossible de créer un droit national et de faire cesser les dissensions nationales **.

Bauer se prononce dans le même sens quand il formule comme « revendication de la classe ouvrière » la « constitution des minorités en corporations de droit public sur la base du principe personnel » ***.

Mais comment organiser les nations ? Comment déterminer l'appartenance d'un individu à telle ou telle nation ?

L'appartenance à une nation, *dit Springer,* s'établit à l'aide de certificats nationaux. Chaque habitant d'une région est tenu de déclarer son appartenance à telle ou telle nationalité ****.

Le principe personnel, *dit Bauer,* suppose que la population se divisera par nationalités... sur la base des *déclarations librement faites* par les citoyens majeurs ; c'est pour cela qu'il faut établir des cadastres nationaux *****.

Et plus loin :

Tous les Allemands, *dit Bauer,* dans les régions nationales homogènes, puis tous les Allemands portés sur les cadastres nationaux des régions mixtes constituent la nation allemande et élisent un *Conseil national* ******.

Il faut en dire autant des Tchèques, des Polonais, etc.

Le Conseil national, *d'après Springer,* est le parlement culturel de la nation auquel il appartient d'établir les principes et de voter les moyens nécessaires pour soutenir l'école nationale, la littérature, l'art et la science nationaux, créer des académies, des musées, des galeries, des théâtres, etc. *******

* Voir *Le Problème National* (éd. russe), p. 88-89. (*J. S.*)
** *Idem,* p. 89. (*J. S.*)
*** Voir *La Question nationale* (éd. russe), p. 552. (*J. S.*)
**** Voir *Le Problème national* (éd. russe), p. 226. (*J. S.*)
***** Voir *La Question nationale* (éd. russe), p. 368. (*J. S.*)
****** *Idem,* p. 375. (*J. S.*)
******* Voir *Le problème national* (éd. russe), p. 234. (*J. S.*)

Ainsi sera organisée la nation et telle sera son institution centrale.

En créant des institutions de ce genre comprenant toutes les classes, le parti social-démocrate autrichien cherche, selon Bauer, à « faire de la culture nationale... le patrimoine du peuple entier et, par ce seul moyen possible, *à rassembler tous les membres de la nation en une communauté nationale culturelle* * (souligné par nous).

On pourrait croire que tout cela ne concerne que l'Autriche. Mais Bauer n'est pas d'accord. Il affirme résolument que l'autonomie nationale est obligatoire aussi dans les autres États composés, à l'exemple de l'Autriche, de plusieurs nationalités.

> A la politique nationale des classes possédantes, à leur politique de force dans l'Etat multinational, la classe ouvrière de toutes les nations oppose, *selon Bauer*, sa revendication de l'autonomie nationale **.

Puis, substituant insensiblement l'autonomie nationale au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Bauer poursuit :

> C'est ainsi que l'autonomie nationale, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, devient inévitablement le programme constitutionnel du prolétariat de toutes les nations d'un Etat multinational ***.

Mais il va encore plus loin. Il croit fermement que les « unions nationales » comprenant toutes les classes, qui sont « constituées » par lui et par Springer, serviront en quelque sorte de prototype à la future société socialiste. Car il sait que le « régime socialiste... démembrera l'humanité en sociétés délimitées par la nationalité » **** ; qu'avec le régime socialiste se produira le « regroupement de l'humanité en sociétés nationales autonomes » ***** ; que, de cette façon, « la société socialiste offrira sans aucun doute un tableau bigarré d'unions nationales de personnes et de corporations territoriales » ****** ; que, par

* Voir *La Question nationale* (éd. russe), p. 553. (*J. S.*)
** *Idem*, p. 337. (*J. S.*)
*** *Idem*, p. 333. (*J. S.*)
**** *Idem*, p. 555. (*J. S.*)
***** *Idem*, p. 556. (*J. S.*)
****** *Idem*, p. 543. (*J. S.*)

conséquent, « le principe socialiste de la nationalité est la synthèse suprême du principe national et de l'autonomie nationale » *.

Cela suffit, je pense...

Tel est le fondement donné à l'autonomie nationale culturelle dans les ouvrages de Bauer et de Springer.

Ce qui saute aux yeux, tout d'abord, c'est la substitution absolument incompréhensible, et que rien ne justifie, de l'autonomie nationale au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. De deux choses l'une : ou bien Bauer n'a pas compris ce qu'est le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien, l'ayant compris, il le restreint consciemment, on ne sait dans quel but. Car il n'est pas douteux que : a) l'autonomie nationale culturelle implique l'intégrité de l'Etat multinational, tandis que le droit des nations à disposer d'elle-même sort du cadre de cette intégrité ; b) la libre disposition confère à la nation la plénitude des droits, tandis que l'autonomie nationale ne lui confère que les droits « culturels ». Premier point.

En second lieu, il apparaît parfaitement possible que, dans l'avenir, en présence de certaines conjonctures intérieures et extérieures, telle ou telle nationalité se décide à quitter l'Etat multinational, l'Autriche, par exemple : les social-démocrates ruthènes n'ont-ils pas déclaré au congrès du Parti, à Brünn, qu'ils sont prêts à unir les « deux parties » de leur peuple en un tout unique ** ? Que devient alors l'autonomie nationale, « *inévitable pour le prolétariat de toutes les nations* » ? Qu'est-ce que cette « solution » du problème qui fait tenir mécaniquement les nations sur le lit de Procuste de l'intégrité de l'Etat ?

Autre chose. L'autonomie nationale contredit tout le cours du développement des nations. Elle formule le mot d'ordre d'organisation des nations, mais peut-on les souder artificiellement si la vie, si le développement économique en détache des groupes entiers, qu'il disperse dans diverses régions ? Il n'est pas douteux qu'aux premiers stades du capitalisme, les nations tendent à se grouper. Mais il n'est pas douteux non plus qu'aux stades supérieurs du capitalisme commence le pro-

* Voir *La Question nationale* (éd. russe), p. 542. (*J. S.*)

** Voir *Les Débats sur la question nationale au Congrès de Brünn*, p. 48. (*J. S.*)

cessus de dispersion des nations : des groupes entiers se séparent de la nation pour aller à la recherche d'un gagne-pain et, ensuite, émigrer définitivement vers d'autres régions de l'Etat ; ces émigrés perdent leurs anciennes relations, en acquièrent de nouvelles dans les lieux nouveaux, s'assimilent, de génération en génération, des mœurs et des goûts nouveaux, et peut-être même une langue nouvelle. On se demande : est-il possible de réunir de tels groupes dissociés les uns des autres en une seule union nationale ? Où sont les anneaux miraculeux à l'aide desquels il serait possible d'unir ce qui ne peut être uni ? Est-il concevable de « rassembler en une seule nation », par exemple, les Allemands de la Baltique et ceux de la Transcaucasie ? Si tout cela est inconcevable et impossible, qu'est-ce qui distingue, en ce cas, l'autonomie nationale de l'utopie des vieux nationalistes, qui tentaient de faire tourner en arrière la roue de l'histoire ?

Mais l'unité de la nation n'est pas entamée seulement par suite des migrations. Elle est entamée encore du dedans, par suite de l'aggravation de la lutte de classes. Aux premiers stades du capitalisme, on peut encore parler de la « communauté culturelle » du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais avec le développement de la grande industrie et l'aggravation de la lutte de classes, la « communauté » commence à fondre. On ne saurait parler sérieusement de « communauté culturelle » dans une nation lorsque patrons et ouvriers d'une seule et même nation cessent de se comprendre mutuellement. De quelle « communauté de destin » peut-il être question quand la bourgeoisie a soif de guerre, tandis que le prolétariat déclare la « guerre à la guerre » ? Peut-on avec des éléments aussi opposés organiser une union nationale de toutes les classes ? Peut-on après cela parler d'un « rassemblement de tous les membres de la nation en une communauté nationale culturelle » ? * Ne s'ensuit-il pas clairement que l'autonomie nationale contredit tout le cours de la lutte de classes ?

Mais admettons une minute que le mot d'ordre : « Organisez la nation » soit un mot d'ordre réalisable. On peut encore comprendre les parlementaires nationalistes bourgeois qui s'efforcent d' « organiser » la nation pour recueillir des voix

* Voir O. BAUER : *La Question nationale* (éd. russe), p. 553. *(J. S.)*

supplémentaires. Mais depuis quand les social-démocrates se préoccupent-ils d' « organiser » des nations, de « constituer » des nations, de « créer » des nations ?

Qu'est-ce que ces social-démocrates qui, à une époque d'aggravation extrême de la lutte de classes, organisent des unions nationales de toutes les classes ? Jusqu'ici, la social-démocratie autrichienne, — comme toutes les autres — avait une seule tâche : organiser le prolétariat. Mais cette tâche a évidemment « vieilli ». Aujourd'hui, Springer et Bauer proposent une tâche « nouvelle », plus intéressante : « créer », « organiser » la nation.

Au reste, logique oblige : quiconque a accepté l'autonomie nationale doit accepter aussi cette tâche « nouvelle » ; mais l'accepter, c'est abandonner la position de classe, c'est s'engager dans la voie du nationalisme.

L'autonomie nationale culturelle de Springer et de Bauer est une espèce raffinée de nationalisme.

Et ce n'est nullement par hasard que le programme national des social-démocrates autrichiens fait un devoir de prendre soin du « *maintien* et du *dévelopepment* des particularités nationales des peuples ». Pensez donc : « maintenir » certaines « particularités nationales » des Tatars transcaucasiens telles que l'autoflagellation pendant les fêtes du « Chakhséi-Vakhséi » ! « Développer » certaines « particularités nationales » des Géorgiens telles que la « vendetta » !...

Un point comme celui-là est tout indiqué dans un programme nationaliste bourgeois déclaré, et si on le trouve dans le programme des social-démocrates autrichiens, c'est parce que l'autonomie nationale tolère des choses comme celles-là, parce qu'elle ne les contredit pas.

Mais l'autonomie nationale, qui ne convient pas à la société actuelle, convient encore moins à la future société socialiste.

La prophétie de Bauer sur le « démembrement de l'humanité en sociétés délimitées par la nationalité » * est démentie par tout le cours du développement de l'humanité contemporaine. Les cloisons nationales ne se consolident pas, mais elles se détruisent et s'écroulent. Dès 1848, Marx disait que « ... les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples

* Voir le début du chapitre. *(J. S.)*

disparaissent de plus en plus... », et que : « Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore » [153]. Le développement ultérieur de l'humanité, avec le progrès gigantesque de la production capitaliste, avec le mélange des nationalités et le rassemblement d'individus sur des territoires toujours plus vastes, confirme nettement l'idée de Marx.

Le désir de Bauer de présenter la société socialiste sous l'aspect d' « un tableau bigarré d'unions nationales de personnes et de corporations territoriales » est une timide tentative de substituer à la conception marxiste du socialisme une conception bakouniniste réformée. L'histoire du socialisme montre que toutes les tentatives de ce genre recèlent des éléments d'une faillite certaine.

Sans même parler de ce « principe socialiste de la nationalité », vanté par Bauer, lequel, à notre avis, substitue au principe socialiste de *la lutte de classes le « principe de la nationalité »*, ce qui est bourgeois. Si l'autonomie nationale part d'un principe aussi douteux, il faut reconnaître qu'elle ne peut être que préjudiciable au mouvement ouvrier.

Ce nationalisme, il est vrai, n'est pas si limpide ; car il se masque habilement derrière une phraséologie socialiste, mais il est d'autant plus préjudiciable au prolétariat. On peut toujours venir à bout du nationalisme ouvertement déclaré ; il n'est pas difficile de le discerner. Il est beaucoup plus difficile de lutter contre un nationalisme masqué et méconnaissable sous son masque. Couvert de la cuirasse du socialisme, il est moins vulnérable et plus vivace. Agissant dans le monde ouvrier, il empoisonne l'atmosphère, il propage les idées nocives de méfiance réciproque et d'isolement des ouvriers des diverses nationalités.

Mais le préjudice causé par l'autonomie nationale ne s'arrête pas là. Celle-ci prépare des conditions qui permettent non seulement d'isoler les nations, mais encore de morceler le mouvement ouvrier unique. L'idée de l'autonomie nationale crée les prémisses psychologiques pour diviser le parti ouvrier unique en partis distincts, organisés par nationalités. Après le Parti, ce sont les syndicats qui se morcellent, et il en résulte un particularisme achevé. C'est ainsi que le mouvement de classe unique se brise pour former de petits ruisseaux nationaux distincts.

L'Autriche, patrie de l' « autonomie nationale », offre les plus tristes exemples de ce phénomène. Le parti social-dé-

mocrate autrichien, autrefois unique, avait commencé à se morceler en partis distincts dès 1897 (Congrès de Wimberg [154]). Après le Congrès de Brünn (1899), qui adopta l'autonomie nationale, le morcellement s'accentua encore. Enfin, les choses en sont arrivées au point qu'au lieu d'un parti international unique, il existe maintenant six partis nationaux, dont le parti social-démocrate tchèque qui ne veut même pas avoir de rapport avec la social-démocratie allemande.

Mais aux partis sont liés les syndicats. En Autriche, dans les uns comme dans les autres, le travail principal est accompli par les mêmes ouvriers social-démocrates. Aussi pouvait-on craindre que le séparatisme au sein du parti ne conduise au séparatisme dans les syndicats et que les syndicats ne se scindent également. C'est ce qui s'est produit : les syndicats se sont également divisés par nationalités. Maintenant, il n'est pas rare de voir les choses en venir au point que les ouvriers tchèques brisent la grève des ouvriers allemands, ou participent aux élections municipales à côté des bourgeois tchèques contre les ouvriers allemands.

On voit ainsi que l'autonomie nationale culturelle ne résout pas la question nationale. Au contraire, elle l'aggrave et l'embrouille en créant un terrain favorable à la destruction de l'unité du mouvement ouvrier, à la séparation des ouvriers par nationalités, à l'aggravation des frictions entre eux.

Tels sont les fruits de l'autonomie nationale.

V. LE BUND, SON NATIONALISME, SON SEPARATISME

Nous avons dit plus haut que Bauer, qui reconnaît que l'autonomie nationale est nécessaire aux Tchèques, aux Polonais, etc., se prononce néanmoins contre une telle autonomie pour les Juifs. A la question : « La classe ouvrière doit-elle réclamer l'autonomie pour le peuple juif ? », Bauer répond que « l'autonomie nationale ne peut pas être une revendication des ouvriers juifs * ». La raison, selon Bauer, c'est que « la société capitaliste ne leur permet pas [aux Juifs. *J. S.*] de se conserver comme nation ** ».

* Voir *La Question nationale* (éd. russe), p. 381, 396. *(J. S.)*
** *Idem*, p. 389. *(J. S.)*

Bref, la nation juive cesse d'exister. Par conséquent, pour qui demanderait-on l'autonomie nationale ? Les Juifs s'assimilent.

Ce point de vue sur la destinée des Juifs, en tant que nation, n'est pas nouveau. Marx l'avait formulé déjà entre 1840 et 1850 * en ayant surtout en vue les Juifs allemands. Kautsky l'a repris en 1903 ** pour les Juifs russes. Aujourd'hui, c'est Bauer qui le reprend en l'appliquant aux Juifs autrichiens avec cette différence toutefois qu'il nie non le présent, mais l'avenir de la nation juive.

Il explique l'impossibilité pour les Juifs de se conserver en tant que nation par le fait que « les Juifs n'ont pas de région délimitée d'habitat *** ». Cette explication, juste au fond, n'exprime cependant pas toute la vérité. C'est un fait, avant tout, qu'il n'existe pas parmi les Juifs de couche large et stable liée à la terre, qui cimenterait naturellement la nation, en constituant non seulement la charpente, mais encore le marché « national ». Sur 5 à 6 millions de Juifs russes, 3 % ou 4 % seulement sont liés, d'une façon ou d'une autre, à l'agriculture. Les 96 % restants sont occupés dans le commerce, l'industrie, les institutions urbaines et vivent généralement dans les villes ; au surplus, dispersés à travers la Russie, ils ne forment la majorité dans aucune province.

Ainsi, enclavés en qualité de minorité nationale dans les régions des autres nationalités, les Juifs servent principalement les nations « étrangères » comme industriels, commerçants et membres des professions libérales, et ils s'adaptent naturellement aux « nations étrangères » sous le rapport de la langue, etc. Tout cela, avec le mélange croissant des nationalités, propre aux formes évoluées du capitalisme, mène à l'assimilation des Juifs. La suppression des « zones de résidence obligatoire » ne peut qu'accélérer cette assimilation.

C'est ce qui fait que le problème de l'autonomie nationale pour les Juifs russes prend un caractère un peu singulier : on propose l'autonomie pour une nation dont on nie l'avenir, dont l'existence reste à démontrer !

---

* Voir K. MARX : *La Contribution à la question juive* (éd. russe), 1906. (*J. S.*) [155].

** Voir Karl KAUTSKY : *Le Massacre de Kichinev et la question juive* (éd. russe), 1903. (*J. S.*) [156].

*** Voir *La Question nationale* (éd. russe), p. 388. (*J. S.*)

Et cependant le Bund s'est placé sur cette position singulière et chancelante, en adoptant à son VIe congrès (1905) un « programme national » dans l'esprit de l'autonomie nationale.

Deux circonstances poussaient le Bund à agir de la sorte.

La première, c'est l'existence du Bund comme organisation des ouvriers social-démocrates juifs, et seulement juifs. Dès avant 1897, les groupes social-démocrates qui militaient parmi les ouvriers juifs s'assignaient pour but de créer une « organisation ouvrière spéciale pour les Juifs » *. C'est en 1897 qu'ils l'ont créée en se groupant dans le Bund. C'était l'époque où la social-démocratie russe n'existait pas encore en fait comme un tout unique. Depuis, le Bund n'a cessé de croître et de s'étendre, en se détachant de plus en plus sur la grisaille de la social-démocratie russe... Mais voici le début du XXe siècle. Le mouvement ouvrier *de masse* commence. La social-démocratie polonaise se développe, elle entraîne les ouvriers juifs dans la lutte de masse. La social-démocratie russe se développe, elle attire les ouvriers « bundistes ». Le cadre national du Bund, dépourvu de base territoriale, devient étroit. Un dilemme se pose devant le Bund : ou bien se laisser absorber par la vague internationale commune, ou bien défendre son existence indépendante, en tant qu'organisation extra-territoriale. Le Bund opte pour cette dernière solution.

C'est ainsi que se crée la « théorie » du Bund comme « représentant unique du prolétariat juif ».

Mais justifier cette drôle de « théorie » d'une façon plus ou moins « simple » devient impossible. Il est nécessaire d'invoquer quelque fondement « de principe », une justification « de principe ». C'est ce fondement qu'a fourni l'autonomie nationale culturelle. Le Bund s'en est saisi en l'empruntant à la social-démocratie autrichienne. Ce programme n'eût-il pas existé chez les Autrichiens, le Bund l'aurait inventé pour justifier « sur le plan des principes » son existence indépendante.

Ainsi, après une timide tentative faite en 1901 (IVe congrès), le Bund adopte définitivement son « programme national » en 1905 (VIe congrès).

La seconde circonstance, c'est la situation particulière des Juifs, en tant que minorité nationale distincte, dans des régions

* Voir : *Les formes du mouvement national*, etc., sous la direction de Kastelianski, p. 772 (éd. russe). *(J. S.)*

où la majorité massive est constituée par d'autres nationalités. Nous avons déjà dit qu'une telle situation sape l'existence des Juifs comme nation et les pousse dans la voie de l'assimilation. Mais c'est là un processus objectif. Subjectivement, il provoque une réaction dans l'esprit des Juifs et pose la question de la garantie contre l'assimilation. En prêchant la vitalité de la « nationalité » juive, le Bund ne pouvait manquer de défendre le point de vue de la « garantie ». Et une fois cette position adoptée, il ne pouvait manquer d'accepter l'autonomie nationale. La seule autonomie, en effet, à laquelle il pût s'accrocher, c'était l'autonomie nationale, c'est-à-dire nationale culturelle : d'une autonomie politique et territoriale des Juifs, il ne pouvait être question, vu l'absence, chez ces derniers, d'une unité territoriale déterminée.

Il est caractéristique que, dès le début, le Bund ait souligné le caractère de l'autonomie nationale comme garantie des droits des minorités nationales, comme garantie du « libre développement » des nations. Ce n'est pas par hasard non plus que Goldblatt, le représentant du Bund au IIe congrès de la social-démocrate russe, définissait l'autonomie nationale par des « institutions leur *garantissant* [aux nations. *J. S.*] la pleine liberté du développement culturel » *. La même proposition fut faite au groupe social-démocrate de la IVe Douma par les partisans des idées du Bund...

C'est ainsi que le Bund s'est placé sur la position singulière de l'autonomie nationale des Juifs.

Nous avons analysé plus haut l'autonomie nationale en général. Cet examen a montré qu'elle mène au nationalisme. Nous verrons plus loin que le Bund y a abouti. Mais le Bund envisage l'autonomie nationale encore sous un angle spécial, celui de la *garantie* des droits des minorités nationales. Examinons la question aussi de ce côté spécial, examen d'autant plus nécessaire que la question des minorités nationales — et non seulement des minorités juives — a une sérieuse importance pour la social-démocratie.

Ainsi, des « *institutions garantissant* » aux nations la pleine liberté du développement culturel » [souligné par nous. *J. S.*].

Mais qu'est-ce que ces « institutions garantissant » ; etc... ?

C'est tout d'abord le « conseil national » de Springer et

* Voir : *Les Procès verbaux du IIe congrès*, p. 176. *(J. S.)*

Bauer, quelque chose comme une Diète pour les questions culturelles.

Mais ces institutions peuvent-elles garantir la « pleine liberté du développement culturel » de la nation ? Des Diètes pour les questions culturelles, quelles qu'elles soient, peuvent-elles garantir les nations contre les persécutions nationalistes ?

Le Bund croit que oui.

Or l'histoire atteste le contraire.

En Pologne russe, il existait à un moment donné une Diète, une Diète politique, qui s'efforçait évidemment de garantir la liberté du « développement culturel » des Polonais. Non seulement elle n'y a pas réussi, mais elle a succombé elle-même dans une lutte inégale contre les conditions politiques générales de la Russie.

En Finlande, il existe depuis longtemps une Diète qui s'efforce également de défendre la nationalité finnoise contre les « attentats », mais réussit-elle à faire beaucoup dans cette direction ? Tout le monde peut s'en rendre compte.

Evidemment, il y a Diète et Diète ; et il n'est pas aussi facile de venir à bout de la Diète finlandaise organisée démocratiquement que de la Diète aristocratique des Polonais. Toutefois, le facteur *décisif* n'est pas la Diète elle-même, c'est le régime général de la Russie. S'il y avait actuellement en Russie un régime politique et social aussi brutalement asiatique que dans le passé, qu'à la date de l'abolition de la Diète polonaise, la Diète finlandaise serait dans une situation autrement grave. D'ailleurs, la politique des « attentats » contre la Finlande s'accentue et l'on ne saurait dire qu'elle subisse des défaites...

S'il en est ainsi des vieilles institutions historiquement constituées, des Diètes politiques, à plus forte raison le libre développement des nations ne peut-il être garanti par des Diètes nouvelles ; des institutions récentes et, de plus, aussi faibles que le sont les Diètes « culturelles ».

Le problème n'est évidemment pas celui des « institutions », mais celui du régime général du pays. Pas de démocratisation dans le pays, pas de garanties non plus pour une « pleine liberté du développement culturel » des nationalités. On peut affirmer avec certitude que plus un pays est démocratique, moins il y a d' « attentats » à la « liberté des nationalités » et plus il y a de garanties contre ces « attentats ».

La Russie est un pays semi-asiatique ; aussi la politique des

« attentats » y revêt-elle souvent les formes les plus brutales, des formes de pogrom. Inutile de dire que les « garanties » sont réduites en Russie à l'extrême minimum.

L'Allemagne, c'est déjà l'Europe avec une liberté politique plus ou moins grande. Il n'est pas étonnant que la politique des « attentats » n'y revête jamais des formes de pogrom.

En France, assurément, il y a encore plus de « garanties » parce que la France est plus démocratique que l'Allemagne.

Sans parler de la Suisse : grâce à son haut degré de démocratisme, bien qu'il s'agisse d'un démocratisme bourgeois, les nationalités y vivent librement, qu'elles représentent la minorité ou la majorité.

Ainsi le Bund fait fausse route en affirmant que des « institutions » peuvent par elles-mêmes garantir le plein développement culturel des nationalités.

On pourrait observer que le Bund considère lui-même la démocratisation de la Russie comme la condition *préalable* à la « création d'institutions » et aux garanties de liberté. Mais cela est faux. Il ressort du *Compte rendu de la VIIe conférence du Bund* [157] que celui-ci pense obtenir ces « institutions » *sur la base* du régime actuel de la Russie, en « réformant » la *communauté juive.*

> La communauté, *a déclaré à cette conférence un des leaders du Bund,* peut devenir le noyau de la future autonomie nationale culturelle. L'autonomie nationale culturelle est, pour la nation, une forme de self-service, une forme de satisfaction des besoins nationaux. Sous la forme de la communauté se cache le même contenu. Ce sont les anneaux d'une seule chaîne, les étapes d'une seule évolution *.

C'est en partant de ce point de vue que la conférence a proclamé la nécessité de lutter « pour la *réforme* de la communauté juive et sa transformation *par voie législative* en une institution laïque », organisée démocratiquement ** (souligné par nous. *J. S.*).

Il est clair que le Bund considère comme condition et garantie, non pas la démocratisation de la Russie, mais la future « institution laïque » des Juifs obtenue en « réformant la com-

* Voir le *Compte rendu de la VIIIe conférence du Bund* (éd. russe), 1911, p. 62 *(J. S.)*

** *Idem,* p. 83-84, *(J. S.)*

munauté juive », pour ainsi dire par voie « législative », grâce à la Douma.

Mais nous avons déjà vu que les « institutions » ne peuvent servir de « garanties » par elles-mêmes, sans un régime démocratique dans tout l'Etat.

Et qu'en sera-t-il sous le futur régime démocratique ? N'aura-t-on pas besoin, même en régime de démocratie, d'institutions spéciales, d' «institutions culturelles garantissant » etc. ? Où en sont les choses à cet égard, par exemple dans la Suisse démocratique ? Y existe-t-il des institutions culturelles spéciales dans le genre du « conseil national » de Springer ? *Non, il n'en existe pas.* Mais les intérêts culturels des Italiens, par exemple, qui forment en Suisse une minorité, n'en souffrent-ils pas ? On ne ne le dirait guère. Et d'ailleurs, cela se conçoit : la démocratie en Suisse rend superflues toutes « institutions » culturelles spéciales qui prétendument « garantissent », etc.

Ainsi, impuissantes dans le présent, superflues dans l'avenir, voilà ce que sont les *institutions* de l'autonomie nationale culturelle, voilà ce qu'est l'autonomie nationale.

Mais elle devient encore plus nuisible quand on l'impose à une « nation » dont l'existence et l'avenir sont sujets à caution. En ce cas, les partisans de l'autonomie nationale en sont réduits à protéger et à conserver toutes les particularités de la « nation », qu'elles soient utiles ou nuisibles, à seule fin de « sauver la nation » de l'assimilation, à seule fin de la « préserver ».

C'est dans cette voie dangereuse que devait inévitablement s'engager le Bund. Et il s'y est engagé effectivement. Nous faisons allusion aux résolutions bien connues des dernières conférences du Bund sur le « sabbat », le « yiddish », etc.

La social-démocratie revendique le droit à la langue maternelle *pour toutes les nations,* mais le Bund ne se contente pas de cela : il exige que l'on défende « avec une insistance particulière » les « droits de la langue *juive* » (souligné par nous. *J. S.*) * ; et, lors des élections à la IVe Douma, il donne la « préférence à celui d'entre eux (c'est-à-dire d'entre les grands électeurs) qui s'engage à défendre les droits de la langue juive » **.

* Voir *Le Compte rendu de la VIIIe conférence du Bund,* p. 85. *(J. S.)*

** Voir *Le Compte rendu de la IXe conférence du Bund,* 1912, p. 42. *(J. S.)*

Non point le droit *général* à la langue maternelle, mais le droit *spécial* à la langue juive, au yiddish ! Que les ouvriers des diverses nationalités luttent *avant tout* pour leur langue respective : les Juifs pour la langue juive, les Géorgiens pour la langue géorgienne, etc. La lutte pour le droit général de toutes les nations est chose secondaire. Vous pouvez même ne pas reconnaître le droit à la langue maternelle pour toutes les nationalités opprimées ; mais si vous avez reconnu le droit au yiddish, sachez-le bien : le Bund votera pour vous, c'est vous que le Bund « préférera ».

Mais en quoi le Bund se distingue-t-il dès lors des nationalistes bourgeois ?

La social-démocratie lutte pour un jour de repos hebdomadaire obligatoire, mais le Bund ne s'en contente pas. Il exige que, « par voie législative », soit « assuré au prolétariat juif le droit de célébrer le sabbat et que soit en même temps abolie l'obligation de fêter un autre jour ». *

Il faut croire que le Bund fera encore « un pas en avant » et revendiquera le droit de célébrer toutes les vieilles fêtes juives. Et si, pour le malheur du Bund, les ouvriers juifs ont abandonné les vieux préjugés et ne veulent pas observer ces fêtes, le Bund, par sa campagne en faveur du « droit au sabbat », leur rappellera l'existence du sabbat, cultivera chez eux, pour ainsi dire, « l'esprit du sabbat »...

On comprend fort bien, par conséquent, les « discours enflammés » qui ont été prononcés par les orateurs de la VIIIe conférence du Bund pour réclamer des « hôpitaux juifs », étant donné que « le malade se sent mieux parmi les siens », que « l'ouvrier juif ne se sentira pas à l'aise parmi les ouvriers polonais, mais se sentira bien parmi les boutiquiers juifs » **.

Garder tout ce qui est juif, conserver *toutes* les particularités nationales des Juifs, jusques et y compris celles qui sont manifestement nuisibles au prolétariat, isoler les Juifs de tout ce qui n'est pas juif, fonder même des hôpitaux spéciaux, voilà jusqu'où le Bund est tombé !

Le camarade Plékhanov avait mille fois raison de dire que le Bund « adapte le socialisme au nationalisme ». Evidemment, V. Kossovski et les bundistes du même acabit peuvent traiter

* Voir *Le Compte rendu de la VIIIe conférence du Bund*, p. 83. *(J. S.)*
** *Idem*, p. 68. *(J. S.)*

Plékhanov de « démagogue » *, — le papier supporte tout, — mais quiconque connaît l'activité du Bund comprendra aisément que ces hommes courageux ont simplement peur de dire la vérité sur leur propre compte et se retranchent derrière des phrases criardes sur la « démagogie »...

Une fois prise cette position dans la question nationale, le Bund devait naturellement s'engager, également sur le plan de l'organisation, dans la voie de l'isolement des ouvriers juifs, dans la voie des curies nationales au sein de la social-démocratie. Car telle est la logique de l'autonomie nationale !

Et en effet, le Bund passe de la théorie de la « représentation unique » à la théorie de la « délimitation nationale » des ouvriers. Il exige de la social-démocrate russe qu'elle « introduise dans sa structure organique la délimitation par nationalités ** ». Et de la « délimitation », il fait « un pas en avant » vers la théorie de l' « isolement ». Ce n'est pas sans raison qu'à la VIIIe conférence du Bund, on a entendu des propos comme celui-ci : « L'existence nationale est dans l'isolement » ***.

Le fédéralisme en matière d'organisation recèle des éléments de désagrégation et de séparatisme. Le Bund va au séparatisme.

Où irait-il de toute façon ? Son existence même, en tant qu'organisation extraterritoriale, le pousse dans la voie du séparatisme. Il n'a pas de territoire compact déterminé ; il œuvre sur les territoires d' « autrui », cependant que les social-démocraties polonaise, lettone et russe, avec lesquelles il est en contact, constituent des collectivités territoriales internationales. Il en résulte que chaque extension de ces collectivités signifie une « perte » pour le Bund, un rétrécissement de son champ d'action. De deux choses l'une : ou bien toute la social-démocratie russe doit être réorganisée sur les bases du fédéralisme national, et alors le Bund a la possibilité de « s'assurer » le prolétariat juif ; ou bien le principe territorial international de ces collectivités reste en vigueur, et alors le Bund se réorganise sur les bases de l'internationalisme, comme cela a lieu dans la social-démocratie polonaise et lettone.

C'est ce qui explique que le Bund a réclamé, dès le début,

* Voir *Nacha Zaria*, n° 9-10, 1912, p. 120. (*J. S.*) [158].
** Voir le *Communiqué sur le VIIIe Congrès du Bund* [159], p. 7. (*J. S.*)
*** Voir le *Compte rendu de la VIIIe conférence du Bund*, p. 72. (*J. S.*)

la « réorganisation de la social-démocratie russe sur les bases fédératives * ».

En 1906, le Bund, cédant à la vague unitaire venue d'en bas a choisi un moyen terme en adhérant à la social-démocratie russe. Mais comment y a-t-il adhéré ? Alors que les social-démocraties polonaise et lettone y ont adhéré en vue de travailler paisiblement en commun, le Bund y a adhéré en vue de livrer la bataille pour la fédération. C'est ce que disait alors le leader des bundistes Medem [160] :

> Nous y allons non pour une idylle, mais pour la lutte. Point d'idylle, et seuls les Manilov peuvent en attendre une dans le proche avenir. Le Bund doit faire son entrée au Parti, armé de pied en cap **.

Ce serait une erreur d'expliquer ces mots par la mauvaise volonté de Medem. Il ne s'agit pas de mauvaise volonté, mais de la position particulière du Bund en vertu de laquelle il ne peut que lutter contre la social-démocratie russe, fondée sur les principes de l'internationalisme. En se battant contre elle, le Bund compromettait naturellement les intérêts de l'unité. Et en fin de compte, les choses ont abouti à la rupture officielle du Bund avec la social-démocratie russe : il a violé les statuts de cette dernière et s'est uni lors des élections à la IVe Douma aux nationalistes polonais contre les social-démocrates polonais.

Le Bund a sans doute trouvé que la rupture était la meilleure garantie de son indépendance.

C'est ainsi que le « principe » de la « délimitation » en matière d'organisation a abouti au séparatisme, à la rupture complète.

En polémiquant sur le fédéralisme avec la vieille *Iskra* [161], le Bund écrivait jadis :

> L'*Iskra* veut nous persuader que les rapports fédératifs du Bund avec la social-démocratie russe affaibliront nécessairement les liens mutuels. Nous ne pouvons réfuter cette opinion en nous référant à la pratique de Russie pour la simple raison

* Voir la *Contribution à la question de l'autonomie nationale et de la réorganisation de la social-démocratie russe sur les bases fédératives*, 1902, éd. du Bund. *(J. S.)*

** Voir le *Naché Slovo*, n° 3, p. 24, Vilna, 1906. *(J. S.)*

que la social-démocratie russe n'existe pas comme groupement fédératif. Mais nous pouvons nous référer à l'expérience extrêmement instructive de la social-démocratie d'Autriche, qui a pris un caractère fédératif en vertu d'une décision du congrès du Parti tenu en 1897 *.

Ceci était écrit en 1902.

Mais nous sommes maintenant en 1913. Nous avons actuellement et la « pratique » russe et l' « expérience de la social-démocratie d'Autriche ».

Que nous disent-elles ?

Commençons par l' « expérience extrêmement instructive de la social-démocratie d'Autriche ». Dès avant 1896, il existe en Autriche un parti social-démocrate unique. Mais cette année-là, les Tchèques réclament pour la première fois, au Congrès international de Londres, une représentation distincte et ils l'obtiennent. En 1897, au Congrès de Vienne (Wimberg), le parti unique est officiellement liquidé ; on établit à sa place une union fédérative de six « groupes social-démocrates » nationaux. Ensuite, ces « groupes » se transforment en partis indépendants qui rompent peu à peu leurs liens mutuels. A leur exemple, se disloque le groupe parlementaire, des « clubs » nationaux s'organisent. Viennent ensuite les syndicats qui se morcellent également par nationalités. Le mouvement gagne jusqu'aux coopératives : les séparatistes tchèques appellent les ouvriers à se morceler **. Sans compter que l'agitation séparatiste affaiblit chez les ouvriers le sentiment de la solidarité en les poussant souvent à faire œuvre de briseurs de grèves.

Ainsi l' « expérience extrêmement instructive de la social-démocratie d'Autriche » parle *contre* le Bund, en faveur de la vieille *Iskra*. Le fédéralisme au sein du parti autrichien a abouti au séparatisme le plus ignoble, à la désagrégation de l'unité du mouvement ouvrier.

Nous avons vu plus haut que la « pratique russe » parle dans le même sens. A l'instar des Tchèques, les séparatistes du Bund ont rompu avec l'ensemble de la social-démocratie de Russie. Quant aux syndicats, — les syndicats bundistes, — ils

* Voir la *Contribution à la question de l'autonomie nationale*, etc., p. 17, 1902 ; éd. du Bund. *(J. S.)*

** Voir dans *Dokumente des Separatismus*, termes empruntés à la brochure de Vanek [102], p. 29. *(J. S.)*

ont été dès le début organisé sur la base de la nationalité, c'est-à-dire séparés des ouvriers des autres nationalités.

L'isolement total, la rupture totale, voilà ce que montre la « pratique russe » du fédéralisme.

Il n'est pas étonnant que cet état de choses se répercute sur les ouvriers sous la forme d'un affaiblissement du sentiment de solidarité et d'une démoralisation, et que cette dernière pénètre aussi dans le Bund. Nous faisons allusion aux conflits de plus en plus fréquents dus au chômage entre ouvriers juifs et polonais. Voici quels propos ont retenti à ce sujet à la IX° conférence du Bund :

> ... Nous considérons les ouvriers polonais qui nous évincent comme des pogromistes, comme des jaunes ; nous ne soutenons pas leurs grèves, nous les sabotons. En second lieu, nous répondons à l'éviction par l'éviction : en réponse à la non-admission des ouvriers juifs dans les fabriques, nous ne laisserons pas les ouvriers polonais travailler sur les métiers d'artisan... *Si nous ne prenons pas cette affaire en main, les ouvriers suivront les autres* *. (Souligné par nous. *J. S.*).

C'est ainsi que l'on parle de la solidarité à la conférence bundiste.

On ne saurait aller plus loin en matière de « délimitation » et d' « isolement ». Le Bund est arrivé à ses fins : il délimite assez les ouvriers des diverses nationalités pour qu'ils se battent entre eux, pour qu'ils agissent en briseurs de grèves. Impossible de faire autrement : « Si nous ne prenons pas cette affaire en main, *les ouvriers suivront les autres* »...

Désorganisation du mouvement ouvrier, démoralisation dans les rangs de la social-démocratie, voilà où mène le fédéralisme bundiste.

Ainsi l'idée de l'autonomie nationale culturelle, l'atmosphère qu'elle crée se sont révélées encore plus nuisibles en Russie qu'en Autriche.

* Voir le *Compte rendu de la IXe conférence du Bund*, p. 19. *(J. S.)*

VI. LES CAUCASIENS ET LA CONFERENCE DES LIQUIDATEURS

Nous avons parlé plus haut des flottements d'une partie des social-démocrates caucasiens qui n'avaient pas su résister à la « contagion » nationaliste. Ces flottements se sont exprimés par le fait que lesdits social-démocrates ont suivi, si étrange que cela soit, les traces du Bund en proclamant l'autonomie nationale culturelle.

L'autonomie régionale pour l'ensemble du Caucase et l'autonomie nationale culturelle pour les nations du Caucase, c'est ainsi que ces social-démocrates qui se rallient, soit dit en passant, aux liquidateurs russes formulent leur revendication.

Ecoutons leur leader reconnu, le fameux *N...* :

> Tout le monde sait que le Caucase se distingue foncièrement des provinces centrales, tant par la composition raciale de la population que par le territoire et l'agriculture. L'exploitation et le développement matériel d'une telle contrée réclament des travailleurs qui soient du pays, qui connaissent les particularités locales, qui aient l'habitude de la culture et du climat du pays. Il est nécessaire que toutes les lois poursuivant des fins d'exploitation du territoire régional soient édictées sur place et mises en œuvre par des gens du lieu. Par conséquent, il sera de la compétence de l'organisme central de l'administration autonome du Caucase de promulguer les lois sur les questions locales... Ainsi, les fonctions du centre caucasien consistent à promulguer les lois ayant pour but l'exploitation économique du territoire local, l'épanouissement matériel de la contrée *.

Donc, autonomie régionale du Caucase.

Si l'on fait abstraction des motifs quelque peu contradictoires et décousus qui sont invoqués par *N.*, il convient de reconnaître que sa conclusion est juste. L'autonomie régionale du Caucase, jouant dans le cadre de la Constitution générale de l'Etat — ce que *N.* ne nie d'ailleurs pas — est effectivement nécessaire, vu les particularités de la composition du pays et

* Voir le journal quotidien géorgien *Tchvéni Tskhovréba*, 1912, n° 12. (*J. S.*) [163].

ses conditions de vie. La social-démocratie de Russie l'a reconnu en proclamant à son IIe congrès

> l'autonomie administrative régionale pour les régions périphériques qui, par leurs conditions de vie et la composition de leur population, se distinguent des régions proprement russes.

Lorsqu'il a soumis ce point à l'examen du IIe congrès, Martov l'a motivé en disant que

> les vastes étendues de la Russie et l'expérience de notre administration centralisée, nous donnent lieu de considérer comme nécessaire et utile l'existence d'une autonomie administrative régionale pour des unités aussi importantes que la Finlande, la Pologne, la Lituanie et le Caucase.

Il s'ensuit que par *administration* autonome régionale, il faut entendre *autonomie* régionale.

Mais *N.* va plus loin. A son avis, l'autonomie régionale du Caucase n'embrasse « qu'un côté de la question ».

> Jusqu'ici, nous n'avons parlé que du développement matériel de la vie locale. Mais ce qui contribue au développement économique d'une contrée, ce n'est pas seulement l'activité économique, c'est aussi l'activité intellectuelle et culturelle... Une nation forte par sa culture est également forte dans la sphère économique... Mais le développement culturel des nations n'est possible que dans leur langue nationale... Aussi toutes les questions qui se rattachent à la langue maternelle sont-elles des questions nationales culturelles. Telles sont les questions concernant l'instruction, l'administration de la justice, l'Eglise, la littérature, les arts, les sciences, le théâtre, etc. Si le développement matériel du pays unit les nations, le problème national culturel les désunit, en plaçant chacune d'elles sur un terrain distinct. L'activité du premier genre est liée à tel territoire déterminé... Il en va autrement des questions nationales culturelles. Celles-ci ne sont pas liées à un territoire déterminé, mais à l'existence d'une nation déterminée. Les destinées de la langue géorgienne intéressent au même degré tous les Géorgiens, où qu'ils vivent. Ce serait faire preuve d'une grande ignorance que de dire que la culture géorgienne concerne seulement les Géorgiens habitant la Géorgie. Prenons, par exemple, l'Eglise arménienne. A la gestion de ses

affaires prennent part les Arméniens des différentes localités et des différents Etats. Ici, le territoire ne joue aucun rôle. Autre exemple : à la création d'un musée géorgien sont intéressés tant le Géorgien de Tiflis que celui de Bakou, de Koutaïs, de Pétersbourg, etc. C'est donc que la gestion et la direction de toutes les affaires nationales culturelles doivent être confiées aux nations elles-mêmes. Nous proclamons l'autonomie culturelle pour les nationalités caucasiennes *.

Bref, la culture n'étant pas le territoire et le territoire n'étant pas la culture, l'autonomie nationale culturelle est nécessaire. C'est tout ce que *N.* arrive à dire en faveur de cette dernière.

Nous n'allons pas ici aborder une fois de plus le thème de l'autonomie nationale culturelle en général : nous avons déjà parlé plus haut de son caractère négatif. Nous voudrions simplement marquer que l'autonomie nationale culturelle, sans valeur en règle générale, est encore plus insensée et absurde du point de vue des conditions caucasiennes.

Et voici pourquoi.

L'autonomie nationale culturelle suppose des nationalités plus ou moins développées, avec une culture et une littérature évoluées. A défaut de ces conditions, cette autonomie perd toute raison d'être, elle devient une absurdité. Or, il existe dans le Caucase toute une série de peuples à culture primitive, parlant une langue particulière, mais dépourvus d'une littérature propre, peuples à l'état de transition par-dessus le marché qui en partie s'assimilent, en partie continuent à se développer. Comment leur appliquer l'autonomie nationale culturelle ? Comment agir à l'égard de tels peuples ? Comment les « organiser » en des unions nationales culturelles distinctes, ce qu'implique sans aucun doute l'autonomie culturelle ?

Comment agir envers les Mingréliens, les Abkhaz, les Adjars, les Svanes, les Lesghiens, etc. qui parlent tous des langues différentes, mais n'ont pas de littérature propre ? Dans quelles nations les ranger ? Est-il possible de les « organiser » dans des unions nationales ? Autour de quelles « questions culturelles » les « organiser » ?

Comment agir envers les Ossètes, dont ceux qui habitent la Transcaucasie sont en voie de s'assimiler aux Géorgiens (tout

* Voir le journal géorgien *Tchvéni Tskhovréba*, 1912, n° 12. *(J. S.)*

en étant encore loin), tandis que les Ossètes ciscaucasiens se sont en partie assimilés aux Russes, en partie continuent à se développer et créent leur propre littérature ? Comment les « organiser » en une seule union nationale ?

Dans quelle union nationale ranger les Adjars qui parlent le géorgien, mais sont de culture turque et pratiquent l'islamisme ? Ne faut-il pas les « organiser » séparément des Géorgiens *sur le terrain de la religion* et avec les Géorgiens *sur le terrain des autres questions culturelles ?* Et les Kobouletz ? Et les Ingouches ? Et les Inghiloïs ?

Qu'est-ce que cette autonomie qui élimine de la liste toute une série de peuples ?

Non, ce n'est pas une solution de la question nationale, c'est le fruit d'une fantaisie oiseuse.

Mais admettons l'inadmissible et supposons que l'autonomie nationale culturelle de notre *N.* soit réalisée. A quoi mènera-t-elle ? A quels résultats ? Considérons, par exemple, les Tatars transcaucasiens, avec leur pourcentage minime d'individus sachant lire et écrire, avec leurs écoles dirigées par les mollahs tout-puissants, avec leur culture imprégnée d'esprit religieux... Il n'est pas difficile de comprendre que les « organiser » dans une union nationale culturelle, c'est mettre à leur tête les mollahs, c'est les jeter en pâture aux mollahs réactionnaires ; c'est créer un nouveau bastion pour l'asservissement spirituel des masses tatares par leur pire ennemi.

Depuis quand les social-démocrates portent-ils de l'eau au moulin des réactionnaires ?

Se peut-il que les liquidateurs caucasiens n'aient rien trouvé de mieux à « proclamer » que l'isolement des Tatars transcaucasiens dans une union nationale culturelle qui asservit les masses aux pires réactionnaires ?...

Non, ce n'est point là une solution de la question nationale.

La question nationale au Caucase ne peut être résolue qu'*en entraînant les nations et les peuples attardés dans le courant général d'une culture supérieure.* Seule, une telle solution peut être progressiste et acceptable pour la social-démocratie. Si l'autonomie régionale du Caucase est acceptable, c'est parce qu'elle entraîne les nations attardées dans le développement culturel général, qu'elle les aide à sortir de leur coquille de petites nationalités, qu'elle les pousse en avant et leur facilite

l'accès aux bienfaits de la culture supérieure. Quant à l'autonomie nationale culturelle, elle agit dans un sens diamétralement opposé, puisqu'elle enferme les nations dans leur vieille coquille, les maintient aux degrés inférieurs du développement de la culture, les empêche de s'élever aux degrés supérieurs de la culture.

De ce fait, l'autonomie nationale paralyse les côtés positifs de l'autonomie régionale, réduit cette dernière à zéro.

C'est bien pourquoi le type mixte d'autonomie, qui combine l'autonomie nationale culturelle et l'autonomie régionale, proposée par *N.*, ne convient pas non plus. Cette combinaison contre nature n'améliore pas les choses, mais les aggrave : outre qu'elle freine le développement des nations attardées, elle fait de l'autonomie régionale une arène où se heurtent les nations organisées en unions nationales.

Ainsi l'autonomie nationale culturelle, sans valeur en règle générale, se transformait au Caucase en une absurde entreprise réactionnaire.

Telle est l'autonomie nationale culturelle de *N.* et de ses partisans caucasiens.

Les liquidateurs caucasiens feront-ils encore un « pas en avant » et suivront-ils le Bund également sur le terrain de l'organisation, c'est ce que l'avenir nous montrera. L'histoire de la social-démocratie nous apprend que, jusqu'ici, le fédéralisme dans l'organisation n'a jamais fait que précéder l'autonomie nationale dans le programme. Dès 1897, les social-démocrates autrichiens pratiquaient le fédéralisme dans l'organisation, et il leur a suffi de deux ans (1899) pour adopter l'autonomie nationale. Les bundistes ont parlé nettement de l'autonomie nationale pour la première fois en 1901, alors qu'ils pratiquaient le fédéralisme dans l'organisation depuis 1897.

Les liquidateurs caucasiens ont commencé par la fin, par l'autonomie nationale. S'ils continuent à suivre les traces du Bund, force leur sera de détruire au préalable toute la structure d'organisation actuelle, établie à la fin du XIXe siècle sur les bases de l'internationalisme.

Mais s'il a été facile d'adopter l'autonomie nationale encore incompréhensible pour les ouvriers, il ne sera pas moins difficile de démolir la structure édifiée au long des années, avec un soin jaloux par les ouvriers de toutes les nationalités du Caucase. Il suffit d'entreprendre cette besogne d'Erostrate pour que les

ouvriers ouvrent les yeux et comprennent quel fond nationaliste il y a dans l'autonomie nationale culturelle.

⁂

Si les Caucasiens résolvent la question nationale par les procédés ordinaires, à l'aide des débats oraux et d'une discussion dans la presse, la conférence des liquidateurs de Russie a imaginé, elle, un moyen tout à fait exceptionnel. Moyen facile et rapide.

Ecoutez :

> Après avoir entendu la communication de la délégation caucasienne... sur la nécessité de présenter la revendication de l'autonomie nationale culturelle, la conférence, sans se prononcer sur le fond de cette revendication, constate qu'une telle interprétation du paragraphe du programme qui reconnaît à chaque nationalité le droit de disposer d'elle-même, ne va pas à l'encontre du sens exact du programme.

Ainsi, d'abord « ne pas se prononcer sur le fond de cette » question, et puis « constater ». Méthode originale...

Qu'est-ce qu' « a constaté » cette conférence originale ?

Que la « revendication » de l'autonomie nationale culturelle « ne va pas à l'encontre du sens exact » du programme reconnaissant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Examinons cette thèse.

Le paragraphe relatif à la libre disposition parle des droits des nations. D'après ce point, les nations ont droit non seulement à l'autonomie, mais encore à la séparation. Il s'agit de la libre disposition *politique*. Qui les liquidateurs voulaient-ils tromper, en cherchant à interpréter à tort et à travers ce droit, depuis longtemps reconnu par toute la social-démocratie internationale, qu'ont les nations de disposer d'elles-mêmes sur le plan politique ?

Ou peut-être les liquidateurs chercheront-ils à biaiser, en s'abritant derrière ce sophisme : l'autonomie nationale culturelle, voyez-vous, « ne va pas à l'encontre » des droits des nations ? C'est-à-dire que si toutes les nations d'un Etat donné acceptent de s'organiser sur les bases de l'autonomie nationale culturelle, ces nations, — c'est-à-dire leur totalité, — en ont pleinement le droit, et nul ne peut leur *imposer de force* une

autre forme de vie politique. Voilà qui est nouveau et bien trouvé. Ne convient-il pas d'ajouter que les nations ont d'une façon générale le droit d'abolir leur Constitution, de la remplacer par un système d'arbitraire, de revenir à l'ancien régime ; car les nations, et elles seules, ont le droit de décider de leur sort. Nous répétons : dans ce sens ni l'autonomie nationale culturelle, ni l'esprit réactionnaire national, quel qu'il soit, « ne va à l'encontre » des *droits des nations*.

N'est-ce pas ce que voulait dire la respectable conférence ?

Non, ce n'est pas cela. Elle dit expressément que l'autonomie nationale culturelle « ne va pas à l'encontre », non des droits des nations, mais « *du sens exact* » *du programme*. Il s'agit ici du programme, et non des droits des nations.

Cela se conçoit : Si une nation quelconque s'était adressée à la conférence des liquidateurs, celle-ci aurait pu constater tout net que la nation a droit à l'autonomie nationale culturelle. Mais ce n'est pas une nation qui s'est adressée à la conférence, c'est une « délégation » de social-démocrates caucasiens, de social-démocrates pas fameux, certes, mais tout de même social-démocrates. Et ils n'ont pas posé la question des droits des nations, mais demandé si l'autonomie nationale culturelle ne contredisait pas *les principes de la social-démocratie*, si elle n'allait pas « à l'encontre » « *du sens exact* » *du programme de la social-démocratie*.

Ainsi, *les droits des nations et le « sens exact » du programme de la social-démocratie*, ce n'est pas la même chose.

De toute évidence, il y a aussi des revendications qui, sans aller à l'encontre des droits des nations, peuvent aller à l'encontre du « sens exact » du programme.

Exemple. Le programme des social-démocrates comporte un paragraphe relatif à la liberté de confession. D'après ce paragraphe, un groupe quelconque d'individus *a le droit* de confesser une religion quelconque : le catholicisme, l'orthodoxie, etc. La social-démocratie luttera contre toute répression religieuse, contre les persécutions visant les orthodoxes, les catholiques et les protestants. Est-ce à dire que le catholicisme et le protestantisme, etc. « ne vont pas à l'encontre du sens exact » du programme ? Non. La social-démocratie protestera toujours contre les persécutions visant le catholicisme et le protestantisme ; elle défendra toujours le droit des nations de confesser n'importe quelle religion ; mais en même temps, en se basant sur une juste concep-

tion des intérêts du prolétariat, elle fera campagne à la fois contre le catholicisme, contre le protestantisme, contre l'orthodoxie, afin de faire triompher la conception socialiste.

Pourquoi ? Parce que, sans nul doute, le protestantisme, le catholicisme, l'orthodoxie, etc. « vont à l'encontre du sens exact » du programme, c'est-à-dire à l'encontre des intérêts bien compris du prolétariat.

Il faut en dire autant du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Les nations ont le droit de s'organiser à leur guise ; elles ont le droit de garder n'importe laquelle de leurs institutions nationales, qu'elle soit nuisible ou utile : personne n'a le pouvoir (n'a le droit !) d'intervenir *de force* dans la vie des nations. Mais cela ne signifie pas encore que la social-démocratie ne luttera pas, ne fera pas campagne contre les institutions nuisibles des nations, contre les revendications irrationnelles des nations. Au contraire, la social-démocratie a le devoir de faire cette propagande et d'influer sur la volonté des nations de telle sorte que ces dernières s'organisent sous la forme la plus appropriée aux intérêts du prolétariat. C'est pour cela qu'en combattant pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes elle fera en même temps campagne, par exemple, à la fois contre la séparation des Tatars et contre l'autonomie nationale culturelle des nations caucasiennes, car l'une comme l'autre, sans aller à l'encontre des *droits* de ces nations, vont cependant à l'encontre du « *sens exact* » *du programme,* c'est-à-dire des intérêts du prolétariat caucasien.

De toute évidence, les « droits des nations » et le « sens exact » du programme se situent sur deux plans tout à fait différents. Alors que le « sens exact » du programme exprime les intérêts du prolétariat formulés scientifiquement dans le programme de ce dernier, les droits des nations peuvent exprimer les intérêts de n'importe quelle classe : bourgeoisie, aristocratie, clergé, etc. suivant la force et l'influence de ces classes. Là, les *devoirs* du marxiste, ici, les *droits* des nations composées de diverses classes. Les droits des nations et les principes de la social-démocratie peuvent indifféremment aller ou ne pas « aller à l'encontre » les uns des autres, exactement comme il en est, par exemple de la pyramide de Chéops et de l'illustre conférence des liquidateurs. Il s'agit tout simplement de choses impossibles à comparer.

Mais il découle de là que la respectable conférence a

confondu de la façon la plus impardonnable deux choses absolument différentes. Il en a résulté non pas une solution de la question nationale, mais une absurdité, suivant laquelle les droits des nations et les principes de la social-démocratie « ne vont pas à l'encontre » les uns des autres et, par conséquent, chaque revendication des nations peut être compatible avec les intérêts du prolétariat. En conclusion, nulle revendication des nations aspirant à disposer d'elles-mêmes « n'ira à l'encontre du sens exact » du programme !

Quelle débauche de logique...

C'est sur la base de cette absurdité qu'a été prise la décision désormais fameuse de la conférence des liquidateurs, suivant laquelle la revendication de l'autonomie nationale culturelle « ne va pas à l'encontre du sens exact » du programme.

Mais la conférence des liquidateurs n'enfreint pas seulement les lois de la logique.

En sanctionnant l'autonomie nationale culturelle, elle enfreint encore son devoir envers la social-démocratie de Russie. Elle enfreint de la façon la plus nette le « sens exact » du programme, car on sait que le IIe congrès, qui a adopté le programme, *a repoussé résolument* l'autonomie nationale culturelle. Voici ce qui a été dit à ce sujet au congrès en question :

> GOLDBLATT (bundiste). — ... J'estime nécessaire la création d'institutions spéciales susceptibles de garantir la liberté du développement culturel des nationalités, et c'est pourquoi je propose d'ajouter au paragraphe 8 : « *et la création d'institutions leur garantissant la pleine liberté du développement culturel* ». (C'est là, on le sait, la formule bundiste de l'autonomie nationale culturelle. *J. S.*)
>
> MARTYNOV indique que les institutions générales doivent être organisées de façon à garantir aussi les intérêts particuliers. Il est impossible de créer aucune institution *spéciale* garantissant la liberté du développement culturel de la nationalité.
>
> EGOROV. — Dans la question de la nationalité, nous ne pouvons adopter que des propositions négatives, c'est-à-dire que nous sommes contre toute restriction des droits de la nationalité. Mais peu nous importe à nous, social-démocrates, de savoir si une nationalité ou une autre se développera comme telle. C'est l'affaire d'un processus spontané.

KOLTSOV. — Les délégués du Bund se fâchent chaque fois qu'il est question de leur nationalisme. Et pourtant, l'amendement proposé par le délégué du Bund a un caractère purement nationaliste. On exige de nous des mesures purement offensives pour soutenir même les nationalités qui dépérissent.

... En conséquence, « *l'amendement de Goldblatt est repoussé à la majorité, contre trois voix* ».

Ainsi, il est clair que la conférence des liquidateurs est allée « à l'encontre du sens exact » du programme. Elle a violé le programme.

Maintenant les liquidateurs cherchent à se justifier en invoquant le congrès de Stockholm, qui aurait sanctionné l'autonomie nationale culturelle. V. Kossovski écrit à ce sujet :

Comme on sait, suivant l'accord intervenu au congrès de Stockholm, on avait laissé au Bund la liberté de maintenir son programme national (jusqu'à la solution du problème national au congrès général du Parti). Ce Congrès a reconnu que l'autonomie nationale culturelle en tout cas ne contredit pas le programme général du Parti *.

Mais les tentatives des liquidateurs sont vaines. Le congrès de Stockholm n'a jamais songé à sanctionner le programme du Bund : il a simplement accepté de laisser provisoirement la question ouverte. L'intrépide Kossovski a manqué de courage pour dire toute la vérité. Mais les faits parlent d'eux-mêmes. Les voici :

GALINE propose cet amendement : « La question du programme national *reste ouverte puisqu'elle n'a pas été examinée* (souligné par moi. *J. S.*) par le congrès. » (*Pour :* 50 voix ; *contre :* 32.)

UNE VOIX. — Que signifie : ouverte ?

LE PRÉSIDENT. — Si nous disons que la question nationale reste ouverte, cela signifie que le Bund peut maintenir jusqu'au prochain congrès sa décision propre dans cette question **.

Comme on le voit, le congrès n'a même pas « examiné »

* Voir *Nacha Zaria*, 1912, n° 9-10, p. 120. *(J. S.)*
** Voir *Naché Slovo*, 1906, n° 8, p. 53. *(J. S.)*

la question du programme national du Bund, il l'a simplement laissée « ouverte », en autorisant le Bund à décider lui-même du sort de son programme jusqu'au prochain congrès général. En d'autres termes, le congrès de Stockolm a laissé la question de côté, il n'a pas donné d'appréciation sur l'autonomie nationale culturelle, ni dans un sens ni dans l'autre.

Or la conférence des liquidateurs s'attelle, de la façon la plus nette, à l'appréciation du problème ; elle déclare acceptable l'autonomie nationale culturelle et elle lui donne sa sanction au nom du programme du Parti.

La différence saute aux yeux.

Ainsi, la conférence des liquidateurs, en dépit des stratagèmes de toute sorte, n'a pas fait avancer d'un pas la question nationale.

Biaiser devant le Bund et les national-liquidateurs du Caucase, c'est tout ce dont elle s'est révélée capable.

VII. LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE

Il nous reste à ébaucher la solution positive de la question nationale.

Nous partons du fait que cette question ne peut être tranchée qu'en liaison indissoluble avec la situation actuelle de la Russie.

La Russie traverse une période de transition, où une vie « normale », « constitutionnelle », ne s'est pas encore établie, où la crise politique n'est pas encore résolue. Des jours de tempête et de « complications » nous attendent. D'où le mouvement présent et futur, mouvement qui se donne pour but une pleine démocratisation.

C'est en rapport avec ce mouvement que doit être envisagée la question nationale.

Ainsi, pleine démocratisation du pays comme *base* et condition de la solution du problème national.

Il convient de tenir compte pour résoudre le problème non seulement de la situation intérieure, mais aussi de la situation extérieure. La Russie est située entre l'Europe et l'Asie, entre l'Autriche et la Chine. Le progrès du démocratisme en Asie est inévitable. Le progrès de l'impérialisme en Europe n'est pas un effet du hasard. En Europe, le Capital commence à se sentir à l'étroit et il se rue vers d'autres pays à la recherche de débou-

chés nouveaux, d'une main-d'œuvre à bon marché, de nouveaux champs d'activité. Mais cela conduit à des complications extérieures et à la guerre. Nul ne peut dire que la guerre des Balkans [164] soit la fin, et non le commencement des complications. Il est donc parfaitement possible qu'il se produise une combinaison de circonstances intérieures et extérieures dans laquelle telle ou telle nationalité de Russie trouvera nécessaire de poser et de résoudre la question de son indépendance. Et dans ces cas-là, ce n'est certes pas aux marxistes de dresser des obstacles.

Il s'ensuit donc que les marxistes russes ne renonceront pas au droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Ainsi, *droit de disposer de soi-même comme point indispensable* dans la solution du problème national.

Poursuivons. Comment agir envers les nations qui, pour telles ou telles raisons, préféreront demeurer dans le cadre du tout ?

Nous avons vu que l'autonomie nationale culturelle est inapplicable, puisqu'elle suppose le rassemblement artificiel dans une seule nation d'individus que la vie, la vie réelle, sépare et disperse aux quatre coins de l'Etat. En second lieu, elle pousse au nationalisme puisqu'elle conduit à la « délimitation » des individus par curies nationales, à l' « organisation » des nations, à la « conservation » et à la culture des « particularités nationales », ce qui ne sied absolument pas à la social-démocratie. Ce n'est point par hasard qu'après s'être séparés des députés social-démocrates allemands, les séparatistes moraves du Reichsrat se sont unis aux députés bourgeois de Moravie en un seul « kolo » [165], un kolo morave, pour ainsi dire. Ce n'est point par hasard non plus que les séparatistes russes du Bund se sont embourbés dans le nationalisme, en exaltant le « sabbat » et le « yiddish ». Il n'y a pas encore de députés bundistes à la Douma, mais, dans le rayon d'action du Bund, il y a communauté juive cléricale et réactionnaire dont les « institutions dirigeantes » sont utilisées par le Bund pour organiser, en attendant, l' « union » entre ouvriers et bourgeois juifs *. Telle est bien la logique de l'autonomie nationale culturelle.

Ainsi l'autonomie *nationale* ne résoud pas la question.

Où est alors l'issue ?

* Voir *Compte rendu de la VIIIe conférence du Bund*, fin de la résolution sur la communauté juive. *(J. S.)*

La seule solution juste, c'est l'autonomie *régionale,* l'autonomie d'unités déjà critallisées, telles que la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, le Caucase, etc.

L'avantage de l'autonomie régionale, c'est d'abord qu'avec elle, on a affaire, non à une fiction sans territoire, mais à une population déterminée, vivant sur un territoire déterminé. Ensuite, elle ne divise pas les individus par nations, elle ne renforce pas les cloisons nationales ; au contraire, elle les brise et rassemble la population pour ouvrir la voie à une délimitation d'un autre genre, à la délimitation par classes. Enfin, elle permet d'utiliser de la façon la meilleure les richesses naturelles de la région et de développer les forces productives, sans attendre les décisions du centre commun, — fonctions qui n'entrent pas dans le cadre de l'autonomie nationale culturelle.

Ainsi, *autonomie régionale, comme élément indispensable* dans la solution de la question nationale.

Il n'est pas douteux qu'aucune des régions n'offre une homogénéité nationale complète, car dans chacune d'elles sont enclavées des minorités nationales. Tels les Juifs de Pologne, les Lettons en Lituanie, les Russes au Caucase, les Polonais en Ukraine, etc. On peut appréhender, par conséquent, que les minorités ne soient pas opprimées par les majorités nationales. Mais ces appréhensions ne sont fondées que si le pays garde l'ancien régime. Donnez au pays la démocratie intégrale, et ces craintes perdront tout fondement.

On propose de relier les minorités éparses en une seule union nationale. Mais les minorités ont besoin non d'une union artificielle, mais de droits réels chez elles, sur place. Que peut leur donner une telle union *sans* une démocratisation complète ? Ou encore : à quoi bon une union nationale, quand *il y a* démocratisation complète ?

Qu'est-ce qui émeut le plus la minorité nationale ?

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union nationale, mais de l'absence du droit de parler sa langue maternelle. Laissez-lui l'usage de sa langue maternelle, et le mécontentement passera tout seul.

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union artificielle, mais de l'absence d'écoles où l'on enseigne dans sa langue. Donnez-lui ces écoles, et le mécontentement perdra tout fondement.

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union nationale, mais de l'absence de la liberté de conscience (liberté de confession), de déplacement, etc. Donnez-lui ces libertés, et elle cessera d'être mécontente.

Ainsi, *égalité nationale sous toutes ses formes (langue, écoles, etc.) comme élément indispensable* dans la solution de la question nationale. Il faut donc une loi pour tout l'Etat, promulguée sur la base d'une pleine démocratisation du pays, qui interdira toute espèce de privilèges nationaux sans exception et toutes entraves ou restrictions, quelles qu'elles soient, aux droits des minorités nationales.

C'est en cela, en cela seulement, que peut résider la garantie réelle, et non fictive, des droits de la minorité.

On peut contester ou ne pas contester l'existence d'un lien logique entre le fédéralisme dans l'organisation et l'autonomie nationale culturelle. Mais on ne saurait contester que cette dernière crée une atmosphère favorable à un fédéralisme effréné qui se transforme en rupture totale, en séparatisme. Si les Tchèques en Autriche et les bundistes en Russie, après avoir commencé par l'autonomie pour passer ensuite à la fédération, ont fini par le séparatisme, un grand rôle, sans aucun doute, a été joué en cela par l'atmosphère nationaliste, que l'autonomie nationale culturelle propage naturellement. Ce n'est point par hasard que l'autonomie nationale et le principe fédératif dans l'organisation vont de pair. Cela se conçoit. L'une et l'autre exigent une délimitation par nationalités. L'une et l'autre supposent une organisation par nationalités. L'analogie est indéniable. La seule différence est que, dans le premier cas, on délimite la population en général et, dans le second cas, les ouvriers social-démocrates.

Nous savons à quoi mène la délimitation des ouvriers par nationalités. Désagrégation du parti ouvrier unique, scission des syndicats par nationalités, aggravation des frictions nationales, trahison des ouvriers en grève d'autres nationalités, démoralisation complète dans les rangs de la social-démocratie, tels sont les résultats du fédéralisme dans l'organisation. L'histoire de la social-démocratie d'Autriche et l'activité du Bund en Russie l'attestent avec éloquence.

L'unique recours contre cela est l'organisation basée sur l'internationalisme.

Grouper sur place les ouvriers de toutes les nationalités de

Russie en collectivités *uniques* et *cohérentes*, grouper ces collectivités en un parti *unique*, telle est la tâche.

Il va de soi que cette façon d'organiser le Parti n'exclut pas, mais implique une vaste autonomie des *régions* au sein du tout unique qu'est le Parti.

L'expérience du Caucase montre toute l'utilité d'un tel type d'organisation. Si les Caucasiens ont réussi à surmonter les conflits nationaux entre ouvriers arméniens et tatars ; s'ils ont réussi à garantir la population contre les possibilités de massacres et de fusillades ; si à Bakou, dans ce kaléidoscope de groupes nationaux, les conflits nationaux sont devenus impossibles, si l'on y a réussi à entraîner les ouvriers dans le courant unique d'un puissant mouvement, la structure internationale de la social-démocratie caucasienne y est pour beaucoup.

Le type de l'organisation n'influe pas seulement sur le travail pratique. Il imprime un sceau indélébile à toute la vie spirituelle de l'ouvrier. L'ouvrier vit de la vie de son organisation, c'est en elle qu'il se développe moralement et fait son éducation. En s'y rendant et en y rencontrant chaque fois ses camarades d'autres nationalités, en soutenant avec eux une lutte commune, il se pénètre profondément de l'idée que les ouvriers sont *avant tout* membres d'une seule famille de classe, membres d'une seule armée socialiste. Et cela ne peut manquer d'avoir une énorme portée éducative pour les grandes couches de la classe ouvrière.

C'est pourquoi le type international de l'organisation est l'école des sentiments de camaraderie, la propagande la plus efficace en faveur de l'internationalisme.

Il en va autrement de l'organisation par nationalités. En s'organisant sur la base de la nationalité, les ouvriers se renferment dans leur coquille nationale, se séparent les uns des autres par des barrières d'organisation. Ce qui se trouve mis en relief, ce n'est pas ce qu'il y a de *commun* entre les ouvriers, mais ce qui les distingue les uns des autres. Ici l'ouvrier est *avant tout* membre de sa nation : Juif, Polonais, etc. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le fédéralisme *national* dans l'organisation cultive chez les ouvriers le particularisme national.

C'est pourquoi le type national de l'organisation est une école d'étroitesse et de sclérose nationales.

Ainsi, nous avons affaire à deux types d'organisation *fonciè-*

rement différents : le type de la cohésion internationale et le type de la « délimitation » des ouvriers par nationalités.

Les tentatives de concilier ces deux types n'ont pas eu de succès jusqu'à présent. Le statut conciliateur de la social-démocratie autrichienne, élaboré à Wimberg, en 1897, est resté en l'air. Le parti autrichien s'est morcelé, en entraînant sur cette voie les syndicats. La « conciliation » s'est révélée non seulement utopique, mais nuisible. Strasser a raison d'affirmer que « le séparatisme a remporté son premier triomphe au congrès de Wimberg * ». Il en va de même en Russie. La « conciliation » avec le fédéralisme du Bund au congrès de Stockholm a abouti à une faillite complète. Le Bund a torpillé le compromis de Stockholm. Dès le lendemain du congrès, le Bund est devenu un obstacle à une fusion des ouvriers à la base en organisation *unique* englobant les ouvriers de toutes les nationalités. Et il a poursuivi obstinément sa tactique séparatiste, bien qu'en 1907 et en 1908, la social-démocratie russe ait exigé à plusieurs reprises que l'unité à la base entre ouvriers de toutes les nationalités fût enfin réalisée [166]. Le Bund, après avoir commencé par l'autonomie nationale dans l'organisation, est passé en fait à la fédération pour finir par la rupture complète, par le séparatisme. Et en rompant avec la social-démocratie de Russie, il y a apporté le désarroi et la désorganisation. Il suffit de rappeler l'affaire Jagiello [167].

C'est pourquoi la voie de la « conciliation » doit être abandonnée comme utopique et nuisible.

De deux choses l'une : *ou bien* le fédéralisme du Bund, et alors la social-démocratie de Russie refait sa structure sur la base de la « délimitation » des ouvriers par nationalités ; *ou bien* le type international de l'organisation, et alors le Bund refait sa structure sur la base de l'autonomie territoriale, à l'exemple de la social-démocratie caucasienne, lettone et polonaise, en ouvrant la route à l'unification directe des ouvriers juifs avec les ouvriers des autres nationalités de la Russie.

Pas de milieu : les principes triomphent, mais ne « se concilient » pas.

Ainsi, *principe du rassemblement international des ouvriers*

* Voir J. STRASSER : *Der Arbeiter und die Nation*, Reichenberg, 1912, p. 48. *(J. S.)*

comme élément indispensable dans la solution de la question nationale.

Vienne, janvier 1913.

Publié pour la première fois dans la revue *Prosvechtchénié* [168] [*L'Instruction*], n° 3-5, mars-mai 1913.
Signé : K. Staline.

La situation au sein du groupe Social-Démocrate

La *Pravda* a publié dans son n° 44 une « déclaration » de sept députés social-démocrates, qui prennent position contre les six députés ouvriers [109].

Dans ce même numéro de la *Pravda,* les six députés ouvriers leur répondent en qualifiant leur déclaration de premier pas vers la scission.

Ainsi, la question se pose devant les ouvriers : le groupe social-démocrate demeurera-t-il, oui ou non, uni ?

Jusqu'à présent, le groupe social-démocrate était uni et fort grâce à son unité, assez fort pour obliger les ennemis du prolétariat à compter avec lui.

Maintenant, il va peut-être se scinder en deux, à la grande joie des ennemis...

De quoi s'agit-il donc ? Pourquoi les membres du groupe social-démocrate se sont-ils si violemment partagés ? Qu'est-ce qui a incité les sept députés à attaquer leurs camarades dans les colonnes du journal, sous les yeux des ennemis de la classe ouvrière ?

Dans leur « déclaration », ils soulèvent deux questions : celle de la collaboration au *Loutch* et à la *Pravda* et celle de la fusion de ces journaux.

Les sept pensent que les députés social-démocrates sont tenus de collaborer aux deux journaux et que le refus des six de collaborer au *Loutch* porte atteinte à l'unité du groupe social-démocrate.

En est-il bien ainsi ? Les sept ont-ils raison ?

Tout d'abord, il est étrange qu'on puisse collaborer à un journal dont non seulement on ne partage pas l'orientation, mais dont l'orientation vous paraît nuisible. Comment peut-on obliger, par exemple, l'orthodoxe Bebel à collaborer à un journal révisionniste, ou le révisionniste Vollmar à un journal orthodoxe ? En Allemagne, pareille exigence ferait rire aux éclats, parce qu'on y sait que l'unité d'action n'exclut pas la divergence de vues. Mais chez nous... chez nous, grâce à Dieu, on n'est pas encore si raffiné.

En second lieu, nous avons l'expérience de la Russie : elle nous montre avec évidence que la collaboration de députés à deux journaux différents ne compromet pas le moins du monde l'unité du groupe. Nous songeons au troisième groupe [170]. Ce n'est un secret pour personne que des treize membres du groupe social-démocrate à la IIIe Douma, neuf collaboraient *seulement* à la *Zvezda,* deux seulement au *Jivoïé Diélo* [171] et que les deux autres s'abstenaient de toute collaboration à l'un et l'autre journal... Et pourtant cet état de choses n'a pas compromis d'un iota l'unité du troisième groupe ! Le groupe s'est toujours montré uni dans son action.

Les sept font évidemment fausse route en exigeant la collaboration obligatoire au *Loutch.* Apparemment, ils ne voient pas encore clair dans cette question.

Poursuivons. Les sept réclament la fusion de la *Pravda* et du *Loutch* en un seul journal hors fraction.

Mais comment opérer leur fusion ? Est-il possible de les fondre en un seul journal ?

Se peut-il que les sept, ces « partisans idéologiques » du *Loutch,* ignorent que le *Loutch,* tout le premier, se refuse à cette fusion ? Ont-ils lu le n° 108 du *Loutch,* où l'on écrit que « *l'unité ne peut être réalisée par de simples mesures mécaniques, comme la fusion de deux organes, etc.* » ?

Et s'ils l'ont lu, comment peuvent-ils parler sérieusement de fusion ?

En second lieu, les sept connaissent-ils l'attitude des leaders du courant liquidateur à l'égard de l'unité en général et de la publication d'un organe commun en particulier ?

Ecoutez l'inspirateur du *Loutch,* P. Axelrod. Voici ce qu'il écrivit dans le n° 6 du *Nevski Golos,* lorsqu'une partie des ouvriers de Pétersbourg décida de faire paraître un journal hors fraction, comme contrepoids à la *Zvezda* et au *Jivoïé Diélo :*

> L'idée d'un organe social-démocrate hors fraction est à l'heure présente une utopie, et une utopie qui, objectivement, va à l'encontre des intérêts du développement du prolétariat en matière de politique et de parti, ainsi que, dans le domaine de l'organisation, à l'encontre de l'union du prolétariat sous le drapeau de la social-démocratie. Chassez le naturel, il revient au galop... L'organe ouvrier projeté pourra-t-il adopter une position de neutralité entre les deux camps opposés ?... Evidemment non. (Voir le *Nevski Golos,* n° 6).

Ainsi, d'après Axelrod, un journal commun est non seulement impossible, mais nuisible, puisqu' « il va à l'encontre des intérêts du développement politique du prolétariat ».

Ecoutons un autre inspirateur du *Loutch,* le fameux Dan.

> Les grandes tâches politiques, *écrit-il,* rendent inévitable une guerre sans merci contre le mouvement antiliquidateur... Celui-ci constitue un frein perpétuel, une perpétuelle désorganisation. [Il faut...] s'appliquer de toutes ses forces à le tuer dans l'œuf. (Voir *Nacha Zaria,* n° 6, 1911).

Ainsi, « *guerre* sans merci contre le mouvement antiliquidateur », c'est-à-dire contre la *Pravda* « *tuer* le courant antiliquidateur », c'est-à-dire la *Pravda,* voilà ce que propose Dan.

Comment les sept peuvent-ils après tout cela parler sérieusement de la fusion des deux journaux ?

Qui veulent-ils donc fusionner, unir ?

De deux choses l'une :

Ou bien ils n'ont pas compris la question et ils n'ont pas encore eu le temps de voir clair dans la position du *Loutch,* dont ils se disent partisans, — et alors « ils ne savent pas ce qu'ils font ».

Ou bien ce sont de véritables adeptes du *Loutch,* prêts avec Dan à « tuer le mouvement antiliquidateur » ; et pas plus qu'Axelrod, ils ne croient à la possibilité d'un journal unique, mais ils parlent *hautement* d'unité pour préparer *en sourdine* le terrain à la scission du groupe...

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : le problème de l'intégrité du groupe social-démocrate, menacé de rupture, se pose devant les ouvriers.

Le groupe est en danger !

Qui peut le sauver, qui peut en assurer l'unité ?

Les ouvriers et eux seuls ! Personne d'autre que les ouvriers !

Voilà pourquoi il est du devoir des ouvriers conscients d'élever la voix contre les tentatives scissionnistes au sein du groupe, d'où qu'elles viennent.

Il est du devoir des ouvriers conscients de rappeler à l'ordre les sept députés qui se sont élevés contre l'autre moitié du groupe social-démocrate.

Les ouvriers doivent intervenir tout de suite pour préserver l'unité du groupe.

Aujourd'hui, se taire est impossible. Bien plus, se taire est aujourd'hui un crime.

Pravda [*La Vérité*], n° 47, 26 février 1913.
Signé : K. Staline.

L'anniversaire du massacre de la Léna[172]

Camarades,

Un an s'est écoulé depuis que cinq cents de nos camarades ont été abattus sur la Léna. A la suite d'une grève revendicative pacifique aux mines de la Léna, le 4 avril 1912, cinq cents de nos frères ont été fusillés sur l'ordre du tsar russe et pour complaire à une poignée de millionnaires.

Le capitaine de gendarmerie Trechtchenko, qui a perpétré au nom du tsar cet acte de banditisme, a reçu de hautes récompenses du gouvernement et une généreuse gratification des propriétaires des mines d'or et, aujourd'hui, il se prélasse dans les cabarets aristocratiques en attendant d'être nommé chef d'une section de l'Okhrana. Sur le moment, on avait promis de dédommager les familles des tués : cet engagement s'est révélé un impudent mensonge. On avait promis d'instituer l'assurance des ouvriers de la Léna aux frais de l'Etat : autre mensonge. On avait promis d' « instruire » l'affaire, mais en réalité on a escamoté jusqu'au dossier de l'enquête effectuée par le propre envoyé de ces gens-là, le sénateur Manoukhine.

« Il en a été ainsi, et il en sera toujours ainsi », a lancé, du haut de la tribune de la Douma, le ministre bourreau Makarov. Et il se trouve avoir raison : le tsar et ses gouvernants ont été et seront des menteurs, des parjures, des massacreurs, une camarilla aux ordres d'une poignée de propriétaires fonciers et de millionnaires féroces.

Ce qui, le 9 janvier 1905, Place du Palais d'Hiver, à Péters-

bourg, a été frappé à mort, c'est la foi en l'autocratie ancienne, celle d'avant la révolution.

Ce qui, le 4 avril 1912, sur la lointaine Léna, a été frappé à mort, c'est la foi en l'autocratie actuelle, celle d'après la révolution, l'autocratie « rénovée ».

Quiconque croyait qu'il existe maintenant chez nous un régime constitutionnel, quiconque pensait que les atrocités d'autrefois n'étaient plus possibles, s'est convaincu qu'il n'en est pas ainsi : que, comme par le passé, la bande du tsar règne en maîtresse sur le grand peuple russe ; que la monarchie de Nicolas Romanov, comme par le passé, immole sur son autel des centaines et des milliers d'ouvriers et de paysans russes ; que, comme par le passé, par toute la Russie, sifflent les nagaïkas et bourdonnent les balles des mercenaires du tsar, des Trechtchenko, qui se font la main sur les citoyens russes désarmés.

La fusillade de la Léna a ouvert une nouvelle page dans notre histoire. La coupe de la patience déborde. L'indignation du peuple a rompu les digues. Le fleuve du courroux populaire est en marche. Les paroles du valet tsariste Makarov : « Il en a été ainsi, et il en sera toujours ainsi », ont jeté de l'huile sur le feu. Elles ont eu le même effet que l'ordre donné en 1905 par un autre dogue du tsar, Trépov : « Ne pas ménager les cartouches ! » L'océan ouvrier s'est mis à bouillonner, à écumer. Et c'est par une grève de protestation unanime que près d'un demi-million d'ouvriers russes ont répondu à la fusillade de la Léna. Ils ont arboré bien haut notre vieux drapeau rouge, sur lequel la classe ouvrière a de nouveau inscrit les trois principales revendications de la révolution russe :

Journée de huit heures pour les ouvriers.

Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers et du tsar pour les paysans.

République démocratique pour tout le peuple !

Une année de lutte s'est écoulée. Et en jetant un coup d'œil rétrospectif, nous pouvons dire avec satisfaction : le commencement est fait, l'année n'a pas été perdue.

La grève de la Léna s'est fondue avec celle du 1er mai. Le glorieux Premier Mai 1912 s'inscrit en lettres d'or dans l'histoire de notre mouvement ouvrier. Depuis ce jour, la lutte ne se ralentit pas un instant. La grève politique s'élargit et grandit. A l'exécution des seize matelots de Sébastopol, 150 000 ouvriers

répondent par une grève révolutionnaire en proclamant l'alliance du prolétariat révolutionnaire avec l'armée révolutionnaire. Contre le truquage des élections des députés ouvriers à la Douma, le prolétariat de Pétersbourg proteste par une grève. Le jour de l'ouverture de la IVe Douma [178], le jour où le groupe social-démocrate interpelle au sujet des assurances, les ouvriers de Pétersbourg organisent des manifestations et des grèves de vingt-quatre heures. Enfin, le 9 janvier 1913, près de 20 000 ouvriers russes font grève, pour honorer la mémoire des combattants tombés et pour appeler à une lutte nouvelle toute la Russie démocratique.

Tel est le bilan essentiel de l'année 1912.

Camarades,

Le premier anniversaire du massacre de la Léna approche. Nous devons marquer cette date d'une façon ou de l'autre, nous en avons l'obligation. Nous devons montrer que nous n'avons pas oublié la journée sanglante du 4 avril, pas plus que nous n'avons pas oublié le dimanche sanglant du 9 janvier.

C'est par des meetings, des manifestations, des collectes, etc., que nous marquerons partout l'anniversaire de la Léna.

Que toute la Russie ouvrière s'unisse en ce jour dans un appel au combat :

A bas la monarchie des Romanov !
Vive la nouvelle révolution !
Vive la république démocratique !
Gloire aux combattants tombés !

Le COMITE CENTRAL DU POSDR.

A reproduire et à diffuser !
Préparez la célébration du Premier Mai !

Proclamation polycopiée,
Ecrite en janvier-février 1913.

*Notes**

1 Cette brochure de K. Kautsky a été traduite en géorgien et éditée à Tiflis en mars 1907. Le journal bolchevik *Dro* en annonça la parution avec une préface de Koba (J. Staline), dans son n° 7 en date du 18 mars 1907 (IMEL).

2 Les cadets (k.-d.) : parti constitutionnel démocrate, principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale, qui se constitua en octobre 1905. (Voir J. STALINE, *Œuvres*, t. I, [p. 329, note 97]) (IMEL).

3 *Piervy Sbornik* [*Premier Recueil*], recueil menchévik publié à Pétersbourg en 1906 (IMEL).

4 *Naché Diélo* [*Notre Cause*], hebdomadaire menchévik qui parut à Moscou du 24 septembre au 25 novembre 1906 (IMEL).

5 *Tovarichtch* [*Le Camarade*], quotidien, parut à Pétersbourg de mars 1906 à décembre 1907 : n'était nominalement l'organe d'aucun parti, mais en fait celui des cadets de gauche. Des menchéviks y collaboraient également (IMEL).

6 *Otkliki* [*Les Echos*], recueil menchévik ; trois livraisons parurent à Pétersbourg en 1906 et 1907 (IMEL).

7 *Mir Boji* [*Le Monde de Dieu*], revue mensuelle d'orientation libérale ; parut à Pétersbourg à partir de 1892. Dans les années qui suivirent, elle imprima des articles de « marxistes légaux ». Pendant la révolution de 1905, des menchéviks y collaborèrent. De 1906 à 1918, elle parut sous le nom de *Sovrémenny Mir* [*Le Monde contemporain*] (IMEL).

8 *Golos Trouda* [*La Voix du Travail*], journal menchévik qui parut à Pétersbourg du 21 juin au 7 juillet 1906 (IMEL).

---

* Les notes de l'édition en langue russe préparées par l'Institut Marx-Engels-Lénine sont indiquées par les initiales « IMEL ». Celles, essentiellement de références, de cette édition, par « N. Ed. ».

9 Troudoviks ou « groupe du travail », groupe de démocrates petits-bourgeois fondé en avril 1906 et composé de députés paysans de la première Douma d'Etat. (Voir J. STALINE, *Œuvres*, t. I, [p. 333, note 127]) (IMEL).

10 Les socialistes populaires, organisation petite bourgeoise fondée en 1906, par scission de l'aile droite des socialistes-révolutionnaires. Les socialistes populaires formulaient des revendications politiques qui ne dépassaient pas le cadre de la monarchie constitutionnelle. Lénine les appelait « social-cadets » et « menchéviks socialistes-révolutionnaires » (IMEL).

11 Il s'agit de la Conférence des social-démocrates qui se tint à Pétersbourg le 6 janvier 1907, pour établir la tactique à suivre pendant les élections à la IIe Douma d'Etat. Y assistaient 40 bolchéviks et 31 menchéviks. Le Comité Central du POSDR, composé en majorité de menchéviks, avait recommandé aux délégués de se diviser en deux conférences : ville et province. Les menchéviks escomptaient recueillir par ce moyen un plus grand nombre de voix. La conférence repoussa cette demande comme contraire aux statuts du Parti. En signe de protestation, les délégués menchéviks quittèrent la séance. Les délégués qui étaient restés décidèrent de poursuivre les travaux. Après avoir entendu le rapport de Lénine, la Conférence se prononça contre la conclusion d'accords électoraux avec les cadets, en considérant ces accords non seulement comme inadmissibles au point de vue des principes, mais encore comme absolument nuisibles au point de vue politique. La Conférence décida d'« inscrire sans délai à l'ordre du jour la question, extrêmement importante pour Pétersbourg, des accords avec la démocratie révolutionnaire ». Les représentants menchéviks du Comité Central qui assistaient à la Conférence déclarèrent que ses décision n'étaient pas obligatoires pour l'organisation social-démocrate de Pétersbourg ; quant aux menchéviks qui avaient quitté la Conférence, ils publièrent des articles pour recommander le bloc avec les cadets (IMEL).

12 *Rietch* [*La Parole*], journal quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg de février 1906 au 26 octobre 1917 (IMEL).

13 *Tchvéni Tskhovréba* [*Notre Vie*], quotidien bolchévik, parut légalement à Tiflis à partir du 18 février 1907, sous la direction de Staline. Il en fut publié 13 numéros. Le 6 mars 1907, le journal fut interdit « pour orientation extrémiste » (IMEL).

14 *Na Otchérédi* [*A l'ordre du jour*], hebdomadaire menchévik publié à Pétersbourg de décembre 1906 à mars 1907. Il en parut quatre numéros (IMEL).

15 *Dro* [*Le Temps*], quotidien bolchévik ; parut à Tiflis après l'interdiction du journal *Tchvéni Tskhovréba*, sous la direction de Staline, du 11 mars au 15 avril 1907. Faisaient également partie de la rédaction M. Tskhakaïa et M. Davitachvili. Il en fut publié 31 numéros (IMEL).

16 Voir MARX-ENGELS : *Gesamtausgabe (Œuvres complètes)*, Section I, tome 7, p. 495. Edition en langue allemande, Moscou-Léningrad.

[MARX (K.) et ENGELS (F.), *La Nouvelle Gazette Rhénane*, Paris 1963-1969, 2 vol., t. II, p. 230-231 (N. Ed.)].
La Nouvelle Gazette Rhénane parut à Cologne du 1er juin 1848 au 19 mai 1849, sous la direction de Karl Marx et Friedrich Engels (IMEL).

17 GOURKO : sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur ; LIDVAL : gros spéculateur et aventurier chargé en 1906 par Gourko de fournir du blé aux provinces frappées par la famine. La participation d'un dignitaire tsariste aux tripotages de Lidval aboutit à un procès retentissant, connu sous le nom de « lidvaliade ». Pour Gourko, l'affaire n'eut d'autres suites que sa destitution (IMEL).

18 Octobristes, ou « Union du 17 octobre » : parti contre-révolutionnaire de la grosse bourgeoisie industrielle et commerçante et des grands propriétaires fonciers, qui, constitué en novembre 1905, soutenait à fond le régime de Stolypine, la politique intérieure et étrangère du tsarisme (IMEL).

19 *Parous* [*La Voile*], organe quotidien des cadets. Parut à Moscou en 1907 (IMEL).

20 *Sévodnia* [*Aujourd'hui*], journal du soir bourgeois, de type boulevardier ; parut à Pétersbourg de 1906 à 1908 (IMEL).

21 *Slovo* [*La Parole*], journal quotidien ; parut à partir de décembre 1904, à Pétersbourg. D'octobre 1905 à juillet 1906, il fut l'organe du parti octobriste (IMEL).

22 TELIA (G.-P.) : né en 1880, mort à Soukhoum le 19 mars 1907. Ses funérailles eurent lieu le 25 mars au village de Tchagani, district de Koutaïs (IMEL).

23 Il s'agit de la manifestation du Premier Mai des ouvriers de Tiflis, organisée le 22 avril 1901 sous la direction immédiate de Staline. La manifestation se déroula au Marché des Soldats, au centre de Tiflis : près de 2 000 personnes y participèrent. Il y eut des affrontements avec la police et la troupe. 14 ouvriers furent blessés, plus de 50 arrêtés. L'*Iskra* de Lénine écrivit à ce sujet : « *L'événement qui s'est produit le dimanche 22 avril (vieux style) à Tiflis marque une date historique pour tout le Caucase : à partir de ce jour, un mouvement révolutionnaire déclaré a commencé au Caucase* ». (*Iskra*, n° 6, juillet 1901) (IMEL).

24 Le 23 février 1903, par décision du Comité de Tiflis du POSDR, une manifestation ouvrière eut lieu à Tiflis. Près de 6 000 personnes y prirent part. La manifestation se termina par une collision avec la troupe. Il y eut 150 arrestations (IMEL).

25 *Giaour*, terme d'origine persanne utilisé de façon méprisante par les turcs pour désigner les chrétiens. (N. Ed.)

26 *Prolétariatis Brdzola* [*La Lutte du prolétariat*], journal géorgien illégal, organe de l'Union caucasienne du POSDR. (Voir J. STALINE, *Œuvres*, t. I, [p. 323, note 24] (IMEL).

27 *Akhali Tskhovréba* [*La Vie Nouvelle*], quotidien menchévik de Géorgie, publié à Tiflis du 20 juin au 14 juillet 1906. Il en parut

20 numéros. C'est Staline qui en assurait la direction : les collaborateurs permanents étaient M. Davitachvili, G. Télia, G. Kikodzé, etc. (IMEL).

28 Le Ve Congrès du POSDR se tint à Londres du 30 avril au 19 mai 1907. Sur toutes les questions fondamentales, il adopta les résolutions bolchéviks. Staline y assistait comme délégué de l'organisation de Tiflis. Le bilan du Congrès a été dressé par Staline dans son article : « Le Congrès de Londres du POSDR (Notes d'un délégué) ». (Voir le présent tome [p. 51] (IMEL).

29 Le Bund, « Union générale des ouvriers juifs de Pologne, de Lituanie et de Russie », fondé en octobre 1897. (Voir J. STALINE, *Œuvres*, t. I, [p. 320, note 8]) (IMEL).

30 La « Spilka », union social-démocrate ukrainienne, proche des menchéviks, se constitua à la fin de 1904, en se détachant du « parti révolutionnaire ukrainien », parti petit-bourgeois et nationaliste. Elle disparut pendant les années de la réaction stolypinienne (IMEL).

31 *Lakhvari* [*Le Javelot*], quotidien menchévik géorgien qui parut à Tiflis d'avril à juin 1907 (IMEL).

32 *Skhivi* [*Le Rayon*], quotidien menchévik géorgien qui parut à Tiflis de décembre 1905 à janvier 1906 (IMEL).

33 La IIe Douma d'Etat fut dissoute par le gouvernement tsariste le 3 juin 1907. Le groupe social-démocrate, qui comptait 65 députés, fut l'objet d'une provocation : on l'accusa d'avoir fomenté un complot à main armée. La plupart des députés social-démocrates furent condamnés aux travaux forcés et à la déportation (IMEL).

34 L'article « Le Congrès de Londres du POSDR (Notes d'un délégué) » est resté inachevé, par suite du renforcement, vers le milieu de 1907, de la filature policière à laquelle Staline était soumis, puis de son arrestation (IMEL).

35 VERGUEJSKI (A.) : pseudonyme littéraire d'A.-V. Tyrkova, collaboratrice du journal cadet *Rietch* (IMEL).

36 KOUSKOVA (E.-D.) : un des auteurs du *Credo*, programme des « économistes » ; en 1906-1907, elle collabora à des revues et des journaux semi-cadets, semi-menchéviks (IMEL).

37 ALEXINSKI (G.-A.) : député à la IIe Douma d'Etat ; appartenait à la fraction bolchévik du groupe social-démocrate. Après le Congrès de Londres du POSDR, il défendit la tactique de boycottage de la IIIe Douma d'Etat. Par la suite, il abandonna le Parti bolchévik. Après la Révolution socialiste d'Octobre, il fut émigré blanc (IMEL).

38 La question du Congrès socialiste international de Stuttgart (VIIe Congrès de la IIe Internationale), d'abord inscrite à l'ordre du jour du Congrès de Londres du POSDR, fut ensuite retirée de la discussion par ce Congrès. Le Congrès de Stuttgart se tint du 5 au 11 (18-24) août 1907. Les bolchéviks y étaient représentés par Lénine, Lounatcharski, Livinov, etc. (IMEL).

39 RIADOVOÏ (I.) : pseudonyme d'A.-A. Malinovski, plus connu sous le nom de Bogdanov (il avait encore pour pseudonyme « Maximov »).

En 1903, il se rallia aux bolchéviks. Après le Congrès de Londres du POSDR, il abandonna le Parti bolchévik. [Voir note 87, p. 327 du présent tome]. Mort en 1928 (IMEL).

40 Sur la scission de l'organisation de Pétersbourg du Parti, voir l'article de STALINE : « La bataille électorale à Pétersbourg et les menchéviks » (Voir le présent tome [p. 23]) (IMEL).

41 Le projet d'adresse sur la question agraire, « Au nom de la Douma d'Etat » fut élaboré par les cadets et publié le 5 juillet 1906, en réponse à la communication gouvernementale du 20 juin 1906 sur la propriété foncière paysanne. Les cadets exhortaient les paysans à attendre la fin des travaux de la Douma qui élaborait une loi agraire. Le Comité Central du POSDR, dirigé par les menchéviks, recommanda au groupe social-démocrate de la Douma de voter le projet des cadets. Le groupe vota contre (IMEL).

42 *Les narodowey* (nationaux-démocrates), parti nationaliste contre-révolutionnaire de la bourgeoisie polonaise, fondé en 1897. Pendant la révolution de 1905-1907, les narodowey devinrent le parti principal de la contre-révolution polonaise, le parti des cent-noirs polonais (IMEL).

43 Il s'agit des interventions des députés menchéviks à la IIe Douma d'Etat, A.-L. Djaparidzé et I.-G. Tsérétéli. (Voir les *Procès-verbaux du Ve Congrès du POSDR*, 1935, p. 250 et 354-355, éd. russe). (IMEL).

44 Rosa Luxembourg, était la représentante pour la Pologne et l'Allemagne au Ve Congrès du POSDR. Les polonais soutinrent les bolchéviks, à une exception près, à propos de la résolution menchévik condamnant les attaques à mains armées, expropriations... Ceci visait bien entendu les bolchéviks qui furent là, mis en minorité. De fait il s'agissait du problème de l'insurrection armée (N. Ed.).

45 Les guesdistes, partisans de Jules Guesde, courant marxiste de gauche parmi les socialistes français. En 1901, les guesdistes fondèrent le « Parti socialiste français ». Ils luttaient contre les opportunistes dans le mouvement ouvrier français, se prononçaient contre la politique d'entente avec la bourgeoisie et contre la participation des socialistes au gouvernement bourgeois. Dès le début de la guerre mondiale impérialiste, Guesde prit une position « de défense nationale » et entra dans le ministère bourgeois. Ceux des guesdistes qui étaient restés fidèles au marxisme révolutionnaire adhérèrent par la suite au Parti communiste français (IMEL).

46 Il s'agit de l'article de Iouri Péréïaslavski (G. Khroustalev). Le *Bakinski Dien* [*Le Jour de Bakou*], quotidien libéral parut de juin 1907 à janvier 1908 (IMEL).

47 EL (I.-I. Lousine) : menchévik liquidateur (IMEL).

48 LARINE (I.), RINE (L.-A.), LOURIÉ (M.-A.) : menchévik liquidateur. Préconisa en 1907 la convocation d'un « large congrès ouvrier ». Adhéra en 1917 au Parti bolchévik (IMEL).

49 Il s'agit de la brochure : *Le Congrès ouvrier de Russie et les*

« *bolchéviks* », éditée en langue géorgienne à Tiflis en 1907. « Brodiaga » (le Vagabond), pseudonyme du menchévik Guéorgiu Eradzé ; « Choura », sa femme, la menchévik Pychkina (IMEL).

50 L'article de Tchérévanine sur le congrès ouvrier a été publié dans le recueil menchévik : *La Situation politique et les problèmes de tactique*, Moscou, 1906 (IMEL).

51 LINDOV : pseudonyme de G.-D. Leiteisen (IMEL).

52 En automne 1907, le Comité de Bakou fit la campagne des élections à la IIIe Douma d'Etat sous la direction du camarade Staline. L'assemblée des délégués ouvriers de Bakou, tenue le 22 septembre, désigna des bolchéviks comme grands électeurs de leur député à la Douma. Le « Mandat » rédigé par Staline fut adopté par l'assemblée et édité en tract à l'imprimerie du comité de rayon de Balakhany du POSDR (IMEL).

53 Cet article fut écrit à l'occasion d'un projet de conférence des industriels du pétrole avec les représentants des ouvriers de Bakou. La tactique de boycottage de la conférence, que les bolchéviks appliquèrent alors, trouva un large appui parmi les masses ouvrières. Du 10 octobre au 1er novembre 1907, dans les puits et les usines de Bakou se tinrent des réunions ouvrières où la question de la conférence fut débattue. Les deux tiers des ouvriers présents à ces réunions se prononcèrent contre la participation. Les menchéviks, qui étaient pour la conférence à tout prix, furent battus (IMEL).

54 Ouvriers de l'exploitation : ouvriers occupés à l'extraction du pétrole et au forage des puits. Ouvriers de l'entretien : ouvriers des ateliers mécaniques, des centrales électriques et autres entreprises auxiliaires desservant les exploitations pétrolières (IMEL).

55 *Bakchich* (littéralement : cadeau) : système de menues aumônes, sous forme de gratifications, qui était largement pratiqué par les industriels du pétrole de Bakou, pour détourner les ouvriers de la lutte politique et diviser le mouvement ouvrier. Le montant des gratifications variait; il dépendait du bon plaisir des patrons. Les bolchéviks s'élevèrent entièrement, résolument, lors des grèves, contre la revendication de gratifications ; ils luttaient pour l'augmentation des salaires (IMEL).

56 KOTCHEGAR : pseudonyme de Chitikov (I.) (Samartsey), directeur et éditeur responsable du journal *Goudok [La Sirène]* (IMEL).

57 *Nephtianoïé Diélo* [*L'Industrie pétrolière*], organe du patronat pétrolier, édité par le Conseil du congrès des industriels du pétrole, à Bakou, de 1899 à 1920.
Le Conseil du congrès, organisation de la bourgeoisie pétrolière, était élu par les congrès des industriels, qui choisissaient comme membres les représentants des plus grosses firmes. Il avait pour mission d'organiser la lutte contre la classe ouvrière, de défendre auprès du gouvernement les intérêts des patrons, d'assurer à ces derniers des profits élevés, etc. (IMEL).

58 *Dachnaktsakans, dachnaks :* membres du parti nationaliste-bourgeois arménien *Dachnatsoutioune*. En défendant les intérêts de la bour-

geoisie arménienne, les dachnaks attisaient la haine nationale entre les travailleurs de Transcaucasie (IMEL).

59 En novembre 1907, les bolchéviks de Bakou, avec Staline à leur tête, formulèrent le mot d'ordre : « Conférence avec garanties, ou pas de conférence du tout ». Les conditions auxquelles les ouvriers consentaient pour prendre part à la conférence, étaient les suivantes : participation active des syndicats ouvriers à la campagne pour la conférence ; large discussion des revendications par les ouvriers ; libre convocation du futur Conseil des délégués, et choix du moment de l'ouverture de la conférence par les ouvriers eux-mêmes. Dans les puits et les usines de Bakou, une vaste campagne s'engagea pour les élections au Conseil des délégués, lequel devait définitivement fixer les conditions de la participation des ouvriers à la conférence et élire ses représentants à la Commission d'organisation chargée de la convoquer. Les réunions ouvrières pour l'élection des délégués se tinrent au grand jour. La plupart des ouvriers se prononcèrent pour la ligne bolchévik. Les dachnaks et les socialistes révolutionnaires, qui étaient pour le boycottage de la conférence et les menchéviks, qui étaient pour une conférence sans aucune garantie, se virent refuser l'appui des masses (IMEL).

60 *Goudok* [*La Sirène*] : journal bolchévik légal, organe hebdomadaire du syndicat des ouvriers du pétrole de Bakou. Le n° 1 du *Goudok* parut le 12 août 1907. Le journal fit paraître une série d'articles leaders de Staline, qui sont inclus dans le présent tome. Prenaient une part active à la rédaction du *Goudok :* S. Chaoumian, A. Djaparidzé, S. Spandarian, etc. Le dernier numéro (n° 34) qui fut édité par la rédaction bolchévik parut le 1er juin 1908. A partir du n° 35, le *Goudok* passa aux mains des menchéviks. Les bolchéviks éditèrent à Bakou un nouveau journal syndical légal, le *Bakinski Rabotchi* [*L'Ouvrier de Bakou*], dont le premier numéro parut le 6 septembre 1908 (IMEL).

61 Près de 1 500 ouvriers prirent part à la grève des exploitations pétrolières Mirzoïev, à Bakou. La grève commença le 14 février 1908 et dura 73 jours (IMEL).

62 Les élections des délégués ouvriers prirent fin au début de février 1908. Mais la convocation du Conseil des délégués fut ajournée sur l'ordre de Vorontsov-Dachkov, gouverneur général du Caucase. La première séance se tint le 30 mars 1908 ; les suivantes, les 6, 10, 26 et 29 avril. G.-K. Ordjonikidzé écrivit par la suite au sujet des travaux du Conseil : « *Alors que la réaction noire triomphait dans toute la Russie, un véritable parlement ouvrier siégeait à Bakou. Dans ce parlement, on élaborait au grand jour toutes les revendications des ouvriers de Bakou ; nos orateurs exposaient tout notre programme minimum.* » 199 délégués votèrent pour la proposition des bolchéviks : une conférence avec garanties ; le boycottage de la conférence recueillit 124 voix. Les partisans du boycottage — socialistes-révolutionnaires et dachnaks, — quittèrent la séance. La proposition de conférer au Mandat un caractère d'ultimatum fut adoptée par une majorité de 113 voix contre 54 (IMEL).

63 *Promyslovy Viestnik* [*Le Courrier des exploitations pétrolières*] :

journal menchévik légal, organe du syndicat des mécaniciens. Parut à Bakou, deux ou trois fois par semaine, en novembre et décembre 1907, et de mars à juillet 1908 (IMEL).

64 K-za (P. Kara-Mourza) : membre du parti cadet, rédacteur du *Néphtianoïé Diélo*, l'organe des industriels pétroliers de Bakou (IMEL).

65 Kotchi : bandit, tueur à gages (IMEL).

66 Khanlar Safaraliev : ouvrier bolchévik, habile organisateur des ouvriers azerbaïdjanais. Après le succès de la grève aux exploitations Naphtalan, Khanlar fut mortellement blessé par un tueur à gages des industriels, dans la nuit du 19 au 20 septembre 1907. Il ne survécut que quelques jours. A l'appel du Comité de rayon de Bibi-Eibat du POSDR, les ouvriers firent une grève générale de 48 heures, en exigeant de la Société Naphtalan le renvoi de Djafar, contremaître des forages et assassin de Khanlar, ainsi que du directeur Abouzarbek. L'enterrement de Khanlar donna lieu à une puissante manifestation de protestation, à laquelle prirent part 20 000 ouvriers. Staline prononça un discours sur sa tombe (IMEL).

67 *Bandit-rossignol :* personnage mythique des contes populaires russes, représentant la perfidie et la cruauté. Bandit de grands chemins, il chantait d'abord comme un rossignol, rugissait comme une bête et sifflait comme un serpent avec une telle puissance, que les voyageurs en mouraient. Puis il les détroussait (N. Ed.).

68 Jeu de mots. En ajoutant un O entre la première lettre K et la dernière syllabe za du nom du journaliste, on obtient *Koza*, qui veut dire chèvre, bique. (N. Ed.).

69 *La presse :* revue de presse rédigée par Staline, en été 1908, dans la prison de Bakou, où il resta incarcéré du 25 mars au 9 novembre 1908, date de sa déportation à Solvytchégodsk (IMEL).

70 *Napertskali [l'Etincelle]* : quotidien des menchéviks géorgiens ; parut à Tiflis de mai à juillet 1908 (IMEL).

71 *Azri [La Pensée] :* journal géorgien menchévik ; parut à Tiflis du 29 janvier au 2 mars 1908 (IMEL).

72 Exarque : Dans l'église orthodoxe, délégué du patriarche chargé d'une province. Dans l'Empire d'Orient : grand dignitaire, ayant des pouvoirs très étendus. (N. Ed.).

73 Les frères Chendrikov (Lev, Ilya et Gleb) avaient fondé à Bakou, en 1904, une organisation zoubatoviste *, sous le nom d'« Organisation des ouvriers de Balakhany et de Bibi-Eibat » (plus tard « Union des ouvriers de Bakou »). Les chendrikovistes engagèrent une campagne de calomnies contre les bolchéviks. En mettant en avant des mots d'ordre économiques étroitement corporatifs, ils désorganisaient la lutte gréviste et s'appliquaient à démanteler la préparation de l'insurrection armée ; ils préconisaient la création de « chambres de conciliation », d'artels, etc. Les Chendrikov étaient subventionnés par les industriels du pétrole et les autorités tsaristes. Les menchéviks reconnurent officiellement leur organisation zoubatoviste comme une organisation du parti. Les chendrikovistes furent démasqués par les

bolchéviks de Bakou comme des mercenaires de l'Okhrana tsariste et écrasés.
Leur revue *Pravoïé Diélo* [*La Cause juste*] était éditée à Pétersbourg. Le n° 1 parut en novembre 1907, le n° 2-3 en mai 1908. Grochev et Kalinine, mentionnés plus loin, étaient des menchéviks, partisans des Chendrikov. (IMEL).

* Zoubatov (1864-1917). Chef de la police russe (Okhrana). Organisateur du « socialisme policier », créateur de soi-disant organisations ouvrières destinées à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. (N. Ed.).

74 Goukassov (A.) : un des plus grands industriels du pétrole de Bakou, qui se trouvait à la tête de leur congrès (IMEL).

75 La Commission d'organisation chargée de convoquer la conférence avec les industriels du pétrole tint séance le 13 mai 1908 ; 14 patrons et 15 ouvriers étaient présents. Le jour même, les journaux ayant annoncé que les représentants des syndicats n'étaient pas admis à la Commission, la délégation ouvrière refusa d'ouvrir les travaux sans leur participation. Le président de la Commission Djounkovski, membre du Conseil, adjoint au gouverneur général du Caucase, tira prétexte de ce refus pour déclarer close la session de la Commission d'organisation (IMEL).

76 « Terre et liberté », « dans la lutte on conquiert ses droits » : mots d'ordre du parti socialiste-révolutionnaire (IMEL).

77 La grève générale commença à Bakou le 1er juillet 1903 ; à Tiflis, le 14 juillet ; à Batoum le 17 juillet. La grève s'étendit à toute la Transcaucasie et gagna le sud de la Russie (Odessa, Kiev, Iékatérinoslav, etc.) (IMEL).

78 La grève générale de Bakou commença le 13 décembre 1904 par le débrayage des puits Rothschild, Nobel, Mirzoïev, et les districts pétroliers de Balakhany et de Bibi-Eibat. Du 14 au 18 décembre, la grève s'étendit à la plupart des entreprises. Le mouvement était dirigé par Staline. Les proclamations lancées par le Comité de Bakou aux premiers jours de la grève formulaient des mots d'ordre politiques ainsi que des revendications économiques : journées de huit heures, augmentation des salaires, suppression des amendes, etc. Il y eut beaucoup de meetings et de réunions des ouvriers. La grève aboutit à une victoire et à la conclusion d'une convention collective entre les ouvriers et les industriels du pétrole, la première dans l'histoire du mouvement ouvrier de Russie. « Cette grève fut comme un éclair avant l'orage, à la veille de la grande tempête révolutionnaire » (*Histoire du PC (b) de l'URSS*, Edition de 1949, p. 63). On trouvera une étude détaillée sur l'importance de la grève de décembre à Bakou dans le présent volume (IMEL).

79 *Bakou*, journal bourgeois ; parut, avec de brèves interruptions, de 1902 à 1918. Le journal exprimait principalement les intérêts de la bourgeoisie pétrolière et commerçante de nationalité arménienne (IMEL).

80 Il s'agit de l'article : « La Commission ouvrière à Bakou », publié

dans le n° 4 du journal menchévick géorgien *Khomli*, du 17 juillet 1908 (IMEL).

81 Brochure de L.-A. RINE (LARINE (I.)) : *A propos de la conférence avec les industriels du pétrole*, éditée en 1907 par le syndicat des mécaniciens (IMEL).

82 *Prolétari* [*Le Prolétaire*], journal illégal fondé par les bolchéviks après le IVe Congrès du Parti (Congrès d'« unification ») ; parut du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909. Il en fut publié 50 numéros, dont les 20 premiers furent édités en Finlande ; les autres à Genève et à Paris. *Prolétari* était en fait l'organe central des bolchéviks et Lénine en était le rédacteur en chef. Pendant les années de la réaction stolypienne, *Prolétari* joua un rôle éminent pour maintenir et consolider les organisations bolchéviks (IMEL).

83 *Golos Sotsial Démocrata* [*La Voix du Social-Démocrate*], organe des menchéviks liquidateurs, édité à l'étranger ; parut de février 1908 à décembre 1911. La rédaction comprenait G. Plékhanov, P. Axelrod, J. Martov, F. Dan, A. Martynov. Etant donné l'orientation manifestement liquidatrice du *Golos*, Plékhanov cessa d'y collaborer dès décembre 1908 puis quitta officiellement le comité de rédaction. Malgré la décision de l'assemblée plénière du Comité Central du POSDR, en janvier 1910, sur la nécessité de suspendre la publication du *Golos Sotsial Démocrata*, les menchéviks continuèrent à le publier, en prêchant ouvertement dans les colonnes du journal les idées du courant liquidateur (IMEL).

84 *Social-Démocrate*, organe central du POSDR ; publié de février 1908 à janvier 1917. Le premier numéro parut en Russie ; plus tard, l'édition fut transférée à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. La rédaction était composée, conformément à la décision du Comité Central du POSDR, de représentants des bolchéviks, des menchéviks et des social-démocrates polonais. *Le Social-Démocrate* publiait des articles leaders de Lénine qui luttait au sein de la rédaction pour une ligne bolchévik conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) observait une attitude conciliatrice envers les liquidateurs et s'efforçait de faire échec à la ligne léniniste. Les menchéviks Martov et Dan sabotaient le travail ; en même temps, ils défendaient ouvertement le courant liquidateur dans le *Golos Sotsial-Démocrata*. La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs fit que Martov et Dan, en juin 1911, se retirèrent de la rédaction du *Social-Démocrate*. A partir de décembre 1911, le journal fut dirigé par Lénine. Il publia une série d'articles de Staline qui sont compris dans le présent volume. Le *Social-Démocrate* renseignait régulièrement sur l'activité des organisations locales du Parti, y compris celle de Transcaucasie (IMEL).

85 Les 21-23 juillet 1907 se tint la troisième conférence du POSDR (« Deuxième Conférence de Russie ») et les 5-12 novembre 1907, la quatrième conférence du POSDR (« Troisième Conférence de Russie ») (IMEL).

86 Le titre « Dans le Parti » est celui d'une rubrique du *Bakinski Prolétari* (IMEL).

87 La rédaction élargie du *Prolétari* était en fait le centre bolchévik élu à la réunion de la fraction bolchévik du Ve Congrès du POSDR (« Congrès de Londres »), en 1907. La conférence de cette rédaction élargie se tint du 8 ou 17 (du 21 au 30) juin 1909, à Paris, sous la direction de Lénine. Elle condamna l'otzovisme * et l'ultimatisme comme courants de « liquidation à l'envers ». L'école « du Parti », organisée par les otzovistes à Capri, fut qualifiée par la conférence de « centre d'une fraction qui se détachait des bolchéviks ». A. Bogdanov (appuyé par V. Chantzer) fut exclu de l'organisation bolchévik après avoir refusé de se soumettre aux décisions de la rédaction élargie du *Prolétari* (IMEL).
* *Otzovisme :* Tendance opportuniste dirigée par A. Bogdanov au sein des bolchéviks. Sous couvert de révolutionnarisme les otzovistes réclamaient le rappel des députés social-démocrates de la IIIe Douma et un travail entièrement illégal du fait de la réaction. De fait c'était couper le parti des masses. Lénine les qualifia de « liquidateurs à l'envers ». (N. Ed.).

88 La résolution du Comité de Bakou parut le 3 (16) octobre 1909, dans le n° 49 du *Prolétari*, avec la note suivante de la rédaction : « *Nous n'avons rien dit d'autre des otzovistes, ultimatistes et constructeurs de Dieu* * *que ce qu'en disent les camarades de Bakou. Eux-mêmes, les camarades de Bakou, « protestent contre la conduite du camarade Maximov, qui a déclaré ne pas se soumettre aux décisions de la rédaction ». Mais si le camarade Maximov s'était soumis aux décisions de l'organe bolchévik et n'avait pas entrepris toute une campagne de désorganisation contre la fraction bolchévik, il n'y aurait eu aucune « dissidence ». En ce qui concerne notre politique prétendument « scissionniste », nous nous sommes expliqués en détail dans l'article « Entretien avec les bolchéviks de Pétersbourg », qui paraît dans ce numéro au sujet d'une résolution analogue, adoptée par ces camarades et parvenue à la rédaction avant celle de Bakou.* » L'article « Entretien avec les bolchéviks de Pétersbourg », (mentionné par la rédaction) est de Lénine. (LÉNINE, *Œuvres*, 4e éd. russe, t. XVI, p. 49-59) (IMEL). [LÉNINE, *Œuvres*, t. XVI, p. 62-73 (N. Ed.)].
* *Constructeurs de Dieu :* Tendance philosophique et religieuse qui se manifesta chez certains intellectuels du Parti après l'échec de la Révolution de 1905 (A. Lounatchasski, V. Bazarov, etc.) et qui tendait à concilier religion et marxisme. (N. Ed.).

89 « *Amchara* » littéralement : compatriote, « pays » : c'est ainsi qu'on appelait les manœuvres iraniens qui venaient chercher un gagne-pain à Bakou (IMEL).

90 Les « Lettres du Caucase » furent écrites en novembre-décembre 1909 ; elles étaient destinées à être publiées dans *Prolétari* ou le *Social-Démocrate*. *Prolétari* ayant cessé de paraître à ce moment là, les « Lettres » furent transmises à la rédaction de l'organe central du POSDR, le *Social-Démocrate*. La partie menchévik de la rédaction refusa d'insérer dans l'organe central la seconde des « Lettres du Caucase » qui contenait une violente critique du courant de liquidation. Elle fut publiée dans la *Feuille de discussion* (supplément au *Social-Démocrate*) (IMEL).

91 Le règlement du 12 juin 1890 sur les zemstvos fut promulgué par le gouvernement tsariste en remplacement de celui de 1864. Ce nouveau règlement, en établissant un privilège social d'Etat au lieu du cens de fortune précédemment en vigueur, donnait aux nobles la majorité absolue dans la plupart des assemblées de zemstvos de district et renforçait la dépendance du zemstvo à l'égard du pouvoir central. (IMEL). [Voir t. I, p. 329, note 96 (N. Ed.)].

92 *Bakinski Prolétari* [*Le Prolétaire de Bakou*] : journal bolchévik illégal, publié à Bakou, du 20 juin 1907 au 27 août 1909. Il en parut sept numéros. Le premier numéro parut comme organe du rayon de Balakhany de l'organisation de Bakou du POSDR ; le deuxième, comme organe des rayons de Balakhany et de Tchiorny Gorod de cette même organisation ; à partir du troisième numéro, le journal devint l'organe du Comité de Bakou du POSDR. Le *Bakinski Prolétari* paraissait sous la direction de Staline. Il publia de lui une série d'éditoriaux, qui font partie du présent volume. Au *Bakinski Prolétari* collaboraient aussi S. Chaoumian, A. Djaparidzé, S. Spandarian, etc. Après le cinquième numéro, l'édition du *Bakinski Prolétari* fut suspendue, pour reprendre au 1er août 1909, après que Staline, évadé de Solvytchégodsk où il avait été déporté, fut rentré à Bakou. Le septième et dernier numéro parut le 27 août 1909. La rédaction du *Bakinski Prolétari* était en étroit contact avec le *Prolétari* et le *Social-Démocrate* (IMEL).

93 Voir [p. 171-173] du présent tome (IMEL).

94 *Troud* [*Le Travail*] : coopérative d'union des consommateurs organisée par les ouvriers de la ville de Bakou et des districts pétrolifères au début de 1908. Les adhérents étaient au nombre d'environ 1 200. La coopérative ouvrit des succursales dans les districts de Balkhany, Bibi-Eibat, Zavokzalny et Tchiorny Gorod. En 1909, elle publia une revue hebdomadaire : *Troudovoï Golos* [*La Voix du Travail*]. Les bolchéviks prenaient une part active au travail de la coopérative (IMEL).

95 Les clubs *Znanié-Sila* [*Savoir, c'est pouvoir*] et *Naouka* [*La science*] avaient pour objet de contribuer à l'auto-éducation des ouvriers du pétrole. Ils organisaient des cours d'instruction générale et technique, des cercles, des conférences. Leurs ressources étaient constituées par les cotisations des membres et les sommes retirées des spectacles et conférences. Le club *Znanié-Sila* qui desservait les districts pétrolifères était dirigé par les bolchéviks ; le club *Naouka*, par les menchéviks (IMEL).

96 Le Congrès pour la lutte contre l'alcoolisme s'ouvrit à Pétersbourg le 28 décembre 1909 et dura plusieurs jours ; 510 délégués y assistaient. Le groupe ouvrier du congrès comptait 43 membres dont deux étaient des ouvriers de Bakou. Sitôt le congrès fini, une partie des délégués ouvriers fut arrêtée par la police (IMEL).

97 *Dassatskissi* [*Le Début*], journal menchévik légal géorgien ; parut à Tiflis du 4 au 30 mars 1908 (IMEL).

98 Ane, N. Kostrov : pseudonymes de Noé Jordania, leader des menchéviks liquidateurs géorgiens (IMEL).

99 Paroles prononcées par G. Plékhanov au Congrès socialiste international de Paris en 1889 (IMEL).

100 Il s'agit de la loi agraire (oukaz), promulguée par le ministre tsariste Stolypine, le 9 novembre 1906, qui donnait aux paysans la possibilité de quitter la communauté et de s'installer dans les khoutors (fermes isolées) (IMEL).

101 Manilov: Personnage de Gogol, devenu synonyme de mollesse. (N. Ed.).

102 Il s'agit de l'assemblée plénière du Comité Central du POSDR qui se tint du 2 au 23 janvier (15 janvier - 5 février) 1910 à Paris. L'assemblée plénière adopta une résolution sur la nécessité de « *supprimer toutes les fractions plus ou moins organisées et d'en faire des courants ne violant pas l'unité d'action du Parti* ». Sur les instances de Lénine, elle condamna le courant de liquidation et l'otzovisme (toutefois sans qu'ils fussent explicitement désignés par leur nom dans la résolution). La prédominance des éléments conciliateurs à l'assemblée leur permit de faire passer une série de résolutions antiléninistes. Malgré la protestation de Lénine, plusieurs menchéviks liquidateurs furent élus aux organismes centraux du Parti. Après l'assemblée plénière, les liquidateurs intensifièrent leur lutte contre le Parti (IMEL).

103 Il s'agit de la décision relative à la réorganisation (« réforme ») des organismes centraux du Parti — Comité Central, rédaction de l'organe central, Bureau du Comité Central — décision prise par l'assemblée plénière du Comité Central du POSDR en janvier 1910. (Voir *Les Résolutions et décisions des congrès, conférences et assemblées plénières du Comité Central du PC (b) de l'URSS*, 6e édition russe, 1940, 1re partie, p. 157-158) (IMEL).

104 Il s'agit des six mois qui restaient à courir jusqu'à l'expiration du temps d'exil de Staline à Solvytchégodsk, c'est-à-dire jusqu'à la fin de juin 1911 (IMEL).

105 *Mysl* [*La Pensée*], revue mensuelle bolchévik légale, traitant de philosophie et de questions économiques et sociales : parut à Moscou, de décembre 1910 à avril 1911. Il en fut publié cinq numéros. La revue avait été fondée par Lénine. C'est à lui également qu'appartenait pratiquement la direction de la revue. Des articles de Lénine parurent dans les n° 1 à 4. Collaboraient étroitement à la revue V. Vorovski, M. Olminski, I. Skvortsov-Stépanov. Outre les bolchéviks, Plékhanov collaborait également, ainsi que d'autres menchéviks attachés au Parti (IMEL).

106 *Rabotchaïa Gazéta* [*Le journal ouvrier*], journal bolchévik populaire, parut à Paris du 30 octobre (12 novembre) 1910 au 30 juillet (12 août) 1912. Lénine en était l'organisateur et le dirigeant. La conférence de Prague du Parti (janvier 1912) souligna les mérites du journal dans la défense du Parti et de l'esprit de parti, et le reconnut comme organe officiel du Comité Central (IMEL).

107 *Zvezda* [*L'Etoile*], journal bolchévik légal, parut à Pétersbourg du 16 décembre 1910 au 22 avril 1912 (d'abord hebdomadaire, il parut

ensuite deux ou trois fois par semaine). C'est Lénine qui orientait l'activité de la *Zvezda* ; il envoyait régulièrement ses articles de l'étranger. Les plus proches collaborateurs de la *Zvezda* étaient V. Molotov, M. Olminski, N. Polétaiev, N. Batourine, K. Eréméïev, etc. Gorki y collaborait également. Au printemps de 1912, pendant son séjour à Pétersbourg, Staline dirigea personnellement la *Zvezda* et y fit paraître une série d'articles, qui sont compris dans le présent volume. Le tirage de certains numéros atteignit 50 000 ou 60 000 exemplaires. C'est la *Zvezda* qui prépara la parution du quotidien bolchévik la *Pravda*. Le 22 avril 1912, le gouvernement tsariste interdit la *Zvezda*, la *Nevskaïa Zvezda* [*l'Etoile de la Néva*] prit sa suite ; elle parut jusqu'en octobre 1912 (IMEL).

108 Ce tract a été écrit par J. Staline au début de mars 1912. En même temps que le tract : *La Plate-Forme électorale du POSDR*, rédigé par Lénine, il fut largement diffusé dans le pays. Dans le n° 26 du journal le *Social-Démocrate*, le Bureau du Comité Central communiquait : « *Le Comité Central a édité en Russie les tracts suivants : 1° Pour le Parti (6 000) ; 2° La Plate-Forme électorale (10 000). Ces tracts ont été envoyés dans dix-huit localités, dont plusieurs centres importants... Les tracts du Comité Central ont été partout accueillis avec joie ; on regrettait seulement qu'il y en eût si peu.* » Le 29 mars 1912, G. Ordjonikidzé écrivait de Kiev que les deux tracts « *avaient produit une très bonne impression, que le public était enthousiasmé* ». Peu de temps après, Nadiejda Kroupskaïa écrivait de la part de Lénine : « *Nous avons reçu de vous, deux lettres (sur les affaires locales et sur les plans arrêtés) et deux tracts :* Pour le Parti *et* La Plate Forme. *Nous vous en félicitons chaleureusement.* » (IMEL).

109 Il s'agit de la sixième conférence de Russie du Parti, tenue à Prague du 5 au 17 (du 18 au 30) janvier 1912. Elle groupa les organisations bolchéviks et consacra l'existence indépendante du Parti bolchévik. Par décision de la conférence, les menchéviks furent chassés du Parti ; un terme fut mis, une fois pour toutes, à l'union toute formelle des bolchéviks et des menchéviks au sein d'un seul parti. La conférence de Prague marque la naissance d'un parti de type nouveau (*Histoire du PC (b) de l'URSS*, 1949, p. 154-159.) (IMEL).

110 Ce tract fut écrit par Staline à Moscou, au début d'avril 1912, et édité clandestinement à Tiflis dans une imprimerie légale. Tous les exemplaires furent ensuite expédiés à Pétersbourg (IMEL).

111 Vers de W. Whitman, poète américain (1819-1892). Poème publié en russe dans un recueil de chants révolutionnaires. (N. Ed.)

112 La Chipka : défilé des Balkans. Pendant la guerre russo-turque (1877-1878), les troupes russes y furent enclerclées et se défendirent jusqu'au bout. L'expression « le calme règne à la Chipka » ironise sur les communiqués officiels optimistes (N. Ed.).

113 L'article 87 des lois fondamentales de l'Etat conférait au conseil des Ministres, entre les sessions de la Douma d'Etat, le droit de soumettre des projets de loi directement à la ratification du tsar. C'est ainsi que Stolypine fit passer une série de lois importantes sans les soumettre à

la Douma, notamment celles sur la question agraire (IMEL).

114 *Sanine :* Roman publié en 1907 de Michel Artsybachev (1878-1927), apologie du cynisme et de la dépravation, illustration d'un courant qui prit une certaine ampleur au moment de la réaction de Stolypine. Un film fut tiré de ce livre en 1924. (*Voir Histoire du PC (b) de l'URSS*, éd. 1949, p. 111-112) (N. Ed.).

115 Voir la fable de Krylov (1768-1844), *le Cygne, le brochet et l'écrevisse.* Chacun tire le char, l'un vers le ciel, l'autre vers l'eau, et le troisième en arrière, ce qui fait qu'il reste immobile (N. Ed.).

116 La revue *Zaprossy Jizni* [*Les Besoins de la vie*], parut à Pétersbourg de 1909 à 1912. Dans l'été de 1912, Lénine écrivit à Gorki au sujet de cette revue : « *Au fait, c'est une revue bizarre, liquidatrice-troudovik-vékhiste.* » (LÉNINE, *Œuvres*, 4e éd. russe, t. XXXV, p. 30) (IMEL). [LÉNINE, *Œuvres*, t. XXXV, p. 45 (N. Ed.)]

117 Membres du « parti de la rénovation pacifique », parti de la grosse bourgeoisie industrielle et commerciale et des grands propriétaires fonciers, fondé en 1906. Lénine appelait les rénovateurs pacifiques le « *parti du pillage pacifique* » (IMEL).

118 *Diélo Jizni* [*La Cause de la vie*], revue légale des menchéviks liquidateurs, parut à Pétersbourg du 22 janvier au 31 octobre 1911 (IMEL).

119 *Nacha Zaria* [*Notre Aurore*], revue mensuelle légale, organe des menchéviks liquidateurs, parut de 1910 à 1914, à Pétersbourg (IMEL).

120 *Progressistes :* Constitués en parti autonome en 1912, mélange d'octobristes et de cadets, avec un programme national-libéral, représentants de la bourgeoisie capitaliste (N. Ed.).

121 Les élections à la IVe Douma d'Etat eurent lieu en automne 1912. Mais dès le printemps, les bolchéviks avec Lénine et Staline à leur tête, avaient procédé aux préparatifs de la campagne électorale. Le Parti bolchévik se présenta aux élections avec ses propres mots d'ordre : république démocratique, journée de huit heures, confiscation des terres des grands propriétaies fonciers. En mars 1912, Lénine rédigea *La Plate-Forme électorale* du POSDR, éditée en tact et diffusée dans plusieurs grandes villes de Russie. Staline assuma la direction immédiate de l'activité des bolchéviks dans la campagne. Son arrestation (22 avril 1912) interrompit momentanément son travail de préparation des élections. Après s'être évadé de Narym, où il était déporté, il rentra à Pétersbourg en septembre 1912, au plus fort de la campagne (IMEL).

122 *Zemchtchina* [*Le Pays*], journal cent-noir, parut à Pétersbourg de 1909 à 1917 ; organe des députés d'extrême droite à la Douma d'Etat (IMEL).

123 *Novoïé Vrémla* [*Le Temps nouveau*], parut à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917 ; organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la haute bureaucratie. Fut à partir de 1905 un des organes des cent-noirs (IMEL).

124 *Golos Moskvy* [*La Voix de Moscou*], journal quotidien, organe du parti octobriste ; parut à Moscou de décembre 1905 à 1915. A.

Goutchkov en était le directeur et l'éditeur responsable (IMEL).

125 *Pravda* [*La Vérité*], quotidien ouvrier bolchévik, fondé sur les indications de Lénine et sur l'initiative de Staline, parut à Pétersbourg du 22 avril 1912 au 8 juillet 1914. Staline, comme membre du Comité Central du Parti, présida à l'élaboration de la plate-forme de la *Pravda* et prit part à la rédaction du premier numéro. Il fut arrêté le 22 avril, jour du lancement, et ne peut reprendre son travail au journal qu'à l'automne, après s'être évadé de Narym, où il était déporté. D'octobre 1912 à février 1913, la *Pravda* publia de lui une série d'articles leaders, qui font partie du présent volume. Etaient membres de la rédaction et proches collaborateurs de la *Pravda :* V. Molotov, M. Olminski, N. Batourine, I. Sverdlov, M. Gorki, K. Samoïlova, etc. En deux années et demie, le gouvernement tsariste interdit huit fois le journal ; mais grâce à l'appui des ouvriers, il reparaissait chaque fois sous un nouveau titre : *Rabotchaïa Pravda* [*La Vérité ouvrière*], *Sévernaïa Pravda* [*La Vérité du Nord*], *Pravda Trouda* [*La Vérité du Travail*], *Za Pravdou* [*Pour la vérité*], etc. (Sur la portée et le rôle de la *Pravda*, voir l'*Histoire du PC (b) de l'URSS*, édition de 1949, p. 165-170) (IMEL).

126 Le *Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier* fut écrit au début d'octobre 1912 et adopté à l'unanimité par les réunions ouvrières des grandes entreprises de Pétersbourg et le Congrès des délégués ouvriers en date du 17 octobre 1912. C'est Staline qui dirigeait la discussion du *Mandat* lors des réunions improvisées dans les usines. Lénine attachait au *Mandat* une importance toute particulière. En l'envoyant à l'imprimerie pour l'insérer dans le *Social-Démocrate*, il écrivit en marge : « A renvoyer *sans faute ! Ne pas faire de taches.* Extrêmement important *de conserver ce document !* ». [LÉNINE, *Œuvres*, t. 35, p. 53. (N. Ed.)] Le *Mandat* fut publié dans le n° 28-29 du *Social-Démocrate* du 5 (18) novembre 1912. Dans une lettre à la rédaction de la *Pravda*, Lénine insistait : « *Insérez absolument ce mandat au député pétersbourgeois bien en évidence, en gros caractères.* » (LÉNINE, *Œuvres*, 4e éd. russe, t. XXXV, p. 38.) (IMEL) [*Idem*, p. 54. (N. Ed.).]

127 Ce terme apparut à la suite des « éclaircissements » que le Sénat « gouvernant » avait apportés aux lois électorales dans un sens favorable au gouvernement. Les pouvoirs publics, en « éclaircissant » les lois, invalidaient arbitrairement les élections (IMEL).

128 Dans la curie ouvrière du gouvernement de Pétersbourg, les élections des grands électeurs se firent une première fois lors du Congrès provincial des délégués en date du 5 octobre 1912. Bien que les vingt et une plus grandes entreprises de Pétersbourg eussent été privées des droits électoraux, il y eut 4 bolchéviks sur les 6 grands électeurs élus par ce congrès. Cependant, sous la poussée des masses, les ouvriers des entreprises « éclaircies » furent réintégrés dans leurs droits. Le 14 octobre 1912, on procéda dans ces entreprises à de nouvelles élections de délégués et un deuxième congrès des délégués se tint le 17 octobre. Ce congrès recommença les élections des grands électeurs. Cinq candidats recueillirent la majorité absolue : 2 bolchéviks et 3 menchéviks. Le lendemain, on procéda à un deuxième tour,

au cours duquel un bolchévik fut élu comme sixième grand électeur. La bataille électorale est décrite en détail dans le compte-rendu de Staline paru dans *Le Social-Démocrate* sous le titre de « Les élections de Pétersbourg ». (Voir le présent volume [p. 231].) (IMEL).

129 *Loutch* [*Le Rayon*], quotidien légal des menchéviks liquidateurs, parut à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913. Dans ses colonnes les liquidateurs s'élevaient ouvertement contre le parti illégal. Le journal vivait principalement des subsides de la bourgeoisie (IMEL).

130 Il s'agit de l'usine Oboukhov (IMEL).

131 Cette proclamation, consacrée au huitième anniversaire du 9 janvier 1905, fut rédigée en décembre 1912. Sur la nécessité de publier cette proclamation, Lénine écrivait de Cracovie à Staline, alors à Pétersbourg, le 23 novembre (6 décembre) : « *Cher Ami, en ce qui concerne le 9 janvier, il est extrêmement important de tout examiner et de tout régler au préalable. Un tract contenant un appel à des meetings, à une grève de 24 heures et à des manifestations devra être rédigé à l'avance. (Ceci doit être résolu sur place, car on voit mieux les choses quand on est dans le bain)... Les mots d'ordre du tract doivent être les trois principaux mots d'ordre révolutionnaires (la république, la journée de travail de huit heures et la confiscation des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers) ; il faut mettre tout particulièrement l'accent sur le tricentenaire de « l'infamie » de la dynastie des Romanov. Si l'on n'est pas sûr, archisûr, qu'il sera possible d'avoir le tract à Pétersbourg, il faut le préparer ici à l'avance et l'y apporter* ». (LÉNINE : *Œuvres*, 4e éd. russe, t. XVIII, p. 401) (IMEL). [LÉNINE, *Œuvres*, t. XVIII, p. 445 (N. Ed.).]

132 D'août à octobre 1912, il y eut des grèves de la faim et des suicides en masse parmi les détenus politiques des centrales de Koutomar et d'Algatchi (bagne de Nertchinsk, en Transbaïkalie), en signe de protestation contre les violences exercées par l'administration pénitentiaire. Les ouvriers déclenchèrent des grèves de protestations à Pétersbourg, Moscou, Varsovie, où il y eut aussi des rassemblements d'étudiants (IMEL).

133 En octobre 1912, le tribunal militaire de la marine, siégeant à Sébastopol rendit son verdict dans l'affaire des 142 matelots accusés d'avoir préparé une insurrection dans la flotte de la mer Noire. 17 furent condamnés à mort, 106 aux travaux forcés et 19 acquittés. D'imposantes grèves et manifestations de protestation contre la sentence se déroulèrent à Moscou, Pétersbourg, Kharkov, Nikolaïev, Riga et dans d'autres villes de Russie (IMEL).

134 A la fin de 1911, la presse publia de nouveaux documents établissant la provocation du gouvernement : les pièces de l'accusation contre les députés social-démocrates avaient été de bout en bout fabriquées par l'Okhrana de Pétersbourg. A la mi-novembre 1911, le groupe social-démocrate de la IIIe Douma déposa une interpellation pour demander la révision de l'affaire des députés social-démocrates de la IIe Douma. La Douma refusa de la discuter. A cette occasion, des meetings réunissant des milliers de personnes se tinrent à Pétersbourg,

Riga, Varsovie et dans d'autres villes de Russie ; des résolutions furent adoptées, qui exigeaient la mise en liberté des députés condamnés (IMEL).

135 Staline fut le représentant du Comité Central du Parti à Pétersbourg pendant la campagne électorale. La Commission exécutive du Comité de Pétersbourg était une commission restreinte de ce Comité ; elle était chargée des affaires courantes (IMEL).

136 Nom populaire de Pétersbourg. (N. Ed.)

137 Les liquidateurs avaient supprimé de leur plate-forme électorale, publiée en septembre 1912, les mots d'ordre politiques fondamentaux du programme minimum du POSDR. Ils avaient remplacé le mot d'ordre de république démocratique par la revendication du suffrage universel « *pour les élections à la Douma d'Etat et aux organes de l'administration locale* », et le mot d'ordre de confiscation des terres des grands propriétaires fonciers par la revendication de la « *révision de la législation agraire de la IIIe Douma* » (IMEL).

138 *Dreadnought*, cuirassé. (N. Ed.)

139 Il s'agit de la conférence des liquidateurs dite « Conférence d'août », tenue à Vienne au mois d'août 1912. Elle fut réunie en contre-partie de la Conférence Bolchévik de Prague (IMEL).

140 Le bolchévik « X » est N.-G. Polétaïev ; le liquidateur « Y » est vraisemblablement E. Maïevski (V.-A. Goutovski.) Les liquidateurs de Pétersbourg cités par la suite « Ab... et L... » sont V.-M. Abrossimov et V. Levitski (V.-O. Tséderbaum) (IMEL).

141 *Nevski Golos* [*La voix de la Néva*], hebdomadaire légal des menchéviks liquidateurs parut à Pétersbourg de mai à août 1912 (IMEL).

142 Voir les « Lettres du Caucase », [p. 153] du présent volume (IMEL).

143 Dans le n° 9 du *Dnievnik Sotsial Démokrata* [*Le Cahier du Social-démocrate*], G. Phékanov avait critiqué la déclaration faite dans le *Golos Sotsial-Démokrata* par le menchévik liquidateur géorgien, S. Djibladzé (IMEL).

144 Le panislamisme, idéologie politique et religieuse de caractère réactionnaire, fit son apparition dans la seconde moitié du XIXe siècle parmi les propriétaires terriens, la bourgeoisie et le clergé de la Turquie des sultans. Le panislamisme se répandit ensuite dans les classes possédantes des autres peuples musulmans. Il prêchait la réunion de tous les peuples confessant l'Islam (la religion musulmane). C'est avec son concours que les classes dominantes des peuples musulmans cherchaient à renforcer leurs positions et à étouffer le mouvement révolutionnaire des peuples travailleurs de l'Orient (IMEL).

145 L'article « le marxisme et la question nationale », rédigé fin 1912, début 1913 à Vienne, a été publié pour la première fois, sous la signature de K. Staline, dans les n° 3 à 5 de la revue *Prosvechtchénié* [*l'Instruction*] pour l'année 1913, sous le titre : « La Question nationale et la social-démocratie ». En 1914, l'article de Staline reparut en brochure, sous le titre : *La Question nationale et le marxisme*, aux Editions Priboï (Pétersbourg). Sur l'ordre du ministre de l'Intérieur,

la brochure fut retirée de toutes les bibliothèques publiques et salles de lecture. En 1920, elle fut rééditée par le Commissariat du peuple aux Nationalités dans un *Recueil d'articles* de J. Staline sur la question nationale. (Editions d'Etat, Toula.) En 1934, l'article fut incorporé au livre : J. STALINE, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, recueil d'articles et discours choisis. [Réédité par Ed. Norman Béthune, Paris, 1975.] Dans un article intitulé « Le programme national du POSDR », où Lénine indiquait les causes qui, en cette période, avaient poussé la question nationale au premier plan, il écrivait : « *Dans la littérature théorique marxiste, cette situation et les fondements du programme national des social-démocrates ont déjà été mis en lumière dans la dernière période (Il faut citer ici au premier chef l'article de Staline)* ».[LÉNINE, *Œuvres*, t. XIX, p. 578 N. Ed.)]. En février (nouveau style) 1913, Lénine écrivit à Gorki : « *Nous avons ici un merveilleux Géorgien, qui après avoir rassemblé* tous *les matériaux autrichiens et autres, s'est mis à composer un grand article pour* Prosvéchtchénié ». [Idem, t. XXXV, p. 80. (N. Ed.)] Ayant appris que l'on proposait de considérer cette étude comme une simple contribution à la discussion, Lénine s'y opposa résolument : « *Naturellement, nous sommes absolument contre. L'article est* très bon. *C'est une question brûlante et nous ne céderons pas d'un pouce sur la position de principe contre la racaille bundiste* ». [Idem, t. XXXV, p. 82 (N. Ed.)] (*Archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine.*) Peu après l'arrestation de Staline, en mars 1913, Lénine écrivit à la rédaction du *Social-démocrate* : « *Il y a de grandes arrestations parmi nous. Koba est pris... Koba a trouvé moyen d'écrire un grand article (pour trois numéros de* Prosvéchtchénié*) sur la question nationale. C'est bien ! Il faut combattre pour la vérité contre les séparatistes et les opportunistes du Bund et les liquidateurs* ». [LÉNINE, *Œuvres*, t. XXXV, p. 84-85 (N. Ed.)] (*Archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine.*) (IMEL).

146 *Sionisme :* courant nationaliste réactionnaire de la bourgeoisie juive, qui recrutait ses partisans parmi les intellectuels et dans les milieux ouvriers juifs les plus arriérés. Les sionistes voulaient isoler les masses ouvrières juives de la lutte générale du prolétariat (IMEL).

147 Réforme qui abolit le servage en Géorgie, 1863-1867 (N. Ed.)

148 SPRINGER, pseudonyme de Karl Renner (1870-1950), social-démocrate autrichien. (N. Ed.)

149 BAUER (Otto), 1881-1938, social-démocrate autrichien. Le titre du livre est : *Die Nationalitätenfrage und die Socialdemokratie*, Vienne, 1907. (N. Ed.)

150 STRASSER (Josef), 1870-1935. Social-démocrate autrichien. (N. Ed.)

151 Le Parteitag (congrès) de Brünn de la social-démocratie autrichienne se tint du 12 au 17 (24-29) septembre 1899. Le texte de la résolution sur la question nationale est reproduit par Staline dans le chapitre suivant du présent ouvrage [Voir p. 272] (IMEL).

152 Paroles prononcées à la Douma d'Etat le 24 avril 1908 par V. Kokovtsev, ministre tsariste des Finances (plus tard premier ministre) (IMEL).

153 MARX (K.) et ENGELS (F.) : *Manifeste du Parti communiste*, chapitre II (IMEL). [Pékin, 1966, Ed. en langues étrangères, p. 56 (N. Ed.)]

154 Le congrès du parti social-démocrate autrichien dit Congrès de Vienne (ou de Wimberg, du nom de l'hôtel de Vienne où il tint des assises) eut lieu du 25 avril au 31 mai (6-12 juin) 1897 (IMEL).

155 Il s'agit de l'article de K. Marx : « Zur Judenfrage » (« Contribution à la question juive »), publié en 1844 dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher (Annales franco-allemandes). Marx-Engels Gesamtausgabe*, Abt, I, Hb. I. (IMEL) [Paris, 1968, U.G.E. « La question juive » (N. Ed.)]

156 Il s'agit d'un texte publié en brochure de huit pages, notamment en polonais. (N. Ed.)

157 La VIIIe conférence du Bund se tint en septembre 1910, à Lvov. (IMEL).

158 G. Plékhanov, dans son article : « Encore une conférence scissionniste », publié dans le journal *Pour le Parti* le 2 (15) octobre 1912, condamnait la conférence « d'août » des liquidateurs ; quant à la position des bundistes et des social-démocrates caucasiens, il la définissait comme un accommodement du socialisme au nationalisme. Le leader des bundistes Kossovki critiqua Plékhanov dans une lettre à la rédaction de la revue liquidatrice *Nacha Zaria* (IMEL).

159 Le VIIe congrès du Bund se tint à Lvov, fin août-début septembre (nouveau style) 1906 (IMEL).

160 MEDEM (V.), membre du Bund, auteur notamment de *la Social-démocratie et le problème national*, SPB, 1906, 64 p. (N. Ed.)

161 *Iskra* [*l'Etincelle*], premier journal marxiste clandestin pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900. (Voir J. STALINE, *Œuvres*, t. I, [p. 324, note 30]) (IMEL).

162 VANEK (Karl), social-démocrate tchèque, qui défendait des positions ouvertement chauvines, séparatistes (IMEL).

163 *Tchvéni Tskhovréba* [*Notre Vie*], journal quotidien des menchéviks géorgiens, parut à Koutaïs du 1er au 22 juillet 1912 (IMEL).

164 La première guerre des Balkans commença en octobre 1912 entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro d'une part, et la Turquie de l'autre (IMEL).

165 Kolo : cercle, union, noyau. (N. Ed.)

166 Voir les décisions de la quatrième Conférence du POSDR. (« Troisième Conférence de Russie »), qui eut lieu du 5 au 12 novembre 1907, et la Ve Conférence du POSDR. (« Conférence de Russie de 1908 »), qui eut lieu du 21 au 27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909). (Voir *Les Résolutions et décisions des congrès, conférences et assemblées plénières du Comité Central du PC (b) de l'URSS*, 6e édition russe, 1940, 1re partie, p. 118-131) (IMEL).

167 JAGIELLO (E.-I.) : membre du parti socialiste polonais (PPS), élu à la IVe Douma d'Etat comme député de Varsovie par le bloc du Bund

et du PPS avec les nationalistes bourgeois contre les social-démocrates polonais. Le groupe social-démocrate de la Douma vota l'admission de Jagiello dans son sein à la majorité, grâce aux voix des menchéviks liquidateurs (groupe des sept) et malgré l'opposition des six députés bolchéviks (IMEL).

168 *Prosvechtchénié* [*l'Instruction*], revue mensuelle légale bolchévik, parut à Pétersbourg à partir de décembre 1911. La revue était dirigée par Lénine, qui entretenait une correspondance régulière avec les membres du comité de rédaction résidant en Russie (M.-A. Savéliev, M.-S. Olminski, A.-I. Elizarova). Pendant son séjour à Pétersbourg, Staline prit une part directe au travail de la revue, qui était en étroites relations avec la *Pravda*. Le gouvernement l'interdit en juin 1914, à la veille de la première guerre mondiale. En automne 1917 parut un numéro double (IMEL).

169 En décembre 1912, les députés ouvriers de la IVe Douma avaient accepté qu'on inscrivit leurs noms sur la liste des collaborateurs du *Loutch*, en même temps qu'ils continuaient de collaborer à la *Pravda*. En fait, ces députés n'écrivaient pas dans les colonnes du *Loutch*. Sur indication du Comité Central, ils déclarèrent retirer leurs noms de la liste de ses collaborateurs. C'est à la suite de cette déclaration qu'une lutte acharnée s'engagea entre les deux fractions du groupe social-démocrate (les six députés bolchéviks et les sept menchéviks) (IMEL).

170 Il s'agit du groupe social-démocrate de la IIIe Douma d'Etat (IMEL).

171 *Jivoïé Diélo* [*La Cause vivante*], journal hebdomadaire légal des menchéviks liquidateurs, parut à Pétersbourg de janvier à avril 1912 (IMEL).

172 Cet appel fut écrit à Cracovie, en janvier-février 1913. Recopié à la main par Nadiejda Kroupskaïa, polycopié et expédié en Russie, il fut diffusé à Pétersbourg, Kiev, Mohilev, Tiflis et dans d'autres villes (IMEL).

173 La session de la IVe Douma d'Etat s'ouvrit le 15 novembre 1912 (IMEL).

*Biographie chronologique**

1907

1er janvier	Publication du n° 1 du journal *Mnatobi* [*Le Flambeau*], dirigé par Staline. *L'Akhali Droéba* [*Les Temps nouveaux*] publie dans son n° 8 la suite de l'ouvrage de Staline : *Anarchisme ou socialisme ?*
10 février	Staline écrit la préface à l'édition géorgienne de la brochure de Karl Kautsky : *Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe.*
18 février	Publication du n° 1 du journal *Tchvéni Tskhovréba* [*Notre Vie*], dirigé par Staline, avec un article de lui : « La bataille électorale à Pétersbourg et les menchéviks. »
21-28 février	*Tchvéni Tskhovréba* (n° 3, 5, 8 et 9) publie la suite de l'ouvrage de Staline : *Anarchisme ou socialisme ?*
11 mars	Publication du n° 1 du journal *Dro* [*le Temps*], dirigé par Staline.
13 mars	Le *Dro* (n° 2) publie l'article de Staline : « Pouvoir absolu des cadets ou pouvoir absolu du peuple ? »
17 mars	Le *Dro* (n° 6) publie l'article de Staline : « Le prolétariat se bat, la bourgeoisie s'allie avec le gouvernement » (éditorial).
22 mars	Le *Dro* (n° 10) publie l'article de Staline : « A la mémoire du camarade G. Télia ».

* Selon l'édition en langue russe préparée par l'Institut Marx-Engels-Lénine. (N. Ed.)

28 et 30 mars	Le *Dro* publie les résolutions des ouvriers bolchéviks de Tiflis sur l'élection de Staline comme délégué au Ve congrès du POSDR.
4, 6 et 10 avril	Le *Dro* (n° 21-23 et 26) publie la suite de l'ouvrage de Staline : *Anarchisme ou socialisme ?*
8 avril	Le *Dro* (n° 25) publie l'article de Staline : « Le prolétariat d'avant-garde et le Ve Congrès du Parti » (Editorial).
10 avril	Le *Dro* (n° 26) publie l'article de Staline : « Confusionnisme... »
13 avril	Le *Dro* (n° 29) publie l'article de Staline : « Nos clowns du Caucase. »
30 avril - 19 mai	Staline prend part aux travaux du Ve Congrès (« Congrès de Londres ») du POSDR comme délégué de l'organisation de Tiflis.
Première quinzaine de juin	De retour du Ve Congrès (« Congrès de Londres ») du POSDR, Staline se rend à Bakou et à Tiflis. Il fait des rapports sur les résultats du Congrès dans les réunions tenues par les organisations social-démocrates de Bakou, de Tiflis et de différents rayons de la Géorgie occidentale. Staline dirige la lutte des bolchéviks contre les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, etc.
20 juin	Publication du n° 1 du journal bolchévik illégal, *Bakinski Prolétari* [*Le Prolétaire de Bakou*], dirigé par Staline. Le journal publie ses articles : « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat » (éditorial), « Le Congrès de Londres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (Notes d'un délégué) ».
Eté - automne	Staline prend la parole aux réunions contradictoires organisées dans les rayons de Bakou et dénonce la politique des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Staline dirige la campagne de boycottage de la conférence avec les industriels du pétrole.
10 juillet	Le *Bakinski Prolétari* (n° 2) publie la suite de l'article « Le Congrès de Londres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (Notes d'un délégué) ».
Fin juillet	Les bolchéviks de Bakou, avec Staline à leur tête, tiennent une conférence du Parti dans les districts pétroliers, conférence qui se prononce pour l'organisation d'une grève générale.
12 août	Publication du n° 1 du journal *Goudok* [*La Sirène*], organe bolchévik légal du syndicat des ouvriers du pétrole de Bakou, fondé sur l'initiative de Staline.
24 août	A la réunion des délégués des cinq organisations

social-démocrates de rayon et du groupe social-démocrates musulman *Hummet*, Staline est élu membre de la Commission d'organisation chargée de convoquer la conférence de Bakou du Parti.

Septembre-octobre — Staline dirige la campagne des élections à la IIIe Douma d'Etat.
Le 22 septembre, la réunion des délégués de la curie ouvrière de Bakou adopte le *Mandat* aux députés social-démocrates de la IIIe Douma d'Etat, rédigé par Staline.

29 septembre — Staline prononce un discours sur la tombe de l'ouvrier bolchévik Khanlar Safaraliev, assassiné par des agents à gages des capitalistes.
Le *Goudok* (n° 4) publie l'article de Staline : « Il faut boycotter la conférence ! »

25 octobre — A la conférence bolchévik de la ville, Staline est élu membre du Comité de Bakou du POSDR.

Première quinzaine de novembre — Le Comité de Bakou du POSDR tient séance avec la participation de Staline, dans les locaux de l'hôpital de Sabountchi.

22 novembre — Le Comité de Bakou du POSDR, sous la direction de Staline déclenche une grève de vingt quatre heures pour protester contre le procès intenté au groupe social-démocrate de la IIe Douma d'Etat.

Fin novembre — Staline arrive à Tiflis pour les affaires du Parti.

Novembre 1907 - mars 1908 — Staline dirige la campagne pour la participation des ouvriers de Bakou à la conférence avec les industriels du pétrole, sous réserve de la garantie des droits des ouvriers.

1908

13 janvier — Le *Goudok* (n° 14) publie l'article de Staline : « Avant les élections » (éditorial).

Janvier - février — Les bolchéviks de Bakou, sous la direction de Staline, organisent une série de grèves importantes.

3 février — Le *Goudok* (n° 17) publie l'article de Staline : « Encore un mot sur la conférence avec garanties » (éditorial).

Février — Le Comité de Bakou du POSDR, sous la direction de Staline, organise un « état-major d'autodéfense » à la suite des agressions toujours plus fréquentes des cent-noirs.

2 mars — Le *Goudok* (n° 21) publie un article de Staline : « Qu'attestent nos grèves de ces temps derniers ? »

9 mars	Le *Goudok* (n° 22) publie l'article de Staline : « Un tournant dans la tactique des industriels du pétrole » (éditorial).
16 mars	Le *Goudok* (n° 23) publie l'article de Staline : « Il faut se préparer ! » (éditorial).
25 mars	Staline est arrêté sous le nom de Haïoz Nijaradzé et incarcéré à la prison Baïlov, à Bakou.
25 mars - 9 novembre	Staline, en prison, établit la liaison avec l'organisation bolchévik de Bakou, dirige le Comité de Bakou du POSDR, et écrit des articles pour le *Bakinski Prolétari* et le *Goudok*. Staline, en prison, travaille parmi les détenus politiques ; il organise des discussions avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ainsi que l'étude des publications marxistes par les détenus politiques.
30 mars	Le *Goudok* (n° 25) publie l'article de Staline : « La terreur économique et le mouvement ouvrier » (éditorial).
21 avril - 18 mai	Le *Goudok* (n°s 28, 30 et 32) publie l'article de Staline : « Les industriels du pétrole et la terreur économique. »
20 juillet	Le *Bakinski Prolétari* (n° 5) publie les articles de Staline : « Socialistes larbins » et « Zoubatovistes pharisiens ». Le supplément du journal publie l'article de Staline : « La conférence et les ouvriers ».
9 novembre	Staline est déporté pour deux ans dans le gouvernement de Vologda, sous la surveillance de la haute police.

1909

Janvier	Dirigé par étapes sur Vologda, Staline est écroué dans la prison de la ville.
27 janvier	Staline se voit assigner Sovytchégodsk, province de Vologda, comme lieu de déportation.
8 février	Dirigé par étapes vers le lieu de sa déportation, Staline contracte une fièvre récurrente ; il est transféré de la prison de Viatka à l'hôpital du zemstvo de la province du même nom.
20 février	De l'hôpital où il était, Staline est ramené à la prison de Viatka.
27 février	Staline arrive à Solvytchégodsk.
24 juin	Staline s'évade de Solvytchégodsk.

Début juillet *Première quinzaine de juillet*	Staline passe quelques jours à Pétersbourg. Arrivé clandestinement à Bakou, Staline dirige le travail pour remettre sur pied et consolider les organisations bolchéviks de Bakou et de Transcaucasie.
1er août	Publication (après une interruption d'un an) du n° 6 du *Bakinski Prolétari*, avec un éditorial de Staline : « La crise du Parti et nos tâches. »
2 août	Le Comité de Bakou du POSDR, dirigé par Staline, adopte une résolution sur la situation au sein de la rédaction du *Prolétari* ; il approuve « la position de la majorité de la rédaction, dont le camarade Lénine est le représentant ».
27 août	Le *Bakinski Prolétari* (n° 7) publie les articles de Staline : « La crise du Parti et nos tâches » (fin) et « Pour la prochaine grève générale ».
Première quinzaine de septembre	Staline arrive de Bakou à Tiflis, où il organise et dirige la lutte de l'organisation bolchévik contre les menchéviks liquidateurs.
Fin septembre	Staline prend des mesures pour remettre en marche l'imprimerie clandestine du Comité de Bakou.
19 octobre - début novembre	Staline arrive à Tiflis et prépare la convocation d'une conférence du Parti de Tiflis-Ville, ainsi que la publication du journal bolchévik *Tifliski Prolétari* [*Le Prolétaire de Tiflis*].
12 novembre au plus tard	Staline revient de Tiflis à Bakou.
13 décembre	Le Comité de Bakou du POSDR édite une proclamation rédigée par Staline : « La grève et la convention de décembre. (A l'occasion de leur cinquième anniversaire.) »
Novembre-décembre	Staline écrit pour l'organe central du Parti ses « Lettres du Caucase ».

1910

A partir de 1910, Staline est délégué du Comité Central du Parti (« mandaté par le Comité Central »).

5 janvier	Publication du n° 1 du *Tifliski Prolétari*, journal fondé avec le concours direct de Staline.
22 janvier	Le Comité de Bakou du POSDR adopte une résolution rédigée par Staline sur la nécessité de convoquer une conférence générale du Parti, de transférer en Russie le centre de la direction pratique

	du Parti et d'éditer un journal dirigeant pour toute la Russie.
23 mars	Staline est arrêté sous le nom de Zakhar Grigorian Mélikiantz. Publication de l'appel rédigé par Staline : « Auguste Bebel, dirigeant des ouvriers allemands. »
28 mars	Staline est incarcéré à la prison Baïlov, à Bakou.
7 septembre	Staline reçoit en prison une notification du gouverneur général du Caucase, en date du 17 août, lui interdisant de séjourner au Caucase pendant cinq ans.
23 septembre	Staline est dirigé par étapes sur Solvytchégodsk.
Novembre 1910 - juin 1911	Staline établit la liaison avec Lénine ; il organise des réunions de déportés, avec conférences et discussions sur les problèmes politiques d'actualité.
31 décembre	Staline adresse une lettre au Comité Central du Parti (« Lettre écrite en exil à Solvytchégodsk »).

1911

Mars - juin	Des perquisitions réitérées sont faites chez Staline (dans la maison de M.-P. Kouzakova), à Solvytchégodsk.
1er juin	A une conférence des membres du Comité Central du POSDR, tenue à Paris, Staline est nommé, en son absence, membre suppléant de la Commission d'organisation chargée de convoquer la conférence du Parti.
23-26 juin	Staline fait trois jours de prison à Solvytchégodsk pour avoir organisé une réunion de déportés social-démocrates.
27 juin	Staline, à l'expiration de son temps de déportation, est libéré de la surveillance de la police. Comme il lui est interdit de séjourner au Caucase, dans les capitales et les centre industriels, il choisit comme lieu de résidence Vologda, située sur le chemin de Pétersbourg.
6 juillet	Staline, muni d'une feuille de route, se rend de Solvytchégodsk à Vologda.
16 juillet	Staline arrive à Vologda.
Juillet - septembre	A Vologda, Staline se trouve sous la surveillance secrète de la police.
Juillet	Staline écrit une lettre à la rédaction de la *Rabotchaïa Gazéta* [*Le journal ouvrier*], dirigé par

Lénine. Il fait part de son intention de travailler à Pétersbourg ou à Moscou.

6 septembre — Staline quitte clandestinement Vologda pour Pétersbourg.

7 septembre — Staline arrive à Pétersbourg et reçoit un permis de séjour en présentant un passeport au nom de P.-A. Tchijikov.

7-9 septembre — Staline rencontre les bolchéviks S. Todria et S. Allilouiev. Il établit la liaison avec l'organisation de Pétersbourg du Parti.

9 septembre — Staline est arrêté et incarcéré à la Maison de détention préventive de Pétersbourg.

14 décembre — Staline est déporté pour trois ans à Vologda, sous la surveillance de la haute police.

25 décembre — Staline arrive à Vologda.

1912

Entre le 5 (18) et le 17 (30) janvier — A la VIe conférence du Parti (« Conférence de Prague »), Staline est élu, en son absence, membre du Comité Central du Parti bolchévik. La conférence crée un centre pratique pour diriger le travail révolutionnaire en Russie (Bureau russe du Comité Central), avec Staline à sa tête.

Mi-février — Sur mandat de Lénine, G.-K. Ordjonikidzé, membre du Bureau russe du Comité Central, se rend à Vologda, auprès de Staline, pour l'informer personnellement des décisions prises à la conférence de Prague.

29 février — Staline s'évade de Vologda.

Début de mars — Staline rédige un appel : « Pour le Parti » qui est lancé au nom du Comité Central du POSDR et largement diffusé à travers la Russie.

Première quinzaine de mars — Staline se rend à Bakou et à Tiflis pour mettre au point le travail des organisations bolchéviks de Transcaucasie, afin qu'elles appliquent les décisions de la conférence de Prague. Il rédige la lettre circulaire n° 1 du Comité Central du POSDR aux organisations du Parti pour leur annoncer la constitution définitive du Comité Central.

29 mars — Staline organise une conférence des militants des organisations bolchéviks du rayon de Bakou. La conférence approuve les décisions de la conférence de Prague.

30 mars	Staline envoie une lettre au journal le *Social-Démocrate* sur la conférence de Bakou.
1er avril	Staline quitte Bakou pour Pétersbourg.
Début d'avril	Staline, en route pour Pétersbourg, s'arrête à Moscou et rencontre G.-K. Ordjonikidzé. Staline rédige la proclamation : « Vive le Premier Mai ! » Staline expédie à Tiflis le texte de la résolution adoptée par un groupe de militants moscovites du Parti, qui approuve les décisions de la conférence de Prague et la composition du nouveau Comité Central. Staline, au nom du Comité Central du POSDR, écrit une lettre à Clara Zetkin pour lui demander de transférer au Comité Central les fonds du Parti dont elle est dépositaire en vue de la campagne des élections à la IVe Douma d'Etat.
10 avril	Staline arrive clandestinement à Pétersbourg.
10-22 avril	Staline est le rédacteur en chef du journal bolchévik *Zvezda* [*L'Etoile*]. La *Zvezda* publie les articles de Staline : « Une phase nouvelle » (éditorial), « La vie triomphe ! », « Bien travaillé », « Le fleuve s'est mis en marche !... » (éditorial), « Comment ils se préparent aux élections », « Conclusions » (éditorial), etc...
Mi-avril	Staline s'entend avec les membres de la fraction social-démocrate de la IIIe Douma d'Etat, N.-G. Plétaïev et I.-P. Pokrovski, ainsi qu'avec les publicistes bolchéviks M.-S. Olminski et N.-N. Batourine, au sujet de la publication du journal la *Pravda* et de sa plate-forme. Il rédige avec eux le premier numéro.
22 avril	Publication du n° 1 du journal ouvrier quotidien *Pravda* [*La Vérité*], avec l'article de Staline : « Nos objectifs. » Staline est arrêté et incarcéré (à la Maison de détention préventive).
2 juillet	Staline est dirigé par étapes de Pétersbourg sur la région de Narym sous la surveillance de la haute police pour trois ans.
18 juillet	Staline, accompagné d'un policier, quitte Tomsk à bord du bateau *Kolpachévetz*, pour Narym, lieu de sa déportation.
1er septembre	Staline s'évade de Narym.
12 septembre	Staline arrive à Pétersbourg.
Septembre - octobre	Staline dirige la campagne pour les élections à la IVe Douma d'Etat ; il organise la lutte contre les menchéviks liquidateurs.
4 octobre	Sous la direction de Staline se tient une séance de la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg ; on y décide une grève de protestation

	de vingt quatre heures contre l'interdiction des élections des délégués dans les grandes usines de Pétersbourg (Poutilov et autres).
Début d'octobre	Staline organise une conférence illégale du Parti : on y discute la tactique de lutte contre les liquidateurs et on envisage la candidature du député ouvrier à la IVe Douma d'Etat. Staline rédige le *Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier.*
Mi-octobre	Staline envoie à Lénine, à la rédaction du *Social-Démocrate*, le *Mandat des ouvriers de Pétersbourg.* (Le *Mandat* fut publié dans le n° 28-29 du *Social-Démocrate*, le 5 (18) novembre 1912.)
17 octobre	Le congrès des délégués de la curie ouvrière du gouvernement de Pétersbourg adopte le *Mandat* rédigé par Staline.
19 octobre	La *Pravda* (n° 147)) publie l'article de Staline : « La volonté des délégués » (éditorial).
21 octobre	Nadiejda Kroupskaïa, mandatée par Lénine, écrit à la *Pravda* et aux membres du groupe social-démocrate qu'il est nécessaire que Staline vienne à Cracovie.
24 octobre	La *Pravda* (n° 151) publie l'article de Staline : « Bilan des élections dans la curie ouvrière de Pétersbourg. »
25 octobre	La *Pravda* (n° 152) publie l'article de Staline : « Aujourd'hui les élections ».
Fin octobre	Staline séjourne quelque temps à Moscou ; il y établit la liaison avec les ouvriers bolchéviks élus députés à la IVe Douma d'Etat.
29 octobre	Staline revient de Moscou à Pétersbourg.
Avant le 10 novembre	Staline se rend clandestinement à Cracovie auprès de Lénine.
11 (24) novembre	Lénine envoie à la rédaction de la *Pravda* le *Mandat* qu'il a reçu de Staline, en proposant de l'insérer « en bonne place et en gros caractères ».
Première quinzaine de novembre	Staline prend part à la réunion des membres du Comité Central du POSDR à Cracovie.
Fin novembre - début de décembre	Staline, de retour de Cracovie à Pétersbourg, dirige le travail du groupe social-démocrate à la IVe Douma d'Etat.
23 novembre (6 décembre)	Dans une lettre à Staline, Lénine parle de la préparation de la commémoration du 9 janvier et de la nécessité d'éditer ds tracts.
Première quinzaine de décembre	Nadiejda Kroupskaïa mandatée par Lénine, écrit une lettre à Staline ; elle insiste sur la nécessité

de son voyage à Cracovie, où il doit prendre part à la conférence des membres du Comité Central du POSDR avec les députés de la IV° Douma (le « groupe des six » bolchéviks).

Fin décembre — Staline se rend clandestinement à Cracovie.

28 décembre 1912 (10 janvier 1913) 1er (14) janvier 1913 — Staline prend part à la conférence dite « de février » du Comité Central du POSDR, élargie aux militants du Parti et aux membres bolchéviks du groupe social-démocrate de la Douma. La conférence se déroule sous la direction de Lénine. A cette conférence, Lénine et Staline arrêtent les mesures à prendre pour améliorer le travail de la rédaction de la *Pravda*.

Fin décembre 1912 - début de janvier 1913 — Publication de l'appel rédigé par Staline : « A tous les ouvriers et toutes les ouvrières de Russie ! »

1913

12 janvier — Le *Social-démocrate* (n° 30) publie les articles de Staline : « Les élections de Pétersbourg. (Lettre de Saint-Pétersbourg) » et « Sur la voie du nationalisme. (Lettre du Caucase). »

Seconde quinzaine de janvier — Staline quitte Cracovie pour Vienne. De là, il organise l'impression à Paris, de la « Communication », rédigée par Lénine, sur la conférence « de février », et des résolutions adoptées par cette conférence.

Janvier — Staline écrit son ouvrage *La Question nationale et la social-démocratie*. Ce travail fut imprimé dans les n°s 3-5 de la revue *Prosvechtchénié*, en mars-mai 1913.

Janvier - février — Staline rédige la proclamation : « L'Anniversaire du massacre de la Léna. »

Mi-février — Staline rentre de l'étranger à Pétersbourg. Il réorganise, avec J.-M. Sverdlov, la rédaction de la *Pravda*, conformément aux indications de Lénine.

23 février — Staline est arrêté dans la salle de la Bourse Kalachnikov, pendant un concert donné sous l'égide de l'organisation bolchévik de Pétersbourg, et jeté en prison.

26 février — La *Pravda* (n° 47) publie l'article de Staline : « La situation au sein du groupe social-démocrate. »

2 juillet — Staline est dirigé par étapes sur la région de Touroukhansk, sous la surveillance de la haute police, pour quatre ans.

11 juillet — Staline arrive à Krasnoïarsk.

15 juillet — Staline est transféré de Krasnoïarsk à Touroukhansk

10 août — Staline arrive à Touroukhansk, d'où il est dirigé sur le lieu de sa déportation, le village de Kostino.

1914

Première quinzaine de mars — Staline est transféré au village de Kouréïka, au-delà du cercle polaire. La surveillance policière se renforce autour de lui.

1915

27 février — Du village de Monastyrskoïé, où il est allé voir Spandarian, également déporté, Staline écrit une lettre à Lénine. Il y critique la ligne jusqu'auboutiste de Plékhanov et de la social-démocratie internationale qui a pris une position opportuniste.

Eté — Staline prend part à une réunion de déportés politiques, membres du Bureau russe du Comité Central du POSDR et du groupe bolchévik à la IVe Douma d'Etat, réunion qui se tient à Monastyrskoïé. On y envisage la question des poursuites judiciaires intentées au groupe.

10 novembre — Staline écrit de l'exil de Touroukhansk une lettre à Lénine et à Kroupskaïa.

1916

5 février — Staline adresse au centre du Parti à l'étranger une lettre à propos de ses articles sur la question nationale.

25 février — Staline, dans une lettre au centre bolchévik à l'étranger, expédiée par l'intermédiaire d'Inès Armand, demande ce qu'est devenu son article : « De l'autonomie nationale culturelle », qu'il avait envoyé à l'étranger.

12 mars — Staline rédige avec S. Spandarian et d'autres déportés une lettre à la rédaction de la revue *Voprossy Strakhovania* [*Questions d'assurances*].

14 décembre — Staline est dirigé par étapes sur Krasnoïarsk, à la suite de l'appel sous les drapeaux des déportés administratifs.

1917

Début de février — Le conseil de révision de Krasnoïarsk exempte Staline du service militaire.

20 février — Staline quitte Krasnoïarsk pour Atchinsk, où il est autorisé à vivre jusqu'à l'expiration de son temps d'exil.

8 mars — Staline, avec un groupe de déportés, quitte Atchinsk pour Pétrograd.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE S. E. G.
33, RUE BÉRANGER, A
CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

Numéro d'éditeur: 14
Numéro d'imprimeur : 81
Dépôt légal - 2e trimestre 1976